



JEAN-BERNARD CADIER

JOE BIDEN

DE SCRANTON
À LA MAISON BLANCHE

l'Archipel
<https://yossr.com>

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

JEAN-BERNARD CADIER

JOE BIDEN

De Scranton à la Maison Blanche

l'Archipel

Cet ouvrage constitue une version revue et augmentée de
Joe Biden, une histoire américaine (L'Archipel, 2020).

Si vous souhaitez prendre connaissance de notre catalogue :
www.editionsarchipel.com

Pour être tenu au courant de nos nouveautés :
www.facebook.com/larchipel

E-ISBN 978-2-8098-4174-9
Copyright © L'Archipel, 2021.

DU MÊME AUTEUR

Néron à la Maison Blanche. Le vrai bilan, L'Archipel, 2019.

Sommaire

[Avant-propos](#)

[1. Joey de Scranton](#)

[2. La Corvette](#)

[3. L'accident](#)

[4. Sénateur Biden](#)

[5. Jill](#)

[6. Obama](#)

[7. La promesse](#)

[8. Le réveil de « Sleepy Joe »](#)

[9. Black Lives Matter](#)

[10. Le cataclysme Covid](#)

[11. Le risque Hunter](#)

[12. L'accusatrice](#)

[13. Est-il trop vieux ?](#)

[14. Kamala, future présidente ?](#)

[15. Folle fin de campagne](#)

[16. La drôle de victoire](#)

[Conclusion](#)

À Brigitte

Avant-propos

Un samedi matin au soleil. Il fait étonnamment chaud pour un 7 novembre. Sur la terrasse de leur maison, Joe Biden et son épouse Jill en profitent. La semaine a été éprouvante. Il a toujours aimé les grandes maisons et les grandes familles. Il entend les rires lointains et les exclamations de ses petits-enfants. Les bruits de la vie. Rien ne le rend plus heureux.

Tout à coup, un cri : « Pop, Pop, on a gagné ! » Puis des applaudissements. Il est exactement 11 h 25. Sa petite fille Naomi déboule sur la terrasse. Elle a reçu sur son téléphone l'alerte des grandes chaînes de télévisions. Son grand-père, son « Pop » vient d'être désigné vainqueur de la présidentielle, quatre jours après l'élection. Naomi est la plus politique de la bande. À vingt-six ans, elle est aussi la plus proche de « Pop ». Peut-être parce qu'elle porte le prénom de la fille de treize mois qu'il a perdue dans un accident de la route, en 1972. C'est elle qui poste des photos sur les réseaux sociaux. Quelques minutes après, elle envoie un cliché montrant, au pied d'un escalier, une demi-douzaine d'enfants et petits-enfants. Au milieu, le visage extatique d'un Joe Biden émergeant d'un entrelacs d'étreintes et de baisers.

Il a attendu ce moment toute sa vie. La victoire politique suprême, célébrée parmi les siens. Il y a quarante-huit ans jour pour jour, il remportait sa première élection au Sénat. De justesse, déjà. Depuis lors, il n'a cessé de rêver de la Maison Blanche. Trois fois il s'est présenté, trois autres fois il y a pensé. Cette fois est la bonne.

Tandis que l'on se congratule dans la maison familiale de Wilmington, l'équipe de campagne reprend la main. Tout était prêt depuis quatre jours, mais il n'y a pas une minute à perdre. Un premier tweet de victoire, une vidéo de deux minutes parfaitement léchée sur l'air de « America the Beautiful » chanté par Ray Charles. Et quelques mots du vainqueur : « Je suis honoré que vous m'ayez choisi pour diriger notre grand pays. » Puis un communiqué dans la foulée : « Le moment est venu pour l'Amérique de

s'unir et de soigner [*heal*]... Je m'adresserai à la nation ce soir et j'aimerais beaucoup que vous me regardiez. »

En début d'après-midi, Jill, son épouse, poste malicieusement sur Twitter une photo de son mari et d'elle-même tenant une pancarte où l'on peut lire : « Le docteur et le vice-président Biden vivent ici. » Mais le mot « vice » est caché par sa main droite... Enseignante – elle est docteure en sciences de l'éducation –, Jill Biden a déjà décidé qu'elle serait la première *First Lady* à garder une activité professionnelle. Même si elle restera la première et la plus solide conseillère de son mari. C'est elle qui l'a incité à se présenter une dernière fois, malgré son âge, contre ce Donald Trump qu'elle déteste.

Côté Trump justement, rien ne va plus. Lui aussi a profité des douces températures de ce samedi matin pour sortir. Après quatre jours de bataille acharnée sur les résultats, il est au golf quand le résultat tombe à 11 h 25. Mauvais pour l'image. Les premières photos du perdant sont celles d'un golfeur en surpoids, regard mauvais sous une casquette vissée, hué sur le parcours de son retour à la Maison Blanche. Car l'annonce de la victoire de Biden a fait descendre en quelques minutes des dizaines de milliers d'Américains dans les rues des grandes villes. Comme si l'Amérique de gauche attendait ce moment depuis quatre ans, quatre jours et quatre nuits d'angoisse, redoutant jusqu'au bout une réélection de Trump sur le fil. Ces foules sont jeunes, euphoriques, soulagées. Ravies de profiter de cet été indien. Les pancartes saluent de manière plus ou moins respectueuse la défaite de Trump, très peu la victoire de Biden. Tout le monde ou presque porte un masque, mais on sent que la jeunesse de ce pays, après des mois de pandémie, a besoin d'évacuer la tension accumulée. Washington, New York, Atlanta, Los Angeles : les rassemblements se poursuivent, joyeux, jusqu'à la nuit, sans incident.

À Wilmington, Joe Biden a donné rendez-vous à l'Amérique à 20 heures. Auparavant, il remercie ses équipes de campagne dans un appel vidéo : « Assurons-nous que le monde en désarroi entende ce message : l'Amérique est de retour. » Puis il surprend ses troupes en leur demandant, après des mois de bataille acharnée, de tendre la main à leurs adversaires d'hier : « Allez voir votre voisin qui a planté une pancarte Trump sur sa pelouse, dites-lui que vous n'avez rien contre lui, mais que nous devons tous ensemble restaurer les valeurs fondamentales qui sont les nôtres ici, en Amérique, génération après génération. »

Peu après 20 heures, toutes les grandes chaînes interrompent leur programme pour diffuser le grand discours de victoire. On attend Joe Biden, mais c'est d'abord la vice-présidente élue qui apparaît. Sensiblement plus jeune que lui, Kamala Harris a cinquante-six ans. Elle porte un tailleur, comme toujours, mais cette fois il est blanc : la couleur des suffragettes, ces militantes féministes du début du xx^e siècle. Elle souligne la dimension historique de l'instant : première femme à accéder à la vice-présidence, elle rend hommage « à toutes les femmes qui, à travers l'histoire de notre nation, ont pavé le chemin qui a conduit à ce moment » ; elle est aussi, à ce poste, la première personne noire, asiatique et fille d'immigrés (son père était jamaïcain et sa mère indienne) : « Toutes les petites filles qui nous regardent ce soir peuvent voir que nous sommes le pays du possible... Je suis peut-être la première femme à occuper ce poste, mais je ne serai pas la dernière. »

Joe Biden a nommé une femme à la vice-présidence, pour souligner le contraste avec le machisme ambiant de l'ère Trump. Et une femme de couleur, pour tourner le dos aux relents racistes des quatre années écoulées. Mais Kamala Harris n'est pas un gadget. En 2008, lors du discours de victoire de Barack Obama, Joe Biden n'avait eu le droit que de sourire et de saluer. Aujourd'hui, c'est elle qui ouvre la célébration. À l'issue d'un solide discours de dix minutes, elle a « le grand honneur de présenter le prochain président des États-Unis, Joe Biden ».

Il attendait le signal en bas de la rampe qui monte vers la scène. Il arrive en courant. Une toute petite foulée, un peu étrange, les poings serrés le long du corps. Une caméra le précède en traveling arrière. Une mise en scène sans doute destinée à faire oublier qu'à bientôt soixante-dix-huit ans, il est le candidat le plus âgé jamais élu à la fonction suprême.

« *My fellow Americans*, mes chers compatriotes... » Ce discours, il l'a préparé toute sa vie. Un discours qui lui ressemble. Sept fois il interpelle la foule : « *Folks !* », comme dans le « *That's all folks !* » de Bugs Bunny. Terme plus ou moins traduisible par « mes amis » et qui fleure bon les années 1950. Il déroule son texte comme il a déroulé son existence, avec un optimisme sans borne : « J'ai toujours pensé que l'on pouvait définir l'Amérique d'un seul mot : possibilités... Il n'y a rien que nous n'ayons jamais pu accomplir en unissant nos forces. » Deux fois, il lance : « Nous devons restaurer l'âme de l'Amérique. » C'est le slogan avec lequel il a lancé sa campagne, dix-huit mois auparavant, mais c'était surtout le thème

de sa première campagne, en 1988. Bientôt cinquante ans qu'il le répète, avec les mêmes anecdotes sur son enfance en Pennsylvanie. Mais cette fois, le discours colle à l'époque.

Joe Biden promet d'être « un président qui ne cherche pas à diviser, mais à unifier ». C'est ce qu'il a fait tout au long de sa vie de centriste. Il le répète ce soir : « Donnons-nous une chance. Il est temps de mettre de côté la rhétorique agressive, de faire baisser la température, de se regarder et de s'écouter à nouveau. » Il finit en citant un cantique catholique inspiré du Psaume 91 :

*Il te portera sur les ailes d'un aigle,
Te portera sur le souffle de l'aube...
Et te tiendra dans la paume de sa main.*

Ce cantique lui fait penser à l'Amérique, à sa famille et en particulier à son fils Beau, mort d'un cancer à l'âge de quarante-six ans : « Ces mots traduisent la foi qui me soutient et qui, je crois, soutient l'Amérique. J'espère, j'espère qu'ils pourront donner du réconfort aux deux cent trente mille Américains qui ont perdu cette année un être cher à cause de ce terrible virus. »

Tout y est : sa foi en l'Amérique, sa foi tout court, les accidents de sa vie, la pandémie. Il ne lui reste plus qu'à citer son grand-père : « *Joey, keep the faith* » (garde la foi) et sa grand-mère : « *No, Joey, spread it* » (non, partage-la). Et de conclure : « Que Dieu bénisse l'Amérique. Que Dieu protège nos soldats. Merci, merci. »

La fin du discours est saluée par un feu d'artifice. Les noms « Biden » et « Harris » éclatent dans le ciel grâce à des centaines de drones pilotés par ordinateurs, ainsi qu'une carte des États-Unis et le chiffre 46 entouré d'étoiles, puisque Biden sera le quarante-sixième président. Le spectacle est conçu pour la télévision, qui réussit même à donner l'illusion d'une foule en filmant quelques centaines de supporters massés autour de leurs voitures. Pour cause de Covid, les spectateurs n'ont été autorisés à se rassembler sur le parking qu'à bord de leurs voitures. On est loin des deux cent quarante mille personnes qui, en 2008 à Chicago, avaient assisté au discours de victoire de Barack Obama. Les haut-parleurs surpuissants jouent « *A Sky Full of Stars* », chanson du groupe Coldplay, la préférée de feu Beau Biden.

Les Américains connaissent Joe Biden depuis toujours. Ce 7 novembre au soir, ils découvrent sa famille. Et quelle famille ! Sur la scène du Chase Center de Wilmington, elle offre l'image de la famille américaine parfaite. Unie ? Oui, solidement unie autour du patriarche. Parfaite ? C'est une autre histoire. Qui est ce bébé que Joe Biden embrasse sur le front et qu'il porte dans ses bras pour lui montrer le feu d'artifice ? C'est son petit-fils, le fils de Hunter. Hunter, le fils prodigue, a eu trois filles, elles sont là ce soir. Puis il a divorcé. Une stripteaseuse lui a donné un enfant, ni elle ni le bébé ne sont là. Puis il a vécu un temps avec la belle-sœur de son frère Beau, décédé du cancer, absente elle aussi. Joe Biden n'avait pas été hostile à ce qu'ils se consolent ensemble. Puis Hunter est tombé dans l'alcool et la drogue, avant de faire des affaires en Ukraine en usant du nom de son père, alors vice-président. En 2019, il a rencontré la nouvelle femme de sa vie, une Sud-Africaine de seize ans sa cadette – à ses côtés ce soir du 7 novembre. Ils se sont mariés une semaine après s'être rencontrés à Los Angeles. C'est leur bébé que le bon grand-père porte dans ses bras. Prêt à tout accepter, tout pardonner au nom de l'amour. Comment s'appelle ce bébé ? Beau, comme son oncle défunt.

Pendant toute la campagne, Donald Trump n'a cessé de demander : « Où est Hunter ? », tentant de transformer en scandale politique les imprudences du fils Biden en Ukraine. Eh bien ! Hunter est là, sur scène. Son père lui donne une accolade aussi longue que remarquée. Non, Donald Trump ne déchirera pas sa famille. Pas plus qu'il ne continuera à déchirer le pays.

La vie familiale et la vie politique de Joe Biden ont toujours été étroitement liées. Faites d'épreuves terribles et de résurrections spectaculaires. En bon Américain, il est résilient. Dans ce pays où la vie des gens est régulièrement anéantie par des tornades et des crises économiques plus violentes qu'ailleurs, le seul filet de sécurité est bien souvent la force de caractère. Plusieurs fois, Joe Biden a été mis à terre. Quand sa femme et sa fille sont mortes dans un accident de voiture. Quand le cancer a vaincu son fils Beau. Quand lui-même a été victime d'une rupture d'anévrisme, au point qu'un prêtre lui a administré l'extrême-onction. Chaque fois, il s'est relevé. Persuadé que chacune de ces épreuves lui a permis de mieux comprendre les peines et les difficultés de ses compatriotes.

« *Uncle Joe* », comme on l'appelle, fait partie de la famille américaine. Certains parlent à son propos d'un phénomène d'avuncularité, cette relation particulière, mêlée de respect et d'affection, que l'on peut entretenir avec un

oncle ou une tante. Un peu comme ces Français qui surnommaient « Tonton » le président Mitterrand.

Face à Trump, Joe Biden clame qu'il veut régénérer « l'âme de l'Amérique », c'est-à-dire une certaine idée du pays qu'il a défendue toute sa vie. Une Amérique à la Norman Rockwell, solide sur ses bases. Sa base à lui, c'est son enfance dans une famille modeste mais aimante de Scranton, Pennsylvanie. Une Amérique où l'on a confiance en l'avenir. Avec ses lunettes Ray-Ban et sa Corvette décapotable, il a passé sa vie à repérer et acheter des maisons toujours plus grosses, s'endettant chaque fois davantage. Il n'a commencé à mettre de l'argent de côté qu'à soixante-dix ans passés.

Incontestablement, il a de l'expérience. Il s'y réfère sans cesse, citant Bruce Springsteen, son chanteur préféré : « Le passé n'est jamais le passé, il est toujours présent. » Mais où s'arrête l'expérience utile et où commence le grand âge ? Où finit « *Uncle Joe* » et où commence « *Grandpa Joe* » qui, les débats de la primaire l'ont montré, paraît sensiblement plus vieux que son âge ?

Même pour les démocrates, Joe Biden est parfois ce vieil oncle qui déraile à la table familiale. Son expression orale parfois laborieuse, son étrange propension à buter sur les mots sont une résurgence du bégaiement de son enfance. Et que dire de sa tendance, de longue date, à commettre des gaffes magistrales ? C'est le défaut de ses qualités : Joe Biden est direct et parle franc, parfois trop. Il le sait : « Je suis une machine à faire des gaffes, mais, mon Dieu, quelle chose merveilleuse en comparaison d'un type qui est incapable de dire la vérité ! »

Candidat imparfait et par défaut, Joe Biden a réussi à battre Donald Trump. Mais le plus dur reste à accomplir. Il doit faire face – il le savait depuis des mois – à une crise sanitaire et à une crise économique. Mais aussi à une crise politique car sa victoire est trop étroite, notamment au Congrès, pour lui permettre de conduire les réformes promises. Donald Trump est toujours là, qui continue de distiller son poison populiste.

Joe Biden sera-t-il être un président exceptionnel, car élu dans des circonstances exceptionnelles, comme le fut avant lui Franklin D. Roosevelt ? En tout cas, il a un plan. Voilà cinquante ans qu'il le peaufine. Quant à savoir où il veut emmener l'Amérique... Pour le comprendre, voyons d'abord d'où il vient.

1

Joey de Scranton

Joe Biden est né le 20 novembre 1942 dans une famille moyenne de l'Amérique moyenne, dans la ville moyenne de Scranton, Pennsylvanie. Ce n'est qu'à deux heures à l'ouest de New York, mais c'est déjà l'Amérique profonde. Scranton a d'ailleurs été choisie comme cadre pour la série à succès *The Office*, qui raconte la morne vie d'un bureau dans une ville sans relief.

La Pennsylvanie, c'est aussi l'État du film *Un jour sans fin* (*Groundhog Day*), dans lequel Bill Murray est condamné à revivre indéfiniment la même journée. On est là au cœur de l'Amérique blanche à l'ancienne, enracinée dans l'expression « *Mom, baseball and apple pie* » (« M'man, baseball et tarte aux pommes »).

Le jour de sa naissance, la une du *Scranton Times*, le journal local, annonce fièrement que « les forces américaines obligent les nazis à reculer » et que « sept navires japonais supplémentaires ont été coulés dans le Pacifique Sud ». Le lendemain, le journal informera en deux lignes qu'« un fils est né chez Mr et Mrs Joseph R. Biden ».

Il s'appelle Joseph Robinette Biden Jr. « Junior » pour le distinguer de son père, qui porte le même prénom. « Robinette » car c'est le nom de sa grand-mère paternelle. « C'est un nom français, a un jour affirmé Joe Biden à la chaîne C-Span. Cela remonte à très longtemps. Il paraît que les Robinettes sont venus avec Lafayette et ne sont jamais repartis. Je n'en sais rien. On ne peut pas le garantir. » La référence à Lafayette, évidemment, a du panache... mais la vérité est qu'il n'en sait rien. Biden a aussi assuré à l'ambassadeur de France, Gérard Araud, que c'était un nom d'origine québécoise... Selon la *Revue française de généalogie*, un Allen Robinette, quaker anglais, serait venu refaire sa vie en Pennsylvanie avec femme et enfants à la fin du xvii^e siècle, soit bien avant Lafayette. Son père, selon

certain historien, était un huguenot français de la région de Soissons ; selon d'autres, Allen Robinette avait des ancêtres anglais dont on a trouvé la trace jusqu'au xv^e siècle. Avant ? Le nom pourrait découler d'un mariage franco-anglais, unions assez fréquentes depuis l'expédition de Guillaume le Conquérant.

Le grand-père paternel Biden, lui, est arrivé de Liverpool en 1825. La famille affirme qu'il était d'origine allemande, mais l'intéressé aimait à dire : « Nous sommes hollandais. » Du côté de la mère de Joe Biden, en revanche, les Finnegan sont sans conteste des Irlandais. Et c'est cette origine que revendiquera pour la vie le futur vice-président. Ses gardes du corps lui donneront le nom de code « Celtic ». Pour lui, irlandais est plus qu'une origine, c'est une identité et, surtout, une religion : Joe Biden est catholique.

Autrement dit, minoritaire dans un pays protestant. Enfant, il ne s'en rend pas compte. La ville minière de Scranton, peuplée d'Irlandais, d'Italiens et de Polonais, compte autant d'églises catholiques que de terrils. Comme pour beaucoup d'Américains, la religion tient un rôle central dans la vie de Joe Biden : « La conception que j'ai de moi-même, de la famille, de la communauté et du vaste monde découle directement de ma religion. » Il raconte à l'envi cette enfance où, « quand on croisait une bonne sœur, on soulevait sa casquette : “Bonjour, ma sœur” ». Personne ne croisait un prêtre sans un « *G'd afternoon Father* ». Il se considère comme un « catholique culturel », peu porté sur la théologie. Avec une tendresse particulière pour les bonnes sœurs de son enfance. Celles à qui « on offrait des savons pour Noël » à l'école catholique (« que peut-on offrir à une bonne sœur ? ») et qui, de ce fait, « sentaient la lavande tout le reste de l'année ». Il assure : « Les bonnes sœurs sont une des raisons pour lesquelles je suis encore un catholique pratiquant¹. » Étonnamment, ses trois enfants épouseront des juifs : son fils Beau, Hallie Oliver ; Hunter, Melissa Cohen en secondes noces ; et sa fille Ashley, Howard Krein. Joe Biden dansera même la *hora* lors du mariage de sa fille.

Joey reçoit une éducation très morale, beaucoup de principes et peu de mots. « Si mes parents me disaient : “Oh, nous sommes déçus”, c'était comme un coup de poignard. Tous les soirs, j'embrassais mon grand-père avant d'aller me coucher. Il me rappelait : “Trois *Je vous salue Marie*, Joey, pour la pureté.” » Il lui a fallu longtemps pour comprendre que le grand-père parlait de chasteté.

Enfance idyllique, décor à la Edward Hopper. « Le samedi, on descendait à Green Ridge Corner acheter des amorces chez Handy Dandy pour mon pistolet à amorces ou des bonbons à un *cent* chez Simmey. Puis on allait au ciné au Roosie Theatre, pour une séance double à 12 cents, généralement deux westerns ou deux Tarzan. Et quand on n'avait plus d'argent, on traînait devant la devanture d'Evelyn et E-Paul, pour profiter de l'odeur de la confiserie maison. » Quand il fallait rentrer, « on passait par des rues bordées de garages. En grimpant sur les toits, on sautait d'un garage à l'autre. Si tu tombes, tu te fais dévorer par les alligators ».

Joey est un casse-cou. « Je n'avais peur de rien. » À neuf ans, il passe en courant entre les roues d'un engin de chantier en mouvement pour épater les copains. Plus tard, il saute à l'arrière des tramways pour décrocher la perche d'alimentation, forçant le tram à s'arrêter. Joey est aussi un gamin populaire. Il pratique le football et le baseball, dans les rues ou sur les terrains vagues. Et il a un peu tendance à jouer des poings, surtout si l'on se moque de son bégaiement. Atout considérable, il court plus vite que les autres. « *You c-c-c-c-can't catch me !* » (« Tu ne m'attraperas pas ! »).

Le dimanche, après la messe, tout le monde se rassemble autour des grands-parents dans la modeste maison de North Washington Avenue. Les hommes bavardent tout l'après-midi. Ils parlent sport et politique. On aime Truman le démocrate, parce que c'est un homme sans artifice. On aime aussi le républicain Eisenhower, parce que « c'était un héros de la guerre, après tout ». Joey écoute. Il voue une admiration sans bornes à son grand-père maternel Finnegan, dont il retient quelques principes : personne n'est supérieur à personne, la politique est une question d'honneur personnel, tu donnes ta parole et tu t'y tiens. De là vient sans doute ce qu'il appellera « une notion romantique de la politique ».

Le soir, étant l'aîné des quatre enfants, c'est à lui que son père donne un dollar. Il pédale jusqu'au drugstore du coin pour acheter un demi-gallon de glace Breyer. « Je revenais et on s'installait tous dans le living-room pour regarder *Lassie*, Jack Benny et Ed Sullivan à la télévision. » Joe Biden aura toute sa vie un penchant pour les glaces. « Vanille et chocolat, précisent ses petites-filles dans une vidéo enregistrée pour la convention démocrate à l'été 2020. Il mangeait la glace Breyer directement dans le freezer pour que notre grand-mère ne le voie pas. »

Si le jeune Joey a confiance en lui, il le doit à sa mère. Quand, devenu vice-président, il lui annoncera que la reine d'Angleterre va lui accorder

une audience, elle l'adjurera : « Ne lui fais pas la révérence. » Puis, quand c'est au tour du pape : « N'embrasse pas sa bague. Souviens-toi, Joey, tu es un Biden, personne n'est mieux que toi, tu n'es mieux que personne². »

Sa mère est toujours de son côté. Que l'on se moque du bégaiement de son fils et elle devient furie : « Si vous parlez encore une fois comme ça à mon fils, je vous arrache ce voile de la tête, vous avez compris ? » La scène se passe dans le bureau du principal, Joey a onze ans et il vient de s'échapper de l'école, trois kilomètres à pied jusqu'à la maison, en larmes, parce qu'une enseignante à cornette s'est moquée de son bégaiement : « Pourriez-vous répéter, monsieur *Bu-bu-bu-bu*-Biden ? » La bonne sœur s'excuse et Joey retourne en classe. Sa mère lui dit souvent : « Ne t'inquiète pas, Joey : tu es tellement beau, tellement intelligent, tu as un QI tellement élevé que ton cerveau va plus vite que ta parole. »

Son père aussi lui apprendra à affronter les coups durs. Mais d'une autre façon. Car, question coups durs, Joseph Robinette Biden premier du nom a eu son lot. Lui n'est pas né dans l'Amérique moyenne, il y est retombé. Le père de Joe Biden a vécu une jeunesse dorée – non du fait de sa naissance, mais grâce à un oncle richissime, Bill Sheen, qui a fait fortune en fournissant des joints de silicone à la marine pendant la guerre. Il a pris le jeune Joseph Biden sous son aile, comme *alter ego* de son fils Bill Sheen Jr. Les deux garçons jouent au polo, pilotent leurs avions privés pour aller chasser l'ours et l'élan dans les Adirondacks. Ils s'y connaissent en chevaux et en soirées mondaines. L'oncle Bill offre à Joe Biden Sr une splendide Buick Roadster décapotable. Le beau jeune homme – il est grand – porte à merveille les derniers vêtements à la mode. Il gardera toujours ce sens de l'élégance, qu'il transmettra à son fils.

Toutefois, les affaires de l'oncle Billy périclitent avec la fin de la guerre. Joe Sr doit voler de ses propres ailes. Il investit ses économies dans un magasin de meubles, mais son associé part avec la caisse. Il veut se relancer en créant une entreprise d'épandage par avion près de New York, emménageant là-bas avec sa famille ; il fait rapidement faillite. Ruinés, les Biden sont obligés de revenir à Scranton, où ils se réfugient chez leurs grands-parents. Humiliante dégringolade pour le père, qui doit affronter les sarcasmes de la belle-famille Finnegan. Persuadés de leur supériorité morale, les Finnegan ne sont pas tendres avec cet « ancien nouveau riche » qui a vécu sur un si grand pied. Le tout sur fond de querelle ancestrale...

Une tante de Joe Biden lui dira : « Ton père n'est pas un mauvais homme, tu sais. C'est juste qu'il est anglais. »

Toute sa vie, le père de Joe Biden gardera au fond de ses placards sa redingote de chasse à courre, ses bottes cirées et son maillet de polo, vestiges d'une autre vie. Toute sa vie, Joe Biden portera des costumes raffinés et des pochettes impeccables. Pour que survivent au moins les apparences de la splendeur passée ?

Joey a dix ans quand sa famille déménage dans le Delaware. Après avoir été réparateur chauffagiste, son père a trouvé une place de vendeur de voitures d'occasion dans cet État où il a vécu enfant. Toute la famille s'installe dans une banlieue grise. L'appartement n'a que deux chambres : quatre enfants dans l'une, les parents dans l'autre. Mais les Biden peuvent retourner à Scranton, à 220 kilomètres, pour la durée des vacances. Les copains de Joey ont à peine remarqué qu'il était parti. Et le père de famille finit par bien gagner sa vie en vendant des voitures ; voilà alors les Biden qui emménagent dans une maison à Wilmington – à peine plus grande que leur appartement. Les trois garçons dorment dans des lits superposés, tous dans la même chambre, avec un oncle maternel. C'est dans cette demeure que Joe Biden passera l'essentiel de son enfance et de son adolescence.

Au milieu des années 1950, la région est en plein boom. Joe Biden se souvient encore de l'odeur âcre de la terre fraîchement retournée d'un chantier tout proche, la première fois qu'il est arrivé dans le quartier de Mayfield : « Il y avait de nouvelles maisons, de nouvelles écoles, de nouveaux modèles de voitures, de nouveaux gadgets, de nouveaux téléviseurs et de nouvelles émissions à la télé pour les gens comme nous. » Comme nous, c'est-à-dire la classe moyenne blanche, pour laquelle, selon l'expression consacrée, « *the sky is the limit* » – autrement dit, rien n'est impossible. « On se sentait en sécurité. La menace d'une invasion communiste à Mayfield paraissait aussi probable que Nikita Khrouchtchev arrivant pour dîner à la Cleavers' Kitchen Table [le restaurant du coin]. »

La famille, pourtant, n'est pas tout à fait assez riche pour permettre à Joey, l'aîné, d'entrer à Archmere, l'école privée catholique de la ville. Pour être admis, le jeune homme doit travailler sur le site même de l'établissement, l'été précédant la rentrée. « Je déshermais, je lavais les vitres, il devait y en avoir plus de deux cents. Je les lavais au vinaigre et à

l'eau, avec un chiffon pour frotter et du papier journal pour faire sécher. » Joey frotte avec acharnement parce qu'il rêve vraiment d'y aller, dans cette école. Pas tant pour sa réputation académique que pour son équipe de football américain.

Car Joe est déjà un footballeur émérite. En arrivant à Archmere, il est encore un peu fluet, mais il est extrêmement rapide. Il tient le poste de *wide receiver*, le joueur qui se place loin devant les autres et essaie d'attraper les passes du *quarterback*. On le surnomme « Hands », tant ses mains sont habiles à capter le ballon ovale. Il est aussi parfois *halfback*, toujours à l'attaque. En classe terminale, il triomphe en marquant dix *touchdowns* (l'équivalent des essais au rugby), permettant à son équipe de remporter le championnat des écoles privées de la région en terminant la saison invaincue.

Joey est un leader, sur le terrain comme à l'école. Si populaire qu'il sera élu délégué de classe en seconde, première et terminale (*sophomore*, *junior* et *senior*). Le directeur l'empêchera néanmoins de se présenter pour être élu président des élèves en dernière année : Joey a trop d'avertissements. La discipline et la dimension académique des études en général ne sont pas son truc ; il n'a pas mieux que des B. Ses années de lycée lui permettent cependant de se débarrasser de son léger handicap. Il prononce sans un accroc le discours de bienvenue aux familles pour la cérémonie de *graduation* en 1961. « J'étais enfin libéré de ce maudit bégaiement. » Lorsque le père de son copain Dave Walsh lui demande ce qu'il veut faire plus tard, il répond sans ambages : « Je veux être président des États-Unis. » *The sky is the limit.*

À la bibliothèque du lycée, il est allé consulter l'annuaire du Congrès et il a constaté que la plupart des parlementaires – ceux en tout cas qui n'étaient pas des héritiers – étaient des avocats. Il s'inscrit donc en droit à l'université du Delaware. Et découvre ce qu'est une première année de fac pour un étudiant américain : la fête permanente. Mais, fait exceptionnel par rapport à ses condisciples, une fête sans alcool. Joey ne boit pas et ne fume pas. Il n'en a pas besoin : « Il avait toujours des petites amies, raconte sa sœur Valerie. Il était beau, intelligent, c'était un athlète. Et comme notre père vendait des voitures, il avait une nouvelle voiture tous les week-ends³. » Les filles ne résistent pas. Lui non plus. Il pratique, selon sa sœur, « la monogamie en série ».

Il joue au football dans l'équipe des Blue Hens (la « poule bleue », curieusement, est l'emblème du Delaware) et manque de se faire renvoyer pour avoir aspergé un surveillant à l'aide d'un extincteur. Tout naturellement, ses notes sont désastreuses. Au point que son père doit intervenir. Il l'oblige à arrêter le football, un crève-cœur, et à redresser la barre coûte que coûte. Joe Biden Sr lui rappelle qu'aucun membre de la famille n'a de diplôme universitaire et que ce n'est pas le moment de flancher. Il lui répète : « N'oublie pas, Joey, tu dois décrocher un diplôme. C'est quelque chose qu'on ne pourra jamais te prendre. » On sent affleurer la blessure du père inconsolable de sa jeunesse dorée.

De fait, Joe redresse la barre. Il pourra même reprendre le football avec les « Poules bleues ». Mais, à l'arrivée, s'il obtient son diplôme, il ne sort de la fac que 506^e sur 688. Les études ne sont décidément pas son fort.

Durant l'été 1962, il vit une expérience qui le marquera. Il est maître nageur à la piscine publique Prices Run, près d'un ensemble de logements sociaux. Fait particulier, les baigneurs et les maîtres nageurs sont tous des Noirs et il est le seul Blanc. Si le Delaware n'est pas un État du Sud, la ségrégation est bien là. Et Joey n'aime pas la ségrégation. Il a passé les dix-neuf premières années de sa vie à croiser des Noirs sans presque jamais pouvoir leur parler. Selon ses copains de lycée, le jeune Joe Biden défendait souvent les droits des Noirs – à distance. Là, selon son propre aveu, c'est « la première fois que je devenais ami avec des Noirs ». Le soir, à la fermeture de la piscine, il joue au basket. De nouveau, il est le seul Blanc sur le terrain. Une découverte mutuelle : « Je réalise que c'est la première fois qu'ils côtoient un Blanc. » Pas d'agressivité, simplement de la curiosité : « Les gamins s'amusaient à m'asperger les jambes pour voir mes poils friser en séchant au soleil. "Où habites-tu ? Comment sont les filles blanches ? Qu'est-ce qu'elles font et ne font pas ?" » Joe Biden raconte qu'il avait l'impression d'un échange avec des étudiants d'un pays étranger. Un jour, un ami lui demande :

« Est-ce que tu aurais un jerrican ?

— Non. Pourquoi est-ce que j'en aurais un ? Pourquoi en as-tu besoin ?

— Je dois aller voir ma grand-mère en Caroline du Nord et, là-bas, je n'aurai pas le droit de m'arrêter dans la plupart des stations-service. »

Joe Biden n'oubliera jamais son expérience à la piscine Prices Run. Le temps d'un été, il est passé de l'autre côté de la barrière.

Joe Biden, *Promises to Keep: On Life and Politics*, Random House, 2007.
Ibid.

Jules Witcover, *Joe Biden: A Life of Trial and Redemption*, HarperCollins, 2019.

La Corvette

Au printemps 1964, Joe Biden va tomber amoureux « cul par-dessus tête », selon sa propre expression. Ce sont les vacances de printemps, le *spring break*. Joey rassemble ses maigres économies et part en voiture pour la Floride avec des copains. Arrivés à Fort Lauderdale, déception : « Il y avait dix mille garçons pour une fille sur la plage. »

« Et si on allait aux Bahamas ? » Ils viennent de voir une publicité pour un vol aller-retour à 28 dollars. « Mais je n'ai jamais pris l'avion », s'inquiète Joey. Les copains l'embarquent. Pendant le vol, ils se lient avec d'autres garçons qui vont les loger pour pas cher. La plage publique est belle. Mais la plage privée, de l'autre côté d'une barrière, est encore mieux et semble regorger de jeunes filles magnifiques. Seule solution, les garçons chipent trois serviettes du club privé qui séchaient sur la barrière. Serviette autour de la taille, ils passent devant les gardiens, l'air de rien, et se rendent sur la plage privée. « Il y avait une brune et une blonde », raconte Joe Biden.

« Je prends la blonde.

— Non, c'est moi », dit son copain, qui propose de tirer à pile ou face.

Le temps qu'il sorte sa pièce, Joey s'est déjà approché de la blonde.

« Hello, je m'appelle Joe Biden.

— Hello, je m'appelle Neilia Hunter. »

Joey est ébloui par ces yeux verts et ces longs cheveux blonds. Le courant passe immédiatement. Il l'invite à dîner le soir même. Elle a déjà un rendez-vous, qu'elle annule sans hésiter. Elle connaît un très bon restaurant non loin de là. Joe Biden, inquiet, lui demande s'ils ne pourraient pas se contenter de hamburgers. Il n'a pas les moyens de dîner dans un grand restaurant. Mais aux Bahamas, même les burgers sont chers. Quand arrive

l'addition, Joey n'a pas de quoi payer. En souriant, elle lui glisse deux billets de 20 dollars sous la table.

Neilia Hunter est issue d'une famille aisée de la région de Syracuse, près des Grands Lacs. Dès son premier week-end à l'université, Joe Biden vient lui rendre visite :

« Tu sais qu'on va se marier ?

— J'en ai bien l'impression », répond Neilia.

Elle présente son amoureux à sa meilleure amie, Bobbie Greene, qui se souvient : « Je lui ai demandé ce qu'il voulait faire plus tard, il m'a répondu : "Sénateur, puis président." C'était le plus beau garçon que j'aie jamais vu, bien habillé, ses cheveux, son sourire... C'était sûr qu'il pourrait devenir sénateur s'il le souhaitait¹. »

Pendant un an, il fait la route presque chaque week-end, dans une voiture prêtée par son père, pour aller la retrouver. Pied au plancher. Son record : parcourir en cinq heures les 515 kilomètres qui les séparent. Au volant, il programme son avenir : fac de droit, mariage, enfants. Un métier : avocat. Et la politique.

Un jour, Neilia lui révèle que tout ce bel édifice est menacé : « Mon père ne veut plus que l'on se voie. » Car la famille de Neilia est protestante, très engagée dans la paroisse presbytérienne. Ils ne se sentent pas prêts à accueillir un catholique sans le sou, qui plus est démocrate. « Mon père ne veut plus que l'on se voie, mais je lui ai répondu : "Ne me force pas à choisir, Daddy, ne me force pas à choisir." »

Mr Hunter finira par céder. Joe et Neilia se marient en grande pompe en août 1966. Le père a même consenti à ce qu'ils s'unissent devant un prêtre – mais, se souvient son gendre, il est plus que mal à l'aise : « Je n'ai jamais vu un homme aussi gêné de devoir entrer dans une église catholique. »

Leurs premiers mois de vie commune passent comme dans un rêve rythmé par les Beach Boys. Il est beau, athlétique, elle est la « *homecoming queen* », la jeune fille désignée à la fin du lycée comme la plus jolie et la plus sympathique par ses condisciples. Ils roulent en Corvette décapotable et emmènent les gamins de leur quartier manger des glaces chez Marble Farms. Joe joue au football et au *stickball* (ancêtre indien du baseball, auquel on joue exclusivement dans le nord-est des États-Unis). Neilia se fait bronzer dans le jardin. Les garçons du quartier se pressent derrière la

barrière pour profiter du spectacle. Joe offre à sa jeune épouse un jeune berger allemand qu'ils appellent « Senator ». Évidemment.

La Corvette est un cadeau de Joe Biden Sr. Le marchand de voitures leur en a fait la surprise le jour du mariage. Il a revendu la vieille Chevy Bel Air de Joey et la Pontiac Tempest neuve de Neilia pour acheter une Corvette Stingray verte modèle 1967. Décapotable, bien sûr. Joe Biden la gardera toute sa vie. Elle dort aujourd'hui sous une bâche dans le Delaware. Il la ressortira pour l'émission de télévision de Jay Leno, une fois devenu vice-président. Ses agents de sécurité le laisseront exceptionnellement prendre le volant. « Je ne devrais pas le dire à la télé, mais j'adore la vitesse », lâchera le vice-président. En 2013, pour Noël, ses deux fils lui offriront un nouvel embrayage.

Comme ses lunettes d'aviateur, cette voiture décapotable ne définit-elle pas Joe Biden ? Un éternel playboy, un peu démodé, d'accord, mais tellement américain.

Une carrière politique toujours dans le viseur, il entre à la faculté de droit de Syracuse. Ses parents ne lui donnent pas un centime pour ses études. Il reçoit des bourses de l'État et de l'association des anciens élèves, qu'il complète en étant surveillant dans un dortoir. La fac de droit est pour lui « l'endroit le plus ennuyeux du monde ». Il ne travaille qu'à la veille des examens, souvent avec l'aide de Neilia et en s'appuyant sur les notes prises par ses amis. Sans surprise, il ne finira que soixante-seizième de sa promotion, sur quatre-vingt-cinq.

En première année, il est accusé d'avoir triché en recopiant un peu vite cinq pages d'une revue de droit sans en préciser l'origine. Il plaidera la bonne foi, expliquant qu'il n'était pas très au clair sur la façon dont on devait citer des articles écrits par d'autres. Il est sanctionné par un F, la plus mauvaise note. Mais il pourra repasser la matière et ce F infamant sera effacé de son dossier. L'incident refera surface quelques années après, lorsque le politicien Joe Biden sera accusé de plagiat.

Lorsqu'il obtient son diplôme de *Juris Doctor*, en 1968, la guerre du Vietnam fait rage. Plusieurs fois, il a obtenu un sursis en tant qu'étudiant. Après son diplôme, il sera réformé parce qu'il a souffert d'asthme dans son enfance. Un léger voile de doute enveloppe cet épisode. Joey l'athlète, le footballeur, n'a jamais eu de problèmes respiratoires sur le terrain. Dans *Promises to Keep*, son autobiographie, où il raconte son enfance en détail,

Joe Biden ne mentionne jamais cet asthme. En cinquante ans de carrière politique, pourtant, pas une fois cet épisode ne lui a été reproché. La même année, un certain Donald Trump était réformé pour une anomalie osseuse au talon.

Ses résultats médiocres à la fac de droit limitent ses choix lorsqu'il s'agit de chercher un job. Il passe un entretien d'embauche avec l'avocat William Prickett, qui fait la grimace en lisant ses notes et lui lance : « Évidemment, vous espérez être embauché sur votre belle gueule... » Il le sera avec un maigre salaire de clerc d'avocat, en attendant de passer le barreau.

À cette époque, même le paisible Delaware est sens dessus dessous. L'assassinat de Martin Luther King, en avril 1968, a provoqué des émeutes dantesques. L'armée occupe le centre-ville de Wilmington jusqu'en janvier 1969. La plus longue occupation d'une ville américaine à l'époque, sur décision du gouverneur démocrate Charles Terry. L'atmosphère est lourde. La haine monte dans la communauté noire contre ces soldats qui exhibent leurs baïonnettes et ces policiers blancs postés à chaque carrefour. Joe Biden se sent déchiré. Son cœur penche à gauche, mais il ne supporte pas ce gouverneur démocrate à la main de fer. Il s'inscrit sur les listes électorales comme indépendant.

En juin de la même année, Robert Kennedy, le frère de l'ancien président, est assassiné à son tour. Joe Biden est bouleversé. « Pendant toutes mes années de lycéen et d'étudiant, j'ai été marqué par ces hommes qui changeaient le pays. Martin Luther King, John Kennedy, Robert Kennedy... J'étais emballé par leur éloquence, leur conviction, la grandeur de leurs rêves. » Le jeune Biden sent bien qu'il ne peut pas se contenter de rouler en décapotable et de visiter des maisons avec Neilia. Le monde change, il ne peut pas rester à quai.

Il supporte mal, dans ce contexte, de travailler pour un cabinet d'avocats qui défend les entreprises contre des salariés souvent pauvres et souvent noirs. « Je sentais que ma place était auprès de ceux que le système rejette. » Il claque la porte de ce cabinet et devient défenseur public, c'est-à-dire avocat commis d'office pour les plaignants les plus démunis. 90 % de ses clients sont noirs. Son tout premier client hausse les épaules quand le juge lui demande s'il accepte d'être défendu par Mr Biden : « Je m'en fiche, répond-il. Un *motherfucker honkey* [terme insultant pour désigner un Blanc] ne peut pas valoir mieux qu'un autre ! »

C'est à ce moment qu'il se rapproche des cercles démocrates. Ou plus précisément des cercles démocrates progressistes, l'équivalent des Bernie Sanders et Elizabeth Warren de l'époque, qui se réunissent dans un restaurant italien le mercredi soir pour conspuer cet *establishment* démocrate qu'il représentera un jour. À la même époque naît son premier fils, Beau, suivi un an plus tard de son frère cadet Hunter, et bientôt de la petite Naomi. Les maigres émoluments de l'avocat commis d'office ne suffisent pas à faire vivre la famille. Joe, avec un ami d'université, décide alors de lancer son propre cabinet d'avocats. Mais il est toujours déchiré entre le droit des affaires, qui rapporte gros, et le droit pénal, qui ne paie guère.

C'est alors qu'on lui propose de se présenter à une élection : celle du conseil du comté de New Castle – l'équivalent du conseil départemental en France. Joe Biden a vingt-sept ans. *A priori*, ce qui l'intéresse, c'est la politique, les affaires internationales, pas les problèmes de canalisations. Il se laisse quand même convaincre et se lance dans sa toute première campagne.

Sa sœur Valerie révèle à cette occasion, comme pour toutes les campagnes à suivre, un vrai talent d'organisatrice. Elle récupère les listes électorales et le registre des cartes grises, recrute des volontaires, quadrille le secteur en *blocks* et désigne des *block captains*. Chaque rue, chaque maison est mise en fiche. La circonscription est à majorité républicaine, mais cela n'effraie pas le jeune Biden : « Je savais leur parler. Je savais qu'ils voulaient une administration qui travaille bien et pour pas cher. Je savais qu'ils s'inquiétaient pour l'environnement, je leur promettais de lutter contre les promoteurs. »

Joe Biden l'emporte haut la main, avec deux mille voix d'avance, alors que ce jour-là les démocrates reculent dans le reste de l'État. Le *Wilmington Evening Journal* le qualifie aussitôt de « Kennedy du Delaware ». Le jeune Biden, évidemment, apprécie la comparaison. Catholique comme lui, JFK est son idole. Il rêve (déjà) de devenir le second président catholique de l'histoire américaine. Mais il ne manquera jamais une occasion de rappeler une différence fondamentale : le père de JFK était l'un des hommes les plus riches et les mieux « connectés » du pays. Le père de Joe Biden, lui, vendait des Chevrolet d'occasion.

Le jeune élu local se distingue en se battant contre des projets pharaoniques. Une énorme raffinerie Shell, qui menace la côte, et surtout des projets d'élargissement des autoroutes traversant sa circonscription. « L'État était prêt à détruire des jardins, des maisons, des épiceries pour construire une autoroute à dix voies permettant aux gros *trucks* venus du New Jersey de foncer vers le Maryland et au-delà². » Joe Biden résiste. Écolo avant l'heure.

Les milieux d'affaires voient d'un mauvais œil ce blanc-bec activiste de plus en plus populaire. Sa circonscription est redécoupée de façon à favoriser le Parti républicain. Il ne pourra pas être réélu. Pour Joe Biden, le choix est clair : soit il abandonne la politique, soit il vise l'échelon supérieur.

Ibid.

Joe Biden, *Promises to Keep*, *op. cit.*

3

L'accident

« Joey, tu travailles trop. Quarante heures pour monter ton cabinet d'avocats, quarante heures pour le *county council*, tu vas te tuer à la tâche. Si c'est la politique que tu aimes, allons-y. À plein temps¹. »

C'est en ces termes que Joe Biden rapporte les propos de sa jeune épouse Neilia. Où l'on voit poindre une constante de sa vie politique : toutes les grandes décisions, toutes les campagnes sont décidées et conduites en famille, en premier lieu avec son épouse : « Allons-y. »

Pour cet ambitieux, il n'y a pas énormément d'options dans le petit État du Delaware. À cette époque, toute la vie politique est dominée par une seule entreprise : le géant de la chimie, DuPont. Autrement nommée Du Pont de Nemours, dirigée par les héritiers de Pierre Samuel du Pont de Nemours, fils d'un horloger huguenot de Paris émigré aux États-Unis sous le Consulat. Dans le Delaware, le conglomérat domine tout : l'économie, l'administration et même les activités caritatives, selon un modèle paternaliste sans partage. L'avocat Ralph Nader qualifiera le Delaware de « *Company State* », tant il est dominé par une seule entreprise.

Les postes politiques les plus intéressants – gouverneur, député – sont tous trustés par DuPont et ses alliés. Il faudrait énormément d'argent pour s'y attaquer et Joe Biden n'en a pas. Sa chance viendra d'un concours de circonstances inespéré. Il y a dans la famille DuPont un jeune homme ambitieux, Pete DuPont, républicain, à peine plus âgé que lui, qui viserait bien le poste du sénateur républicain James Caleb Boggs, lequel a décidé de ne pas se représenter. Mais le gouverneur de l'État, républicain lui aussi, lorgne le même poste. On se dirige vers une primaire républicaine explosive, qui risque de faire passer le siège dans le camp démocrate. Le président Richard Nixon, voyant le danger, intervient personnellement pour obliger le sénateur sortant à se représenter.

Le Delaware est un tout petit État (450 000 habitants à l'époque) mais, selon la Constitution américaine, il est représenté comme tout État par deux sénateurs. Autant que la Californie, quarante fois plus peuplée. Or tout président américain sait qu'un seul sénateur peut faire la différence pour faire passer un budget ou une nomination, d'où l'intérêt porté par Richard Nixon à la primaire du Delaware.

Sur le papier, le sénateur Caleb Boggs, soixante-trois ans, est imbattable. Il n'a pas perdu une seule élection depuis près de trente ans. Ancien juge, ancien député (représentant), ancien gouverneur, il a déjà fait deux mandats de six ans au Sénat des États-Unis. Dans ces conditions, le Parti démocrate ne croit pas une seconde en ses propres chances et accepte sans hésiter de laisser le jeune conseiller Joe Biden s'y casser les dents. D'autant plus volontiers que le parti n'a pas l'intention d'investir financièrement dans cette élection.

Joe Biden n'a pas la fortune des Kennedy, mais il va copier leur méthode. Six mois avant d'annoncer sa candidature, il lance avec sa famille ce que les Kennedy faisaient à merveille : une « campagne de cafés ». Le candidat s'invite chez des électrices pour prendre une tasse. Joe Biden a même recruté une ancienne de la campagne sénatoriale de JFK. Organisation militaire. La femme, la sœur et la propre mère de Joe Biden se chargent de repérer les hôtesse potentielle et demandent à chacune de contacter une trentaine de femmes de son quartier. À une époque où les femmes ne travaillent pas, c'est plus facile. À 8 heures, Joe Biden arrive au premier rendez-vous, avec sa mère, apportant le café et les *doughnuts*. Pendant ce temps, sa sœur prépare le café de 9 heures et sa femme celui de 10 heures. À 8 h 45, il laisse sa mère, qui parlera encore une demi-heure avec ces dames et le rejoindra pour le café de 11 heures. Et ainsi de suite. Souvent, on arrive avec les enfants du jeune couple dans des paniers d'osier. À la fin de la journée, le futur candidat a rencontré pour ainsi dire en tête-à-tête quelque trois cents électrices.

Sa sœur Valerie et son épouse Neilia prennent en main toute l'organisation, afin de permettre à Joey de se concentrer sur les contacts personnels. Dans la voiture, c'est Neilia qui conduit et, au feu rouge, Joe descend à toute vitesse pour aller serrer la main du conducteur arrêté derrière leur véhicule ; il revient en courant avant que le feu passe au vert.

La campagne que mène Joe Biden n'a pas les moyens de se payer des spots à la télévision. Le petit Delaware est trop près de Philadelphie, où les

écrans publicitaires coûtent une fortune. D'où l'intérêt de favoriser le contact personnel. Dans un État que l'on peut traverser en deux heures du nord au sud et en une demi-heure d'ouest en est, c'est possible.

Tous les samedis matin, un camion arrive de Boston avec la nouvelle édition du journal de campagne. Les exemplaires sont répartis dans une armée de camionnettes, avec des volontaires nourris aux *doughnuts* et au jus d'orange qui vont distribuer le journal sur les pas de porte. C'est la « Biden Post Office ».

Nouveauté décisive, c'est la première fois que le droit de vote est abaissé à dix-huit ans. Et le candidat de vingt-neuf ans électrise toute une génération. Le *Wilmington Evening Journal* compare l'atmosphère de la campagne à la *Beatlemania*. Quelques années plus tard, Joe Biden se souviendra : « On se prenait pour des Kennedy, on jouait au football sur la plage, on plongeait dans la piscine. On était des gamins. On était trop idiots pour penser qu'on pourrait perdre cette élection. »

La partie financière est confiée à « un gamin de vingt-trois ans aux cheveux longs, avec une cravate aussi large que le fleuve Potomac » : son propre frère, Jimmy Biden, qui fait le tour des États-Unis jusqu'en Alaska pour récolter des fonds. L'argument du trésorier est simple : le Delaware étant un tout petit État, vous pouvez aider à élire un sénateur démocrate et faire potentiellement pencher la balance du Sénat avec un investissement relativement minime. Hélas, il ne porte que moyennement. Joey est obligé de solliciter son beau-père qui, bien que républicain, contribue largement à la campagne. Comme cela ne suffit toujours pas, Joe Biden prend un prêt hypothécaire sur sa maison pour financer des spots radio.

Joe et Jimmy se répartissent les rôles. Dans son autobiographie, Joe Biden raconte une anecdote qui illustre une certaine maîtrise du double langage. Il rencontre le patron de l'International Machinists Union, un syndicaliste qui souhaite contribuer à sa campagne, mais entend d'abord le rencontrer pour vérifier quel serait son vote en cas de renflouement d'une grosse entreprise. Le candidat refuse de s'engager : on n'achète pas son vote. Il claque la porte. Son frère le rattrape par la manche. Joe retourne dans le bureau du syndicaliste, baisse d'un ton, mais confirme qu'il ne touchera pas le chèque. Il ne s'opposera pas pourtant à ce que son frère, lui, reparte avec le précieux bout de papier.

Le dimanche soir, Neilia fait des spaghettis et invite à dîner des universitaires pour donner un peu de substance au programme du candidat. Lequel joue énormément sur son âge, la promesse de changement et, quant à son programme, ratisse plutôt large : justice fiscale, droits des Noirs, santé et environnement. Il promet surtout la fin de la guerre du Vietnam, la grande affaire du moment. Il se trouve que c'est dans une base aérienne du Delaware, à Dover, que l'on débarque chaque semaine les *body bags* – housses mortuaires – venus du front. Joe Biden enrage devant le spectacle de « ces innombrables femmes, enfants et vieillards obligés de courir devant leurs “libérateurs”, leurs chairs brûlées par le napalm ».

Pendant l'été, il accuse un retard de trente points. Alors il met les bouchées doubles. Il ne manque pas un match de football universitaire ni même scolaire. Pas une soirée polka dans le vieux quartier polonais de la ville non plus. Le candidat Biden insiste pour se rendre jusque dans les lycées. Il estime que les adolescents de quinze, seize ou dix-sept ans ont plus d'influence sur leurs parents que l'inverse.

Et, le 7 novembre 1972, il remporte l'élection, de justesse, avec 50,7 % des suffrages. C'est un coup de théâtre : Joe Biden déboulonne un poids lourd républicain, le jour où, au plan national, le président Nixon inflige une défaite humiliante au démocrate George McGovern. Le nouvel élu n'a même pas trente ans, l'âge légal pour entrer au Sénat. Mais il soufflera ses trente bougies deux semaines plus tard, avant de prêter serment. Il est le sixième plus jeune homme politique américain de l'histoire à accéder à la vénérable assemblée.

Le nouvel élu devient une sensation nationale. Son frère Jimmy l'informe que les contributions financières affluent de tout le pays. « Qu'ils aillent au diable ! lui répond Joe Biden. C'est trop facile de me soutenir après coup. Renvoie leurs chèques ! » Jimmy n'en fera rien : il y a des dettes à payer.

Le jeudi suivant l'élection, place au folklore. Le crieur public proclame les résultats du balcon du palais de justice de Georgetown. Puis le vainqueur et son adversaire battu, côte à côte, font le tour de la place dans une voiture à cheval : vieille tradition du Delaware. Par élégance, le jeune élu a proposé d'y déroger, mais le sénateur sortant a insisté : « Je l'ai fait si souvent en vainqueur, je suis honoré de le faire avec vous. » Joe Biden restera marqué à tout jamais par cette période où la politique était une affaire de gentlemen.

Le 20 novembre 1972, Joe Biden célèbre son trentième anniversaire. Neilia et lui coupent le gâteau en souriant aux nombreuses caméras attirées par cette *success story*. La beauté, la jeunesse, la réussite...

Tout va se briser à cause de quelques secondes d'inattention sur une route du Delaware.

Joe et Neilia préparent activement leur déménagement à Washington, où le jeune sénateur prendra ses fonctions en janvier. Ils ont trouvé une maison à vendre dans le charmant quartier du Chevy Chase Circle, près d'une école presbytérienne (la religion de Neilia) où iront les enfants.

Le 18 décembre, ils ont prévu de se rendre ensemble à Washington pour un dîner de gala. Mais au dernier moment, Neilia renonce. Sachant qu'elle devra y retourner le 19 pour signer l'acte de vente de la maison, elle décide de rester à Wilmington. Noël approche, il faut aller acheter le sapin et les cadeaux. Neilia prend son petit déjeuner avec son beau-frère Jimmy, puis elle part avec les trois enfants dans l'immense break Chevrolet blanc.

À un carrefour, elle s'engage sur la route principale lorsque déboule un semi-remorque. Aujourd'hui, il y a des feux à ce carrefour, un Starbucks et une pharmacie Walgreens ; à l'époque, c'est une route de campagne avec un *liquor store* entouré de fermes champignonnières.

Le choc est terrible. La voiture fait plusieurs tonneaux, jusqu'à un fourré en contrebas. Le camion, chargé d'épis de maïs, se couche sur le côté droit, son chauffeur parvient à s'extraire et s'approche en titubant du break, totalement aplati. Le sol est jonché de tracts électoraux et de listings d'électeurs... Les secouristes emportent bientôt les quatre Biden. Neilia et sa fille Naomi, treize mois, sont déclarées mortes à leur arrivée à l'hôpital. Beau, trois ans, a une jambe cassée. Hunter, deux ans, des blessures à la tête. La vie des garçons n'est pas en danger.

Que s'est-il passé ? Apparemment, Neilia avait le bébé avec elle, sur la banquette avant. Le camion est arrivé par la droite. Pas de doute, la jeune mère aurait dû céder la priorité... Plus de trente ans après, étrangement, Joe Biden affirmera en public que le camionneur était en état d'ébriété. Alors que le rapport de police de l'époque attestait du contraire. La fille du conducteur, décédé entre-temps, s'en est émue et les médias s'en sont fait l'écho. Joe Biden, alors vice-président, l'appellera pour s'excuser.

Ce matin de 1972, Joe Biden est dans un bureau au Sénat, à Washington, avec sa sœur Valerie, quand le téléphone sonne. C'est leur frère, Jimmy ; il demande à parler à Valerie. Elle raccroche, blanche : « Il y a eu un petit

accident. Rien de grave, mais on doit rentrer à la maison. » Joe Biden décrira la scène : « Était-ce quelque chose dans le ton de sa voix ? La forme de sa bouche ? Quelque chose qui n'allait pas, quelque chose de plus fort qu'une prémonition. Une sensation physique. Comme une piqûre dans ma poitrine. Je pouvais déjà ressentir l'absence de Neilia. »

Pendant le trajet de retour en avion, Joe veut encore croire que tout va s'arranger. Mais, à son arrivée à l'hôpital, « en voyant la tête de Jimmy, j'ai compris que le pire était arrivé ».

Joe Biden ne quitte plus cet hôpital pendant des semaines. Il y dort auprès de ses fils blessés. Désespéré. « J'ai réellement pensé au suicide, pas seulement comme une option, mais comme un choix rationnel, révélera-t-il plus tard. Mais je regardais Beau et Hunter dormir et je savais que je n'avais pas d'autre choix que de me battre pour rester vivant... J'avais l'impression que Dieu venait de me jouer un très mauvais tour et j'étais en colère. »

Il ne quitte l'hôpital que pour assister aux obsèques de sa femme et de sa fille. Où il surprend ses proches par un récit des heures précédant le drame : « La veille au soir, j'étais devant la cheminée, Neilia écrivait des cartes de vœux et elle m'a dit : "Qu'est-ce qui va nous arriver ? Tout cela est trop beau." On savait qu'il allait se passer quelque chose. Ce soir-là, on a décidé qu'on n'aurait pas de quatrième enfant, de peur que quelque chose lui arrive. Nous avons trois magnifiques enfants. Aujourd'hui, j'en ai deux. » »

« Ils n'ont pas d'autre père, déclare Joe après le drame. Alors qu'on peut toujours trouver un autre sénateur. » En d'autres termes, il a décidé d'abandonner son siège à Washington. Il n'ira pas siéger au Sénat. Les leaders démocrates tentent de le faire changer d'avis, mais son frère Jimmy fait écran et refuse toute communication téléphonique. Il ne passera à son frère que l'appel du président Nixon : « Sénateur, je sais que c'est un jour tragique pour vous. Sachez qu'ici, à la Maison Blanche, nous pensons tous à vous. »

Au bout du compte, le chef de la majorité au Sénat, Mike Mansfield, réussit à faire fléchir Joe Biden, qui accepte de devenir sénateur... « à l'essai ». Sa sœur Valerie a emménagé chez lui pour l'aider. Si, au bout de six mois, il s'aperçoit qu'il n'arrive pas à élever ses fils, il renoncera à son siège.

« Au-delà de la douleur de cet indicible accident, dira Barack Obama, il a fait plus que devenir un sénateur, il a élevé une famille. » Père ou sénateur ? Il sera les deux.

Ibid.

Sénateur Biden

Joe Biden devient sénateur à l'hôpital. Il prête serment le 5 janvier 1973 dans la chapelle de l'établissement où ses fils ont été soignés après l'accident. On a fait rouler le lit de Beau, la jambe toujours en tension. Son petit frère Hunter est assis sur le lit. Joe Biden a tenu à ce que ces deux fils soient là. Les caméras se pressent dans la chapelle de l'hôpital.

Vu de France, on mesure mal le rôle des sénateurs américains, qui disposent de beaucoup plus de pouvoir que leurs homologues français. Il n'y a que cent sénateurs, deux par État, mais le Sénat a le dernier mot dans toutes les grandes décisions politiques. Sans une majorité à la chambre haute, un président américain a peu de chances d'appliquer son programme. C'est pourquoi les conseillers de la Maison Blanche passent leur temps à s'efforcer de convaincre tel ou tel sénateur de voter en faveur de tel ou tel projet présidentiel. Raison pour laquelle les sénateurs sont bien plus connus, craints et cajolés que les ministres.

L'Amérique est émue par ce sénateur de trente ans à peine, accablé par le sort et désormais seul avec ses deux enfants. Et qui jure qu'il sera toujours là pour sa famille : « Je promets que si, d'ici six mois, je sens que je ne peux pas à la fois être un bon père et un bon sénateur, ce que je n'espère pas, je contacterai le gouverneur pour qu'il trouve un autre sénateur. »

Dans un pays où l'on voyage très peu par le rail, Joe Biden a la chance d'habiter sur la ligne New York-Washington. Il va ainsi pouvoir commencer une vie de grand banlieusard, qui prend le train tous les matins pour se rendre dans la capitale en une heure et vingt minutes. Joe Biden accompagne ses enfants à l'école. Saute dans le train. Le soir, il revient à temps pour les embrasser avant de les mettre au lit.

Sa sœur, Valerie, qui a emménagé chez lui pour l'aider à élever ses deux garçons, y restera cinq ans. C'est elle qui va les chercher à l'école, dans sa

Jeep. Elle insiste pour qu'ils l'appellent « Auntie Val », et leur mère disparue, « Mummy ». Afin qu'il n'y ait pas de confusion. Elle espère aussi qu'un jour apparaîtra une autre maman...

Une fois les enfants couchés, le jeune sénateur fait de longues marches nocturnes pour tenter d'apaiser son chagrin. « J'aimais marcher la nuit, spécialement dans les quartiers dangereux, en espérant secrètement trouver une bagarre. Je ne savais pas que je pouvais être capable d'une telle rage. »

Ses débuts au Sénat sont ceux d'un jeune père qui a les yeux braqués sur l'horloge pour ne pas rater son train. Lui-même reconnaît que ses premiers mois n'ont pas été très productifs. Il a donné instruction qu'on le dérange lorsque ses fils appellent, où qu'il soit. Et son bureau au Sénat ressemble à un mausolée, avec plus de trente-cinq portraits de son épouse décédée, et même une grande photo de sa tombe. Il demande parfois au leader de la majorité d'avancer l'horaire d'un vote pour être en mesure, en profitant de sa place au fond de l'hémicycle, de s'éclipser discrètement et de foncer à la gare. Parmi ses assistants, on commence à prendre des paris : combien de temps pourra-t-il tenir ?

Sur son bureau, un dessin humoristique un peu sombre. Un personnage carbonisé, frappé par un éclair, lève le poing vers le ciel en demandant à Dieu : « Pourquoi moi ? » Dieu lui répond : « Pourquoi pas toi ? »

Le sénateur Ted Kennedy, frère du président assassiné, décide de le prendre sous son aile. Il l'initie aux arcanes de la vie parlementaire en lui présentant les hommes qui comptent. Les meilleurs contacts sont les plus informels. Il l'invite notamment à fréquenter la salle de sport du Sénat, où le jeune Biden peut bavarder avec de puissants sénateurs « aussi nus que le jour de leur naissance¹ ».

À cette époque, le Sénat est à 100 % masculin et le Parti démocrate reste partiellement dominé par les ultraconservateurs du Sud. Joe Biden s'entend bien avec eux. Il aime leur côté nostalgique de l'Amérique d'avant. Sauf que l'Amérique d'avant est aussi celle de la ségrégation. Et que l'une des premières actions notables du sénateur Biden sera de s'aligner sur les racistes du Sud sur la question du *busing*, pratique qui consiste à transporter les enfants noirs par bus scolaire dans les quartiers blancs, et vice-versa, pour rééquilibrer la composition raciale des écoles. Joe Biden, opposé au *busing* pour des questions de politique locale², s'allie pour l'occasion avec des hommes tels que Jesse Helms, de Caroline du Sud, un ségrégationniste

des années 1960, Robert Byrd, de Virginie-Occidentale, ancien recruteur du Ku Klux Klan, ou encore James Eastland, du Mississippi, qui considère que les Noirs sont une race inférieure manipulée par les communistes. Cette alliance de circonstance lui sera longtemps reprochée, sans que Joe Biden parvienne à vraiment se justifier sur ce point.

Mais, dans le climat de l'époque, cela passe quasiment inaperçu. Joe Biden fait peu à peu son trou au Sénat (plus question de renoncer à son siège pour s'occuper de ses fils) et continue d'attirer l'attention des médias, davantage pour son histoire tragique que pour son action politique. En 1974, il est nommé parmi les deux cents « visages de l'avenir » par *Time Magazine*, qui voit en lui un homme « sûr de lui et furieusement ambitieux ». Et la presse populaire le considère comme l'un des dix hommes les mieux habillés du Sénat, une sorte de Robert Redford dans *Gatsby le Magnifique*. Costume rayé impeccable, cravate de soie et mocassins à glands noirs, il a hérité de l'élégance de son père.

La presse s'intéresse en outre à la vie sentimentale du jeune veuf, jusqu'à ce qu'il annonce, en 1977, son remariage avec une professeure d'anglais de sa région, de huit ans sa cadette. Jill Jacobs aurait repoussé quatre fois sa demande³, mais ils finissent par s'unir, le 17 juin 1977, à la chapelle des Nations unies, à New York. Jill adopte immédiatement Beau et Hunter. Le soir du mariage, en guise de lune de miel, on va à quatre voir la pièce *Annie*, à Broadway. Une nouvelle cellule familiale est née. Joe Biden dira que, grâce à Jill, il a repris goût à la vie et à la politique. Ils auront en 1980 une fille, Ashley, qui est aujourd'hui une activiste sociale mariée à un médecin ORL, Howard Krein.

En 1976, Joe Biden est le premier sénateur – il a du nez – à soutenir pour la présidentielle un quasi-inconnu répondant au nom de Jimmy Carter, ancien gouverneur de Georgie. Carter, une fois élu, lui propose un poste de ministre, mais Biden préfère rester au Sénat. Du reste, il sera déçu par le nouveau président, « un honnête homme et un homme de principes, mais cela ne suffit pas ». Au point qu'il envisage dès 1980 d'être lui-même candidat à la présidentielle. Entre Carter au centre et Ted Kennedy à gauche, il est vrai qu'il y a un espace. Mais Joe Biden reconnaît que cela non plus ne suffit pas : il faut aussi, dira-t-il, savoir pourquoi on veut se présenter et pour quoi faire.

Quatre ans plus tard, il est encore trop tôt. « Mes garçons ont quatorze et quinze ans. Si je me présentais, je devrais disparaître pendant deux ans, et c'est difficile de disparaître, pour le genre de père que je veux être. » Il a quand même rempli les formulaires pour s'inscrire à la primaire du New Hampshire. Et, s'il renonce au dernier moment, la tentation de la Maison Blanche se fera de plus en plus forte.

L'occasion se présente enfin en 1988. Joe Biden a quarante-cinq ans. Il est monté dans la hiérarchie du Sénat, après avoir été facilement réélu en 1978, puis en 1984. Et s'il devenait le plus jeune président depuis JFK ? Il est modéré, charismatique, il plaît aux *baby boomers*. Le 9 juin 1987, il lance sa campagne à la gare de Wilmington, où il continue de prendre le train tous les matins : « Nous devons rallumer le feu de l'idéalisme dans notre société car ce qui étouffe la promesse de l'Amérique, c'est le cynisme sans borne et l'indifférence. » Toute la famille prend un train spécial en direction de Washington. Objectif Maison Blanche. Les sondages sont bons, l'argent afflue. Parmi les candidats à la primaire, Biden est celui qui lève le plus de fonds. D'autant qu'un événement va lui donner un coup de pouce inattendu : le départ à la retraite d'un juge à la Cour suprême.

Une chance pour Joe Biden, le président Ronald Reagan tente un passage en force. Le président républicain est frustré de n'avoir pu imposer son programme conservateur à la société américaine. Il n'a pas la majorité au Congrès et, sur les questions de société, les Américains de 1987 ne suivent pas ce président vieillissant. Reagan décide de remplacer à la Cour suprême un juge centriste par un ultraconservateur, Robert Bork. L'objectif est de faire pencher la balance sur des questions de société, comme l'avortement ou les droits des Noirs. Il suffit que le juge Bork soit confirmé au Sénat. Or le président de la commission des lois s'appelle Joe Biden.

La bataille pour la nomination du juge Bork sera considérée comme la plus acharnée de l'histoire de la Cour suprême. Le pays se passionne pour les auditions télévisées, diffusées en direct toute la journée. D'un côté, l'Amérique du retour en arrière ; de l'autre les défenseurs des minorités, de l'avortement et des libertés publiques. Et au milieu, Joe Biden, qui veut se donner l'image d'un politicien équitable et rassembleur, même s'il a dit très tôt qu'il voterait contre le juge Bork. Il refuse cependant de tomber dans le manichéisme de gauche et préfère l'attaquer sur le plan plus philosophique de sa conception du droit : « Le juge Bork ne voit pas ce qui pourrait empêcher l'État de venir voir ce qui se passe dans nos chambres à coucher.

» Joe Biden dans le rôle de l'intellectuel exigeant : en pleine campagne présidentielle, on ne peut rêver d'une exposition plus favorable. D'autant que Joe Biden parvient à ses fins : le juge Bork ne sera pas confirmé. Une majorité de sénateurs votera contre lui, et tout le monde soulignera la maestria et la rigueur du président de la commission des lois.

Sur le terrain de la présidentielle, en revanche, tout n'est pas aussi rose. Joe Biden est trop occupé par le juge Bork pour vraiment faire campagne. Les sondages fléchissent au cours de l'été au profit du gouverneur du Massachusetts, Michael Dukakis. À la fin du mois d'août, entre deux auditions au Sénat, Joe Biden se rend dans l'Iowa prononcer un discours à la traditionnelle State Fair. Il n'a pas eu le temps de trouver une phrase de conclusion, alors il improvise. Il reprend une petite phrase qu'il utilise souvent dans ses meetings, empruntée au leader travailliste britannique Neil Kinnock qui demande régulièrement pourquoi, dans sa famille de mineurs, il est le premier à être allé à l'université : « Sommes-nous plus bêtes que les autres ? » Un plaidoyer très efficace pour l'égalité des chances. Joe Biden, au moment de conclure, répète de mémoire : « Dans ma famille de mineurs, pourquoi suis-je le premier à être allé à l'université ? » Applaudissements. La formule fait mouche.

Sauf que Joe Biden vient de commettre une erreur qui va lui coûter la présidence. Un assistant se précipite vers lui : « Sénateur, vous avez oublié de dire que c'était une citation de Neil Kinnock. » Joe Biden hausse les épaules : ce n'est pas la première fois qu'il utilise cette citation en public, le plus souvent en l'attribuant à son auteur. D'ailleurs, personne ne semble avoir rien remarqué.

Ce n'est que trois semaines après que la double vidéo apparaît dans les médias : Kinnock et Biden, côte à côte, mot pour mot. L'effet est dévastateur. D'autant que l'incident colle à l'image de ce sénateur volubile mais peu rigoureux. Peut-on lui faire confiance ? En fouillant son passé, la presse se rend compte qu'il lui est arrivé de citer Robert Kennedy ou encore Hubert Humphrey de façon un peu légère. On en profite pour exhumer l'incident de la faculté de droit, le jour où le jeune Joe avait repris un extrait d'une revue juridique sans la mention appropriée. Ainsi qu'une vidéo tournée dans le New Hampshire, où Biden avait quelque peu enjolivé son rang de sortie à la fac. Haro sur « Joe le plagiaire », selon la formule du *New York Times*. Sa candidature ne s'en relèvera pas.

On découvrira plus tard que la vidéo fatale a été gracieusement envoyée à la presse par l'équipe de campagne du concurrent de Biden, Dukakis. Qui s'en excusera, mais qui, cette année-là, gagne la nomination démocrate, avant d'être battu à la présidentielle par George H. W. Bush, le vice-président de Ronald Reagan.

Le 23 septembre 1987, Joe Biden jette l'éponge, meurtri. « Je suis en colère contre moi-même de m'être mis dans cette situation. Et tout aussi en colère contre l'atmosphère de la campagne présidentielle, qui empêche le peuple américain de savoir qui est le vrai Joe Biden. » Sur le fond, quel est son crime ? Il s'en veut de ne pas être allé ce soir-là dire aux journalistes : « J'ai commis une petite erreur à la fin de mon discours » ; mais chacun peut vérifier dans les journaux des mois précédents qu'il avait jusque-là toujours mentionné Kinnock. Et celle de Bob Kennedy ? L'erreur d'un assistant, qui la reconnaîtra. La triche en fac ? Les autorités académiques ont officiellement innocenté Biden. Dans le *Washington Post*, Paul Taylor estime qu'il a été victime de la tendance de l'époque : « La persécution médiatique. » Quelques mois auparavant, les médias ont réussi à faire tomber le candidat Gary Hart pour une relation extraconjugale. En cette fin d'été, l'actualité était molle, et Joe Biden, ce puissant sénateur qui préfère prendre le train tous les soirs plutôt que de fréquenter les journalistes washingtoniens, constituait une cible idéale pour la meute médiatique.

Le soir du caucus de l'Iowa, alors qu'il n'est plus candidat, Joe Biden est seul dans une chambre d'hôtel, à des centaines de kilomètres de là. Il est 23 heures, il vient de participer à une réunion publique à Rochester, dans l'État de New York, et il se demande s'il va commander une pizza. Tout à coup, il s'effondre. Quand il rouvre les yeux, allongé tout habillé sur la moquette, le radio-réveil indique 4 h 10. Il a perdu connaissance pendant cinq heures et se rappelle avoir senti une énorme décharge derrière le cou, ainsi qu'un éblouissement douloureux dans la tête.

Il prend tant bien que mal l'avion pour Wilmington. Quand son assistant est venu le chercher dans sa chambre, il l'a trouvé tout habillé, en position fœtale. À Wilmington, Joe Biden est aussitôt hospitalisé. Lorsque sa femme arrive, une infirmière l'arrête : « Vous ne pouvez pas entrer, Mrs Biden, on est en train de lui donner l'extrême onction. » Jill entre quand même. Le prêtre est là. Les médecins arrivent, qui lui expliquent que son mari a été

victime d'une rupture d'anévrisme intracrânien, à la base du cerveau, et que l'on a trouvé du sang dans son liquide rachidien.

Il faut opérer si l'on veut le sauver. Et pour cela, le transférer à l'hôpital militaire de Bethesda, dans la banlieue de Washington. Mais une tempête de neige empêche les hélicoptères de décoller. Le malade doit faire les 180 kilomètres en ambulance, sous escorte policière. Certaines routes sont bloquées par la neige. Jill houspille l'escorte : « *Dammit, move this ambulance !* »

Arrivé à l'hôpital Walter Reed, Joe Biden, conscient, apprend qu'il risque de perdre l'usage de la parole. Sa famille l'entoure. Il tâche de les faire rire : « Sur ma tombe, je ne veux pas qu'on écrive "sénateur", je veux qu'on écrive : "Fils, frère, mari, père et athlète" ! » Sourires forcés.

« Ils ont littéralement utilisé une scie pour m'ouvrir le haut du crâne », racontera-t-il. L'opération est parfaitement réussie. Aucune séquelle. Mais la convalescence va durer sept mois, avec deux autres opérations à l'hôpital militaire, l'une pour un caillot au poumon, l'autre pour un second anévrisme au cerveau, du côté opposé.

Au cours de cette période, le président Reagan appelle à deux reprises, mais Jill refuse de lui passer son mari. Repos absolu. Elle ne peut s'empêcher de se rejouer le film de la campagne présidentielle qu'ils viennent d'abandonner : « *My God*, s'il était resté dans la course, il serait probablement mort aujourd'hui... »

Après sept mois d'absence, Joe Biden réapparaît en public dans le Delaware : « La bonne nouvelle, c'est que je peux faire tout ce que je pouvais faire avant. La mauvaise, c'est que je ne peux pas faire mieux. » Joey plaisante, mais il revient de loin.

Le Biden des années 1990 aura tendance à pencher à droite sur les sujets de société. En 1993, il vote un texte qui interdit aux homosexuels de servir dans l'armée et, en 1996, il soutient le *Defense of Marriage Act*, qui empêche le gouvernement fédéral de reconnaître le mariage homosexuel. Mais c'est surtout dans le domaine de la réforme pénale qu'il va prendre les positions les plus conservatrices et les plus controversées de sa carrière.

Les États-Unis sont en 2020 les champions du monde de l'emprisonnement, avec le plus fort taux d'incarcération de la planète, et une quantité disproportionnée de prisonniers afro-américains. Dans le monde, un prisonnier sur quatre est américain. Une réalité bien connue. Ce

qui l'est moins est que cet état de fait est largement dû à une disposition législative connue sous le nom de « loi Biden ».

En 1994, le président Bill Clinton et le Parti démocrate veulent se démarquer de leur image laxiste en matière de sécurité. L'insécurité est à cette époque l'une des premières préoccupations des Américains. Entre 1960 et 1990, la criminalité a triplé. C'est l'époque où New York est un coupe-gorge, notamment à cause de la montée du crack dans les années 1980, qui déstabilise les grandes villes du pays.

Joe Biden, qui a toujours eu la réputation d'être ferme contre la criminalité, prépare une vaste réforme du système pénal. Vaste et variée. On y trouve des mesures traditionnellement de droite, telles que le renforcement des peines ou le recrutement de policiers supplémentaires, mais aussi des mesures dites de gauche, comme l'interdiction des armes d'assaut et des dispositions contre les violences faites aux femmes.

La mesure qui aura le plus de conséquences à long terme est toutefois celle du renforcement des peines. La possession de crack sera plus lourdement punie que celle de la cocaïne, même si le produit est chimiquement le même. Or le crack est bien plus répandu dans la communauté noire. De même, les États sont incités par d'énormes subventions à faire respecter 85 % de toutes les peines. Les prisons se remplissent à toute allure, notamment de jeunes Afro-Américains.

En juin 2020, en pleines émeutes de Minneapolis, Donald Trump rappellera sur Twitter qu'en 1994 Joe Biden « a fait reculer la cause des Noirs de manière spectaculaire avec une loi dont il ne se souvient même pas ».

Loi raciste ? À l'époque, pas du tout. En 1994, les deux tiers des parlementaires noirs l'ont votée. Dont le député noir du Maryland, Kweisi Mfume, qui n'hésite pas à lancer : « Je me fiche de savoir quelle est votre couleur de peau, si vous êtes un criminel vous allez détester cette nouvelle loi. » Une dizaine de maires noirs de grandes villes – Detroit, Atlanta, Cleveland, Baltimore... – sont sur la même ligne. Car la communauté noire est la première victime de la recrudescence de la violence. Les experts du Brennan Center for Justice de la New York University estiment que, si cette réforme de 1994 a conduit au doublement du taux d'incarcération entre 2009 et 2014, elle a aussi marqué le début du reflux de la criminalité dans l'ensemble du pays.

Avec le recul, Joe Biden reconnaît tout de même que la loi de 1994 était « une grosse erreur » et se justifie : « Les experts nous disaient qu'il y avait quelque chose d'irréversiblement dangereux dans le crack, que c'était fondamentalement différent de la cocaïne. Ce n'était pas vrai. » Il reconnaît qu'il a peut-être eu la main lourde sur le renforcement des peines, mais estime que c'était la condition pour faire passer la loi contre les violences faites aux femmes⁴ et surtout l'interdiction des armes d'assaut. Décision historique, remise en cause dix ans plus tard, sous George W. Bush. Les armes d'assaut sont aujourd'hui à l'origine de la plupart des tueries de masse. Leur interdiction en 1994 était un acte courageux qui a valu aux démocrates, quelques mois plus tard, de perdre la majorité à la Chambre des représentants, pour la première fois depuis quarante ans. Joe Biden retiendra la leçon : vous pouvez allonger les peines et recruter autant de policiers que vous voudrez, ce qui compte électoralement, ce sont les armes à feu.

Outre les affaires judiciaires, l'autre grand domaine de compétence du sénateur Biden, ce sont les affaires étrangères. Que ce soit comme membre de la majorité ou de la minorité, il joue un rôle clé à la Commission des affaires étrangères, qui lui permet aujourd'hui de revendiquer un haut niveau de compétence sur les questions internationales – mais qui l'obligera aussi à se justifier sur des prises de position controversées. En particulier parce qu'il a curieusement voté contre la première guerre du Golfe et, ensuite, pour l'invasion de l'Irak.

Joe Biden s'est toujours intéressé à l'Europe. Il a emmené chacun de ses trois enfants visiter le camp de Dachau pour leur donner une leçon d'histoire européenne. Il a été très proche du chancelier allemand Helmut Kohl, qui le préférait à Jimmy Carter. En négociant le désarmement, la légende veut qu'il ait un jour apostrophé au Kremlin le chef du gouvernement soviétique, Kossyguine, qui essayait de minimiser le nombre de ses tanks : « N'essayez pas de baratiner un baratineur » (*don't bullshit a bullshitter*), lui aurait répondu Biden.

Selon sa biographie officielle, le sénateur Biden, au cours de sa carrière, aurait rencontré cent cinquante dirigeants de soixante pays et organisations internationales. En 1991, il reçoit la visite d'un moine catholique croate qui attire son attention sur les exactions commises par les Serbes contre les Croates et les Bosniaques. Le sénateur est évidemment sensible au fait

qu'en Croatie ce sont des catholiques qui sont victimes. Suite à cette révélation, il devient un farouche partisan d'une intervention américaine dans les Balkans, pour protéger les Croates catholiques au départ, puis surtout les Bosniaques musulmans. Au point que Slobodan Milošević le fait venir à Belgrade pour une rencontre secrète, en 1993. Biden, qui préconise déjà des bombardements de l'Otan contre les forces serbes, refuse de serrer la main d'un homme qui a « le visage poupin d'un banquier content de lui⁵ ». De cet entretien de trois heures, reste une photo qui montre Biden penché sur des cartes, l'air visiblement courroucé, et une phrase rapportée par Joe Biden lui-même : « Vous êtes un foutu criminel de guerre et vous méritez d'être jugé comme tel ! » Selon ses conseillers, son langage fut un peu plus diplomatique.

Biden enrage contre l'indifférence des Européens, dont la politique « consiste à habiller une victoire serbe. Mosaïque décourageante d'indifférence, de timidité, d'auto-intoxication et d'hypocrisie ». Et il ajoute : « La situation serait totalement différente si les musulmans avaient fait ce que font les Serbes... La politique européenne est fondée sur une indifférence, pour ne pas dire une partialité culturelle et religieuse. »

Le sénateur du Delaware fait littéralement le siège de Bill Clinton pour qu'il déclenche des bombardements de l'Otan. Ce qu'il obtiendra en 1995, pour arracher les accords de Dayton, et en 1999, pour obtenir le retrait serbe du Kosovo. Richard Holbrooke, le négociateur de Dayton, lui rendra cet hommage : « Il a cru à la force de l'action et l'Histoire lui a donné raison. » Joe Biden dira que son rôle dans les Balkans est ce dont il reste le plus fier en matière de politique étrangère.

Sans doute l'est-il moins de son positionnement au cours des guerres du Golfe. En 1991, comme la plupart des sénateurs démocrates, il s'oppose aux opérations de libération du Koweït, estimant que les États-Unis portent une trop lourde part du fardeau. Cette aventure, annonce-t-il, pourrait coûter la vie de vingt à trente mille soldats américains. Il y aura officiellement cent cinquante morts. Pourquoi, dans ces conditions, le sénateur Biden n'a-t-il pas été plus prudent quand s'est profilée la seconde guerre du Golfe et l'invasion de l'Irak ?

Comme pour beaucoup d'Américains, l'affaire irakienne s'inscrit chez lui dans le sillage émotionnel des attentats de septembre 2001. Le 11 septembre, Joe Biden est dans le train quand sa femme l'appelle pour lui

décrire les attaques au téléphone. Arrivé à Washington, on lui interdit de se rendre au Sénat car un quatrième avion semble se diriger vers Washington. C'est celui qui s'écrasera en Pennsylvanie. Au téléphone, Joe Biden supplie le président Bush de revenir dans la capitale. À la libération de Paris, rappelle-t-il, un tireur embusqué a semé la panique dans la cathédrale Notre-Dame. Tout le monde s'est couché au sol, sauf le général de Gaulle, imperturbable. Pour Biden, ce fut « le geste qui a permis à la France de se relever ».

Après l'invasion de l'Afghanistan, qu'il a soutenue sans hésiter, Joe Biden s'inquiète de l'influence grandissante des néoconservateurs, emmenés par Dick Cheney et Donald Rumsfeld, sur un George W. Bush qu'il présente comme « un président optimiste, ambitieux, mais dramatiquement mal préparé et mal informé ». Le trio prépare visiblement une invasion de l'Irak. En tant que président de la Commission des affaires étrangères, Joe Biden peut tenter de s'y opposer. Il hésite cependant. En bon Biden, il s'efforce d'adopter une position médiane. Il reconnaît qu'il faut « soit enlever ces armes de destruction massive des mains de Saddam Hussein, soit lui enlever le pouvoir » ; mais il ne veut envisager la guerre que lorsque tout effort diplomatique aura échoué. Biden est isolé. La gauche lui reproche d'être belliciste, la droite d'être attentiste.

C'est ainsi que, le 11 octobre, Joe Biden vote la résolution autorisant l'usage de la force. En d'autres termes, un feu vert donné à l'invasion de l'Irak. Hillary Clinton et John Kerry votent comme lui... mais pas Bernie Sanders. Le 16, il est dans le Bureau ovale, tout sourire, derrière un George W. Bush promulguant la résolution. Il tente de se justifier : « Je ne crois pas du tout que ce soit un vote pour la guerre, c'est un vote pour la paix et la sécurité. » Il dit espérer que ce vote incitera les Nations unies à adopter une résolution plus ferme qui sauvera la paix. Dans le *Washington Post*, il accuse la France, l'Allemagne et la Russie de diviser le Conseil de sécurité et la communauté internationale, mais reconnaît que « l'insistance du changement de régime a de quoi provoquer une colère sans précédent chez nos alliés ». Il dira aussi qu'il s'est activé pour obtenir des néoconservateurs qu'ils arrêtent de parler de changement de régime, même si cela « revenait à demander à un catholique de renoncer à la sainte Trinité ».

Joe Biden a maintes fois reconnu son erreur. « J'ai cru que le vote de la résolution mettrait Bush en position de force pour obliger Saddam Hussein à agir de façon responsable. C'était un très mauvais calcul. » Dont il avait

pourtant perçu les conséquences avant même de donner son feu vert à la guerre. Étonnamment lucide, il avait en effet prévenu : « Ce serait une tragédie de chasser un dictateur pour installer le chaos après lui. »

Ibid.

Voir chapitre 8, p. 124, et chapitre 9, p. 138.

Voir chapitre 5, p. 68.

Voir chapitre 5, p. 76.

Joe Biden, *Promises to Keep*, *op. cit.*

5

Jill

La scène n'a duré que quelques secondes. Le soir du Super Tuesday 2020, Joe Biden est entouré des deux femmes de sa vie, Jill, son épouse, et Val, sa sœur, sur une tribune à Los Angeles. Il savoure son incroyable résurrection : « Notre victoire est la victoire de la classe moyenne... » Tout à coup, une jeune femme bondit sur la scène et fonce vers le candidat. Elle porte une affichette « Let Dairy Die », pour dénoncer la cruauté envers les animaux dans l'industrie laitière. Joe Biden sursaute et se retourne. Mais Jill a déjà réagi. Elle s'interpose physiquement pour protéger son mari, avant qu'un garde du corps n'agrippe enfin la manifestante.

Cinq secondes plus tard, une seconde militante bondit sur la scène et fonce vers Joe Biden. Même affichette : « Let Dairy Die. » Cette fois, Jill ne se contente pas de défendre son mari, elle saisit le poignet de la jeune activiste. Si les gardes du corps ne sont pas capables de faire leur travail, elle va repousser, elle, cette jeune excitée en survêtement ! Sur la photo, qui enflammera aussitôt les réseaux sociaux, on a même l'impression qu'elle est en train, mâchoires serrées, de lui infliger une correction.

Jill Biden est une battante. Un mois plus tôt, elle avait déjà traversé une scène à grands pas pour repousser un manifestant trop bruyant qui s'approchait de son mari. Lequel ne s'est rendu compte de rien.

Si Joe Biden est un politicien classique, peut-être trop classique, sa seconde épouse, que les journalistes appellent respectueusement « Dr Biden », ne l'est pas du tout. Ni politicienne ni classique. Aussi pétulante qu'il peut paraître ennuyeux, certains diront qu'elle a sans doute les qualités qui lui manquent. Résolument indépendante, elle a couru un marathon à quarante-sept ans, passé un doctorat à cinquante-cinq et a été la première « Second Lady » à conserver un job à plein temps quand son mari était vice-président.

Jill Jacobs est la fille d'un employé de banque et la petite-fille de descendants d'immigrés qui ont changé leur nom italien, Giacoppa, en Jacobs. Enfance sûre et stable : « Ma vie tournait autour de l'école, les *girlscouts*, les entraînements de *cheerleader* et le Dairy Queen [populaire chaîne de glaciers]. » Aînée de cinq filles, elle révèle très tôt une forte personnalité. À treize ans, elle corrige d'un coup de poing un garçon qui a lancé des asticots au visage de sa sœur. À quinze, elle commence à fumer et prend un petit boulot de serveuse. « Très tôt, j'ai su que je voulais avoir mon argent, mon identité, ma propre carrière. » À dix-huit ans, elle épouse un beau footballeur qu'elle a connu au lycée. Elle entreprend des études d'anglais et lance avec lui une sorte de café-concert où les étudiants viennent écouter les groupes rock de la région. Ils y recevront notamment Bruce Springsteen et le E Street Band, venus du New Jersey voisin. Mais le couple se sépare au bout de quatre ans. Jill investit toute son énergie dans ses études.

Comme elle a un joli minois, un ami photographe lui a demandé de poser pour une affiche vantant un parc régional. Retour de Washington en avion, Joe Biden aperçoit chaque fois cette affiche à l'aéroport. Il l'a repérée.

« Tu vois, dit-il un jour à son frère Frankie, c'est le genre de fille que je voudrais rencontrer.

— Je la connais. Je peux te trouver son numéro de téléphone. Elle te plaira, elle n'aime pas la politique. »

Le téléphone sonne chez Jill Jacobs, qui décroche et tombe des nues. Elle sait qui est le sénateur Biden, elle a voté pour lui, l'a applaudi le soir de sa victoire. Elle est encore bouleversée par la mort de sa femme et de sa fille.

« Je me demandais si vous étiez libre ce soir...

— Non, j'ai un rendez-vous.

— Ah... Écoutez, je suis en ville pour une journée, pourriez-vous annuler votre rendez-vous ?

— Je vais voir ce que je peux faire. Rappelez-moi dans une heure. »

Intriguée, Jill se rend disponible. Elle le regrette aussitôt quand, vers 19 heures, on sonne à sa porte. Devant elle, un dandy en costume impeccable et mocassins brillants. « *My God*, où me suis-je fourrée ? Heureusement, ça sera notre seul rendez-vous. »

Joe l'emmène au cinéma. Philadelphie est toute proche et garantit un certain anonymat. Ils vont voir *Un homme et une femme*, de Claude Lelouch. Savait-il que c'est l'histoire d'un couple dont la relation est

compliquée par le souvenir de leurs partenaires décédés ? Dîner interminable. Cha-bada-bada. Il la raccompagne à 1 heure du matin, lui serre la main sur le pas de la porte et lui demande si elle est libre le lendemain. Elle ne peut s'empêcher de réveiller sa mère, au téléphone : « *Mom*, je viens de rencontrer un gentleman. »

Il a trente-deux ans, il est père de deux enfants. Elle a vingt-quatre ans, pas encore officiellement divorcée, et n'a pas l'intention de nouer une relation sérieuse. Surtout avec un politicien. Mais elle passe de plus en plus de temps avec lui, finit par rencontrer ses garçons et vient dîner régulièrement chez eux.

Un matin de 1976, Joe Biden est en train de se raser lorsque ses deux fils entrent dans la salle de bains. « On a quelque chose à te dire », commence Beau, sept ans. Il pousse du coude son petit frère : « Dis-lui, toi. » Hunter, six ans, finit par lâcher : « Beau et moi, on pense qu'on devrait se marier. » Le père est un peu interloqué. Le garçon précise : « On pense qu'on devrait se marier avec Jill, tu penses qu'elle serait d'accord ? »

Quatre fois, Joe Biden demande à Jill de l'épouser. Quatre fois elle refuse. Encore traumatisée par son divorce, elle s'inquiète pour les deux garçons, déjà blessés par la vie : « Je ne veux pas leur briser le cœur si jamais ça ne marche pas. » À la cinquième demande, Joe est si désespéré qu'il lui propose d'abandonner sa carrière politique pour qu'elle l'épouse enfin. « Si tu quittais la politique, je n'épouserais pas l'homme dont je suis tombée amoureuse », répond-elle. Elle finit par dire oui. Ils se marient en 1977. Quelques jours avant le mariage, les frères de Joe l'ont invitée à dîner pour lui expliquer que le grand rêve de la famille Biden est que Joe devienne président. Elle écoute avec respect : « J'ai pensé que ça leur passerait. »

Jill prend peu à peu le relais de la tante Valerie auprès des garçons. L'école, les repas, les louteteaux, la bibliothèque... elle entre peu à peu dans leur vie. La sœur de Joe s'est effacée discrètement, mais sa mère appelle Jill tous les jours. Ce qui finit par créer des tensions et une intervention décisive du jeune père : « Je savais ce que j'avais à faire et, paradoxalement, c'est une leçon que j'ai apprise de ma mère. Mon devoir était de soutenir Jill à 100 % et de faire savoir à ma mère qu'il était temps de laisser la place. »

Quand naît une fille, en 1980, ils demandent aux garçons de choisir son prénom. Ce sera Ashley. La famille est formée. Jill se présente dès lors comme la mère des trois enfants.

Mais Jill n'entend pas limiter sa vie à son rôle d'épouse de sénateur. Quand son fils Beau se lancera en politique, elle dira à sa belle-fille : « Ne passe pas ton temps à l'attendre à la maison. Fais en sorte d'être indépendante financièrement et émotionnellement. » Jill continue ses études, travaille le soir. Elle finit par passer deux masters en quinze ans. Et à cinquante-cinq ans, elle décroche un doctorat en sciences de l'éducation sous son nom de jeune fille, Jill Jacobs.

« Ma femme Jill... Vous ferez bientôt sa connaissance. » En 2008, Joe Biden se lance dans la course à la vice-présidence. « Vous verrez, elle est belle à tomber par terre. Et elle a aussi un doctorat, ce qui est un problème. » Ah bon ?

Jill enseignera cinq ans dans un hôpital psychiatrique pour des enfants en difficulté. Puis dans un *community college* de la banlieue de Washington, une université publique accessible à tous, tandis que son mari sera vice-président. Un jour, elle rencontre les grands de ce monde ; le lendemain, elle vient en aide à des mères célibataires qui rêvent de trouver un meilleur job ou à d'anciens combattants retournés à la vie civile. Première épouse de vice-président à exercer une activité professionnelle, elle entend bien poursuivre en tant que *First Lady*. Dans son petit bureau-cabine, elle affiche des photos de toute sa famille, mais pas de son mari. Elle a prié ses gardes du corps de s'habiller de façon discrète. Et lorsqu'on lui demande si elle a un lien avec le vice-président Biden, elle répond qu'elle fait partie de sa famille, sans plus de précision. En général, cela suffit. Beaucoup ignorent que « Dr B. », comme ils l'appellent, a une double vie d'un genre assez particulier...

En novembre 2004, le temps d'une semaine, Jill Biden s'habille en noir. Déprimée par la réélection de George W. Bush au lendemain de la guerre d'Irak, elle va pousser son mari à se présenter à la présidentielle de 2008. Elle n'a pas une très haute opinion de la politique, mais elle croit en lui et en sa capacité à changer le monde. Elle finira par s'impliquer dans les campagnes de son mari, puis dans celles de leur fils Beau, *attorney general* du Delaware. Treize campagnes en tout. Celle de 2020 sera la

quatorzième... Cette fois, elle y croit plus que jamais. Dès la première heure, elle l'a incité à y aller et a même cessé d'enseigner pour aider son mari à gravir la plus haute marche.

Joe Biden a besoin de sa femme à ses côtés et de ce qu'il appelle « sa force à toute épreuve ». « Elle est la seule qui arrive à me couper le souffle et la parole. » D'après leur ami de toujours, Ted Kaufman, « elle est sa plus proche conseillère ; un peu comme Joe Biden avec Barack Obama, elle est la dernière à parler ». Pour aider sa campagne, elle publiera en 2019 un livre pour enfants, *Joey, The Story of Joe Biden*, récit biographique illustré à la tonalité très années 1950, et surtout une autobiographie où elle se présente comme une force stabilisatrice : « Il m'aide à sortir de ma coquille et je l'aide à garder les pieds sur terre. » Mais dans ce livre écrit à soixante-huit ans, elle remet aussi ses priorités en perspective : « Je suis une mère, une grand-mère, une amie, une enseignante, une épouse et une sœur¹. » Jill reste beaucoup plus Jacobs que Biden. Ce qui ne l'empêchera pas de jouer parfaitement son rôle de *First Lady*. Quand on lui demande si elle ne rêve pas de retrouver une vie plus paisible, sans être cernée par les gardes du corps et les journalistes, elle répond : « Je ne veux pas y penser parce que cela voudrait dire qu'on a perdu. »

Le jour où Barack Obama a voulu informer Joe Biden qu'il l'avait choisi pour être son potentiel vice-président, il n'est pas parvenu à joindre le sénateur pour lui annoncer la grande nouvelle. Joe Biden était chez le dentiste. Non pas pour lui, mais pour Jill, qui se faisait dévitaliser une dent – pas vraiment une opération risquée. Joe Biden est un mari attentif. En 2008, il interrompt sa campagne plusieurs jours après le décès de sa belle-mère. Il a toujours été très proche des femmes de sa vie, ses épouses, sa sœur ou sa mère. D'autant plus proche qu'il en a besoin.

De sa première femme, Neilia, il disait : « Je suis intelligent, mais elle était dix fois plus intelligente que moi. Je pouvais être impatient, impétueux, rebutant, mais Neilia avait l'art d'arrondir mes angles... Elle savait toujours quelle était la bonne décision. » Les femmes de sa vie sont ses anges gardiens : « Jill ne ferme jamais une porte de placard ni ne replace jamais correctement un couvercle. Comme Neilia. Je sais que ce n'est pas rationnel, mais j'ai voulu croire que c'était la preuve que Neilia m'avait envoyé Jill. »

Sa relation avec les femmes est aussi très marquée par sa sœur Valerie, dont il est resté très proche depuis le lycée. Elle était sa meilleure amie et il l'imposait à sa bande : « Si vous voulez qu'on soit copains, vous devez aussi être copains avec ma sœur. » Contre l'avis du Parti démocrate, c'est elle qui a dirigé sa première campagne sénatoriale, en 1972. Puis les campagnes suivantes. En 2020, Val est toujours aux avant-postes.

Quant à sa mère, Joe l'a installée, à la fin de sa vie, dans une maisonnette adjacente à la sienne. Tous les soirs, rituellement, il allait lui dire bonsoir. Elle l'attendait avec une boule de glace aux pépites de chocolat et lui répétait sans doute : « Tu es le plus beau, le plus intelligent. Personne n'est au-dessus de toi, mais personne en dessous. »

Certes, la façon dont Joe Biden parlait des femmes dans sa jeunesse a de quoi faire dresser les cheveux des féministes d'aujourd'hui. C'était une autre époque. Oui, il a bien dit : « Je ne suis pas du genre à laisser ma femme pieds nus et toujours enceinte, mais en effet, je veux qu'elle reste enceinte jusqu'à ce que j'aie une petite fille. Il n'y a rien de mieux que les gosses². » Et aussi, au début de sa vie politique : « J'étais débordé, je rentrais épuisé à la maison, trop fatigué pour lui parler. Je pouvais peut-être la satisfaire au lit, mais je n'avais pas de temps pour le reste³. » C'était l'époque où il montrait des photos de sa femme Neilia en bikini : « Elle avait le plus beau corps que l'on puisse imaginer, encore mieux qu'un modèle de *Playboy*, vous ne trouvez pas ? »

En tant que sénateur et vice-président, Joe Biden n'a pas été le plus en pointe pour faire progresser la cause des femmes. Sur l'avortement, il est longtemps resté fidèle à la tradition catholique. En 1974, il déclarait à un journaliste : « Sur l'avortement, je pense comme votre grand-mère. Je pense qu'on est allé trop loin. Je ne pense pas que la femme soit la seule à pouvoir décider de ce qu'elle doit faire de son corps⁴. » Il finira par changer d'avis et soutiendra le droit à l'avortement tel que défini par la Cour suprême. Mais, pour lui, la vie commence dès la conception. Si bien qu'en 2011, alors qu'il est vice-président, il s'oppose à ce que l'on contraigne les hôpitaux catholiques à rembourser la contraception à leurs employés. Position médiane qui lui vaut l'hostilité des féministes, autant que des milieux traditionalistes. L'évêque de Scranton lui interdira de communier en 2008 en raison de son approbation de l'IVG. Qu'importe, Joe Biden ira communier dans sa petite paroisse du Delaware, plus modérée.

Ses prises de position et son bilan sont en revanche indiscutables dans le domaine des violences faites aux femmes. En 2016, lors de la cérémonie des Oscars, Joe Biden, en smoking, prononce un discours percutant sur les violences sexuelles à l'université et présente « mon amie et une femme courageuse, Lady Gaga ». *Standing ovation*. La chanteuse, elle-même victime, mène une campagne qui rejoint les décennies de mobilisation du sénateur, puis du vice-président Biden.

Dès le début des années 1990, il a décidé de dénoncer le scandale des femmes battues en faisant le décompte : vingt et un mille crimes contre des femmes en une seule semaine. Le pays disposait de trois fois plus de refuges pour animaux que pour les femmes battues. Il avait décidé de changer la loi. En 1994, il parvient à faire passer une « loi sur les violences faites aux femmes » (*Violence Against Women Act*) dans la grande réforme (par ailleurs controversée⁵) du système judiciaire. Il dira de cette loi qu'elle est la plus grande fierté de son action législative en trente-cinq ans. « Les violences contre les femmes ne seront plus glissées sous le tapis, annonce-t-il. On ne veut plus entendre des formules comme : “Elle l’a bien cherché” (viol), “malentendu sexuel” (viol par un proche) ou “affaire de famille” (viol conjugal). »

Jusque-là, les injonctions d'éloignement s'arrêtent à la frontière des États, alors que c'est un crime fédéral de faire traverser cette frontière à une vache ou de la maltraiter. Scandalisé, Joe Biden fait changer la législation. Les femmes seront protégées sur tout le territoire de l'Union. Elles peuvent désormais attaquer leur agresseur au civil, même si le procureur n'engage pas de poursuites pénales. Le cas le plus emblématique de cette réforme est celui de la femme de chambre Nafissatou Diallo, qui a obtenu des dédommagements au civil de son agresseur Dominique Strauss-Kahn, alors que les poursuites pénales avaient été abandonnées. Sans la loi Biden, DSK n'aurait rien eu à payer.

L'affaire Anita Hill, en 1991, avait cependant considérablement détérioré la relation de Joe Biden avec les milieux féministes. Cette année-là, alors qu'il est président de la commission judiciaire du Sénat, le seul juge noir de la haute instance démissionne. Le président Bush père nomme pour le remplacer un juge noir très conservateur, Clarence Thomas. La Maison Blanche pense avoir trouvé la formule idéale : on remplace un juge de

gauche par un juge de droite, mais, puisqu'il est noir, le Sénat hésitera à le rejeter.

Quelques jours avant le début des auditions, une jeune femme accuse le « nommé » de harcèlement sexuel. Elle s'appelle Anita Hill, elle est noire comme lui, professeure de droit à l'université de l'Oklahoma, et porte des accusations sur des faits remontant à dix ans, lorsqu'elle travaillait avec ce juge à Washington. La jeune femme n'envisage pas de témoigner et la presse n'est pas au courant. Joe Biden, circonspect, la fait quand même interroger par le FBI. Une déposition de quatre pages, qu'il fera passer à quelques sénateurs, mais pas à tous. Il estime que la confirmation de ce juge est suffisamment délicate pour ne pas y ajouter des accusations de harcèlement sexuel mal étayées.

Les accusations finissent par sortir dans la presse, mais Joe Biden semble toujours aussi réticent. Il pense qu'il faut « accorder à l'accusé le bénéfice du doute » et va jusqu'à dire en séance qu'il n'a « aucun doute sur la droiture du nommé ». Les milieux féministes sont vent debout. La sénatrice Barbara Mikulski, seule femme de l'assemblée, semble mettre en cause Joe Biden : « Ce qui me dérange, autant que les accusations elles-mêmes, c'est le fait que le Sénat ne semble pas prendre au sérieux le harcèlement sexuel. »

Anita Hill finira par témoigner publiquement. Un de ces grands moments de télévision dont l'Amérique se souviendra longtemps. Elle raconte que Clarence Thomas a tenté de la séduire quand elle travaillait sous ses ordres. Il l'a félicitée pour ses mensurations et lui a parlé de son goût pour les films pornographiques. Sans oublier d'évoquer la taille de son sexe. C'est le premier grand procès de harcèlement sexuel en direct. L'Amérique est divisée. Ceux qui la croient sont furieux contre Joe Biden, accusé de diriger les débats comme si c'était elle l'accusée. Il est vrai qu'il est plus facile de trouver des incohérences dans son témoignage, forcément imprécis, que dans celui de Clarence Thomas, qui nie tout en bloc.

Le juge s'estime victime d'un double règlement de comptes parce qu'il est conservateur et noir, et l'exprime avec véhémence : « C'est un lynchage high-tech contre un Noir qui a l'audace d'avoir des idées différentes... Si vous refusez de vous prosterner devant l'ordre ancien, vous serez lynché, détruit, caricaturé par une commission sénatoriale et non plus pendu à un arbre. »

Joe Biden est dépassé par les événements. Il voudrait réconcilier les deux camps ; compte tenu du climat passionnel qui entoure l'affaire, c'est évidemment impossible. Il ne lui reste qu'à tâcher d'en finir au plus vite. Si vite qu'il décide de ne pas faire témoigner une seconde femme qui s'était pourtant déplacée au Sénat. Ni une troisième qui était prête à corroborer les accusations de la seconde. Ces témoignages supplémentaires, explique-t-il, n'apportent rien ; il faut respecter l'intimité du juge Thomas et éviter que les débats ne deviennent indécents.

Grave erreur. Pour gagner quelques heures d'auditions, Joe Biden vient de s'assurer des années d'inimitié dans les milieux féministes. Car le juge Clarence Thomas est confirmé de justesse, par cinquante-deux voix contre quarante-huit. Joe Biden a voté contre, mais qui sait ce qu'aurait pu changer la déposition des autres témoins ? À ce jour, le juge Thomas est toujours en poste, siégeant à la droite de la Cour suprême, quel que soit le sujet.

En avril 2019, Joe Biden appelle Anita Hill au téléphone pour « exprimer ses regrets ». Il sait que cette affaire ressortira s'il se présente en 2020. Il l'assure qu'il « regrette encore à ce jour de ne pas avoir pu lui donner les auditions qu'elle aurait méritées ». Au bout du fil, Anita Hill est glaciale. Elle ne considère pas cet appel comme des excuses et reste profondément insatisfaite des événements de 1991.

En tant que vice-président, Joe Biden s'est voulu le champion de la lutte contre le harcèlement sexuel. Il crée un « Conseil de la Maison Blanche pour les femmes et les jeunes filles » et une *task force* pour protéger les étudiant(e)s contre les violences sexuelles. « Non veut dire non, tonne-t-il dans un discours de 2011 à l'université du New Hampshire. Que vous soyez ivre ou que vous soyez à jeun. Non veut dire non, que vous soyez dans votre lit, dans un dortoir ou dans la rue. Non veut dire non, même si vous avez dit oui et que vous avez changé d'avis, non veut dire non. » Neuf ans avant que Joe Biden, en 2020, se retrouve lui-même accusé d'agression sexuelle⁶.

Jill Biden, *Where the Light Enters: Building a Family, Discovering Myself*, Flatiron Books, 2019.

Interview au *Wilmington Evening Journal*, 1970.

Interview au *Washingtonian*, 1974.

Idem.

Voir chapitre 4, p. 59-60.

Voir chapitre 12, p. 189.

6

Obama

Barack Obama déjeune en tête-à-tête avec Joe Biden, dans la salle à manger privée attenante au Bureau ovale. Le vice-président vient d'évoquer ses soucis financiers. Il risque d'avoir besoin d'argent pour aider son fils Beau, qui ne peut travailler depuis des mois, à lutter contre un cancer. Son épouse ne travaille pas, il a deux enfants, il faut faire face aux frais d'hôpitaux. Le vice-président se fait visiblement du souci.

« Comment allez-vous faire ? demande Obama.

— Jill et moi, on va prendre une deuxième hypothèque sur la maison. Ça va aller, on va y arriver.

— Non, Joe, ne fais pas ça... »

Barack Obama se lève, fait le tour de la table en acajou et pose ses deux mains sur les épaules de Joe Biden. Le ton est ferme et résolu : « Ne vends pas cette maison. Promets-moi que tu ne la vendras pas. Cet argent, je te le donne. Tout ce que tu veux. Tu me le rendras quand tu pourras. Mais ne fais pas ça, Joe, promets-le-moi. Promets ! »

Il n'y a plus de président, plus de vice-président, plus de politiciens calculateurs, plus d'anciens concurrents à la primaire. Plus de président noir un peu trop sérieux et de vice-président blanc un peu trop bavard. Il y a juste deux hommes, liés par une amitié et une fidélité rares dans la vie politique, surtout à ce niveau.

Leur relation n'a pas toujours été facile. Nouvel élu au Sénat, Barack Obama n'a pas grand respect pour le vénérable Joe Biden. En séance, il l'écoute en levant les yeux au ciel : « C'est un type bien, mais quel bavard ! » Il le trouve condescendant à son endroit. Lors de leur premier déjeuner, Biden a voulu payer l'addition. Obama lui a fait remarquer qu'il pouvait s'en charger, la publication de ses mémoires lui a rapporté beaucoup

d'argent. Biden s'agace et dira du jeune sénateur de l'Illinois : « Il est très bien, mais il va devoir apprendre à ne pas être trop pressé¹. »

Les deux hommes se retrouvent même en concurrence frontale pour la campagne présidentielle de 2008. Car vingt ans après son échec cuisant de 1998, Joe Biden pense que son heure est enfin revenue. Il sait qu'il aura face à lui Hillary Clinton, qui captera le vote des femmes, et Barack Obama, qui rassemblera les Noirs, mais il pense pouvoir ratisser plus large. Car les Américains ont besoin de « quelqu'un qui allie une profonde connaissance des affaires internationales et nationales à une capacité d'empathie vis-à-vis de la classe moyenne ».

La tension ne tarde pas à monter avec un Obama qui, selon Biden, manque d'expérience. « Il n'est pas prêt, la présidence n'est pas un métier qui s'apprend sur le tas. » Dans une interview à l'hebdomadaire *The New York Observer*, il prononce une phrase malheureuse : « C'est la première fois qu'on a un Afro-Américain modéré qui s'exprime bien, qui est propre et qui en plus est bel homme... C'est beau comme dans un livre. » Propre ? Qui s'exprime bien ? Qu'a voulu dire Joe Biden ? Est-il méprisant, ironique, insensible ? Ou les trois à la fois ? La campagne est à peine commencée et Joe Biden trébuche déjà.

Obama réagit de manière glaciale : « Je ne prends pas personnellement le commentaire du sénateur Biden, mais il est évidemment inexact au plan historique. » Il rappelle qu'il y a déjà eu des candidats noirs à la présidence (Jesse Jackson, Al Sharpton...) qui « n'avaient pas particulièrement de mal à s'exprimer ». Joe Biden finit par s'excuser pour l'emploi du mot « propre » : « J'aurais dû dire "frais", je voulais juste dire que Barack était un homme avec des idées neuves. »

Pendant les débats de la primaire, il n'y a pas d'affrontement direct entre les deux hommes. Obama dira plus tard que Biden a été bien meilleur que lui. Plus maîtrisé. Il connaît même son moment de gloire quand le journaliste Brian Williams lui pose une question censée être embarrassante :

« Sénateur Biden, par le passé, vos propos vous ont souvent mis en difficulté. Visiblement, vous parlez trop. Est-ce que cette fois vous allez vous montrer un peu moins bavard ?

— Oui. »

C'est tout. Joe Biden décoche son fameux sourire et n'ajoute pas un mot. Bien joué. Les autres candidats sont bien forcés de rire. L'assistance applaudit. Un point pour lui.

Mais il est battu à plate couture dès le début du scrutin, terminant cinquième lors du caucus de l'Iowa, loin derrière Barack Obama et Hillary Clinton, vedettes de la course à la nomination. N'ayant rassemblé que 1 % des voix, il suspend instantanément sa campagne. Il est très à l'aise pour se faire réélire sénateur du Delaware, mais la présidentielle, décidément, n'est pas pour lui.

Joe Biden a soixante-six ans. Il retourne au Sénat et refuse par avance d'envisager la possibilité de viser la vice-présidence. Avant l'Iowa, il avait assuré au *Wilmington News Journal* : « Je peux vous dire avec une certitude absolue que je ne serai le vice-président de personne. Point final. Je vous garantis que ça n'arrivera pas. » Jusqu'à ce que Barack Obama l'appelle.

Hillary Clinton serait une meilleure colistière, pense Obama, mais il redoute d'avoir « un problème avec Bill... J'ai peur que nous soyons trois dans cette relation ». Il envisage aussi deux autres sénateurs, Tim Kaine et Evan Bayh, mais finit par faire le choix du vétéran du Delaware. « Il nous fallait quelqu'un pour rééquilibrer le ticket, explique son conseiller David Axelrod. Quelqu'un avec des cheveux blancs et des années d'expérience à Washington. Il vient de Pennsylvanie, un État clé, et il est issu de la classe populaire. C'est comme cela qu'il pense, comme cela qu'il parle et, pour nous, c'était vraiment un atout². » Sous-entendu : pour rassurer les Blancs modestes qui pourraient être troublés par l'intellectuel Obama.

Lequel envoie ses deux plus proches conseillers, David Plouffe et David Axelrod, tester Joe Biden en profondeur. Et en toute franchise. « Excusez-nous d'être aussi directs, lui demandent-ils, mais comment pouvez-vous assurer avec certitude que vous ne serez pas trop bavard ? » « Une heure plus tard, il avait fini de répondre, alors nous avons posé une seconde question », raconte avec humour David Axelrod.

Une rencontre ultra-secrète est organisée dans un hôtel de Minneapolis. Joe Biden arrive par une porte dérobée, casquette de baseball vissée sur le crâne et lunettes noires d'aviateur. Obama l'attend dans sa suite. La rencontre dure quatre-vingt-dix minutes. « Je suis prêt à jouer les seconds rôles, prévient Biden, mais je souhaite être votre confident. Et déjeuner en tête à tête une fois par semaine. Et assister à toutes les réunions importantes. » Obama accepte tout. Il sait qu'il aura besoin de ses conseils et de son expérience au Congrès. Bien sûr, il y a les gaffes, mais le futur président se dit qu'avec sa franchise naturelle Joe osera aussi tout lui dire.

« Si vous l’emportez, je ferai absolument tout ce que vous me demanderez, promet Biden.

— Faites attention, je pourrais vous demander vraiment beaucoup. »

Le 23 août 2008, Barack Obama, en bras de chemise et cravate rouge, présente officiellement son colistier Joe Biden, lui aussi en bras de chemise et cravate bleue. « Il a regardé les dictateurs dans les yeux, il a défendu les policiers et les pompiers américains, laissez-moi vous présenter le prochain président des États-Unis... » Il se reprend : « ... le prochain *vice-président*, Joseph Robinette Biden ». Joli lapsus. Et pour une fois, il n’est pas de Biden.

Joey lâchera quand même quelques perles pendant les dernières semaines de la campagne. Lorsqu’il estime, par exemple, que Hillary Clinton « aurait franchement été un meilleur choix que moi pour la vice-présidence ». Dans le camp d’en face, John McCain s’est adjoint une colistièrre, Sarah Palin. Obama ne ferait-il pas confiance aux femmes ? La gaffe de Biden le fait baisser dans les sondages auprès des électrices.

En octobre, Joe Biden prédit : « Je ne nous donne pas six mois avant qu’il y ait une grande crise internationale pour tester le président Obama, comme le président Kennedy l’a été par la crise des missiles à Cuba. » Est-il bien utile d’inquiéter les foules ? L’équipe de campagne McCain met aussitôt en scène la séquence dans un spot publicitaire expliquant qu’Obama n’est pas prêt. « Combien de fois Biden va-t-il proférer des stupidités ? », fulmine Obama.

À la fin de la campagne, c’est à peine si les deux hommes se parlent. Joe Biden est prié de se tenir à distance de la presse et de ne prononcer ses discours qu’avec un téléprompteur.

Le soir de la victoire, tout est oublié. Sur la tribune, à Chicago, le monde n’a d’yeux que pour le premier président noir et sa famille, rayonnants. Joe et Jill sont au second plan. Le président élu finit par se retourner : « Je veux remercier mon partenaire au cours de ce voyage, un homme qui a fait campagne avec son cœur. Il a parlé au nom des gens avec qui il a grandi dans les rues de Scranton et de ceux avec qui il a pris le train pour rentrer chez lui dans le Delaware, le vice-président élu des États-Unis, Joe Biden. »

Trente-six ans au Sénat, président des deux commissions sénatoriales les plus puissantes... tout ça pour en arriver là ? Jamais on n’avait vu un

homme aussi qualifié devenir vice-président, « la fonction la plus insignifiante qui ait jamais été inventée », selon John Adams. Quel type de « VP » sera Joe Biden ? Tout-puissant comme son prédécesseur Dick Cheney, qui avait fini par prendre le contrôle du Bureau ovale, ou marginalisé comme Harry Truman, à qui Roosevelt avait caché les préparatifs d'une bombe atomique qu'il lui fallut pourtant lâcher sur le Japon en 1945 ? Il se fera sa place, quelque part entre ces deux extrêmes.

Tous les matins, Joe Biden rejoint le président pour le briefing de la CIA. Il est invité d'office à toutes les réunions avec le secrétaire d'État ou le secrétaire à la Défense. Et le président Obama compte sur lui pour mettre les pieds dans le plat aussi souvent que nécessaire : « Joe est très bon pour exprimer ce que pensent les gens et qu'ils n'osent pas dire en public. » « Il joue le rôle du “putois dans un pique-nique” », explique un conseiller : il n'hésite pas à briser le consensus « pour que chacun s'exprime honnêtement ».

Joe Biden a le privilège de disposer d'un bureau dans la West Wing, à quarante-cinq secondes du Bureau ovale.

Il renforce ses équipes en créant des conseils économique, politique et de sécurité nationale parallèles à ceux du président. Dans son bureau personnel du Naval Observatory, résidence officielle du vice-président, il a fixé aux murs les portraits de Thomas Jefferson et John Adams, deux « VPs » devenus présidents. Pas tout à fait un hasard.

Son premier gros dossier sera la relance de l'économie au lendemain de la crise financière de 2008. Il pousse Obama à renflouer les trois grands constructeurs automobiles car il sait le rôle vital que ces « Big Three » jouent dans leurs régions et pour l'ensemble du tissu économique national. C'est lui qui est chargé d'appliquer au quotidien le méga-plan de 787 milliards voté par le Congrès. Joe Biden détermine où va l'argent et arbitre entre les collectivités locales, qui toutes réclament leur part. Il est implacable dans ce rôle, ce qui lui vaudra le surnom de « Sheriff Joe ». Il est très fier en particulier qu'après coup moins de 1 % de la somme ait été frauduleusement détournée. Le shérif a bien travaillé. Élu en novembre 2020, Joe Biden pourra user de cette expérience pour relancer l'économie. Avec des dégâts, des plans de relance et des enjeux autrement plus importants qu'en 2008.

Tout au long du premier mandat, le tandem Obama-Biden fonctionne parfaitement. Pour le président, « Joe est comme un basketteur qui joue sur le terrain un rôle qui ne figure pas sur la feuille de match, le rebond ou la passe de plus qui permet à l'équipe de gagner ». Joe Biden se sent utile : « La plupart du temps, le président suit mes recommandations. Pas parce que ce sont mes recommandations, mais parce que nous sommes très souvent d'accord sur le fond. »

En avril 2009, l'Amérique s'inquiète – déjà – d'une possible pandémie, celle de la grippe H1N1. Joe Biden crée une certaine émotion en déclarant sur NBC qu'il ne recommanderait pas à sa famille de prendre l'avion ou le métro. L'industrie du transport est furibonde, mais la presse est reconnaissante au vice-président d'avoir exprimé les craintes de l'Américain moyen et d'avoir été, comme l'a écrit Gail Collins dans le *New York Times*, la sonnette d'alarme qui empêche la Maison Blanche de dériver trop loin de la réalité, « une sorte de canari mental pour les mineurs de fond du quotidien ».

En 2010, Barack Obama remporte sa plus grande victoire en promulguant sa réforme de la santé. Le système de santé américain est le plus coûteux et le plus dysfonctionnel au monde. Joe Biden en sait quelque chose, lui qui a failli vendre sa maison à soixante-douze ans parce que son fils souffrait du cancer. La réforme Obama, qu'on appellera « Obamacare », permet à 32 millions d'Américains qui en étaient dépourvus de bénéficier d'une couverture médicale. Mais 25 millions de résidents américains restent encore en dehors du système. À long terme, la réforme sera considérée comme un succès ; sur le coup, elle est cependant si complexe que l'on peine à évaluer son impact réel. Joe Biden trouvera les mots pour clarifier la question. En l'occurrence, des gros mots.

Le jour de la promulgation, au milieu de discours interminables, Joe Biden se penche à l'oreille de Barack Obama et lui glisse : « *This is a big fucking deal* » (« c'est une putain de réussite »). Un micro resté ouvert a saisi le « *F-word* », comme disent les Américains, ce mot qu'il est interdit de prononcer, surtout à la Maison Blanche. Mais personne n'en veut à Joe Biden. Quelques heures plus tard, le porte-parole de la Maison Blanche tweete : « Eh oui, monsieur le vice-président, vous avez raison... » Obama dira plus tard à Biden que le « *fucking deal* » a été pour lui le meilleur moment de la cérémonie.

En 2012, Barack Obama se demande si un changement de vice-président en faveur de Hillary Clinton ne faciliterait pas sa réélection. Il commande une série de sondages pour tester l'idée. Les résultats ne sont pas probants. Il repart avec Joe Biden pour un second mandat.

Pendant cette nouvelle campagne, Joe Biden fait de nouveau hurler les conseillers du président avec ses déclarations intempestives sur le mariage homosexuel. Dans la grande émission politique du dimanche matin, « Meet the Press », David Gregory l'interroge longuement sur la campagne et glisse de manière inattendue une question sur le mariage gay :

« Avez-vous évolué sur cette question ? »

— Écoutez, c'est le président qui détermine le cap, mais à titre personnel, je n'ai aucun problème avec le fait qu'un homme épousant un homme, une femme épousant une femme et un couple hétérosexuel aient exactement les mêmes droits. »

Joe Biden raconte qu'il a rencontré en Californie une famille composée de deux papas : « Je voudrais que tous les Américains puissent voir tout l'amour que ces enfants avaient dans leurs yeux pour leurs parents. »

« *What the fuck !* explose le conseiller David Plouffe en découvrant la transcription de l'émission. Comment en est-on arrivé là ? » La ligne officielle est que la Maison Blanche est « en train d'évoluer » sur la question. À quelques mois de l'élection, c'est une folie de contredire la ligne officielle. Surtout sur un sujet aussi sensible. Joe le gaffeur a encore frappé. Les conseillers d'Obama, furibards, lui reprochent de mettre en péril sa réélection en novembre.

Joe Biden présente des excuses à Barack Obama pour l'avoir mis en difficulté, mais il se plaint aussi du mauvais traitement que lui inflige l'entourage du président. Obama lui conseille d'ignorer la tempête médiatique. Étonnamment, il ne lui en veut pas : « Joe s'est probablement un peu laissé emporter par sa générosité. » En fait, le président est en train de réaliser qu'il est sur la même ligne. Notamment sous l'influence de ses filles, dont certaines des camarades de classe ont des parents de même sexe. Barack Obama finit par soutenir officiellement le mariage homosexuel et, selon les sondages, les Américains sont sur la même ligne. Certes, Joe Biden lui a un peu forcé la main ; mais, cette fois encore, le vice-président a senti avant les autres l'évolution de l'opinion.

Il aura moins de succès sur la question des armes à feu. Le 14 décembre 2012, un jeune homme de vingt ans tue vingt-six personnes, dont vingt enfants âgés de six et sept ans, dans une école du Connecticut. Il était équipé d'une arme d'assaut semi-automatique achetée légalement. À la Maison Blanche, Barack Obama n'arrive pas à retenir ses larmes. Voilà quatre ans qu'il est président et il n'a toujours rien fait pour restreindre l'accès aux armes à feu car il avait peur d'échouer et, par ricochet, de compromettre tous ses autres projets. Il saisit l'occasion et donne un mois à Joe Biden pour lui faire des propositions concrètes. Il faut aller vite, pour profiter du choc émotionnel dans l'opinion.

Les efforts de Joe Biden sur les armes à feu n'aboutiront à rien. D'abord parce que les propositions concrètes n'arrivent au Sénat que quatre mois plus tard. Le pays est déjà passé à autre chose. Biden a commis plusieurs erreurs. Il a dissuadé les familles des victimes de venir témoigner directement au Congrès : « S'il vous plaît, pas maintenant, rentrez chez vous prendre soin de vos proches. » Il s'est peu impliqué dans les groupes de travail créés à cette occasion et, surtout, il n'a voulu forcer la main à personne au Sénat. Il a négocié à l'ancienne, en se concentrant sur deux ou trois sénateurs clés pour les faire changer de camp. Il n'y est pas parvenu et le temps a joué contre lui. Il manque une poignée de sénateurs démocrates des États ruraux, qui savent qu'en votant contre les armes ils seront battus à la prochaine élection.

Les États-Unis ont un grave problème avec leurs armes à feu. Et ni les visages de vingt enfants d'école primaire abattus, ni Obama, ni Biden n'y ont rien changé.

Sur les questions budgétaires, Joe Biden sera beaucoup plus efficace au Congrès. Chaque hiver se repose la question du montant de la dette et, chaque hiver, les républicains menacent de fermer les administrations (le *shutdown*) si l'on ne fait pas d'économies. Joe Biden, qui a repris l'habitude d'aller faire de l'exercice dans la salle de sport du Sénat, négocie des compromis avec ses anciens collègues. Toujours tiraillé entre la gauche et la droite, il permet plusieurs fois à Barack Obama d'éviter une crise budgétaire majeure. Car, précisément, Biden n'est pas Obama. Le député républicain de l'Arkansas Tim Griffin tire son chapeau au vice-président, « qui dans une pièce remplie de parlementaires sera toujours capable de dégager un consensus et un résultat tangible. Ce dont, je crois, le président est incapable³ ».

Deux semaines après leur arrivée au pouvoir, Barack Obama a envoyé Joe Biden à la conférence annuelle sur la sécurité de Munich. « Je viens en Europe au nom d'une nouvelle administration déterminée à imposer une nouvelle tonalité à nos relations avec le reste du monde, déclare le vice-président. Une administration prête à travailler en partenariat autant que possible, ou bien seule si nous n'avons pas le choix. » En d'autres termes, on tourne la page George W. Bush.

Barack Obama, novice en politique étrangère, compte sur l'expérience de son vice-président. Notamment pour sortir les Américains du borbier irakien. « Joe, tu feras l'Irak », lui a-t-il annoncé d'emblée. Joe Biden connaît parfaitement le dossier, il est à Bagdad au moins une fois tous les deux mois ; mais organiser à la fois la transition et le retrait militaire sera une autre paire de manches. La tension entre chiites et sunnites est à son comble et Joe Biden fait le choix de soutenir le leader chiite Nouri al-Maliki, qui semble avoir le plus de soutiens dans le pays et dans la région. Les historiens se demanderont longtemps s'il y avait un autre choix possible. Toujours est-il que Maliki, fort de l'appui de Biden et des Américains, étouffe brutalement la minorité sunnite qui, désespérée, se jettera dans les bras de l'État islamique. Quand les Américains finissent par lâcher Maliki, Daesh a déjà pris pied dans une large partie de l'Irak et de la Syrie. « Nous poursuivrons Daesh jusqu'aux portes de l'enfer », promet Joe Biden. Hélas, le mal est fait.

Sur la question de la guerre civile en Syrie, Joe Biden reconnaît son embarras. C'est un dossier « où nos amis européens ont découvert que nous étions perdus et que nous n'avions pas de plan ». Il prendra après coup ses distances avec les « lignes rouges » fixées par Barack Obama en cas d'attaque chimique du régime de Damas. « Je ne suis pas très fan des lignes rouges », dira l'ancien vice-président. Mais, contrairement à de nombreux Européens, il ne reproche pas à Obama de ne pas être intervenu militairement en août 2013, quand ces lignes ont été franchies. En matière d'intervention militaire hors des frontières, si Barack Obama a un pied sur le frein, Joe Biden a les deux.

Selon plusieurs sources, il était même hostile au raid qui a abouti à la neutralisation d'Oussama Ben Laden en 2011. Obama lui a demandé son avis, il lui a répondu qu'en lançant cette opération, il prenait le risque d'être le président d'un seul mandat. Autrement dit, d'échouer et d'être battu à la présidentielle de 2012. De même s'opposera-t-il en 2011, lors de débats

internes, à l'intervention de l'Otan en Libye, avec participation française. Pour lui, comme pour Barack Obama, la politique étrangère consiste avant tout à ne pas commettre d'erreur.

En Afghanistan, il sera partisan d'un engagement minimal. Ce qui le placera en conflit direct avec le Pentagone, qui ne cessera de plaider pour l'envoi de renforts américains. Joe Biden souhaite que l'Amérique se concentre sur la lutte contre Al-Qaïda, au lieu de se lancer dans un « *nation building* » impossible. Joe Biden en sait quelque chose, voilà des années qu'il suit le dossier afghan en tant que sénateur. Et Barack Obama l'a personnellement chargé de dorloter l'ingérable président afghan, Hamid Karzai. Biden finira par imposer son point de vue face aux militaires et à Hillary Clinton avec le plan de retrait de 2014.

Joe Biden aime à raconter qu'il n'a pas hésité à affronter Vladimir Poutine. C'était en 2011, à Moscou. Debout, à quelques centimètres du maître du Kremlin, il ose lui déclarer : « Je vous regarde au fond des yeux et je pense que vous n'avez pas d'âme. » Allusion à la fameuse phrase de George W. Bush, qui affirmait avoir vu l'âme de Poutine quand il l'avait invité dans son ranch du Texas. Vladimir Poutine, nullement décontenancé, lui rétorque en souriant : « Je crois que vous et moi sommes faits pour nous entendre. »

On s'interrogera après 2016 sur un axe Poutine-Trump, mais on ne peut pas dire que le président russe ait vraiment eu à se plaindre des huit ans de présidence Obama-Biden. Ils lui ont permis de prendre la main en Syrie et lui ont sans doute donné un sentiment d'impunité qui l'a encouragé à envahir la Crimée en 2014. Barack Obama avait chargé Joe Biden de rassurer les Européens de l'Est face à la Russie, notamment l'Ukraine. Mission impossible, compte tenu de la prudence de Washington. Et mission qui, à l'arrivée, vaudra à Joe Biden plus d'ennuis que de crédit.

Joe Biden n'a pas connu que des succès pendant ses huit ans à la vice-présidence. Mais à l'heure du bilan, ses échecs comme ses réussites, il les partage tous avec Barack Obama. L'un de leurs plus grands succès reste d'avoir formé l'un des tandems les plus inattendus et les plus remarquables de l'histoire américaine. Pour la première fois, on a parlé de « *bromance* » entre un président et son vice-président. Ce néologisme, formé des mots *brother* (frère) et *romance* (histoire d'amour), décrit une complicité proche

de l'amour entre deux hommes. Le 12 janvier 2017, au moment de quitter le pouvoir, on les verra s'étreindre longuement.

Ce jour-là, Barack Obama remet à Joe Biden la Presidential Medal of Freedom avec distinction, la plus haute décoration civile américaine. Les trois derniers récipiendaires étaient Jean-Paul II, Ronald Reagan et Colin Powell. Obama n'a pas prévenu son vice-président. Qui ne cesse de sortir son mouchoir pour sécher ses larmes, visiblement bouleversé par le geste et par les mots du président :

« Pas une seule minute je n'ai regretté d'avoir choisi Joe Biden... Connaître Joe Biden, c'est connaître l'amour sans faux-semblant, le service sans ego et vivre pleinement sa vie.

— Je ne mérite pas ça », bafouille un Joe Biden pris au dépourvu.

Puis il se reprend : « Monsieur le président, tant que j'aurai un souffle d'air en moi, vous pourrez compter sur moi et sur ma famille. » Il s'arrête, reprend sa respiration. « Et je sais que c'est réciproque. »

Rien de grandiose, rien de préparé, des mots simples pour une relation authentique.

Barack et Joe resteront toujours en contact. Ils se souhaitent leur anniversaire sur Twitter, se retrouvent pour déjeuner en tête à tête. Dans son livre *Barack and Joe. The Making of an Extraordinary Partnership*, l'auteur Steven Livingston insiste sur la double dimension de cette relation entre deux hommes *a priori* si différents : « Le jeune Noir cérébral qui transpire sur chaque mot pour s'exprimer avec précision et son aîné blanc, si sympa, habitué à dire impulsivement ce qu'il pense. » Il y a la dimension personnelle : « Il est possible pour deux hommes de pleurer, de s'étreindre et de se prouver leur affection. » Et la dimension politique : « Un modèle qui montre qu'une nation peut travailler. Au-delà de la couleur et de l'âge, pour Barack et Joe, seules comptaient leurs valeurs communes. »

Barack Obama, faute de pouvoir se présenter pour un troisième mandat, aurait pu passer le relais à Joe Biden en 2016. Ç'aurait été le parfait épilogue de la *bromance*. Mais la suite de l'histoire sera un peu plus compliquée...

Steven Livingston, *Barack and Joe: The Making of an Extraordinary Partnership*, Hachette Books, 2019.

Cité par Jules Witcover, *Joe Biden*, *op. cit.*

Glenn Thrush, « Joe Biden in Winter », *Politico Magazine*, mars-avril 2014.

La promesse

La scène est à la fois dramatique et énigmatique. À l'automne 2014, Joe Biden et sa femme Jill dînent chez leur fils Beau Biden et son épouse Hallie. À la fin du repas, Beau prend son père à part, lui serre l'avant-bras et lui dit, les yeux dans les yeux :

« Ça va aller, *Dad*, je vais m'en sortir. Mais toi, tu dois me promettre que, quoi qu'il arrive, ça ira pour toi. Donne-moi ta parole que ça va aller pour toi. Promets-le-moi, *Dad* ! »

Joe Biden est bouleversé. Son fils de quarante-cinq ans lui parle de son cancer. Et du peu de temps qu'il lui reste à vivre : les médecins ne lui ont donné que quelques mois. Mais quel est exactement le sens de la promesse qu'il attend de son père, vice-président des États-Unis ?

Il lui répond :

« Ça ira, Beau. Pour moi, ça ira.

— Non, *Dad*. Donne-moi ta parole de Biden. Donne-moi ta parole. Promets-moi, *Dad* ! »

Joe Biden promet. Sans savoir exactement quoi.

En 2017, il écrira un livre de 260 pages intitulé *Promise Me, Dad* pour tenter précisément de comprendre ce qu'il a promis ce soir-là à son fils malade. Beau Biden, lui-même politicien ambitieux, une sorte de clone de son père, insistait pour que le vice-président se présente coûte que coûte à la Maison Blanche. Pourquoi une telle intensité dans cette requête ? Ce soir-là, il n'a pas parlé de la présidentielle. Voulait-il entendre la promesse d'une candidature de son père pourtant déjà âgé ? Joe Biden, à ce jour, n'a pas de certitude sur le sens de cette conversation ; mais il gardera toujours ce serment en tête quand la question se posera en 2016. Et sans doute aussi en 2020.

Au lendemain de sa victoire, le président élu est allé se recueillir sur la tombe de son fils. Que lui a-t-il dit ?

Pour nous, Français, Beau est un prénom singulier. D'autant que le fils aîné de Joe Biden s'appelait officiellement Joseph Robinette Biden III (troisième du nom) : mêmes nom et prénoms que son père et son grand-père. Pour le distinguer, ses parents lui ont donné un prénom d'usage d'origine française à la mode dans les années 1960-1970 : Beau. D'autant plus singulier qu'il était bel homme.

Né en 1969, il perd sa mère dans le tragique accident de 1972 et, comme son frère, noue très tôt un lien fort avec son père. Il suivra ses traces : même lycée, même fac de droit, élu à trente-sept ans *attorney general* (ministre de la Justice) de l'État du Delaware. Il se fait connaître sur la scène nationale pour ses initiatives contre la pédopornographie, car « personne n'est plus vulnérable que nos enfants ». Pour se donner une dimension internationale, il ira au Kosovo participer à la consolidation du système légal, puis, après le 11 Septembre, décide de s'engager dans l'armée de réserve, la National Guard du Delaware. C'est avec cette unité qu'il sera envoyé en Irak pour un an en 2008.

En Irak, il insiste pour être traité comme les autres soldats, mais le fils du vice-président a bien du mal à passer inaperçu. Comme son ambition. Chacun comprend que son statut d'ancien combattant viendra utilement compléter son CV. Pour toute une génération de politiciens post-11 Septembre, le passage par l'Irak est un « must ». Beau a un profil parfait de père de famille, avenant et charmant comme son père, les défauts en moins. Lui sait être discipliné et prudent lorsqu'il s'exprime en public. Il est populaire et, pour lui, le poste d'*attorney general* du Delaware n'est qu'un marchepied. Son frère Hunter, qui joue les conseillers de l'ombre, racontera que les deux frères se sont fixé un calendrier : 2010, Beau se fait réélire *attorney general* ; 2016, il vise le poste de gouverneur de l'État. Ensuite, la Maison Blanche. Il aura quarante-sept ans. Tout est planifié pour que Beau soit le clone parfait de son père. N'a-t-il pas suivi ses traces, jusque dans sa vie sentimentale. Il a épousé Hallie Olivere, fille de Joan Olivere pour laquelle Joe Biden reconnaît avoir eu un faible dans sa jeunesse : « J'étais le petit gars catholique, elle était la fille juive. J'ai essayé mais je n'ai rien pu faire. »

Au cours de l'été 2013, en vacances en famille dans l'Indiana, Beau ressent un malaise. Il se sent faible et désorienté. À quarante-quatre ans, ce jogger assidu a soudain des hallucinations auditives. Quand il court, il a parfois l'impression qu'un avion à réaction le poursuit. Il lui arrive de s'accroupir instinctivement au bord de la route pour se protéger. Depuis quelques mois, il a aussi des problèmes d'équilibre. En 2010, il s'est réveillé un matin avec tout le côté droit du corps paralysé, mais cela n'avait pas duré. Cet été 2013, il est hospitalisé en urgence à Chicago et le diagnostic ne tarde pas : tumeur au cerveau.

Beau Biden est transféré à Philadelphie pour des examens complémentaires. Son père remue ciel et terre pour trouver les meilleurs spécialistes : « L'expérience m'a appris que lorsque c'est le vice-président qui appelle, il n'y a pas un médecin, pas un grand professeur qui ne réponde. Je n'allais pas me gêner. » Le diagnostic n'en est pas moins terrible : la tumeur est un glioblastome au stade 4, la forme la plus agressive de cancer. Quand il apprend la nouvelle, Joe Biden est sonné : « J'ai regardé le sol, c'est comme si on m'avait donné un coup de poing. J'ai attrapé mon chapelet et j'ai demandé à Dieu de me donner la force de faire face. » Joe Biden a soixante-dix ans. La vie vient à nouveau de lui porter un sale coup.

Les médecins estiment que le malade n'a vraisemblablement pas plus de douze à quatorze mois à vivre. Ses chances de rémission sont de l'ordre de 2 %. « Je ne veux pas entendre parler de pourcentage, tonne Beau Biden. Je vais m'en sortir, bon sang ! Nous allons nous en sortir ! » Son combat contre la maladie devient le combat de toute la famille, qui monte dans *Air Force 2*, l'avion du vice-président, pour l'accompagner à Houston. C'est là, au Anderson Cancer Center, que Joe Biden a déterminé que se trouvait la meilleure équipe du moment. Il confie le sort de son fils à deux hommes : le neurochirurgien Raymond Sawaya et le neuro-oncologue Alfred Yung. Le premier est d'origine syrienne, le second est né à Hong Kong. C'est aussi cela, l'Amérique.

Les rayons ou la chimiothérapie n'étant d'aucun secours contre un glioblastome, il n'y a pas d'autre choix que d'extraire la tumeur. Opération spectaculaire lors de laquelle le patient est conscient ; on lui fait décrire des objets sur des cartes, afin que le chirurgien identifie en temps réel les parties du cerveau qu'il peut ou ne peut pas toucher. Avant d'entrer au bloc, Beau Biden a lancé au chirurgien : « Quoi qu'il arrive, doc, prenez bien soin de mon père. Sérieusement. Promettez-le-moi. Sérieusement. »

Encore une promesse.

Ensuite, il ne reste qu'à attendre. Tout le monde rentre dans le Delaware. L'oncologue a conseillé au malade de reprendre toutes ses activités et notamment de se présenter au poste de gouverneur : « Vivez comme si vous étiez sûr de survivre. » Le vice-président, de son côté, a demandé à son directeur de cabinet de remplir systématiquement son agenda, histoire de penser à autre chose : « Tenez-moi occupé. »

Dix-huit mois plus tard, la tumeur recommence à grossir. C'est la plus mauvaise nouvelle possible. Dans son journal personnel, Joe Biden écrit que ce cancer est « diabolique ». Mais Beau ne baisse pas les bras. Les médecins lui proposent un traitement expérimental aussi nouveau que risqué. Il s'agit de récupérer des cellules cancéreuses du patient pour créer un virus que l'on injecte ensuite dans la tumeur, afin de stimuler le système immunitaire pour qu'il prenne lui-même en charge la bataille contre le cancer. C'est un traitement en trois volets, les deux autres étant l'injection d'un anticorps (*pembro*) et une nouvelle opération pour tenter d'extraire physiquement tout ce qui peut l'être. En somme, il s'agit de rendre le malade encore plus malade, d'ajouter de la douleur à la douleur, en espérant que son organisme en sortira vainqueur. Beau Biden n'hésite pas une seconde : « Allons-y ! » (« *Let's do it* »).

Fin mars, Joe Biden redescend à Houston avec toute la famille pour une nouvelle opération. Et pour encourager son fils :

« *Honey*, tu t'en sors très bien, la science est de notre côté. Et elle avance très vite. Tu vas voir, on va battre cette cochonnerie !

— *It's all good, Dad, it's all good. Ça va aller.* »

Le vice-président quitte régulièrement la chambre de son fils afin de se rendre dans une pièce voisine, spécialement aménagée pour qu'il puisse s'entretenir au téléphone avec le Premier ministre irakien, à cette époque sérieusement menacé par Daesh.

Quand Joe Biden reprend *Air Force 2* pour Washington, il est optimiste. Mais à l'atterrissage : « 18 h 07. Qu'est-ce que je me sens seul ! », écrit-il dans son journal.

« Alors, comment ça s'est passé ? Comment va Beau ? », lui demande Barack Obama lors de leur déjeuner hebdomadaire. Le vice-président lui explique en détail l'aspect expérimental et hautement risqué du traitement.

Joe Biden racontera que le président était en larmes. Ce jour-là, il lui intime l'ordre de retourner à Houston pour être au côté de son fils.

Le traitement de choc semble faire effet. La croissance de la tumeur est ralentie. Le virus, apparemment, fait son travail. Le patient peut rentrer chez lui. Mais, le lendemain, il se sent engourdi et n'arrive plus à se lever. Il faut de nouveau l'hospitaliser, à Philadelphie. Le plus discrètement possible. Officiellement, il est toujours candidat (et favori) au poste de gouverneur. Le malade se fait inscrire sous le nom de « George Lincoln » : le prénom du premier président (Washington) et le nom de son président préféré. Beau Biden s'accroche à son rêve de Maison Blanche. D'ailleurs, lorsque le 12 avril son père vient le voir à l'hôpital, il le trouve devant la télévision, un iPad à la main, survolté. Hillary Clinton vient d'annoncer sa candidature. Il faut préparer la riposte.

Joe Biden découvre alors les joies du système de santé américain. Les différents hôpitaux qui suivent son fils ne peuvent communiquer entre eux. Ils dépendent de systèmes de santé privés concurrents qui ont chacun leur propre réseau informatique. « Ceux qui ont créé ces systèmes ne veulent surtout pas qu'ils puissent communiquer avec d'autres systèmes », constate le vice-président, furieux. Or, Houston doit avoir connaissance des scanners à chaque instant, pour suivre l'évolution de la tumeur. Chaque heure compte. C'est la famille Biden elle-même qui est obligée de transmettre par FaceTime les précieux scanners de Philadelphie à Houston.

Début mai, Beau Biden est transféré à l'hôpital militaire Walter Reed, dans la banlieue de Washington, pour tenter un début de rééducation. Mais, dès son arrivée, son état se dégrade. Son père vient le voir tous les matins et tous les soirs. La Maison Blanche n'est pas loin.

« Tu sais qui j'ai vu au bureau aujourd'hui ? Elton John ! » Quand Beau et son frère étaient petits, ils écoutaient « Crocodile Rock » dans la voiture. Le vice-président essaie de fredonner. « Beau ne pouvait pas ouvrir les yeux, mais je voyais bien à travers mes larmes qu'il souriait¹. »

Le 15 mai, il parvient enfin à se lever. Les médecins sont enthousiastes, ils ont peut-être trouvé un traitement contre le glioblastome. Ce jour-là, Joe Biden ne peut pas quitter le bureau. L'État islamique vient de prendre la ville de Ramadi, sa plus grande victoire en date.

Après une dizaine de jours de rémission, les complications sont de retour. Notamment une pneumonie qui conduira l'hôpital à appeler un prêtre au milieu de la nuit. Lequel sera renvoyé sèchement par Jill Biden : « Pas de prêtre ! » Elle veut encore y croire. Mais le 28 mai, les médecins annoncent : « *He will not recover*. Il ne s'en remettra pas. » Pour Joe Biden, « les quatre mots les plus dévastateurs que j'avais jamais entendus ».

Le 30 mai 2015, toute la famille Biden, une quinzaine de personnes, est réunie autour de lui lorsque Beau rend son dernier soupir. Dans son agenda, Joe Biden écrit : « 19 h 51. C'est arrivé. Mon fils. Mon fils magnifique. »

Beau Biden aura des funérailles quasi présidentielles. Drapeau sur le cercueil tiré par des chevaux. Une chorale afro-américaine, des cornemuses, des prêtres, des pasteurs, des rabbins, des imams. L'Amérique dans toutes ses composantes. Le président Obama a insisté pour prononcer l'éloge funèbre : « Michelle, Sacha, Malia et moi sommes devenus des membres du clan Biden. Nous sommes des membres honoraires désormais. Et les règles des Biden s'appliquent désormais à nous. Nous serons toujours là en cas de besoin. » Puis, se tournant vers son vice-président : « Parole de Biden, Joe, tu es mon frère. » Les deux hommes se donnent une longue accolade devant le cercueil.

Joe Biden est dévasté par la disparition de son fils aîné. « Beau avait une capacité à chasser mes angoisses. Quand je les regardais, enfants, lui et son frère, ils étaient une source de confiance et de courage. Qu'allais-je devenir ? » Ce nouveau drame le ramène à la mort de sa première épouse et de sa fille, en 1972, lorsque ses deux fils lui avaient « sauvé la vie » en lui permettant de rebondir.

La vie de Joe Biden est une suite de tragédies et de résurrections. De défaites et de reconquêtes. Il cite très souvent son père : « *Champ* [fiston], ce qui fait la force d'un homme, ce n'est pas le nombre de fois où il est mis à terre, c'est la vitesse à laquelle il se relève... Quand tu es par terre, relève-toi ! »

Par la force des choses, Joe Biden a bâti toute sa vie autour de ces principes. Il se fera un devoir de les transmettre à tous ceux qui souffrent ou qui ont souffert. Il en fera même une marque de fabrique, personnelle d'abord, puis tout naturellement politique. L'empathie devient le cœur de la seconde partie de sa vie politique. Et aujourd'hui plus que jamais.

Quand il préside aux funérailles d'un policier tué en service, le vice-président s'adresse directement à sa veuve : « Un jour viendra où le souvenir de votre mari fera naître un sourire sur vos lèvres avant les larmes dans vos yeux. Je vous le promets. Je vous promets que ça arrivera. » Joe Biden parle d'expérience. Après la cérémonie, il va jusqu'à donner son numéro de portable à la veuve : « Vous verrez, au début ça ira, vous serez très entourée. Mais au bout d'un mois ou deux, tout le monde retournera à sa routine et c'est là que ça sera le plus dur. Vous commencerez à vous sentir coupable de déranger les autres avec votre chagrin. Ce jour-là, appelez-moi. » Joe Biden a donné ainsi son numéro de portable à des dizaines d'inconnus. Et beaucoup, dit-il, l'ont appelé.

Après le drame de l'école du Connecticut, où vingt enfants ont été tués en 2012, le vice-président appelle Mark Barden, qui a perdu un fils de sept ans. Ils parlent plus d'une heure. Joe Biden lui donne des conseils pratiques. Dans un carnet sur la table de nuit, attribuer à la journée qui s'achève une note de 1 à 10. « Ça prendra du temps pour arriver à 10, dit Joe Biden, mais vous verrez que les 1 seront de plus en plus espacés. »

Joe Biden aime les gens. En campagne en 1987, il devait rencontrer une dizaine de pasteurs dans l'Iowa. Un seul avait répondu à l'appel. Pas de problème, Joe Biden tombe la veste : « Parlez-moi de vous... » Au bout de trois quarts d'heure, le pasteur s'excuse : « Bon, je dois y aller, maintenant. »

En meeting, Joe Biden demande souvent qui dans l'assistance a perdu un être cher, d'un cancer ou d'une autre maladie. En général, les trois quarts de la salle lèvent la main. Il a même établi une statistique personnelle : « Je pense qu'une personne sur dix souffre gravement de la disparition d'un être cher. Et que l'on peut faire une énorme différence en regardant cette personne dans les yeux, en la prenant dans nos bras et en lui disant : “Je sais ce que vous vivez, vous n'êtes pas seul(e).” »

Le 7 novembre 2020, au soir de sa victoire, il aura même un mot de compassion pour les électeurs de Donald Trump : « Je comprends votre déception ce soir. Il m'est arrivé moi-même de perdre plusieurs fois. »

Combien de temps faudra-t-il à Joe Biden pour rebondir après la mort de son fils Beau ? Et affronter les projecteurs d'une campagne présidentielle ? Dans sa vie, il a participé à trois grands débats présidentiels. Un pour la primaire de 2007 et deux pour l'élection du vice-président, en 2008 et 2012.

Chaque fois, avant d'entrer en scène, il a demandé à ses conseillers de le laisser seul. Seul avec son fils Beau, qui lui prenait le bras et le fixait dans les yeux : « Regarde-moi, *Dad*, regarde-moi, souviens-toi : la base, *Dad*, la base [*home base*]. » Pour Joe Biden, cela voulait dire : « N'oublie pas qui tu es, n'oublie pas l'important. Sois ferme sur les principes. Sois courageux. » Ensuite, Beau l'embrassait et le poussait vers les caméras.

Joe Biden se présentera-t-il à l'élection présidentielle de novembre 2016, dix-huit mois après la mort de son fils ? Le peut-il ? Il s'interroge. « C'est un peu ridicule qu'un homme mûr, accompli, qui a passé toute sa vie à communiquer aux autres courage et force morale, ait besoin de ses propres fils pour lui donner confiance : regarde-moi, *Dad*, *home base* ! » Pourtant, le décès de Beau sera au cœur de ses interrogations pour 2016.

Barack Obama, après deux mandats, n'a plus le droit de se présenter. Côté démocrate, la favorite absolue pour lui succéder est Hillary Clinton. Côté républicain, le favori est Jeb Bush, frère et fils de deux anciens présidents. Personne ne prend au sérieux la candidature de Donald Trump, promoteur immobilier devenu animateur de télé-réalité. Joe Biden pense qu'il a de bonnes chances. Il a l'expérience et il est plus proche que Hillary Clinton de l'électorat populaire dans les États désindustrialisés du Midwest – Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin –, dont on sait déjà qu'ils feront la différence.

Il n'est pas sûr que Beau lui ait fait promettre de se présenter, mais c'était visiblement son souhait. Joe Biden raconte qu'à Thanksgiving 2014, sur l'île de Nantucket, son fils aîné malade lui a dit : « Tu dois te présenter, je veux que tu te présentes », sur un ton comminatoire qui a surpris le vice-président. Beau ne voulait surtout pas que son père renonce à cause de lui. La famille a d'ailleurs joué le jeu pendant des mois : comités exploratoires, réunions stratégiques, ébauches de programme, toute la gamme d'une précampagne. Sans que Joe Biden y croie tout à fait : « Beau essayait de nous rassurer, et vice-versa. »

Barack Obama, un jour de 2014, a demandé à Joe Biden, l'air de rien, quelles seraient ses intentions après la vice-présidence. Il lui a même suggéré des pistes : créer une fondation, un centre d'études en relations internationales et, pourquoi pas, essayer de faire quelque chose qu'il n'a jamais fait jusqu'alors – gagner de l'argent, par exemple. Joe Biden n'est pas dupe. Il comprend que son ami Obama n'a aucun désir de le voir lui succéder.

Obama a longtemps hésité. Il ne pense pas que Biden serait un mauvais candidat, il lui a même dit que s'il pouvait désigner son successeur, ce serait lui². Mais il hésite entre Joe et Hillary. Entre le choix du cœur et celui de la raison. Il choisit la raison. Le président sortant pense que Joe Biden ne pourra pas battre Hillary Clinton, que la primaire va traîner en longueur et laisser des traces. Surtout, il ne veut pas qu'un républicain soit élu en 2016, qui risquerait de remettre en cause son bilan, notamment sa réforme de la couverture santé. Et, bien sûr, il y a Beau. Barack Obama se dit que son VP n'aura pas la force de faire pleinement campagne, après un tel chagrin.

Joe Biden n'a pas de mauvaises relations avec Hillary Clinton. D'ailleurs, avec qui a-t-il de mauvaises relations ? Elle a souvent utilisé le vice-président comme un « *Obama whisperer* », celui qui peut chuchoter à l'oreille du président ce que Hillary chuchote à la sienne. Il y a une vieille complicité entre Hillary et ce bon vieux Joe, qui lui rappelle son mari : « Je pense que Bill et toi avez été séparés à la naissance. » Lui est persuadé que la popularité de Hillary est trop faible dans les États du Midwest et que cela peut lui coûter l'élection. C'est bien là, en effet, que lui manqueront les soixante-dix-sept mille voix qui permettront à Trump d'être élu.

Pendant l'été 2015, les sondages ne sont pas mauvais pour Joe Biden. Son principal défaut, sa propension à faire des gaffes est vue par les électeurs comme un gage d'authenticité. En septembre, il reçoit un accueil de rock star lors de la parade des syndicalistes, le jour du Labor Day à Pittsburgh. Parmi les cols bleus, il est chez lui. Les pancartes l'incitent à se présenter : « *Run, Joe, Run !* », « *Biden for President* ». Le lendemain, la chaîne ABC se demande si ce « vice-président tout feu tout flamme » n'est pas en train de lancer sa campagne. Les sondages sont bons. La stratégie se met en place : revitaliser les espoirs de la classe moyenne. Les perspectives de levée de fonds sont prometteuses. George Clooney lui a même proposé de se mettre au service de sa campagne. « La seule chose qui pouvait nous arrêter, c'était moi », écrira-t-il plus tard.

C'est ici qu'intervient de nouveau la mort de Beau. Le *New York Times* publie un article en affirmant que la candidature de Joe Biden est inéluctable car il l'a promise à son fils Beau « sur son lit de mort ». L'effet est saisissant. En pages intérieures, la célèbre chroniqueuse Maureen Dowd détaille la relation forte du père et du fils, dans la vie comme en politique. Elle confirme que Beau souhaitait que son père se présente, mais nulle part

il n'est question de son « lit de mort ». Il s'agit tout simplement d'une extrapolation sensationnaliste du *New York Times* qui attire inmanquablement l'attention sur la possible candidature du VP.

Le 6 octobre, le site d'information Politico affirme avoir un scoop : c'est Joe Biden lui-même qui a fait fuiter l'histoire de la promesse sur le lit d'hôpital. Cela ferait partie d'une stratégie de communication centrée sur le drame, la souffrance et la promesse d'un père à son fils mourant. Politico attaque au passage le grand journal de New York : « Joe Biden s'est littéralement offert une publicité dans le *New York Times*. »

Joe Biden est livide. On l'attaque à la fois sur son honnêteté et sur la mémoire de son fils. Il demande au *New York Times* de rectifier l'article de une et le détail sur « le lit de mort », sans l'obtenir sur le moment. « L'idée que je puisse instrumentaliser la mort de mon fils me rendait malade, dira-t-il. J'ai senti qu'il y avait quelque chose de dangereux dans l'état de fragilité émotionnel où je me trouvais. Je me suis dit que je ne pourrais peut-être pas contrôler ma rage. »

Ce fils décédé était son principal soutien. Il devient son principal point faible. Joe Biden hésite encore quelques jours. Il sent que son entourage s'inquiète. Sa femme Jill assure qu'elle le soutiendra quelle que soit sa décision, mais il distingue de la peur dans ses yeux, comme dans ceux de ses conseillers. Il est déjà très tard pour se lancer dans une campagne bien avancée. Surtout, il faut pour cela un candidat en acier trempé. Or, Joe vient de montrer qu'il avait encore et toujours une fragilité liée à la mort de son fils.

« Personne n'a le droit de se présenter à ce poste s'il n'est pas prêt à faire don de sa personne à 110 %. » Joe Biden est entouré de Barack Obama et de son épouse Jill dans le Rose Garden de la Maison Blanche. Ce 30 octobre 2015, il annonce officiellement qu'il ne sera pas candidat en 2016. Tout en prenant soin de ne fermer aucune porte : « Je crois que nous devons un jour en finir avec la politique partisane qui déchire ce pays. » De façon plus inattendue, il ajoute : « J'aurais beaucoup aimé être le président qui mette fin au cancer, car je pense qu'on en est tout près. » Encore le souvenir de Beau.

Les 260 pages du livre *Promise Me, Dad* n'ont pas suffi à éclaircir la question de la promesse faite à son fils. Dans les dernières pages, il explique que son fils lui a fait promettre de rester engagé dans la vie de la

nation et du monde. Un an plus tard, Joe Biden se croit obligé de publier une postface en forme de rectificatif : « En écrivant ce livre en 2017, je croyais avoir compris. J'ai réalisé depuis que mon fils n'attendait rien de moi, il voulait juste me montrer quelque chose, me montrer à quel point il est important de garder le cap et de rester ambitieux quand tout s'effondre. » En d'autres termes, Joe Biden estime que cette seconde grande épreuve, après l'accident de sa première femme, l'a rendu encore plus fort.

Entre-temps, Donald Trump a été élu président des États-Unis. Joe Biden est persuadé qu'il aurait pu le battre s'il l'avait affronté en 2016. Cette campagne avortée sur fond de deuil reste pour lui un souvenir amer. Avec le recul, il dira avoir bien fait de ne pas se présenter en 2016, mais aussi qu'il le regrette chaque jour. Surtout au vu du comportement du successeur d'Obama à la Maison Blanche.

2020 est l'occasion pour Joe Biden d'affronter enfin Donald Trump. Sa principale force face au bouillant milliardaire, il en est convaincu, ce sont précisément les accidents de la vie qu'il a surmontés. Son ami Robert Gilligan, ancien président de la Chambre des représentants du Delaware, en est persuadé : « Je pense qu'il a décidé de se présenter en 2020 non pas malgré les épreuves qu'il a traversées, mais pour cette raison même. »

Quoi qu'il arrive, son fils Beau sera toujours à ses côtés. En janvier 2020, il est toujours là : « Il marche avec moi. Je sais que ça paraît ridicule à certains, mais je vous jure que c'est vrai. Je sais qu'il est en moi. Il est une part de moi-même³. »

Joe Biden, *Promise Me, Dad: A Year of Hope, Hardship and Purpose*, Flatiron Books, 2017 ; *Promets-moi, papa*, L'Archipel, 2021.

Steven Levingston, *Barack and Joe*, *op. cit.*

« Morning Joe », MSNBC, 22 janvier 2020.

Le réveil de « Sleepy Joe »

C'est un vieux truc de Joe Biden. Quand il arrive sur scène, il fait mine d'être surpris par l'importance de la foule. Il s'arrête, les bras tendus, fait un petit pas en arrière, comme submergé par le nombre. Il n'y a pourtant pas de quoi. Pour son premier meeting de campagne, son équipe a choisi la plus modeste salle possible : six cents places, dont cent réservées à la presse, dans ce local syndical de la banlieue de Pittsburgh (Pennsylvanie). On a placé suffisamment de militants à l'arrière de la scène pour que l'armée de caméras alignée de l'autre côté de la salle donne à la télévision une impression d'affluence.

Ce 29 avril 2019, le candidat Biden a choisi Pittsburgh pour son image de ville ouvrière. Il vient ici en enfant du pays – Scranton est à l'autre bout de l'État –, issu de la classe laborieuse, qui entend se battre pour défendre ses intérêts. Il ne manque presque jamais la parade du Labor Day à Pittsburgh, les retrouvailles syndicales de début septembre.

Les syndicalistes musclés, avec leurs T-shirts jaunes « Pompiers pour Joe Biden », sont venus en masse pour ce premier meeting depuis l'annonce officielle de la candidature. Le reste de l'assistance, beaucoup de fonctionnaires et d'enseignants plutôt âgés, vient renforcer une image de réunion syndicale à l'ancienne. Une « capsule » du monde d'avant. Comme si le temps s'était arrêté, alors que Pittsburgh n'est plus vraiment une ville ouvrière et qu'une pâtisserie française vient d'ouvrir pour les hipsters à deux blocs de la salle du meeting. Les haut-parleurs jouent une chanson de Bruce Springsteen, « We Take Care of Our Own » (« On est tous solidaires ») pour compléter la liturgie syndicale.

« Mon nom est Joe Biden et je suis le mari de Jill Biden. »

Rires. Dès ses premiers mots, le candidat sans cravate tombe la veste. Il parle de son enfance, de son père qui lui a inculqué que le travail est une

affaire de dignité : « Un job, ce n'est pas seulement une feuille de paie. » Il parle de lui : « À Washington, ils m'ont longtemps appelé "Joe-de-la-classe-moyenne" et, croyez-moi, ce n'était pas un compliment. » Le ton est hésitant, la voix un peu sourde, mais on sent que l'homme a du métier. Il paraît juste légèrement fatigué. Est-ce pour cela que son premier grand discours ne durera que vingt-cinq minutes ?

L'essentiel était le choix du lieu. S'il est venu dire que Pittsburgh comme Scranton étaient « la colonne vertébrale de l'Amérique », c'est aussi parce que c'est ce type de région qui a permis à Donald Trump de passer de justesse en 2016. C'est bien pourquoi il entame ici sa campagne.

Une bataille qui s'annonce difficile. Pour s'ouvrir la voie de la Maison Blanche, il faut d'abord subir l'épreuve des primaires. Or, dans cette même ville de Pittsburgh, trois semaines plus tôt, Bernie Sanders a réuni six mille cinq cents personnes lors d'un meeting. Dix fois plus que Joe Biden.

L'ancien vice-président entre néanmoins dans la course en position de favori. Ne serait-ce que parce qu'il est le plus connu. Mais le temps qu'il se décide, une vingtaine de candidats se sont déjà déclarés, un record historique. Et si Biden est peut-être un candidat naturel, à soixante-seize ans il paraît suffisamment faible pour aiguïser les appétits des plus jeunes générations. Joe Biden le sait. C'est pour cela que, une fois de plus, il a hésité.

Il s'est donné à fond pour les candidats démocrates lors des élections de mi-mandat de novembre 2018, tenant plus de meetings qu'aucun de ses potentiels concurrents. Dans les six derniers jours de la campagne des *midterms*, il se rend ainsi dans huit États. Infatigable, il combat à la fois une laryngite et Donald Trump : « Les démocrates choisissent l'espoir plutôt que la peur, les démocrates choisissent l'unité plutôt que la division et, le plus important, les démocrates choisissent la vérité plutôt que les mensonges. » La foule répond par un éloquent : « *Run, Joe, Run* » (« Vas-y, Joe, présente-toi ! »). À San Mateo, en Californie, une électrice s'approche et lui tape l'épaule avec sa canne :

« Vous devez absolument vous présenter.

— Merci.

— J'ai quatre-vingt-neuf ans et nous avons besoin de vous. Si vous me promettez que vous vous présentez, je promets que je resterai en vie assez longtemps pour voter pour vous. »

Les démocrates remportent les *midterms* avec un gain net de quarante sièges. La plupart des nouveaux entrants sont de centre gauche. C'est de bon augure pour Biden. Un mois plus tard, dans le Montana, il assure qu'il est le mieux placé pour être candidat mais dans la même réunion publique reconnaît qu'il veut prendre le temps de réfléchir à ce qu'une candidature signifierait pour ses petits-enfants et sa vie de famille. Toujours l'hésitation. Il a promis une décision en janvier 2019, mais n'arrive pas à se prononcer. Il sait que l'enthousiasme est à la gauche du parti et ne peut s'empêcher à ce moment-là de se remémorer les précédents cuisants de ses deux premières campagnes présidentielles.

En janvier, il fait savoir qu'il est décidé à y aller « à 70 % ». Pour rire, il dit même qu'il a commencé à intensifier sa gym matinale. Lors de la célébration de l'anniversaire de la naissance de Martin Luther King, le 18 janvier, il se lance dans un vibrant *mea culpa* sur son rôle dans la réforme judiciaire de 1994, qui a conduit à une surincarcération des Afro-Américains. Comme s'il voulait faire le ménage dans la partie la plus controversée de son passé avant de se lancer. En fait, il révèle à ses proches que sa principale motivation est la peur. La peur que Donald Trump soit réélu parce qu'aucun autre démocrate ne serait capable de le battre. Toujours le mauvais souvenir un peu coupable de 2016.

Il a décidé, mais il a du mal à tenir sa langue. Lors d'un dîner-débat le 17 mars dans le Delaware, il évoque le virage à gauche du parti, un sujet sur lequel il est sur la défensive : « On me dit que je suis critiqué par la nouvelle gauche. Mais c'est moi qui ai le bilan le plus progressiste parmi tous les candidats à la Maison... » Il s'interrompt et corrige : « Parmi tous ceux qui seraient éventuellement candidats à la Maison Blanche. »

L'assistance éclate de rire et scande : « *Run, Joe, run !* » Il rit à son tour : « Je vous assure que ça m'a échappé. »

Le 25 avril 2019, Joe Biden annonce officiellement sa candidature. Pour la troisième fois de sa vie. Plus de trente ans après sa première tentative. Il choisit de diffuser une vidéo parfaitement léchée de trois minutes et demie qui commence sur des images de suprémacistes blancs et autres néonazis manifestant à Charlottesville pendant l'été 2018. Les affrontements avaient coûté la vie à une contre-manifestante. Charlottesville, rappelle Joe Biden, est la ville de Thomas Jefferson, l'auteur de la Déclaration d'indépendance et le vrai concepteur de la nation. Donald Trump avait dit à l'époque qu'il y

avait « des gens très bien dans les deux camps ». Parmi tous les dérapages du président, Joe Biden considère manifestement que celui-là est le plus grave : « Les valeurs fondamentales de cette nation, notre rang dans le monde, notre propre démocratie, tout ce qui fait que l'Amérique est l'Amérique est en jeu aujourd'hui. C'est pourquoi j'annonce ma candidature à la présidence des États-Unis. »

Donald Trump réagit instantanément sur Twitter : « Bienvenue dans la course, Sleepy Joe [« Joe l'Endormi »]. J'espère juste que tu auras l'intelligence – pas sûr dans ton cas – de mener une campagne victorieuse pour les primaires. Ça va être moche, tu auras affaire à des gens qui ont des idées complètement débiles. Mais si tu t'en sors, on se retrouvera sur la ligne de départ. » Trump est parfois si insultant et venimeux que ce tweet paraît presque affectueux.

Mais ce que tout le monde attend, c'est un message de soutien de Barack Obama. N'est-il pas temps de récompenser huit ans de fidélité à la Maison Blanche ? Déception pour Biden, l'ancien président fait publier un communiqué particulièrement plat par sa porte-parole Katie Hill : « Le président Obama a toujours dit que d'avoir choisi Joe Biden comme colistier en 2008 était l'une des meilleures décisions qu'il ait prises. Il a pu s'appuyer sur l'expérience et les qualités de jugement du vice-président pendant les deux campagnes et tout au long de la présidence. Tous deux ont forgé une relation exceptionnelle au cours des dix dernières années et restent très proches aujourd'hui. » C'est tout. La relation n'est, semble-t-il, pas assez exceptionnelle pour que Barack soutienne Joe au moment où il en a le plus besoin.

Pourquoi cette froideur ? Les deux hommes se sont rencontrés une demi-douzaine de fois avant que Biden ne prenne sa décision. Obama lui a dit : « Tu n'es pas obligé d'y aller, Joe, vraiment pas obligé. » Biden lui a répondu qu'il aurait pu battre Trump en 2016 et ne se pardonnerait jamais de laisser passer cette seconde occasion de le faire¹. Une façon de mettre une pierre dans le jardin de son ami qui, en 2016, lui a préféré Hillary Clinton. Comme souvent, Barack Obama est indéchiffrable. Soit il est également traumatisé par 2016, se dit qu'il était intervenu trop tôt et n'avait pas laissé la candidate unifier le parti à sa façon. Soit il ne croit pas en Biden. En janvier, en vacances à Hawaï, n'a-t-il pas estimé que le pays avait besoin de « sang neuf » au sommet ? Son conseiller gourou, David Plouffe, s'est mis au service d'autres candidats, Beto O'Rourke ou Michael Bloomberg. Pas au

service de Biden, qui officiellement ne semble pas affecté. Interrogé sur la froideur du communiqué d'Obama, il assure : « Celui ou celle qui gagnera la nomination devra le faire sur ses propres mérites. »

Joe Biden se lance enfin dans la campagne. Après le meeting plein de symboles chez les syndicalistes de Pittsburgh, il veut un grand meeting populaire à Philadelphie. Il ne réunira que six mille personnes. C'est trois fois moins que le meeting de lancement de Kamala Harris à Oakland, deux fois moins que le meeting d'Amy Klobuchar dans la tempête de neige du Minnesota ou que celui de Bernie Sanders à Brooklyn en février. Jill Biden, à ses côtés, porte une veste avec le mot « Love » brodé en grosses lettres sur le dos. Peut-être une réponse à la fameuse veste de Melania Trump qui portait le message : « J'en ai rien à f..., et vous ? » lors de sa visite à des enfants d'immigrés parqués à la frontière.

Six mille personnes, c'est un peu maigre pour quelqu'un qui est en politique depuis cinquante ans dans le Delaware voisin. Joe Biden promet : « Personne ne va travailler plus dur, personne ne va faire campagne plus longtemps pour gagner votre soutien. » Mais le début de campagne est poussif. Biden passe plus de jours chez lui que sur la route. À la fin des meetings, il reste plus longtemps pour bavarder et poser avec ses fans, mais il fait moins de meetings que les autres candidats. Moins de levées de fonds. Moins de recrutement de cadres pour sa campagne. C'est comme si, dans la fable du Lièvre et de la Tortue, la Tortue partait la dernière.

Joe Biden est en tête dans les sondages en raison de son passé prestigieux ; mais le doute s'installe peu à peu dans la gauche américaine. Peut-on encore appliquer les recettes du passé dans un contexte politique sans précédent : un président sortant qui a brisé tous les codes, un Parti démocrate qui tire sur la gauche et un électorat de plus en plus hétéroclite ? Le monde démocrate, jadis fortement lié aux syndicats, est maintenant une coalition bigarrée de hipsters, de minorités et d'immigrés de fraîche date. Joe Biden fait campagne comme si tout se jouait autour des cols bleus du Midwest désindustrialisé alors que les *midterms* ont montré que la victoire passe par l'émergence de nouveaux groupes d'électeurs dans de nouvelles régions. « Y a-t-il vraiment quelqu'un qui veuille que Joe Biden soit président ? », demande dans le *New York Times* l'auteure féministe Jill Filipovic : « Le Parti démocrate de 2019 ne ressemble pas beaucoup à Joe Biden. On le dit authentique ? L'authenticité est un code inventé par les

hommes blancs pour les hommes blancs. Cela fait plus de vingt ans qu'un démocrate blanc n'a pas gagné la Maison Blanche. » Le dernier en effet était Bill Clinton en 1996.

Le pari de Joe Biden est que quatre années de Donald Trump n'ont pas changé les fondamentaux de la politique, n'ont pas changé le Parti démocrate. Il n'est pas nécessaire de s'adapter à Donald Trump, à Bernie Sanders, à leur tintamarre de slogans extrêmes et à leurs meetings géants, car là n'est pas la véritable Amérique. Joe Biden se fait fort de le démontrer au moment où commence la saison cruciale des débats télévisés de la primaire. Pour Biden et ses supporters, ce sera un calvaire.

Il y a tellement de candidats démocrates que pour le premier rendez-vous de la primaire, à Miami, le 26 juin, le parti a dû organiser deux débats consécutifs : dix le premier soir, dix le second, tirés au sort. Tous les regards sont concentrés sur Joe Biden. Il est en tête dans les sondages mais on l'a très peu vu, ces dernières semaines. Le 9 juin, il décide même de sécher un grand dîner démocrate dans l'Iowa : « C'est la remise de diplôme de ma petite-fille [Maisy] et l'anniversaire de ma fille [Ashley]. Il y a des choses plus importantes qu'une campagne présidentielle. » Ses conseillers ont fait le choix de limiter son exposition. Pour éviter les gaffes et pour créer une attente avant le premier débat. Erreur, car lorsque Joe Biden se présente sur la scène à Miami, s'il a parfaitement préparé ses dossiers, il lui a manqué les questions-réponses avec les militants, les interviews avec les journalistes, l'adrénaline de l'imprévu, du direct. D'un sportif, on dirait qu'il ne s'est pas entraîné. Son dernier débat de primaire remonte à plus de dix ans.

Joe Biden a l'air perdu. Ses grands yeux bleus sont un peu inquiets. Cela va trop vite pour lui. « Pouvez-vous répéter la question ? » Il n'a pas entendu. Il commence par répondre de manière mécanique sur la réforme de la santé et la politique étrangère mais il est difficile à suivre tant il cherche ses mots. À plusieurs reprises, les animateurs du débat demandent aux candidats de lever la main pour exprimer leur accord sur telle ou telle proposition. Biden lève la main à moitié. N'a-t-il pas compris la question ? N'est-il pas sûr sur le fond ? Est-il trop faible pour lever la main complètement ?

Il y a plusieurs moments étranges. Ses conseillers l'ayant invité à ne pas être trop bavard, il se lance dans une longue explication et s'arrête

brutalement sans que personne l'ait interrompu pour déclarer : « J'ai passé mon temps. » Il veut parler de son temps de parole, mais la phrase pourrait être reçue dans un autre sens.

« Monsieur le vice-président Biden, quelle sera votre première mesure le jour où vous entrerez dans le Bureau ovale ?

— Je battraï Donald Trump. »

Il n'a visiblement pas compris la question.

Les autres candidats s'en donnent à cœur joie. Le député de Californie Eric Swalwell, quarante ans, lui rappelle qu'un certain Joe Biden réclamait il y a trente-trois ans que les générations précédentes « passent le flambeau ».

« Il est temps de passer le flambeau, monsieur le vice-président.

— Je n'ai pas l'intention de lâcher le flambeau », répond faiblement Biden.

L'attaque la plus vigoureuse viendra au bout d'une heure de débat. La sénatrice de Californie Kamala Harris, qui est noire, a visiblement préparé son coup. « En tant que seule Afro-Américaine sur cette scène... » Et, se tournant vers Joe Biden : « Monsieur le vice-président, je sais que vous n'êtes pas raciste. » Tout le monde comprend qu'il va y avoir un « mais ». Elle se lance dans une violente attaque sur les relations passées de Joe Biden avec des sénateurs ségrégationnistes, et surtout sur leur connivence lorsqu'ils se sont opposés ensemble à une mesure spécifique de déségrégation. Ce que l'on appelle le *busing* (prononcer « beussing »), qui consistait à transporter en bus les élèves noirs vers les quartiers blancs, et vice-versa pour les élèves blancs, afin de lutter contre la ségrégation scolaire. Joe Biden s'est opposé à cette mesure dans les années 1970². Kamala Harris poursuit : « Et vous savez quoi ? Il était une fois une petite fille en Californie qui faisait partie de la deuxième classe à être transportée par bus tous les matins pour intégrer son école publique. Et cette petite fille, c'était moi. Et donc, sur ce sujet, je peux vous dire qu'on ne peut pas se contenter de débats intellectuels entre démocrates. Nous devons traiter cette question sérieusement. »

« Cette petite fille, c'était moi » : l'ancienne procureure a parfaitement joué la scène, avec les variations d'intonation qui passent bien à la télévision et feront de cette phrase la seule que l'on retiendra de ce débat. Joe Biden est dans les cordes. Il bafouille : « C'est une représentation erronée de ce qu'était ma position à l'époque. » Il vient de prendre un triple

uppercut : attaqué à la fois sur sa longévité et ses positions passées, il a été incapable de se défendre. Dans les jours qui suivront, Kamala Harris reconnaîtra que sur le fond elle est d'accord avec Joe Biden : le *busing* doit être géré au niveau local, pas fédéral. Mais personne ne prête plus attention. On ne retient que la petite phrase de la « petite fille » dont la photo, opportunément publiée, fait les délices des réseaux sociaux. Kamala Harris monte dans les sondages et dans les levées de fonds. Joe Biden a raté ce premier débat crucial. Cette campagne des primaires est bien mal partie.

Il y a presque un débat par mois jusqu'au début des primaires proprement dites. Joe Biden semble chaque fois reprendre un peu d'assurance. Mais après sa contre-performance de Miami, il part de très bas. Et l'attention du public s'est détournée vers les autres candidats, plus jeunes et plus brillants.

Kamala Harris a du mal à confirmer son coup d'éclat du premier débat. Ses prises de position sont confuses. Elle a du caractère, elle est intelligente mais elle semble manquer de conviction. Une plasticité politique qui lui permettra *in fine* d'être choisie comme colistière par Joe Biden, malgré sa violente attaque sur le *busing*. Peu à peu, elle est dépassée par quatre autres candidats qui montent constamment dans les sondages, jusqu'à devenir pour Joe Biden une « bande des quatre » particulièrement menaçante. Il y en a deux à gauche et deux au centre.

Le plus sérieux concurrent est Bernie Sanders, soixante-dix-sept ans, un an de plus que Joe Biden. Le gourou de la gauche de la gauche. Il avait durement bousculé Hillary Clinton en 2016 et il n'a rien perdu de son punch. En promettant la révolution socialiste, il enthousiasme des millions d'électeurs qui remplissent ses salles et les caisses de sa campagne. Nombreux sont ceux qui prédisent que les mécanismes qui ont fait émerger Trump en 2016 vont faire émerger Sanders en 2020 pour un choc de titans entre les deux extrêmes.

À moins que cette année, la gauche de la gauche se rassemble autour d'Elizabeth Warren, soixante-dix ans. La sénatrice du Massachusetts a un programme beaucoup plus élaboré que celui de Bernie Sanders et, contrairement à lui, elle ne rejette pas le capitalisme. Elle dégage une image de femme énergique et compétente, elle remplit les stades de supporters enthousiastes. Il ne lui manque que de peaufiner son positionnement vis-à-vis de son encombrant voisin de gauche.

Au centre, la sensation de l'année s'appelle Pete Buttigieg, trente-huit ans. Même les Américains n'arrivent pas à prononcer son nom, « *Boot Edge Edge* », et l'appellent « Maire Pete », car il a dirigé une petite ville du Midwest. Seulement maire, mais brillantissime. Il parle sept langues, est diplômé de Harvard et d'Oxford et a savamment complété son CV de futur candidat en servant sept mois sous les drapeaux en Afghanistan. Au plan personnel, il est homosexuel et ne s'en cache pas. Son mari le rejoint régulièrement sur scène à la fin de ses meetings. À la fois gay et ancien combattant, le surdoué passe en outre très bien à la télévision, avec son visage de gosse en bonne santé sorti d'une publicité pour céréales des années 1960. Il a quarante ans de moins que Joe Biden. Quarante ans !

L'autre centriste est beaucoup plus classique : Amy Klobuchar, sénatrice du Minnesota. Une ancienne procureure issue de la classe moyenne, modérée. Version féminine de Joe Biden en beaucoup plus jeune, elle a cinquante-neuf ans. Sur le papier, elle a très peu de chances. Sauf si Biden trébuche.

Et il va trébucher en Iowa. Le premier État où les électeurs s'expriment enfin après des mois de sondages, de débats et de spéculations. La primaire se joue en cinquante élections, les candidats accumulent des délégués en fonction de leur score et de la taille de l'État, et à la fin on compte le nombre de délégués. Sans raison historique véritable, le premier à être consulté est cet État très rural, très plat et très blanc du centre du pays. Joe Biden connaît les lieux, c'est là qu'il a échoué deux fois en 1988 et en 2008. Il n'a jamais réussi à passer la case Iowa.

Biden a longtemps été en tête dans les sondages locaux, mais en octobre, sa courbe a commencé à plonger. Rattrapé puis doublé par Elizabeth Warren, qui laboure littéralement l'Iowa alors que Joe Biden, en retard sur ce chapitre, doit passer du temps à Los Angeles, New York et Washington pour lever des fonds. La veille du scrutin, il réunit mille cent personnes dans une école de Des Moines, la capitale. C'est son plus gros meeting de la primaire. Quelques heures plus tôt, Pete Buttigieg a rassemblé deux fois plus de monde dans un lycée. Quand Joe Biden commence à parler, certains quittent la salle car le Super Bowl, la finale du football américain, vient de commencer. C'est plus excitant que Joe Biden.

Le soir du vote, les démocrates de l'Iowa ont réussi à se perdre eux-mêmes dans la complexité de leur système électoral (le fameux caucus) et pendant plusieurs jours ils seront incapables de publier un résultat. Cela

tombe très bien pour Joe Biden car il arrive quatrième, loin derrière Buttigieg et Sanders, ex æquo, et Elizabeth Warren. Le lendemain matin, on ne retient que le désastre organisationnel, sans lequel le gros titre aurait été « La chute du favori Biden ».

Une semaine après, on vote dans le New Hampshire. Les choses se présentent si mal pour Joe Biden qu'il s'enfuit comme un voleur le jour du vote, sans attendre les résultats. Il prend l'avion pour la Caroline du Sud, le quatrième État sur la liste. Celui où il espère redresser une situation qui paraît de plus en plus critique. Il a bien fait. Les résultats du New Hampshire sont encore pires que ceux de l'Iowa. Sanders vainqueur. Biden arrive cinquième. Dépassé par la « bande des quatre ». On commence à se demander s'il aura assez d'argent pour faire voler son avion au-delà de la Caroline du Sud.

Un homme avait prévu l'effondrement de Joe Biden : le milliardaire Michael Bloomberg. L'ancien maire de New York est obsédé par la perspective d'une victoire de Donald Trump. Voilà plusieurs mois qu'il surveille avec inquiétude le déroulement de la primaire démocrate : le long calvaire de Joe Biden et parallèlement l'émergence de Bernie Sanders comme le vainqueur de plus en plus plausible de la course à la nomination. Bloomberg ne s'est pas présenté dans les quatre premiers États, il attendait, pour voir. Après avoir préparé le terrain en dépensant des centaines de millions de dollars en publicité à la télévision, le plus gros tapis de bombes de l'histoire politique américaine, il annonce sa candidature à compter du 3 mars, le jour où quatorze États sont en jeu, le Super Tuesday. Pour Joe Biden, c'est pratiquement un arrêt de mort. Il est à bout de souffle et ce Michael Bloomberg qui fait campagne sur le même créneau centriste que lui est le neuvième homme le plus riche au monde.

Une fois de plus dans la politique américaine, tout va se jouer à la télévision. Le 19 février 2020, Michael Bloomberg participe à son premier débat. Le boulevard qui s'ouvre devant lui est aussi large que le Strip, l'avenue centrale de Las Vegas, où se déroule justement le débat. Joe Biden est à la dérive. Les autres centristes, Buttigieg et Klobuchar, n'ont pas réussi à s'imposer. Le grand favori du jour est Bernie Sanders – favori des électeurs, il faut le préciser, car ce jour-là celui des médias et de l'establishment démocrate est évidemment Michael Bloomberg, dont on attend qu'il mette à profit sa formidable intelligence de manager, son sang-

froid et sa maîtrise des dossiers pour terrasser le socialiste proclamé Bernie Sanders.

Faites vos jeux... Rien ne va plus pour Michael Bloomberg qui a joué gros à Las Vegas. Et perdu tout aussi gros. On ne s'improvise pas débatteur professionnel. L'ancien maire de New York est attaqué de toutes parts. Il encaisse les coups sans réagir. Sur sa fortune, sur sa politique vis-à-vis des minorités à New York, sur son arrogance – « c'est un grand risque de vouloir remplacer un milliardaire arrogant par un autre », lance Elizabeth Warren, qui sera ce soir-là le pire cauchemar de Bloomberg. Elle ne le lâche pas. Sur les plaintes de harcèlement qui ont été déposées par d'anciennes employées de Michael Bloomberg, elle exige de connaître la vérité, alors que des clauses de confidentialité ont été signées. Bloomberg refuse de les lever. Il se perd dans les détails juridiques et ne se rendra compte que quelques jours plus tard du désastre politique : trop tard pour faire machine arrière. Il est apparu comme un macho insensible et arrogant. Elizabeth Warren ne sera pas présidente, mais elle a réussi à crucifier un milliardaire. Si Bloomberg est « *out* », il ne reste que Sanders. Et Biden, que l'on a presque oublié tant il a été transparent.

Plus rien ne semble pouvoir arrêter Bernie Sanders. Dans le caucus du Nevada, il écrase tous ses concurrents : vingt-six points d'avance sur Biden. Alors que le syndicat des employés de l'hôtellerie, qui fait la pluie et le beau temps à Las Vegas, a refusé de le soutenir. Alors qu'il avait perdu cet État quatre ans plus tôt face à Hillary Clinton. Cela signifie que Sanders réussit à séduire les Latinos et donc commence à créer une coalition qui regroupe les jeunes, les Blancs progressistes et les minorités. Il a été premier ex æquo dans l'Iowa, premier dans le New Hampshire, premier dans le Nevada. En termes arithmétiques, Bernie Sanders devient l'hyper-favori.

Mais la politique n'est pas une question d'arithmétique, c'est d'abord de la dynamique. Une semaine plus tard, tout bascule en Caroline du Sud. Traditionnellement, c'est le quatrième État sur la route des primaires, et le premier État du Sud à forte minorité noire. Les Afro-Américains y représentent 60 % de l'électorat démocrate. Qui gagne le vote noir gagne l'État. Or, Bernie Sanders a un problème avec l'électorat noir. C'est en particulier ce qui avait permis à Hillary Clinton de le battre en 2016. C'est l'un des mystères de la politique américaine, assez peu exploré d'ailleurs

par les experts. L'électeur afro-américain, plus mal payé et plus mal soigné que le blanc, devrait soutenir ce candidat qui propose la hausse du salaire minimum et les soins gratuits pour tous. Il n'en est rien. Sanders provoque même une sorte de répulsion de l'électorat noir. Pourquoi ? Est-ce parce qu'il est juif ? Les relations ont souvent été tendues entre les minorités noire et juive. En 2020, l'explication la plus généralement retenue est que les Noirs détestent profondément Donald Trump et se méfient d'un candidat qui aurait moins de chances de le battre. C'est une hypothèse.

Bernie Sanders sait qu'il va perdre la Caroline du Sud, mais s'il finit deuxième, pas trop loin de Biden, il a pris tellement d'avance lors des premiers scrutins qu'il restera le grand favori. Le débat qui précède l'élection est crucial. Il ne reste que sept candidats. Michael Bloomberg essaie de corriger le tir après le désastre de Las Vegas, mais Elizabeth Warren est toujours là pour l'empêcher de respirer. Joe Biden semble revigoré. Cette fois, il ne se laisse pas interrompre : « Je n'ai pas passé mon temps. »

Ce débat sera le plus désordonné de la campagne. Tout le monde interrompt tout le monde, les animateurs sont dépassés, mais le vent est en train de tourner en faveur de Joe Biden. Pas sur ses qualités propres, mais parce que l'électorat démocrate cherche désespérément une alternative à Bernie Sanders. Au lendemain du débat, les contributions financières commencent à affluer. Et Joe Biden reçoit un soutien décisif, celui du député noir James Clyburn, quatre-vingts ans, un vétéran de la politique américaine, adulé par l'électorat afro-américain de Caroline du Sud. Il convoque les caméras pour un discours spectaculaire : « Je connais Joe, nous connaissons Joe, mais il y a beaucoup plus important : Joe nous connaît. »

Le soir du vote, Joe Biden lui-même est surpris par le résultat : non seulement il a gagné, mais avec près de trente points d'avance sur Bernie Sanders. Et le taux de participation a atteint des records. C'est le réveil de « Sleepy Joe » et un brutal changement de dynamique. Sanders a parié sur les jeunes, qui ne se sont pas déplacés. Biden a joué la sécurité en visant les Noirs et les modérés. C'est la première fois de sa vie que Joe Biden, candidat à la Maison Blanche pour la troisième fois, remporte une primaire, et de quelle manière ! Le soir de la victoire, il savoure : « Il y a seulement quelques jours, la presse et les experts disaient que notre candidature était morte. Je vous le dis, grâce à vous, nous sommes tout à fait vivants ! » Il

s'en souviendra, le 7 novembre 2020, en prononçant son discours de victoire à Wilmington : « Quand ma campagne était au plus bas, les Africains-Américains se sont mobilisés pour moi. Vous m'avez toujours soutenu, je vous soutiendrai toujours. »

Dès lors, tout va très vite. Le soir même, le modéré Pete Buttigieg se désiste en sa faveur. Biden le remercie avec le plus beau compliment qu'il puisse lui offrir : « Tu me fais penser à mon fils Beau. » Le père est toujours là, le jeune prodige devra attendre. Le lendemain, c'est la modérée Amy Klobuchar qui se désiste à son tour. La gauche de la gauche fulmine. Que se passe-t-il ? Que se sont-ils promis ? Comment expliquer que les concurrents de la veille deviennent si brutalement les meilleurs amis du monde ? S'agit-il, comme en 2016, d'un coup de force de l'establishment démocrate pour éliminer Sanders ? Thèse également défendue par Donald Trump sur Twitter : « L'establishment démocrate s'est mobilisé pour écraser Bernie Sanders, ENCORE ! » En meeting en Caroline du Sud, le président a carrément appelé ses supporters à s'inviter dans la primaire du camp d'en face pour voter Sanders. Ce qui donne un argument tout trouvé aux alliés de Joe Biden : Sanders est le candidat préféré de Trump car il sait qu'il peut le battre. Il était urgent de resserrer les rangs du camp modéré à l'approche du Super Tuesday...

Après les tâtonnements des quatre premiers États, le Super Mardi est censé donner de l'élan au futur candidat démocrate. Un tiers de l'électorat démocrate vote dans quatorze États, dont la Californie et le Texas. Pour Joe Biden, c'est la consécration. Sanders va gagner le plus gros État, la Californie, mais l'ancien vice-président réussit à décrocher le Texas et neuf autres États y compris le Massachusetts, l'État d'Elizabeth Warren, où il n'a pas mis les pieds et pas dépensé un centime. Il doit clairement son succès à l'effondrement de Michael Bloomberg, qui est entré dans la course pour le Super Tuesday et n'a remporté que le tout petit territoire des Samoa américaines. Après avoir dépensé 900 millions de dollars, c'est assez cher payé. Les sondages réalisés à la sortie des urnes révèlent que les électeurs se sont décidés à la toute dernière minute. Joe Biden est en tête dans toutes les catégories, y compris les banlieues blanches aisées, qui ont été cruciales pour les *midterms* et seront cruciales en novembre. Choix de dernière minute. Choix faute de mieux.

Joe Biden devient soudain le favori. Le populaire *New York Post* publie à la une la photo d'une main de zombie sortant de terre avec le titre : « Il est vivant. » Joe Biden vient de réaliser un des comebacks, l'une des résurrections les plus spectaculaires de l'histoire politique américaine. La dynamique ne changera plus.

Un mois et quelques primaires plus tard, Bernie Sanders se retire de la course le 8 avril. Pandémie oblige, il reste beaucoup moins longtemps dans la bataille que face à Hillary Clinton en 2016. Le ton est aussi beaucoup plus chaleureux, il félicite Joe Biden qu'il présente comme « un honnête homme ». Le 14 avril, Barack Obama sort enfin de son silence et publie une longue vidéo de douze minutes appelant à voter Joe Biden en raison de ses qualités : « Savoir, expérience, honnêteté et humilité, empathie et élégance. » L'ancien président en profite pour donner son avis sur la période exceptionnelle que traverse le monde frappé par le Covid-19. Et fait un appel du pied aux électeurs de Bernie Sanders, soulignant qu'en ces temps troublés il faudra renforcer le rôle de l'État et que Joe Biden est aujourd'hui le candidat « le plus à gauche que l'on ait vu dans nos grands partis ».

Le 9 juin, Joe Biden franchit la barre des mille neuf cent quatre-vingt-onze délégués nécessaires pour obtenir la nomination démocrate. Dans l'indifférence générale. Le pays est sens dessus dessous, avec les manifestations consécutives à la mort de George Floyd, les tentatives chaotiques de réouverture post-Covid et l'explosion du chômage. Cette campagne 2020 ne ressemble à aucune autre.

« Obama and Biden's Relationship Looks Rosy. It Wasn't Always That Simple », *New York Times*, 16 août 2019.

Voir chapitre 4, p. 46.

Black Lives Matter

« Chère Gianna, je sais qu'il te manque ce papa ours qui te prenait dans ses bras. Je sais qu'ils te manquent ces moments de joie pure où il te hissait sur ses épaules jusqu'au ciel. »

Le jour des obsèques de George Floyd, Joe Biden a choisi de s'adresser à sa fille de six ans, Gianna. « Je sais que tu te poses beaucoup de questions qu'aucun enfant ne devrait avoir à se poser, des questions que trop d'enfants noirs ont eu à se poser pendant trop de générations. Pourquoi ? Pourquoi Papa est-il parti ? En regardant dans tes yeux, nous devrions tous nous demander pourquoi la réponse est souvent trop cruelle et trop pénible. »

Quinze jours plus tôt, George Floyd, le papa, un Américain noir de quarante-six ans soupçonné d'avoir utilisé un faux billet de 20 dollars, est mort à Minneapolis étouffé par un policier blanc qui l'a mis à terre et a maintenu son genou sur son cou pendant 8 minutes et 46 secondes, malgré ses supplications : « *I can't breathe* » (« Je ne peux pas respirer »).

Joe Biden n'est pas venu aux obsèques de George Floyd. Il a enregistré une vidéo de cinq minutes diffusée à la cérémonie. Mais il s'est rendu la veille à Houston pour rencontrer sa famille. Pas facile, dans ces circonstances douloureuses, de trouver le bon dosage entre l'empathie et l'inévitable accusation de récupération politique. Et pour dire quoi ? Entre aveu d'impuissance et promesses excessives, belles paroles et silences gênés. Sur la question raciale, cela fait cinquante ans que Joe Biden cherche le bon dosage.

Il vient d'un État, le Delaware, où la proportion d'Afro-Américains est plus élevée que la moyenne fédérale. Dans sa jeunesse, sa relation personnelle avec la communauté noire a été pleine d'ambiguïté. Comme la plupart des Blancs, il côtoie les Noirs, mais ne les fréquente pas. Jusqu'à ce qu'il devienne, à l'âge de dix-neuf ans, maître nageur le temps d'un été

dans un quartier noir. Dans les années 1960, il ne participe pas vraiment au Mouvement des droits civiques. Ce qui ne l'empêchera pas d'affirmer en 1987 : « Quand je marchais pour les droits civiques, nous étions des dizaines de milliers, nous avons changé les attitudes. »

En réalité, il n'a participé qu'à deux actions ponctuelles. Il entraîne son équipe de football à quitter un restaurant de burgers, le Charcoal Pit, parce que le patron refuse de servir l'un des coéquipiers noirs. Et il manifeste devant le cinéma Rialto de Wilmington, qui n'accepte pas les Noirs. Pas vraiment à la pointe du mouvement – mais il n'a jamais approuvé la ségrégation. Et plutôt que d'aller dans les manifestations de masse, il choisit de surveiller une piscine. Pour comprendre comment vit l'autre partie de la ville.

Un jour, le téléphone sonne à son domicile. Il est depuis quelques mois un élu local qui essaie de faire construire des logements sociaux : « Monsieur l'ami des nègres, vous voulez vraiment qu'ils viennent habiter chez vous ? » Biden raconte qu'il a été choqué, mais qu'il a eu la présence d'esprit de rétorquer : « Si l'alternative c'est vous, je crois qu'en effet la réponse est oui. »

La même année, il fait dans son journal local des déclarations qui ne passeraient plus aujourd'hui : « J'ai des amis à l'extrême gauche qui peuvent vous justifier le meurtre d'un sourd-muet pour 5 centimes par cinq types noirs. Mais ils ne peuvent pas justifier ou comprendre que des paysans de l'Alabama recouvrent de goudron et de plume une vieille femme de couleur. Je pense que les défenseurs des Noirs vont se précipiter pour défendre les cinq types noirs. Mais personne n'ira défendre les *rednecks* [les "ploucs" blancs]. Des deux côtés, ils sont le produit d'un environnement. Les *rednecks* sont en général des gens qui ont de vrais soucis, mais qui ne sont pas assez éduqués pour s'exprimer calmement et clairement. La vérité est quelque part entre les deux¹. »

Déjà ce souci de trouver un juste milieu. En existe-t-il un en matière raciale ? Peut-on vraiment mettre sur le même plan les Noirs américains et les Blancs défavorisés ? En politique, la stricte neutralité raciale est difficile à tenir. C'est ainsi que Joe Biden va commencer à se faire connaître comme le sénateur qui défend les Blancs.

Au milieu des années 1970, plusieurs États décident de lutter contre la ségrégation scolaire en mélangeant les élèves. On amène des élèves noirs en

bus dans les écoles blanches et vice-versa. Au départ, Joe Biden est pour ; il affirme que le *busing* est une façon pour les républicains de faire peur aux Blancs du Sud. Mais, très vite, le *busing* suscite des tensions. En 1974, à Boston, des briques sont lancées sur les premiers bus, avec des enfants noirs terrifiés à l'intérieur. Blancs ou noirs, les parents ont du mal à accepter que leurs enfants fassent des dizaines de kilomètres supplémentaires de transport scolaire. Les Blancs en particulier n'aiment pas que l'on force leurs enfants à fréquenter des écoles noires. Et ils le font savoir à leur jeune sénateur, Joe Biden, durement chahuté lors d'une réunion publique en juillet 1974.

Sa survie politique est en danger. « Je commençais à me dire que cette histoire de *busing* allait me coûter mon siège de parlementaire. En gros, j'étais attaqué des deux côtés. » Biden est déchiré entre ses principes et ses perspectives de réélection. La situation devient d'autant plus intenable que le Delaware est l'un des premiers États où les tribunaux sont intervenus pour imposer le *busing*. Soit on accepte, soit on change la loi. C'est ce que va faire le sénateur Biden, choisissant délibérément de plaire en priorité à ses électeurs blancs.

Joe Biden insiste : ce n'est pas un virage à 180 degrés. Il défend même l'idée que le *busing* est tellement controversé qu'il risque de mettre en péril les avancées dans les autres domaines – le logement, l'accès à l'université ou au marché du travail et les droits électoraux. Sur tous ces points, il ne lâche rien. Mais l'histoire ne retiendra de cette époque que son combat contre le *busing*. Pour les défenseurs des Noirs, la loi votée par Joe Biden sur le *busing* revient à « jeter une brique dans la fenêtre de l'intégration scolaire, et il est l'homme qui a jeté la brique² ».

Quarante ans après, l'historien des relations interraciales Jacob Sokol écrit : « Biden a choisi de faire passer son intérêt politique avant ses principes, tout en prétendant le contraire³. » Certains vont jusqu'à avancer que si les principes défendus par Joe Biden à l'époque avaient prévalu, il n'y aurait jamais eu de président noir et il n'aurait jamais été vice-président.

À la décharge de Biden, la pratique du *busing* a fini par disparaître quinze ans plus tard car elle était contre-productive : les Blancs ont massivement quitté les écoles publiques et les centres-villes, où la proportion d'élèves noirs est devenue bien plus élevée qu'avant. Lorsqu'en 2019 la candidate (métisse) Kamala Harris attaque brutalement Joe Biden sur le *busing* dans un débat⁴, elle obtient un effet de scène, mais reconnaît quelques jours plus

tard qu'elle pense comme Biden que c'était une erreur de vouloir imposer cette pratique à tous.

Ce que Kamala Harris a un peu plus de mal à pardonner, ce sont les mauvaises fréquentations du sénateur Biden à l'époque. Pour bloquer au Congrès les lois sur le *busing*, Joe Biden doit s'allier avec quelques sénateurs ouvertement racistes. Ils sont beaucoup plus âgés que lui et sont les derniers survivants d'une époque où les puissants sénateurs du Sud menaient le bal au Sénat. Joe Biden n'est pas insensible au charme suranné de ces représentants du monde d'avant. Cinquante ans plus tard il reste même un peu nostalgique. « Au moins il y avait une certaine civilité », dira-t-il lors d'une levée de fonds à New York en juin 2019.

Civilité ? Le mot va faire bondir à la gauche du parti. Cory Booker, à l'époque candidat (noir) à la primaire, exige des excuses publiques. Car ces sénateurs qui auraient fait preuve de « civilité » étaient en fait des racistes patentés qui considéraient le mouvement pour les droits des Noirs comme un complot communiste : le sénateur Eastland, du Mississippi, qui refusait que l'on décore les soldats noirs de la Seconde Guerre mondiale ; le sénateur Helms, de Caroline du Nord, qui s'est battu toute sa vie contre les droits des Noirs, et notamment le droit de vote ; et surtout le sénateur Strom Thurmond (1902-2003), de Caroline du Sud, qui avait un jour déclaré : « Toutes les lois de Washington et toutes les baïonnettes de l'armée ne pourront pas nous obliger à accepter les noirs [*negroes*] dans nos maisons, nos écoles, nos églises et nos lieux de divertissement et d'amusement. » Joe Biden considérait Strom Thurmond comme « un ami proche ». Il a prononcé son oraison funèbre, une décennie après avoir célébré son quatre-vingt-dixième anniversaire, en le comparant au général sudiste Robert Lee : « Un opposant sans haine, un homme d'État sans faux-semblant et un voisin sans hypocrisie. » Joe Biden est clairement attaché à un certain passé. Celui des *good ol' days*, la belle époque d'avant. Sauf que les beaux jours d'avant n'étaient pas forcément aussi beaux que dans son souvenir.

Le paradoxe est que tout en buvant du thé glacé avec les *Dixiecrats*, les puissants sénateurs sudistes, et hormis l'affaire du *busing*, le sénateur Biden a toujours voté pour les droits des Noirs. Il a soutenu la nomination de juges noirs. Bloqué celle de juges racistes. Il a lutté contre toutes les discriminations dans l'exercice du droit de vote et s'est opposé à l'Apartheid en Afrique du Sud. Pour le député noir Fletcher Smith Jr, de

Caroline du Sud, « Joe Biden était pour les droits civiques quand les droits civiques n'étaient pas encore cool⁵ ».

En revanche, Joe Biden n'est pas un chaud partisan de la discrimination positive. C'est aussi pour cela qu'il a résisté au *busing*. En 1975, il explique qu'il « n'accepte pas le concept, populaire dans les années 1960, selon lequel les Noirs ayant été opprimés depuis trois cents ans, il faudrait aujourd'hui favoriser le Noir et défavoriser le Blanc. Je ne me sens pas responsable des péchés de mon père ou de mon grand-père. Je me sens responsable pour la situation d'aujourd'hui, pour les péchés de ma génération. Et je ne vais certainement pas me sentir responsable pour ce qui s'est passé il y a trois cents ans⁶ ». Des propos qui le mettraient aujourd'hui en porte-à-faux avec le mouvement Black Lives Matter. Et demain, lorsque finira par se poser la question des réparations.

Quand les militants antiracistes d'aujourd'hui examinent le passé de Joe Biden, une date revient inmanquablement : 1994. L'année où a été votée la « loi Biden », qui va remplir les prisons et faire des États-Unis le pays du monde où l'on incarcère le plus. Notamment les Noirs. Replaçons-nous à nouveau dans le contexte de l'époque⁷. Les quartiers noirs des grandes villes sont ravagés par une épidémie de crack, une forme grossière et bon marché de cocaïne que l'on peut fumer et qui peut déclencher chez le consommateur des comportements erratiques et violents. À New York, Philadelphie, Baltimore, Washington, Los Angeles et Miami, les consommateurs de crack sont le plus souvent de jeunes Noirs qui, sous l'effet du crack, peuvent devenir ultraviolents. Les chiffres de la criminalité s'envolent. Dans les sondages d'opinion, la sécurité devient la préoccupation numéro un des Américains, avant l'emploi et l'économie. Républicains comme démocrates.

En 1994, Bill Clinton est à la Maison Blanche et Joe Biden président de la commission des affaires judiciaires. C'est à lui que revient la tâche de rédiger une loi destinée à rétablir la sécurité dans les rues américaines. Biden a toujours eu une réputation de fermeté sur les questions pénales, il a longtemps reproché au président Bush père d'être trop laxiste en matière de lutte contre la drogue. C'est l'époque où le révérend noir Jesse Jackson dénonce ces démocrates « qui se coiffent à gauche comme Kennedy et poussent leur politique à droite comme Reagan ». En 1986 et 1988, Biden a déjà fait passer une loi pour renforcer les peines pour les consommateurs de

crack. En 1993, il n'hésite pas à déclarer : « Nous avons des prédateurs dans nos rues... Peu importe si ce sont des victimes de la société, le fait est qu'ils sont sur le point d'assommer ma mère avec un tuyau en plomb, tirer sur ma sœur, battre ma femme et tirer sur mes fils. »

Nous l'avons déjà souligné : ce qui rend la loi de 1994 difficilement lisible, avec le recul, est le fait qu'il s'agit d'un ensemble de dispositions hétéroclites. Certaines sont des pas en arrière, comme la subvention aux États pour garantir l'exécution des peines. D'autres sont considérées aujourd'hui comme des pas en avant, comme la loi contre les violences faites aux femmes et l'interdiction des fusils d'assaut. C'est pourquoi Bernie Sanders – fait rarement rappelé – a voté cette loi répressive de 1994. Parce qu'il soutenait les dispositions protégeant les femmes, tout en dénonçant les risques d'une surincarcération. Joe Biden lui-même s'était opposé, à l'époque, à la disposition dite des *Three strikes* : toute personne commettant trois infractions dont au moins un crime violent pouvait être emprisonnée à vie. Disposition qui sera révisée sous la présidence Trump, l'un des seuls moments où le président milliardaire a réussi à faire travailler ensemble républicains et démocrates⁸.

La majorité des parlementaires noirs ont voté cette loi de 1994. Parce que les quartiers noirs étaient les premiers à souffrir de la violence. C'est pourtant de cette époque que date le message implicite adressé à tous les policiers, shérifs, juges et procureurs américains : vous avez toute latitude en matière de répression. Une carte blanche (si l'on ose dire) qui aboutira au sentiment d'impunité d'un policier de Minneapolis qui, se sachant pourtant filmé, maintiendra son genou sur le cou de George Floyd.

Pour les Noirs américains, la principale référence de Joe Biden reste d'avoir été le vice-président de Barack Obama. Les deux hommes ont laissé l'image d'une relation de confiance mutuelle aussi exceptionnelle qu'inattendue entre le vieux Blanc gaffeur et le jeune Noir cérébral⁹. Mais qu'a fait exactement le président Obama pour améliorer la condition des Noirs ? Pas énormément, à vrai dire. Il a fait avancer la cause des Noirs dans la sphère publique, un président noir permettant aux États-Unis d'être en avance sur la France ou le Royaume-Uni dans ce domaine. Mais dans la sphère privée, au bas de l'échelle, il n'y a eu que peu de changements. Car Obama a choisi de ne pas apparaître comme un président noir, mais comme le président de tous les Américains. Il aurait pu prendre des mesures spécifiques pour aider les Afro-Américains à sortir de la pauvreté ; il a

préféré lutter contre la pauvreté dans son ensemble, sachant que cela profiterait d'abord aux Noirs. C'est en particulier le cas pour sa réforme de la santé, dite Obamacare. Avant la réforme, 21 % des Noirs n'avaient aucune couverture santé. Après, ils n'étaient plus que 14,4 %¹⁰.

Il a fallu attendre le second mandat pour que Barack Obama se lâche un peu. Qu'il s'indigne après la mort de l'adolescent noir Trayvon Martin tué par un vigile blanc : « Il y a trente-cinq ans, ç'aurait pu être moi. » Ou qu'il entonne un très émouvant « Amazing Grace » *a capella* dans l'église noire de Charleston où neuf paroissiens venaient d'être abattus par un suprémaciste blanc. Il a fallu attendre son second mandat pour que son ministère de la Justice s'attaque à la question des prisons et de la réforme pénale, mais il était trop tard.

Certains se demandent d'ailleurs si le plus noir des deux n'était pas l'autre. Le sociologue Michael Eric Dayan avance l'idée que Barack Obama, ayant grandi à Hawaï, n'était pas très au fait de la culture noire américaine. Tandis que Joe Biden « est plus intimement familiarisé avec certains rituels de l'*American blackness* ». Comme Bill Clinton, il connaît les secrets de la poignée de main des Noirs et connaît la bonne tonalité pour plaisanter avec eux. « D'une certaine façon, on a pu avoir l'impression qu'à la Maison Blanche c'était le type blanc qui était le plus noir¹¹. »

Joe Biden est tellement familier avec les Noirs qu'il en fait parfois trop. Le 22 mai 2020, il est l'hôte de l'animateur de radio Lenard Larry McKelvey, *alias* Charlamagne tha God. L'interview se passe mal, Biden est durement accroché sur son bilan des années 1980 et 1990. Quand ses conseillers en régie font signe que l'entretien est arrivé à son terme, l'animateur en exprime le regret : « Vous ne pouvez pas faire ça à un média noir. Il faudra revenir, parce que nous n'avons pas fini. J'ai encore beaucoup de questions à vous poser. » Réponse de Biden, agacé : « Oui, vous avez encore beaucoup de questions, mais laissez-moi vous dire quelque chose : si vous n'arrivez pas à choisir entre moi et Trump, eh bien, c'est que vous n'êtes pas noir [*you ain't black*]. »

Encore une gaffe ! Biden a choisi une formulation typique du *Black English*, l'anglais des Noirs, « *you ain't* », pour un message insultant sur le fond. En quelque sorte, il se présente comme le propriétaire du vote noir. Il s'excuse quelques heures plus tard : « J'ai été trop désinvolte, j'ai donné l'impression que je considérais le vote noir comme acquis. Je n'aurais pas

dû faire mon malin. » Dans les heures qui suivent, la campagne Trump fait fabriquer des T-shirts « *You ain't black*, signé Joe Biden ».

L'incident est révélateur de la complexité de sa relation avec la communauté noire, dont les représentants assèment instantanément : « Joe Biden a plus besoin de nous que nous n'avons besoin de Joe Biden. Nous en avons assez qu'on nous considère comme une force d'appoint que l'on traite comme invisible et que l'on fait taire¹². » Une façon de rappeler que Joe Biden doit sa victoire dans la primaire à la communauté noire. Et surtout que son soutien sera crucial en novembre.

Le 25 mai 2020, un Noir de quarante-six ans est tué par la police à Minneapolis. Un policier le maintient à terre, un genou sur son cou. La scène est filmée par des téléphones portables. Elle dure 8 minutes et 46 secondes. Le policier garde son genou longtemps après que George Floyd a perdu connaissance. La vidéo est insoutenable.

Floyd vient apparemment d'acheter des cigarettes avec un faux billet de 20 dollars. Le magasin a appelé la police et prévenu que le suspect semblait « extrêmement ivre et incapable de se contrôler ». Quand la police arrive, Floyd est au volant de sa voiture en stationnement. Les agents lui passent les menottes et le conduisent vers une voiture de police. Mais Floyd, un géant de 1,93 mètre, refuse de monter et, même en s'y mettant à plusieurs, les policiers n'arrivent pas à l'y forcer. Il se retrouve à terre avec quatre agents autour de lui, dont l'agent Derek Chauvin qui maintient son genou sur son cou. On entend :

« Relève-toi et rentre dans la voiture.

— Je ne peux pas.

— Tu ne peux pas gagner.

— J'arrête.

— Qu'est-ce que tu veux ?

— Je ne peux pas respirer, s'il vous plaît... le genou sur mon cou... je ne peux pas respirer.

— *Bro*, relève-toi et rentre dans la voiture, *man*.

— C'est ce que je vais faire.

— Relève-toi et rentre dans la voiture.

— Je ne peux pas bouger.

— Ça fait un moment qu'on te le demande.

— Je ne peux pas.

- Relève-toi et rentre dans la voiture.
- *Mama...* (au son de la voix, il est en souffrance).
- Relève-toi.
- *Mama...*
- Rentre dans la voiture.
- Je ne peux pas... »

Dans les deux vidéos enregistrées par des passants, on entend George Floyd prononcer seize fois la phrase : « *I can't breathe.* »

Dès le lendemain, les quatre policiers impliqués sont renvoyés. Mais la vidéo a embrasé les réseaux sociaux. Des manifestants s'en prennent à des voitures de police qu'ils couvrent de graffitis, puis ils attaquent le commissariat des quatre policiers. Les forces de l'ordre tentent de disperser la foule avec des gaz lacrymogènes mais abandonnent le commissariat, qui est mis à sac. En quelques jours des manifestations ont lieu dans cent quarante villes. Les incendies de voitures de police et de bâtiments divers se multiplient. Dans plusieurs villes les pillards attaquent des commerces sous l'œil des caméras et sans aucune intervention policière. L'armée est appelée en renfort dans vingt et un États.

L'Amérique n'avait jamais connu de telles émeutes depuis l'année 1968 et les troubles consécutifs à l'assassinat de Martin Luther King. Le policier Derek Chauvin est inculpé pour meurtre, et l'on découvre qu'il a fait l'objet de dix-huit plaintes pour son comportement en service. La rage ne retombe pas. La mort de George Floyd vient s'ajouter à deux autres faits divers tragiques de ce printemps. En Georgie, un homme noir de vingt-cinq ans, Ahmaud Arbery, a été tué alors qu'il faisait du jogging. Un ancien policier et son fils, blancs, croyant qu'il s'agissait d'un cambrioleur, l'ont pris en chasse. Arbery n'était pas armé. Dans le Kentucky, une femme noire sans arme a été tuée dans son appartement par des policiers qui ont défoncé sa porte sans sommation : ils recherchaient des trafiquants de drogue. Et la phrase « *I can't breathe* » avait déjà été prononcée par Eric Garner, un Noir de New York étouffé par un policier blanc qui l'avait arrêté pour trafic de cigarettes en 2014.

La liste des Noirs désarmés tués par des policiers blancs est longue, mais cette fois la vidéo ne laisse aucune place au doute : quand George Floyd est mort, le policier Chauvin se savait filmé et cela ne l'a pas dérangé, attitude dénotant un insupportable sentiment d'impunité. Le drame intervient en

outre après des mois de confinement. La jeunesse noire, blanche, américaine, internationale est à bout et crie sa rage, avec ou sans masque.

Avec la pandémie, c'est la seconde crise majeure qui éclate en pleine campagne présidentielle. Chacun des deux concurrents le sait, les électeurs de novembre se souviendront des événements de juin et de la réaction des candidats. Joe Biden et Donald Trump choisissent des positionnements diamétralement opposés. Le 29 mai, le démocrate publie une vidéo de cinq minutes : « C'est une crise nationale. Nous avons besoin de justice pour George Floyd. » Il n'hésite pas à évoquer le racisme inhérent à la société américaine et à employer une expression jamais entendue à ce niveau : « Le péché originel de notre pays continue d'entacher notre nation. » Sans prononcer ces mots, il évoque bel et bien l'esclavage et la ségrégation, sujet tabou dans les milieux politiques, surtout à cinq mois d'une élection. Ajoutant même : « Avec notre complaisance et notre silence, nous sommes complices de la perpétuation de ces cycles de violence. »

Ce même 29 mai, Donald Trump menace sur Twitter d'envoyer l'armée à Minneapolis pour rétablir l'ordre et ajoute : « Quand on commence à piller, on commence à tirer. » Formule délibérément ambiguë, que beaucoup interprètent comme une menace d'ouvrir le feu sur les pillards et les manifestants. Historiquement, Donald Trump ne pouvait l'ignorer, la formule est très précise : elle est empruntée à un chef de la police de Miami qui s'était vanté, dans les années 1960, d'avoir maté d'une main de fer les émeutes raciales dans sa ville. Pour la première fois de son histoire, la direction de Twitter décide de réagir : le message présidentiel n'est pas effacé, il est assorti d'une mise en garde contre l'incitation à la violence. Trump, furieux que l'on ose toucher à ce porte-voix dont il a usé et abusé depuis des années, fait publier le même message sur le site de la Maison Blanche. Twitter laisse faire, mais plus rien ne sera comme avant : les tweets de Trump sont sous surveillance.

Le 30 mai au matin, le président tweete à nouveau pour raconter les événements de la veille au soir à la Maison Blanche. Les manifestants, s'étant approchés un peu trop près de la résidence présidentielle, ont été durement repoussés par les forces de l'ordre. Donald Trump a visiblement été secoué. Il écrit que le Secret Service (le service de protection du président) était « prêt à passer à l'action » et que, si les manifestants avaient passé la barrière, « ils auraient été accueillis par les chiens les plus

méchants et les armes les plus puissantes ». Les défenseurs des Noirs réagissent immédiatement à l'allusion aux chiens. Dans les années 1960, maintes fois, la police a lâché ses molosses contre les militants des droits civiques. Mais ce que ne dit pas Trump dans son tweet et que l'on apprendra le lendemain, c'est que le Secret Service a conduit de manière préventive le président, son épouse et leur fils dans un bunker sous la Maison Blanche, pour le cas où les manifestants auraient bel et bien franchi la barrière. Ils y resteront une heure. Ironie de l'histoire, au même moment, Joe Biden est lui-même confiné au sous-sol de sa maison du Delaware...

Le 31 mai, Biden sort enfin de chez lui. Ce n'est que la seconde fois depuis le début de la pandémie. Le 25 mai, pour le Memorial Day, il est allé déposer une gerbe aux soldats morts en service. Ce dimanche matin, il va à la rencontre des manifestants dans sa ville de Wilmington. Personne n'a été prévenu. Son entourage diffuse une photo qui le montre genou à terre, face à un manifestant noir accroupi, un enfant contre lui.

Le 1^{er} juin, Trump décide de frapper fort. Il organise une séquence parfaitement réalisée en termes de télé-réalité, mais désastreuse en termes de politique. Il convoque les caméras à la Maison Blanche en fin d'après-midi : c'est son premier grand discours depuis le début des émeutes. Des manifestants se sont regroupés devant la Maison Blanche, pacifiquement massés dans le parc Lafayette. Mais au moment où commence le discours, l'ordre est donné de faire évacuer le parc par la force. La police intervient avec des matraques, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes. C'est ainsi que l'on a sur les chaînes américaines un écran en deux parties avec à gauche des scènes de chaos dans les rues de Washington et à droite un président qui proclame qu'il est le président de la loi et de l'ordre et qu'il n'hésitera pas à faire intervenir l'armée fédérale si besoin. À l'écran, l'effet est saisissant.

Mais ça n'est pas tout. Après son discours, Donald Trump surprend tout le monde en sortant de la Maison Blanche à pied. Entouré du ministre de la Défense, du ministre de la Justice et du chef d'état-major des armées, on comprend qu'il veut faire une démonstration de force. Il traverse d'un pas déterminé le parc Lafayette et se rend devant l'église épiscopaliennne St. John, surnommée « l'église des présidents », au cœur des affrontements du week-end, puisqu'un cocktail Molotov a été lancé dans le sous-sol, provoquant un incendie aussitôt maîtrisé. Donald Trump décide de faire de

cette église un symbole. Il pose devant St. John, une bible à la main, opportunément sortie du sac à main de sa fille Ivanka. Juste pour la photo. Il a l'air si emprunté qu'on dira que la bible était à l'envers, ce qui n'est pas le cas. Lorsqu'un reporter lui demande si c'est « sa » bible, il bafouille : « C'est *une* bible. »

En résumé, Donald Trump a donné l'ordre de faire violemment évacuer des manifestants qui protestaient de manière légale et pacifique pour se faire prendre en photo une bible à la main. La réprobation est immédiate. À commencer par celle de l'évêque épiscopalien de St. John, qui reproche au président d'avoir utilisé des symboles religieux pour promouvoir une politique contraire aux principes de l'Église. Puis, c'est le chef d'état-major des armées qui regrette publiquement d'avoir été entraîné dans cette mise en scène. Son ministre de la Défense s'oppose à ce que l'on utilise l'armée contre les manifestants. Les critiques viennent ce jour-là de son propre camp. De toute évidence, ce 1^{er} juin, Donald Trump vient de trébucher sur le chemin de sa réélection.

Face à une telle agitation, Joe Biden n'a rien de mieux à faire que de garder un profil bas. Discrètement, ce même 1^{er} juin, il rend visite à une église noire de son quartier, dans le Delaware. Ici non plus, personne n'a été prévenu. Mais pas de mise en scène. Juste quelques photos où l'on voit de nouveau l'ancien vice-président un genou en terre.

Le lendemain, il pousse jusqu'à Philadelphie pour prononcer un discours qui sera considéré comme l'un des plus marquants de la campagne. Il commence par faire la leçon à Donald Trump : « Le président avait une bible à la main devant St. John. Il ferait mieux de l'ouvrir de temps en temps, au lieu de la brandir. » Et il ajoute : « Je vous promets une chose : je ne jouerai pas sur les divisions et les peurs. Je n'attiserai pas les flammes de la haine. » Suivez mon regard. Joe Biden ne fait pas de promesses mirobolantes, c'est ce qui sera le plus original dans ce discours. Une rare insistance à mettre la barre au plus bas : « Je voudrais pouvoir vous dire que la haine a commencé avec Donald Trump et qu'elle finira avec lui. Ni l'un ni l'autre n'est vrai. L'histoire américaine n'est pas un conte de fées qui finit bien. » Pour lui, l'histoire des États-Unis est un combat perpétuel entre l'idéal de l'égalité à la naissance et la réalité d'un pays déchiré par le racisme ; « l'identité américaine est faite de ces deux vérités, en même temps. Dans le meilleur des cas, c'est l'idéal qui gagne. Mais ça n'est

jamais facile. C'est toujours un combat et la bataille n'est jamais définitivement gagnée ».

Il jure de prendre le problème à bras-le-corps, mais prévient que, s'il est élu, « cela ne se fera pas pendant les cent premiers jours de ma présidence, ce sera l'œuvre d'une génération ». Sans attendre, il demande néanmoins au Congrès d'interdire sans délai les immobilisations par étranglement, l'équipement militaire des policiers, et suggère de promouvoir un nouveau modèle de supervision des services de police. En revanche, il refuse catégoriquement le slogan « *Defund the Police* », qui exige la réduction (ou la suppression, le slogan est ambigu) du financement de la police. Joe Biden a tout de suite senti le danger et Donald Trump l'opportunité. En meeting, le président demande à la foule d'imaginer une femme seule dans son appartement, la nuit. Un criminel entre par effraction, elle compose le 911 pour appeler la police, on lui répond que ce numéro n'est plus attribué. Effet garanti chez les trumpistes chauffés à blanc. Non seulement Joe Biden ne veut pas réduire les finances de la police, mais il entend dépenser 300 millions de dollars supplémentaires pour la police de proximité. Ce qui lui vaut le courroux de cinquante organisations de gauche qui, dans une lettre ouverte à la mi-juin, l'avertissent qu'il risque de perdre le vote noir s'il ne se prononce pas pour des réformes plus audacieuses : « Un retour à la normale ne suffit pas. Pour trop de Noirs américains, la normale veut dire violence, discrimination et peur. »

Joe Biden ne peut se permettre de perdre le vote noir. Il y a bien sûr peu de risques que les électeurs afro-américains se prononcent en faveur de Donald Trump, ce président qui a qualifié les pays d'Afrique de « trous à merde » (*shitholes*), qui a suggéré à quatre députées de couleur de « retourner là d'où elles venaient » et qui a décrit un quartier noir de Baltimore comme « un foutoir infesté de rats et de rongeurs [*sic*] ». Son seul argument en direction de la communauté noire était la réduction du chômage des Afro-Américains, au plus bas début 2020. Mais avec la crise du Covid, c'en est fini.

Pour Biden, il ne suffit pas que les Noirs ne votent pas pour le candidat d'en face. Il faut qu'ils sortent de chez eux le 3 novembre. C'est parce qu'une partie d'entre eux s'étaient abstenus en 2016 que Hillary Clinton a été battue.

Le vote des Noirs compte. D'autant plus que Donald Trump joue sur les peurs de l'électorat blanc. En se présentant comme « le candidat de la loi et de l'ordre », il reprend mot pour mot le slogan de Richard Nixon, espérant que l'histoire se répétera. En 1968, les États-Unis avaient connu un été d'émeutes raciales. Richard Nixon avait joué sur la peur et avait été élu haut la main en novembre. C'est aussi le pari de Trump. Mais, contrairement à Nixon, Trump est au pouvoir. Au début de l'été, les Américains montrent dans les sondages qu'ils n'ont pas apprécié la façon dont il a géré la crise raciale. Non que les Américains blancs aient épousé toutes les thèses du mouvement Black Lives Matter, loin de là ; mais qu'ils soient démocrates ou républicains, ils préfèrent garder les tensions raciales sous le boisseau et se méfient instinctivement de celui qui jette de l'huile sur le feu.

Combien y aura-t-il encore de George Floyd ? Les rapports entre la police et la communauté noire resteront explosifs tant que les policiers auront la gâchette facile. Et ils auront la gâchette facile tant qu'ils auront peur des armes en libre circulation chez les malfaiteurs. Qu'il y ait une nouvelle bavure et que les émeutes reprennent, Donald Trump en tirera un avantage politique immédiat. Joe Biden ne peut qu'espérer que rien de dramatique ne se produise d'ici l'élection. Ni après. Car la question raciale est la plus grande faiblesse de ce puissant pays et le restera pour longtemps. Interview au *Wilmington Journal*, 11 novembre 1970.

Jack Greenberg, avocat de la NAACP (Association nationale pour la promotion des gens de couleur), 1975.

Jason Sokol, « How a Young Joe Biden Turned Liberals Against Integration », Politico.com, 4 août 2015.

Voir chapitre 8, p. 124-125.

Steven Levingston, *Barack and Joe*, op. cit.

Interview au *People's Paper* (Newark, Delaware), 1975.

Voir chapitre 4, p. 60.

Voir Jean-Bernard Cadier, *Néron à la Maison Blanche. Le vrai bilan*, L'Archipel, 2019.

Voir chapitre 6, p. 95-97.

The Washington Post, 7 janvier 2016.

Steven Levingston, *Barack and Joe*, op. cit.

L'avocate Angela Rae dans le *Washington Post*, 22 mai 2020.

Le cataclysme Covid

« Les gens sont morts de peur. » Le 24 mars 2020, Joe Biden fait l'une de ses premières apparitions à la télévision depuis le début du confinement. Dans le *basement* de sa maison du Delaware – pièce en sous-sol qui, aux États-Unis, bien plus qu'une cave, est souvent un lieu de vie et de travail aménagé –, il arbore une veste bleue, une chemise blanche à rayures bleu clair, et ne porte pas de cravate. Sur les étagères, derrière lui, des photos de famille en noir et blanc et un ballon de football américain. Il est l'invité de « The View », la très populaire émission matinale d'ABC, surtout destinée aux femmes au foyer. « Je reçois des appels de personnes qui ont gardé mon numéro de téléphone de longue date. Le plus important, c'est de s'occuper de ces gens qui sont chez eux et qui sont morts de peur. »

Quatre jours avant, une journaliste avait demandé à Donald Trump :

« Monsieur le président, que dites-vous aux Américains qui vous regardent en ce moment et qui ont peur ?

— Je dis que vous êtes une très mauvaise journaliste, voilà ce que je dis. Je pense que c'est une question perfide et que c'est un très mauvais signal que vous envoyez au peuple américain. »

Dès le début de la crise, le contraste est saisissant. Les États-Unis, comme le reste du monde, sont bousculés par l'événement le plus déstabilisant depuis la Seconde Guerre mondiale. Donald Trump est sur tous les fronts. Grandiloquent, confus, contradictoire mais visible, alors que le candidat Joe Biden a disparu dans son sous-sol du Delaware. À force de s'inquiéter pour les gens « morts de peur », il donne lui-même l'image d'un grand-père timoré, candidat soudain inutile dans ce contexte dramatique. Pourtant, cette crise du coronavirus va métamorphoser sa campagne. Et accroître brusquement ses chances non seulement d'être élu, mais de devenir un président appelé à marquer l'histoire.

Les États-Unis sont un des pays qui, en 2020, souffrent le plus du Covid-19. Très vite, ils ont détenu le triste record du nombre de décès : 25 % au niveau mondial au milieu de l'été, alors qu'ils ne représentent que 5 % de la population globale. Peu de nations ont réagi de manière aussi inefficace et désordonnée. Non seulement le pays le plus puissant du monde est mis à genoux par le virus, mais pendant des mois, de faux confinement en déconfinement précipité, il se montre incapable de se relever et de dompter ce virus qui mine sa population et son économie. À une première attaque en mars, particulièrement meurtrière à New York et dans sa région, succède durant l'été une seconde phase de propagation que le pays semble s'être infligée à lui-même dans les États du Sud et de l'Ouest, puis à l'automne une troisième vague dans tout le pays.

La faute à Donald Trump ? C'est l'idée qui domine dans le reste du monde. Et pour de bonnes raisons. Mais la réalité est un peu plus complexe. La vulnérabilité américaine s'explique aussi par des raisons structurelles, à commencer par un système de santé entièrement tourné vers le profit, peu porté à faire des stocks préventifs de masques ou de respirateurs ou à préparer au pire des services d'urgence et une armée d'infectiologues. Or ce n'est pas Donald Trump qui a créé ce système, pas plus qu'il n'est responsable de la fracture raciale. Car la communauté noire américaine est touchée de manière disproportionnée par le virus. Pour les Afro-Américains, c'est une triple peine : surreprésentés parmi les travailleurs de première ligne, ils souffrent plus que les autres d'obésité, de diabète ou d'hypertension et, mal assurés, ont tendance à trop attendre pour se faire soigner.

Trump n'est pas responsable non plus de la structure fédérale du pays. Le président n'a aucun pouvoir pour confiner ou déconfiner. Cette décision est du ressort des autorités locales, souvent dans le plus grand désordre. Et, comble de malheur, les rares structures ayant une compétence fédérale en matière de santé commettent une lourde bétise dès le début de la pandémie. En janvier, le Centre de contrôle et de prévention des maladies tient à mettre au point un test 100 % américain, qui se révèle défectueux. Les laboratoires privés pourraient prendre le relais, mais la FDA (Food and Drug Administration), autre structure fédérale, s'y oppose. De précieuses semaines sont perdues à un moment crucial.

Une fois rappelées ces circonstances indépendantes de la volonté du président, force est de constater que Donald Trump a on ne peut plus mal géré la crise du Covid-19. Au grand détriment du pays et au grand bénéfice de la candidature de Joe Biden, il minimise systématiquement l'ampleur de la pandémie. Les exemples abondent : « Nous maîtrisons parfaitement la situation, on parle d'une seule personne venue de Chine. Tout va bien se passer » (22 janvier), « Tout est sous contrôle » (24 février), « Nous avons quinze cas, très bientôt nous en aurons zéro, c'est une grippe, juste une grippe » (26 février), « Je ne suis pas inquiet du tout » (7 mars), « Le virus est parti » (11 mars), « On l'a arrêté » (12 mars), « Ça va disparaître et j'aurai eu raison » (19 juillet)...

Donald Trump est un président de télé réalité pour qui les faits sont des effets d'optique. Avec un peu d'habileté, il considère qu'on peut changer la vérité comme on change de chaîne. Une méthode qui lui avait plutôt bien réussi jusqu'alors. Début 2020, il est généralement considéré comme le favori pour l'élection de novembre. Mais le virus ne se plie pas aux règles de sa communication politique. Le roi est nu. Donald Trump montre qu'en situation de crise il ne sait tout simplement pas gouverner. Il ne sait pas mobiliser les énergies. Le confinement et les mesures barrières sont de la responsabilité des gouverneurs, mais il n'a pas su ou pas voulu donner l'impulsion qui aurait unifié la riposte. Il aurait dû forcer les agences fédérales de santé à travailler ensemble, notamment le CDC et la FDA. Contre le virus Ebola en 2014, Barack Obama avait nommé un « tsar », un haut fonctionnaire chargé de coordonner les différents services. Donald Trump n'en a pas voulu. Probablement parce qu'il ne souhaite pas qu'un fonctionnaire lui fasse de l'ombre. Le tsar, c'est lui.

En termes de masques, de respirateurs et de tests, c'est la foire d'empoigne. Le gouvernement fédéral favorise une concurrence sauvage entre les États. Donald Trump distribue les bons points (et on suppose aussi les masques) aux États dont les gouverneurs disent du bien de lui. À l'inverse, il traite le gouverneur de l'État de Washington de « serpent » pour avoir eu l'audace de suggérer au président de « s'en tenir à la science et à la vérité ». À New York, devant les hôpitaux submergés, on gare des camions frigorifiques pour entreposer les cadavres. Les soignants manquent de masques et de gants. Le 13 mars, Donald Trump entend que les choses soient claires : « Je ne prends aucune responsabilité dans cette situation. »

Les responsables, ce sont les autres. Les démocrates, les médias, l'Organisation mondiale de la santé et surtout la Chine, accusée d'avoir caché des informations cruciales. Si ce n'est que dans un tweet du 21 janvier, Donald Trump écrivait : « La Chine a fait de gros efforts pour contenir le virus. Les États-Unis apprécient grandement ses efforts et sa transparence. Je tiens à remercier le président Xi. » On était alors en pleine négociation commerciale.

Le président passe autant d'énergie à chercher des boucs émissaires que des remèdes miracles. Puisque les experts ont du mal à trouver la solution, le bon docteur Trump va prendre les choses en main. Il se passionne pour l'hydroxychloroquine, un médicament communément utilisé dans le traitement de la malaria et qui semble avoir donné quelques résultats encourageants lors d'études préliminaires. Un des employés de la Maison Blanche qui sert le président à table ayant été testé positif, Donald Trump révèle qu'il en prend depuis deux semaines de façon préventive, alors même que ses propres services ont fini par attirer l'attention sur les risques de troubles cardiaques liés à ce médicament. Le 23 avril, il se ridiculise aux yeux du monde en suggérant d'injecter du désinfectant dans le corps des patients. S'appuyant sur une étude du ministère de la Sécurité intérieure affirmant que l'eau de javel peut tuer le virus en cinq minutes, il déclare : « Ça pourrait faire un grand nettoyage des poumons... Ce serait très intéressant de tester ça. » Autour de lui, les médecins sont atterrés.

Tous les jours, en fin d'après-midi, le président apparaît dans la salle de presse de la Maison Blanche, entouré par le groupe de travail chargé de la lutte contre la pandémie. Le point-presse, retransmis en direct, bat des records d'audience. Les Américains « morts de peur » ont un besoin vital d'informations dans cette situation inédite. En fait d'informations, ils ont droit à des monologues satisfaits, façon meetings de campagne. Tirades interminables : de la mi-mars à début avril, la longueur moyenne des points-presse s'accroît de 61 à 105 minutes, et le temps imparti au président de 20 à 53 minutes. Le 10 avril, il s'adressera aux journalistes – souvent en les insultant – pendant 2 heures et 13 minutes !

Mais trop de Trump tue le Trump. Au début de l'été, les sondages révèlent que c'est à ce moment-là qu'un certain nombre d'électeurs âgés commencent à se détacher d'un président qui se glorifie des taux d'audience de ces briefings et dérape plus qu'à son tour : « Les gens sont surpris que je comprenne tout ça. Tous les médecins me disent : "Comment se fait-il que

vous sachiez tant de choses ?” J’ai peut-être de bonnes prédispositions. J’aurais peut-être dû faire ça, au lieu de devenir président... »

Pendant ces fameux points quotidiens et dans l’ombre du président, un personnage se détache peu à peu : Anthony Fauci (prononcer « Faoutchi »), chef épidémiologiste du « groupe de travail ». Contrairement au président, ce petit homme à lunettes de soixante-dix-neuf ans, à la voix éraillée, inspire confiance. Car il tient un langage de vérité sur ce qu’il sait et ne sait pas. Le petit laborantin a tôt fait d’éclipser le géant trop bronzé. Les sondages révèlent que les Américains ont trois fois plus confiance en lui qu’en Donald Trump. Ce qui, bien entendu, agace ce dernier. Surtout quand Fauci le critique publiquement. Car le médecin insiste sur le port du masque, quand Trump refuse d’en porter un en public, expliquant que beaucoup de gens le mettent uniquement pour marquer leur opposition à sa personne. Lorsqu’il tombera malade en octobre, Donald Trump s’empressera, une fois guéri, d’enlever son masque devant les caméras.

De fait, le port du masque devient politique. Les démocrates s’en couvrent plus volontiers que les républicains. En juin, Trump organise un meeting à grand spectacle à Tulsa, dans l’Oklahoma, dans un lieu fermé où personne ne porte de masque. Il faudra attendre juillet pour que le président accepte d’en porter un en public, avant de reconnaître enfin son utilité.

Entre-temps, les briefings quotidiens de la Maison Blanche ont été quasiment supprimés et le docteur Fauci mis sur la touche. Il n’a plus accès à Donald Trump, qui ne supporte plus la popularité de son conseiller, sans toutefois oser le virer – du moins dans un premier temps ; la Maison Blanche se charge donc de le discréditer en rappelant à la presse les quelques erreurs commises par Fauci au début de la crise. Comme tous les médecins du monde, il avait tâtonné. Mais il s’accroche. Il a servi cinq présidents et ne se laisse pas impressionner par le sixième. L’épidémiologiste considère que son rôle est de protéger les Américains et il compte bien s’y employer. Si on l’empêche d’apparaître à la télévision, il parlera à la radio et s’exprimera dans la presse écrite, notamment pour critiquer la réouverture précipitée du pays. Joe Biden, évidemment, promet qu’il gardera Fauci s’il est élu et qu’il lui donnera carte blanche.

Si Donald Trump n’a donné aucune impulsion utile pour lutter contre le virus, il se montre en revanche archidéterminé à accélérer la réouverture du

pays. L'épidémie, d'accord, mais l'économie d'abord. Il demande que soient levées toutes les mesures pour le dimanche de Pâques, 12 avril. C'est évidemment impossible. Pourtant, dans tout le pays, les partisans du président commencent à manifester pour obtenir la levée du confinement, au nom de leur sacro-sainte liberté. Ils choisissent pour cela des États dirigés par des démocrates. Le 17 avril, le président leur apporte un puissant soutien en tweetant en majuscules : « LIBERATE MICHIGAN » et « LIBERATE MINNESOTA ». Voilà donc un président qui encourage ouvertement la rébellion contre les autorités locales. Pour la Virginie, il ajoute : « Protégez aussi votre second amendement, il est en danger », incitant cette fois à défendre le droit constitutionnel de porter des armes.

Aux historiens de dire si le pays a rouvert trop tôt. Mais force est de constater qu'au début de l'été, le nombre de cas explose dans des États jusqu'alors peu touchés. La Floride et le Texas, qui avaient peu ou pas confiné, ont levé trop tôt les barrières. Partout, les gouverneurs républicains tardent à rendre le masque obligatoire. Encore la faute à Trump qui leur a envoyé le mauvais signal ? Possible. Mais il y a un contre-exemple : la Californie, première à confiner, et dont le gouverneur démocrate ne s'était pas laissé influencer par Donald Trump. Le nombre de cas et d'hospitalisations y repart à la hausse en juillet. Apparemment, le gouverneur a rouvert trop tôt pour tenter de sauver la cinquième puissance économique au monde.

Car, en Californie comme ailleurs, le chômage s'est envolé. Il atteint 14,7 % en avril pour l'ensemble des États-Unis. Un taux jamais atteint depuis 1948. Le président Trump et le Congrès lancent un énorme plan de soutien à l'économie. L'argent public coule à flots. La plupart des Américains reçoivent d'emblée un chèque de 1 200 dollars (1 100 euros) et les chômeurs touchent une indemnité supplémentaire de 2 400 dollars par mois. Situation incroyable : deux tiers des bénéficiaires gagnent plus d'argent au chômage que dans leur ancien emploi¹. Washington dépense sans compter. Le plan de soutien américain représente 13 % du PIB, au lieu de 9 % en France². Car nous sommes en année électorale et, même si Donald Trump ne tient pas les cordons de la bourse, les parlementaires sont comme lui soucieux d'être réélus et se montrent, notamment les républicains, moins rigoureux sur la rigueur budgétaire – une fois n'est pas coutume.

Et pendant tout ce temps, où donc est passé Joe Biden ? Toujours enfermé dans son *basement*, dans sa banlieue cossue du Delaware, le candidat est invisible. Plus de meetings, plus de bains de foule. Tous les jours, à bonne distance, il reçoit ses petits-enfants sur sa terrasse, « achetant leurs bonnes grâces avec un peu d'Häagen-Dazs ». Chaque matin, il fait un point à distance avec ses conseillers sur la pandémie et sur l'économie. Un studio de télévision a été installé dans son sous-sol pour répondre à des interviews, mais il y a peu de demandes. L'Amérique a la tête ailleurs.

Pourtant, son entourage souligne que le candidat avait vu juste relativement tôt. Le 25 octobre 2019, il avait tweeté : « Nous ne sommes pas préparés à une pandémie. Trump a supprimé les programmes que nous avons mis en place, avec le président Obama, pour renforcer la sécurité sanitaire globale. Nous avons besoin de leaders qui suscitent la confiance, se concentrent sur les vraies menaces et mobilisent le monde pour arrêter les épidémies avant qu'elles atteignent nos côtes. » Avec le recul, c'était prémonitoire. Le 27 janvier 2020, dans une tribune, il écrivait : « Trump est le pire dirigeant possible pour gérer une épidémie. Elle a déjà infecté 2 700 personnes et en a tué 80 en Chine. Ça ne peut qu'empirer. Il y a eu des cas confirmés dans une dizaine de pays, dont cinq aux États-Unis. Il y en aura probablement davantage³. » Cinq jours plus tôt, Donald Trump assurait : « La situation est totalement sous contrôle. »

Pour tenter de se faire entendre depuis son sous-sol, le candidat démocrate joue la carte de la compassion : « Ça me rend fou. Je ne comprends pas qu'il [Trump] ne voie pas la peur des gens. » Et de réclamer des aides d'urgence pour les chômeurs et les « *mom and pop businesses* » (littéralement, les « petits commerces de maman et papa »). Biden s'inquiète pour son Amérique : « À quoi vont ressembler toutes ces petites villes où sur Main Street tout est fermé ? » Mais dès lors que l'État fédéral lâche des milliers de milliards de dollars, son message tombe à plat.

Seule façon de faire campagne depuis son sous-sol, les publicités politiques à la télévision, comme celle-ci : « Donald Trump n'a pas créé le coronavirus, mais c'est lui qui a dit que c'était un bobard [*a hoax*], qui a écarté l'équipe d'intervention sur la pandémie et qui a laissé le virus se répandre de façon incontrôlée dans toute l'Amérique. Chaque président doit faire face à des crises, celui-ci a échoué. »

Joe Biden s'essaie aussi aux meetings virtuels. En mai, il donne un « grand » meeting sur YouTube, avec flonflons, serment d'allégeance au

drapeau et chauffeurs de salle plus ou moins talentueux. Un désastre : le son est haché, personne ne sait quand il faut prendre la parole. En juin, nouvelle tentative, mais on ne retiendra que le masque qui pend à l'oreille droite du candidat pendant tout son discours.

Peu importe. Car c'est à partir de ce moment que Joe Biden commence à monter dans les sondages. Ou, plus précisément, que Donald Trump commence à dégringoler. Son entourage ne l'avait pas vu venir : plus Biden se tait, plus il se terre dans son sous-sol, plus les sondages lui sont favorables et plus les fonds affluent. Il est aidé par les circonstances et les réponses hasardeuses de Donald Trump à la crise sanitaire ainsi qu'à la crise raciale déclenchée par la mort de George Floyd⁴.

Trump, lui, souffre de ne plus pouvoir tenir de meetings. Son instinct animal lui permettait de sentir ce que ses supporters voulaient ou ne voulaient pas entendre et d'adapter son discours en conséquence. C'est terminé.

Au moment des premiers déconfinements, Joe Biden ne change rien. Il reste chez lui, parle le moins possible et, quand il s'exprime, c'est toujours avec un prompteur. Fin juin il organise sa première conférence de presse en quatre-vingt-neuf jours. Un réquisitoire détaillé et sans merci contre la gestion de la pandémie par Donald Trump : « On a besoin d'un président qui parle clairement au peuple américain, qui dise la vérité vraie, qui prenne ses responsabilités au lieu de toujours accuser les autres, qui écoute les experts et les laisse parler », allusion au docteur Fauci censuré. Au grand soulagement de ses conseillers, la conférence de presse se termine sans gaffe.

Le mois de juin est un tournant. Cette candidature qui a toujours été poussive commence à prendre du sens. À l'issue des primaires, Biden était confronté à deux obstacles : la situation économique qui continuait à favoriser une réélection de Trump et un Parti démocrate divisé, avec un risque de défection de l'électorat très à gauche. Les deux obstacles ont disparu. L'économie s'est effondrée et, surtout, l'aile gauche s'est ralliée sans difficulté. Rien à voir avec le ressentiment des électeurs de Sanders en 2016 contre la candidate Clinton.

Pour amadouer son aile gauche, Joe Biden a créé en mai six groupes de travail pour préparer son programme. Climat, santé, immigration, éducation, justice, économie. Le groupe climat est habilement confié à deux

poids lourds, l'ancien ministre John Kerry, qui avait négocié les accords de Paris – il sera nommé représentant personnel du président pour les questions climatiques après l'élection –, et la bouillante Alexandria Ocasio-Cortez, égérie de l'extrême gauche new-yorkaise, que Joe Biden qualifie à l'occasion de « brillante ».

Toujours pour séduire la gauche, Biden fait courir le bruit qu'il pourrait confier un ministère à Elizabeth Warren, avec qui il cosigne une tribune dans laquelle on peut lire : « Nombre d'Américains pensent que notre économie ne fonctionnait pas avant la crise du Covid-19. Le moment est venu de reconstruire, nous avons l'opportunité de créer une économie qui fonctionne réellement pour tout le monde⁵. » À l'heure où les groupes de travail rendent leurs conclusions, Bernie Sanders acquiesce : « Je pense que le compromis auquel ils sont parvenus, s'il est appliqué, fera de Joe Biden le président le plus à gauche depuis Franklin Roosevelt. »

Un virage à gauche ? De toute évidence, le virus a bouleversé le programme du candidat, qui ne peut plus se contenter de renouer avec les réformes raisonnables de l'ère Obama. À circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles. Joe Biden pourrait-il vraiment devenir le président le plus à gauche depuis quatre-vingts ans ?

Avant la crise, son programme était déjà plus à gauche que celui de Hillary Clinton en 2016. Il a promis une hausse nationale du salaire minimum, qui passerait de 7,25 à 15 dollars de l'heure. Il a promis qu'il n'oublierait pas les travailleurs de « première ligne » qui ont joué un rôle crucial pendant le confinement : « On vient d'arracher le pansement. On a vu les inégalités que personne ne voulait voir avant. Tout le monde se rend compte que ces gens – plombiers, serveuses, infirmières, policiers – contribuent à améliorer nos vies. » Le candidat démocrate prévoit trois fois plus de dépenses publiques que n'en envisageait Hillary Clinton en 2016. Logement social, université gratuite pour les plus pauvres, aides aux frais de garde : c'est le grand retour de l'État. Depuis des décennies, les démocrates promettaient des baisses d'impôts pour séduire les classes moyennes et les banlieues. Avec Joe Biden et le Covid, c'est terminé.

Les deux projets les plus importants du candidat concernent la santé et le climat. Biden entend réduire le poids des assurances privées dans l'équivalent américain de la Sécurité sociale. Chacun peut garder son assurance privée s'il le souhaite, mais il veut permettre aux Américains dépourvus d'assurance d'adhérer à un nouveau système géré par l'État.

C'est « l'option publique », que Barack Obama avait jugée trop radicale une dizaine d'années auparavant. L'espoir est qu'elle ait suffisamment de succès pour être moins onéreuse et attirer ainsi un maximum de salariés et d'employeurs.

L'autre réforme majeure porte sur la lutte contre le réchauffement climatique. Véhicules électriques, transports en commun propres, rénovation écologique des bâtiments collectifs et maisons individuelles... Joe Biden promet un pays à zéro émission nette de carbone en 2050. Favorisant les énergies renouvelables, il annonce un système ressemblant fort à une taxe carbone qui ne veut pas dire son nom et qui va très au-delà de ce que Barack Obama n'avait pu faire passer au Sénat. Là aussi, le Covid est passé par là : pour la relance verte, Biden avait prévu de dépenser 1 700 milliards de dollars sur dix ans. Mi-juillet, il double la mise : ce sera 2 000 milliards sur quatre ans. « Quand Donald Trump parle de changement climatique, déclare-t-il, il n'a qu'un mot à la bouche : *hoax* [bobard]. Moi, quand je pense au climat, je pense *jobs*. »

Biden est-il pour autant, comme l'affirme Trump, « totalement sous l'emprise de l'extrême gauche » ? Sur les questions environnementales, il garde l'énergie nucléaire et le gaz de schiste. Il n'a pas adopté le Green New Deal de la gauche du parti, qui prévoit la suppression de toute émission carbone sur dix ans. Et sur la réforme de la santé, contrairement à Bernie Sanders, il ne souhaite pas la disparition des assurances privées. À l'occasion de leur dernier débat, il fait d'ailleurs observer à Sanders que le tout-État n'a pas fait de miracles dans les hôpitaux italiens, débordés par le coronavirus. Sur la question des impôts, enfin, il se dit choqué qu'Amazon « paie un taux d'imposition inférieur à celui des pompiers et des enseignants ». Mais, s'il entend réévaluer l'impôt sur les sociétés, ce ne sera que de 21 à 28 %, alors que ce taux était de 35 % avant Trump. De même, il s'apprête à surtaxer les 2 % d'Américains les plus riches, là où Barack Obama avait mis la barre à 5 %.

Car Joe Biden est un centriste impénitent. « J'ai toujours considéré que mon rôle consistait à tenter de ramener le balancier au milieu », déclarait-il au *Morning News* en 1986. Favorable à l'intervention de l'État, il pense que celui-ci « doit incarner nos meilleures aspirations collectives et tendre la main à ceux qui peinent⁶ ». Mais, fidèle à ses origines, il ne la soutiendra que si elle fait ses preuves. En 2009, c'est lui que Barack Obama a chargé

de distribuer les 787 milliards de dollars du plan de soutien consécutif à la crise financière.

Ce n'est ni Bernie Sanders, ni Elizabeth Warren, ni Alexandria Ocasio-Cortez qui ont poussé le candidat Biden vers la gauche, mais les circonstances. La reconstruction post-Covid nécessitera des politiques vigoureuses comparables à celles de l'époque Roosevelt. Biden reste néanmoins persuadé que les élections se gagnent au centre, de même qu'en 2018 les *midterms* ont été remportées par les démocrates modérés. On l'a d'ailleurs vu pendant la primaire : l'agitation sur Twitter ne se traduit pas dans les urnes. Et Joe Biden a moins besoin des électeurs de Sanders que Hillary Clinton en 2016, car la haine de Trump est un puissant stimulant du centre jusqu'à l'extrême gauche.

Le cataclysme du virus a revigoré sa candidature comme personne n'aurait pu l'imaginer. En quelques mois, le candidat à bout de souffle est désormais regardé par certains comme un nouveau Franklin Roosevelt. Pourra-t-il, comme après la crise de 1929, transformer profondément le pays ? Du moins pourrait-il être celui qui débloquera un pays figé depuis des décennies. S'il est élu, il semble avoir de bonnes chances de mener à bien ses deux réformes majeures : l'assurance maladie et le changement climatique. En Europe, ces virages ont été pris depuis longtemps ; mais à l'échelle américaine, ce serait une avancée considérable.

Or, aucune avancée n'est possible aux États-Unis sans majorité au Sénat. Obama l'avait appris à ses dépens : on prête toujours trop d'attention à la course à la Maison Blanche et pas assez aux élections sénatoriales. Les démocrates, après la victoire de Biden, n'avaient besoin de conquérir que trois sièges pour être majoritaires au Sénat. Faute d'y être parvenus, il leur faudra attendre un deuxième tour en Georgie, le 5 janvier 2021. Le président Biden sera forcé de commencer son mandat en cherchant des compromis au centre. Il est le mieux placé pour les trouver. S'il les trouve, le « grand-père bienveillant qui semble nostalgique d'un passé plus tranquille⁷ » a des chances d'opérer les changements les plus radicaux que ce pays ait vus depuis des décennies.

Dans l'histoire américaine, plus d'un président a déjà marqué son époque par accident. Lyndon B. Johnson a lancé la grande réforme des droits civiques après l'assassinat de Kennedy. George W. Bush a engagé l'Amérique dans des guerres incertaines après le 11 septembre 2001. « La

catastrophe actuelle pourrait éclipser ce à quoi Franklin Roosevelt a été confronté », prévoit même Joe Biden. Un concours de circonstances exceptionnel qui pourrait faire du vétéran du Delaware un président bien plus novateur et radical que Barack Obama. Qui l'eût cru ?

www.npr.org, 26 mai 2020.

www.forbes.com, 11 mai 2020.

USA Today, 27 janvier 2020.

Voir chapitre 9, p. 129-130.

Miami Herald, 3 mai 2020.

Joe Biden, *Promises to Keep*, *op. cit.*

The Atlantic, 7 novembre 2020.

Le risque Hunter

« La famille Biden est prête, lance Jill Biden. Nous allons faire tout cela en famille. » Sur le bord de la scène, elle désigne la famille au grand complet, venue soutenir le candidat Joe Biden pour son premier grand meeting populaire à Philadelphie, le 18 mai 2019.

Toute la famille ? Il y a une chaise vide à côté des trois filles de Hunter Biden. Leur père n'est pas venu. La veille, le site conservateur Breitbart a révélé un énième scoop embarrassant pour Hunter Biden, le fils du candidat. Cette fois, c'est une histoire de voiture de location dans laquelle on a retrouvé des traces de cocaïne et une pipe à crack. Personne n'a de doute dans la famille : Hunter a connu tellement de dérapages dans sa vie que l'histoire est sans doute vraie. Et tout le monde comprend qu'il ait préféré disparaître, plutôt que de mettre dans l'embarras son père au moment où celui-ci se lance dans la course à la présidence.

Hunter, c'est l'autre fils. Moins brillant que l'aîné, Beau. Moins adulé par son père, qui considérait Beau comme un « Joe Biden 2.0 » et le cadet juste comme un fidèle soutien au grand frère. Beau est le fils parfait dans sa vie familiale, militaire, professionnelle et politique. Hunter est celui qui multiplie les faux pas. Qui se fait renvoyer de l'armée. Qui sombre régulièrement dans la drogue et l'alcool. Qui erre dans des campements de SDF pour acheter du crack quand son père est vice-président. Qui divorce pour se mettre en ménage avec la veuve de son frère. Qui fait un enfant à une strip-teaseuse. Et qui surtout fait des affaires en Ukraine et en Chine dangereusement proches des activités de son père vice-président.

Certes, ce n'est pas lui qui est candidat et son père a toujours essayé de se tenir à distance des embarras de Hunter Biden. Mais s'il est élu, Joe Biden aura tout près de lui, compte tenu du passé chaotique et de l'instabilité chronique de son fils, un risque de tous les instants nommé Hunter.

Hunter avait deux ans lorsque sa mère et sa sœur sont mortes dans un accident de voiture. Son frère et lui n'ont été que légèrement blessés. Hunter avait quarante-cinq ans quand son frère aîné est mort d'un cancer. C'est probablement en raison de ces douleurs partagées que Joe Biden reste encore aujourd'hui étonnamment protecteur vis-à-vis de son fils cadet. Il parle très rarement de lui en public, mais quand Barack Obama lui remet la Medal of Freedom à la fin de leur mandat, le vice-président se confie sur ses fils : « Et maintenant que Beau est parti, je continue à m'appuyer sur Hunter qui continue de manière assez bizarre à me faire grandir. » Assez bizarre, en effet.

Comme son frère, Hunter Biden a fait des études de droit ; mais, plus que son frère, il est attiré par l'argent. Il est embauché à vingt-six ans par la banque MBNA avec un salaire annuel de 100 000 dollars et une solide prime de bienvenue. MBNA, dont le siège est dans le Delaware, est l'entreprise qui donne le plus aux campagnes du sénateur Joe Biden. (Soit dit en passant, le Delaware est depuis des décennies le paradis fiscal de la Côte est, où se font domicilier les plus grandes entreprises américaines. Pendant toute sa carrière, Joe Biden a jalousement protégé ce privilège.) Le fils est rapidement promu au rang de vice-président exécutif et gagne alors presque autant que son père. Mais il s'ennuie, dans les couloirs de la banque. Il va devenir lobbyiste à Washington. S'approchant ainsi du centre du pouvoir, mais pas trop, il défend les intérêts de plusieurs universités, loin du rayon d'action de son père alors sénateur.

Il est bien installé dans la vie. Il s'est marié, il a trois filles. Son frère Beau vient loger chez lui. Hunter est à cette époque l'élément solide de la famille. Sauf qu'il va petit à petit plonger dans l'alcoolisme, un triste atavisme de la famille Biden. Son frère Beau l'accompagne aux réunions des Alcooliques anonymes mais ils n'arrivent pas à enrayer la spirale. Hunter a besoin d'argent. Il a choisi une maison trop chère, et la meilleure école privée de Washington pour ses filles, Sidwell Friends, celle où sont allées la fille de Bill Clinton et les filles de Barack Obama. En 2006, il se lance avec son oncle Jimmy Biden dans une opération hasardeuse de rachat de *hedge funds* et perd tellement d'argent qu'il doit hypothéquer sa maison. Puis il lance une société de consultants qui s'occupe entre autres de canaliser des capitaux chinois vers des entreprises occidentales. Rien d'illégal à cela. Ni le fait qu'il s'associe à un fonds d'investissement chinois. Mais on commence à entrer dans la zone grise quand, en

décembre 2013, Hunter Biden accompagne son père, le vice-président, en visite officielle en Chine. Et s'arrange pour que Joe Biden serre la main de l'homme d'affaires Jonathan Li qui est le partenaire de Hunter dans ses affaires privées. Le mélange des genres est évident.

À l'époque, la presse ne bronche pas, mais les conseillers du vice-président sont inquiets. Sauf qu'ils n'osent pas lui en parler. Ils savent que Joe Biden est hypersensible sur tout ce qui touche à son fils. L'un de ses proches raconte qu'à l'époque ils avaient « peur de toucher une partie très fragile de sa personne¹ ». Déjà, en 2007, quand il avait été approché pour la vice-présidence, les conseillers d'Obama l'avaient interrogé sur son fils lobbyiste. Joe Biden avait explosé : « Je vous demande de laisser ma famille en dehors de tout cela. »

Pourquoi personne n'a-t-il prévenu Joe Biden que les activités de son fils en Ukraine représentaient un sérieux danger pour lui ? L'affaire ukrainienne va attirer l'attention du public sur les entreprises de ce fils méconnu. Avec l'aide de Donald Trump qui va intervenir lourdement dans cette histoire, si lourdement qu'il prend le risque d'être destitué. Car Trump a tout de suite compris que cette affaire était facile à présenter au public et qu'elle offrait une chance de mettre en lumière à la fois l'imprudence coupable du fils et la faiblesse du père.

Il est de toute évidence anormal qu'une grosse compagnie gazière ukrainienne ait payé Hunter 50 000 dollars par mois (l'équivalent de 40 000 euros à l'époque) pendant cinq ans pour la seule raison que son patronyme est Biden. C'est en avril 2014 que Hunter Biden entre au conseil d'administration de Burisma, gros producteur de gaz ukrainien. Il ne parle pas ukrainien et n'a pas de compétence particulière dans le domaine de l'énergie. Mais Burisma veut s'acheter une respectabilité. Le fils d'un vice-président des États-Unis, ça fait sérieux. Surtout quand le vice-président a précisément été chargé par Barack Obama de suivre le dossier ukrainien. En particulier, ô ironie, les questions de corruption.

De lourds soupçons pèsent sur Burisma, qui a grandi étonnamment vite quand son patron Mykola Zlochevsky était aussi ministre de l'Écologie. Une enquête est ouverte en Ukraine, mais le procureur général Viktor Shokin lui-même est soupçonné de corruption. Que faire ? Joe Biden recommande le limogeage du procureur. Il n'est pas le seul. C'est ce que recommandent aussi le FMI, l'Union européenne et le gouvernement

américain. Mais chez ses opposants, le raccourci est immédiat : Biden fait renvoyer le procureur qui enquête sur l'entreprise où son fils a des intérêts.

Le nouveau procureur général dira publiquement que ni Joe Biden ni son fils n'ont commis la moindre infraction. Le Département d'État américain dira par la voix de son porte-parole qu'il n'y a pas eu de conflit d'intérêts entre le vice-président et son fils, simple particulier. Mais les apparences sont défavorables et l'accusation difficile à démontrer, dans un pays où le vrai et le faux s'entremêlent comme nulle part ailleurs. Joe Biden en est réduit à demander à son fils les yeux dans les yeux :

« J'espère que tu sais où tu vas dans cette affaire.

— Oui, je le sais². »

C'est là que Donald Trump sent la bonne affaire. Il est persuadé qu'il peut exploiter l'imprudence de Hunter Biden et, dans cette Ukraine où tout s'achète, la transformer en un scandale politique majeur éclaboussant son père, probable candidat à la présidence en 2020. Mais Donald Trump étant Donald Trump, il en fait trop. Le 25 juillet 2019, il a une incroyable conversation téléphonique avec le président ukrainien Zelensky. La veille, l'audition du procureur Mueller a marqué la fin de l'affaire russe : Donald Trump ne sera pas inquiété pour ses liens avec Moscou durant l'élection de 2016. Il se sent invincible. Il appelle le président ukrainien pour lui proposer un marché : s'il veut une aide militaire américaine, il doit ouvrir une enquête sur Hunter et Joe Biden.

Une heure et demie après avoir raccroché, Trump fait suspendre une aide militaire d'une valeur de 400 millions de dollars. C'est ni plus ni moins que du chantage, exercé sur un pays qui doit se défendre contre une offensive militaire de la Russie de Poutine. À Washington, un lanceur d'alerte prévient le Congrès qui prévient la presse : Trump est en train d'utiliser ses pouvoirs de président pour défendre ses intérêts de candidat. Le 24 septembre 2019, les démocrates lancent une procédure d'*impeachment* qui va bouleverser le paysage politique américain pendant plus de quatre mois.

L'idée s'installe peu à peu que Donald Trump a bel et bien passé les bornes, mais Joe Biden aussi et son fils encore plus. Le président Trump sera formellement *impeached* par la majorité démocrate à la Chambre des représentants mais il sera, sans surprise, acquitté au Sénat. Pendant les auditions, Kurt Volker, l'ancien envoyé spécial de l'administration Trump

en Ukraine, étonnamment, absout Joe Biden : « Je connais l'ancien vice-président depuis vingt-quatre ans et l'idée qu'il ait été influencé dans ses responsabilités de vice-président par les intérêts de son fils n'a aucune crédibilité à mes yeux. »

Beaucoup de bruit pour rien ? Même si le rôle de Hunter à Burisma n'a eu aucune influence sur l'action de Joe Biden, même s'il n'y a pas eu de conflit d'intérêts, il est clair avec le recul que Hunter n'aurait pas dû prendre ces fonctions car elles présentent toutes les apparences du conflit d'intérêts. Ce qui en période préélectorale est tout aussi mauvais.

Hunter Biden quitte le conseil d'administration de Burisma en avril 2019 et en octobre il démissionne aussi du conseil d'administration du fond BHR avec lequel il espérait faire des affaires en Chine. Il a également tenté de s'associer au fonds d'investissement chinois CEFC China Energy, mais le patron de CEFC est arrêté en Chine pour corruption. Encore une fois, pas de corruption directe – juste une certaine tendance à fréquenter des corrompus, ce que Hunter Biden explique par « un manque de chance³ ». Il n'a pas de chance mais il s'appelle toujours Biden ce qui lui garantira toujours un minimum de succès dans les affaires. Comme son oncle Jimmy, le frère de Joe, qui a passé sa vie à chercher le gros coup mais ne s'est jamais vraiment enrichi.

Côté privé, la vie de Hunter Biden est une longue descente aux enfers. À cause de ses addictions. Une longue suite de cures de désintoxication et de rechutes chaque fois plus violentes. En 2013, il essaie de redresser la barre en rejoignant les réservistes de la Navy. Son père lui fait prêter serment à l'occasion d'une petite cérémonie privée à la Maison Blanche et l'assure qu'il est « fier de lui ». Mais sur la route de la caserne, il s'arrête dans un bar et se fait offrir, dit-il, une cigarette par deux inconnus. Une cigarette qui aurait contenu de la cocaïne. En tout cas au premier jour de son service de réserviste, une analyse d'urine révèle la présence de drogue : Hunter Biden est renvoyé de l'armée.

L'été 2014, il essaie toutes les thérapies : la méditation, le yoga, un alcootest individuel avec un appareil photo intégré et même une clinique mexicaine qui utilise des traitements interdits aux États-Unis. Rien n'y fait. La mort de son frère, au printemps 2015, n'arrange évidemment rien. D'autant que les médias ne le lâchent pas. Le site Breitbart révèle que son nom apparaît parmi les utilisateurs de l'application Ashley Madison, qui

met en relation des gens mariés en quête d'aventures. Des pirates ont publié des listes d'utilisateurs.

Sa femme Kathleen lui lance un ultimatum : soit il arrête de boire, soit il s'en va. Il s'en va et s'installe dans un appartement à deux pas de la Maison Blanche où il passe l'hiver 2015-2016, ne sortant de chez lui que pour aller acheter de la vodka. Quand son père appelle, il lui assure que tout va bien. Joe finit par se présenter à l'improviste et lui dit : « J'ai besoin de toi. Que devons-nous faire pour nous en sortir ? » Encore des cures de désintoxication et la famille qui se mobilise. Il passe les vacances d'été avec Hallie, la veuve de son frère Beau et ses enfants. Il dit alors que sa belle-sœur « devient peu à peu la seule personne qui comprend l'étendue de [sa] douleur ».

À l'automne 2016, il manque une correspondance à Los Angeles, en route vers un centre de réhabilitation dans l'Arizona. Il a laissé son portefeuille dans le premier avion et ne peut pas monter dans le second sans ses papiers. En attendant son permis de conduire, il s'installe dans un hôtel. Mais le voilà rapidement dans la rue, demandant à des SDF où il peut acheter du crack. Alors que les États-Unis se passionnent pour les dernières semaines de la campagne Hillary Clinton contre Donald Trump, le fils du vice-président erre dans un campement de SDF à la recherche de drogue. Il se retrouve même avec un pistolet sur la tempe, braqué par un individu qui n'avait pas compris que Hunter était là pour acheter.

Il finit par louer une voiture chez Hertz pour rejoindre l'Arizona, mais, n'ayant pas dormi depuis plusieurs jours, il traverse le terre-plein central d'une autoroute et s'arrête sur la voie d'arrêt d'urgence de l'autre côté. Il se fait envoyer une nouvelle voiture par Hertz. Quand il la rend, dans l'Arizona, on trouve dans l'auto des traces de cocaïne et une pipe à crack. La police ne donnera pas suite : faute d'empreintes digitales sur la pipe, elle n'a pas la certitude que c'est bien Hunter qui l'a conduite. Dans l'Arizona ultraconservateur, son nom de famille ne l'a pas forcément aidé. Il a simplement eu de la chance.

Sa belle-sœur Hallie vient le chercher en Arizona et ils décident de retourner dans le Delaware natal en tant que couple. Rebondissement singulier, moins de dix-huit mois après la mort de son frère Beau. Ils essaient de se cacher de la presse, sans succès. Sa femme Kathleen demande le divorce et poursuit Hunter pour abandon de famille, lui reprochant selon sa plainte d'avoir « dépensé de manière extravagante en

alcool, drogue, prostituées, strip-clubs et cadeaux à ses maîtresses, alors qu'il ne subvient pas aux besoins de base de sa famille ». Quand la plainte est publiée par le *New York Post*, Hunter dément les prostituées, mais se précipite le soir même dans un strip-club « pour les emmerder » (« *fuck them* »).

Que pense Joe Biden de ce fils tapageur qui, entre autres, se met en ménage avec sa belle-sœur ? Il est infiniment compréhensif. Au nom de la souffrance partagée après la mort de Beau. Le vice-président publie un communiqué : ils sont « incroyablement chanceux d'avoir trouvé l'amour et le soutien que l'on éprouve les uns pour les autres dans ces moments difficiles. Nous avons tous beaucoup de chance que Hunter et Hallie se soient trouvés l'un l'autre et reconstruisent leur vie ensemble après une telle tristesse. Ils ont mon total soutien comme celui de Jill et nous sommes heureux pour eux ».

La bénédiction paternelle n'y suffira pas, le nouveau couple ne dure pas. Hunter retourne à Washington, où il a une brève liaison avec une strip-teaseuse, Lunden Alexis Roberts, qui le poursuivra en justice pour obtenir une pension alimentaire car elle affirme que Hunter est le père de son enfant, né en août 2018. Il dément, mais après un test ADN, trouve un accord amiable avec elle. Quatrième enfant pour Hunter Biden.

Fin 2017, Hunter part pour la Californie avec ses démons et la ferme intention de disparaître. En mai 2019 il rencontre une réalisatrice de documentaires sud-africaine, de seize ans sa cadette, Melissa Cohen, et la demande en mariage moins d'une semaine après l'avoir rencontrée. Le jour de leur mariage, un mois plus tard, Hunter appelle son père et met le haut-parleur. Joe Biden s'adresse à cette belle-fille qu'il n'a jamais vue : « Merci d'avoir donné à mon fils le courage d'aimer encore. » Et à son fils Hunter :

« Mon chéri [« *honey* »], je savais que quand tu aurais retrouvé l'amour je te récupérerai.

— *Dad*, j'ai toujours eu de l'amour. Et la seule chose qui m'ait permis de le réaliser, c'est le fait que tu ne m'aies jamais laissé tomber, tu as toujours cru en moi. »

Au printemps 2020, la presse people publie des photos de Hunter derrière sa Porsche avec sa jeune épouse et un bébé dans les bras à Los Angeles. Cinquième enfant. La tendresse d'un père, la voiture de sport, les lunettes d'aviateur, on se croirait dans le Delaware cinquante ans en arrière.

Hunter ressemble physiquement à son père, trait pour trait. Qu'ont-ils d'autre en commun ? Un attachement viscéral à la famille ? Sans aucun doute, mais aussi une certaine forme de naïveté. Notamment quand il est question d'argent. En octobre 2019, l'avocat de Hunter publie un communiqué pour expliquer que lorsque son client s'est engagé dans les affaires, « il a toujours cru qu'il le faisait avec honnêteté et avec bonne foi ». Il a toujours « cru », mais il ne semble plus en être sûr... Hunter a cédé aux sirènes de l'argent comme il a cédé à l'alcool et à la drogue. Alors que son père, ayant senti le danger, s'est contraint à l'abstinence aussi bien en matière d'alcool que d'argent.

Le sénateur Biden était l'un des parlementaires les plus pauvres du Congrès. Parce qu'il a été élu jeune et n'avait pas eu le temps de se construire un patrimoine. Il s'est toujours interdit d'acheter des actions ou des obligations, pour éviter tout conflit d'intérêts. Il a passé sa vie sans épargne et à rembourser de lourds emprunts immobiliers car il a toujours eu la passion des grosses et vieilles maisons. N'a-t-il pas été obligé, à soixante-dix ans, de s'ouvrir de ses soucis d'argent à Barack Obama quand son fils Beau était malade⁴ ? Ce n'est que lorsqu'ils quittent la Maison Blanche que Joe et Jill Biden commencent à gagner de l'argent, en vendant leurs mémoires. Pour 2017 et 2018, ils ont déclaré 15 millions de dollars de revenus. L'ancien vice-président, qui se faisait payer 100 000 dollars par conférence, s'est acheté une immense maison près de la plage à Rehoboth, dans le sud du Delaware, pour recevoir ses petits-enfants. Et, un jour, Hunter dans le rôle du fils prodigue ?

Quelle mauvaise surprise lui réservera encore Hunter ? On l'a compris, Joe ne l'abandonnera jamais. Par fidélité à cette première famille, Neilia, Naomi, Beau, dont Hunter est le seul survivant. Hunter c'est le talon d'Achille de Joe Biden, sa vulnérabilité de cœur. Dans le *New Yorker*, Adam Entous prévoit d'autres ennuis à venir du côté de Hunter : « La controverse est inévitable, à cause de la façon dont Joe Biden résiste à toute conversation difficile notamment lorsqu'elle concerne sa famille. »

Hunter a raconté au *New Yorker* qu'il lui arrivait très souvent de demander pardon à son père. Qui lui répond que c'est lui qui est désolé. Ils ont de longs débats pour savoir lequel des deux est le plus désolé jusqu'à ce qu'ils réalisent que le seul antidote à leurs problèmes serait la victoire de Joe Biden. Le père rassurant son fils : « Tout cela sera bientôt du passé.

Nous avons un objectif qui nous dépasse et tout cela va être oublié. Crois-tu juste que tu seras assez fort pour résister aux attaques ? »

Adam Entous, « Will Hunter Biden Jeopardize His Father's Campaign? », *The New Yorker*, 1^{er} juillet 2019.

Ibid.

Ibid.

Voir chapitre 6, p. 81.

L'accusatrice

« Il m'a poussée contre le mur. Je portais juste une chemise et une jupe, je n'avais pas de collants, il faisait chaud ce jour-là. Je me rappelle que le mur était froid. C'est arrivé très vite. Il a mis ses mains sur moi et sous mes vêtements. Il est passé sous ma jupe et il m'a pénétrée avec ses doigts. Il m'a dit : "Tu veux qu'on aille quelque part ?" Et comme j'essayais de me dégager, il m'a dit : "Allons, allons, on m'a dit que je te plaisais." Cette phrase m'a frappée, parce que ça signifiait que ce qui m'arrivait était de ma faute. Pour moi, c'est comme si tout s'effondrait en un instant. Comme j'étais sous le choc, il a mis ses mains sur mes épaules et il m'a dit : "OK, ça va aller, ça va aller", et il est parti. »

C'est en ces termes que Tara Reade raconte la façon dont Joe Biden l'aurait agressée. La scène se serait déroulée dans un couloir du Congrès, en 1993, lorsque la jeune femme travaillait pour le sénateur Biden. En ce 25 mars 2020, Tara Reade, aujourd'hui âgée de cinquante-six ans, se confie longuement à « Katie Halper », l'animatrice d'un podcast généralement classé à gauche. C'est le coup de théâtre du printemps. Trois semaines après avoir pris la tête de la course dans les primaires, le candidat Joe Biden est accusé d'agression sexuelle.

Ce n'est pas la première fois que Tara Reade se plaint de Joe Biden. Mais jusque-là, ses accusations étaient plus mesurées. Un an plus tôt, le 3 avril 2019, elle avait confié à son journal local, en Californie, que lorsqu'elle avait un peu moins de trente ans, elle travaillait pour le sénateur du Delaware et que celui-ci s'était plusieurs fois un peu trop approché d'elle : « Il mettait sa main sur mon épaule et il faisait remonter son doigt le long de mon cou. Ça me glaçait. J'attendais qu'il arrête. »

En ce printemps 2019, Tara Reade vient rejoindre sept autres femmes qui se plaignent de la familiarité pour ne pas dire des attouchements de Joe

Biden. Il n'est jamais question d'agression sexuelle, contrairement à l'accusation du printemps 2020, mais les témoignages s'accumulent sur des situations où des femmes se sont trouvées mal à l'aise au contact d'un ancien vice-président un peu collant. Au point que Joe Biden ressent le besoin de s'en expliquer publiquement. Une fois pour toutes, espère-t-il. Comme il s'apprête à annoncer officiellement sa candidature à la fin du mois, il doit se débarrasser de cette histoire. Il le fait sous la forme inhabituelle d'une vidéo qu'il poste sur les réseaux sociaux ce même 3 avril 2019.

L'ancien vice-président porte une veste mais pas de cravate, les jambes croisées sur le canapé de son salon dans la banlieue de Washington, l'image est un peu instable et le son lointain. C'est une vidéo amateur, visiblement Joe Biden parle à son téléphone. Il s'engage à « faire plus attention et à montrer plus de respect pour l'espace personnel des autres ». « Dans ma carrière, j'ai toujours tâché d'établir des contacts humains, je pense que c'est ma responsabilité. Je serre des mains, je donne des accolades, je prends des hommes et des femmes par les épaules, je leur dis : “Tu vas y arriver.” » Mais, ajoute-t-il : « Les normes sociales ont commencé à changer, elles se sont retournées et on a complètement redéfini la protection de l'espace personnel. Ça va, j'ai compris, ça va [*“I get it, I get it”*]. J'entends ce qui se dit. »

Visiblement, Joe Biden n'est pas ravi de se livrer à cet exercice (« *I get it, I get it* »), mais la presse donne de plus en plus d'écho à ses accusatrices. Forcément. On est en précampagne. Et son propre camp s'inquiète. Biden a été convaincu de s'expliquer quand il a entendu la petite phrase de Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants. Elle est son amie et elle est de sa génération (elle a quatre-vingts ans) mais elle l'a mis en garde : « C'est important pour le vice-président et pour d'autres de comprendre que ce qui compte n'est pas votre intention mais la façon dont elle est reçue. Dire : “Je suis désolé que vous vous sentiez offensé”, ce n'est pas s'excuser. »

À aucun moment de cette vidéo de deux minutes, Joe Biden ne présente des excuses aux femmes qu'il a importunées. Il semble surtout soucieux de se justifier : « Au fil des années, compte tenu des épreuves que j'ai connues, des dizaines pour ne pas dire des centaines de personnes sont venues à moi pour demander du réconfort, un apaisement, une consolation, tout ce qui pourrait leur permettre de dépasser la tragédie qui les frappe. C'est comme

ça que je suis. Je n'ai jamais pensé que la politique devait être froide et aseptisée. »

Les premières réactions des femmes concernées sont négatives. Elles regrettent « ces excuses qui n'en sont pas ». Joe Biden se sent obligé de préciser : « Je veux bien m'excuser pour mon manque de compréhension mais je ne m'excuse pas pour mes intentions. »

En dehors de Tara Reade, qui sont ces femmes et que lui reprochent-elles exactement ?

Lucy Flores est une femme politique du Nevada. Elle raconte que lorsqu'elle s'apprêtait à monter sur scène lors d'un meeting, Biden est arrivé par-derrière, a mis les mains sur ses épaules, a senti ses cheveux et l'a embrassée sur l'arrière de la tête. Sa réaction : « Mon cerveau n'arrivait pas à analyser ce qui venait de se passer. J'étais gênée. J'étais choquée. J'étais perdue. Le vice-président des États-Unis venait de me toucher d'une manière intime réservée aux amis proches, à la famille et aux partenaires amoureux et je ne savais pas quoi faire. Même si son comportement n'était ni violent ni sexuel, il n'en était pas moins dégradant et irrespectueux. »

Ally Coll était une employée du Parti démocrate. Elle raconte que lorsqu'elle a rencontré Biden en 2008, il lui a fait un compliment sur son sourire, lui a serré les épaules et les a tenues « un peu trop longtemps ». Sa réaction : « Il est difficile de comprendre à quel point le pouvoir peut vous faire sentir mal à l'aise après un geste qui aurait pu paraître inoffensif. »

Sofie Karasek a été prise en photo avec Joe Biden à la cérémonie des Oscars en 2016. Front contre front, il lui tenait la main. La photo est devenue virale. Sofie Karasek avait vingt-deux ans, elle faisait partie d'un groupe de victimes d'agressions sexuelles venues accompagner Lady Gaga à la cérémonie. Sa réaction : « Il dit qu'il veut établir un contact avec les gens, et bien sûr c'est important. Mais toutes nos interactions doivent aller dans les deux sens. Trop souvent, on ne se préoccupe pas de ce que ressentent les femmes, on suppose juste qu'elles sont d'accord. »

Caitlyn Caruso, elle aussi une victime d'agression sexuelle, raconte qu'en 2016 Biden lui a donné une accolade « un peu trop longue », puis a placé sa main sur sa cuisse. Sa réaction : « Jamais on ne penserait qu'une personne aussi importante puisse oser se comporter de la sorte. On est censé avoir confiance en ce genre de personnes. »

Amy Stokes Lappos est une cheffe d'entreprise et une militante démocrate. Elle raconte qu'en 2009, à l'occasion d'une levée de fonds, Biden « a mis ses mains derrière ma tête et m'a attirée vers lui. Je me suis dit : "Il va m'embrasser." »

DJ Hill raconte qu'à Minneapolis, à l'occasion d'une levée de fonds, Biden a posé sa main sur son épaule et a commencé à descendre le long de son dos, ce qui l'a mise « très mal à l'aise ». Sa réaction : « Si vous trouvez qu'un comportement est gênant, vous devriez pouvoir le dire. »

Vail Kohnert-Yount, ancienne stagiaire de la Maison Blanche, raconte qu'en 2013 Biden a mis sa main derrière sa tête et l'a attirée pour appuyer son front contre le sien tout en la qualifiant de « jolie fille ». Sa réaction : « J'étais tellement choquée que je n'arrivais plus à me concentrer sur ce qu'il disait. C'est le genre de comportement déplacé qui fait que les femmes se sentent mal à l'aise et inégales sur leur lieu de travail. »

Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a un comportement récurrent de la part de Joe Biden. Beaucoup de « un peu trop longuement ». Pour ces huit femmes qui ont dénoncé publiquement les mains frôleuses de Joe Biden, combien y en a-t-il qui ont ressenti le même malaise mais n'ont pas voulu parler ? Le comportement est peut-être récurrent, mais dans tous les cas (sauf celui de Tara Reade), les mains ne sont accusées de se balader que jusqu'à un certain point. Et la plupart du temps en public. Jusqu'à Tara Reade et à ce jour, aucune de ces femmes n'a considéré que ces gestes déplacés s'apparentaient en quoi que ce soit à des agressions sexuelles.

En pleine vague #MeToo, ce sont pourtant des accusations qui ne passent plus. Sur Internet commence à apparaître le surnom « Pervers Tonton Joe » (« *Creepy Uncle Joe* »). L'équipe Biden tente d'allumer des contre-feux. La femme du secrétaire à la Défense vient à son secours. Une photo de Stephanie Carter avec les mains du vice-président sur ses épaules a fait les délices des humoristes. Elle publie un blog intitulé « cette histoire #MeToo qui n'en était pas une », où elle explique qu'elle considère le geste de Joe Biden comme un geste de soutien. Après tout, n'avait-on pas déjà glosé en 2006 sur une vidéo de George W. Bush massant les épaules d'Angela Merkel lors d'un sommet du G8 ?

L'entourage du vice-président rappelle que peu d'hommes politiques américains ont autant fait pour la protection des femmes contre les violences sexuelles en tant que sénateur¹, et plus récemment comme vice-

président pour la protection des jeunes femmes sur les campus universitaires. Ce à quoi le magazine *New Yorker* répond sèchement : « Si Biden était un étudiant ou un enseignant qui touchait et sentait les cheveux des femmes sur un campus comme on l’a vu faire avec d’autres femmes devant les caméras, il risquerait de graves sanctions dans le cadre des réformes que Biden lui-même a mises en place². » Joe Biden se défend en expliquant qu’il est un politicien « tactile ». Et l’a toujours été. Le conseiller de Barack Obama Ben Rhodes raconte : « Joe Biden est un politicien à l’ancienne, il se balade dans les couloirs de la Maison Blanche, s’arrête pour parler aux gens, attrape les avant-bras de ses interlocuteurs et ne les lâche pas pendant toute la conversation. »

« Joe Biden ne se contente pas de vous rencontrer, il vous engloutit, reconnaît l’écrivain et journaliste Mark Bowden. Il y a le contact direct avec ses yeux bleus, la poignée de main virile tandis qu’avec son autre main il attrape fermement votre bras, l’éclair blanc de sa célèbre denture parfaite et un assaut frontal immédiat de votre espace personnel³. »

Tactile et chaleureux. Quand il reçoit les familles des sénateurs à qui il fait prêter serment, il a un mot pour chacun. À la grand-mère : « Vous avez de beaux yeux, Mamy, saperlipopette ! [*“Holy Mackerel”*] » Joe Biden a un goût prononcé pour les interjections surannées. À la jeune femme : « Rappelez-vous, pas de relation sérieuse avant trente ans ! » Aux enfants : « Occupez-vous bien de votre grand-père, c’est votre job le plus important. » Hillary Clinton raconte que lorsque Joe Biden l’appelle au téléphone il termine souvent la conversation par un tendre : « Je t’aime, chérie » (« *I love you, darling* »). Autres temps, autres mœurs.

Les accusations de Tara Reade au printemps 2020 sont d’une tout autre nature. Dans plusieurs interviews, elle décrit en détail la scène qui se serait déroulée en 1993. Elle ne se souvient ni du jour ni du lieu exact, quelques détails varient d’un récit à l’autre mais la trame est la même. Elle est chargée de remettre un sac de sport au sénateur Biden. Elle le croise dans un couloir, il la pousse contre le mur, commence à embrasser son cou et ses cheveux. Il glisse une main dans son corsage, utilise ses propres jambes pour lui écarter les jambes et passe son autre main sous sa jupe pour la pénétrer. « C’est arrivé très vite. Il me parlait et ses mains étaient partout sur mon corps. En m’embrassant, il m’a dit : “Veux-tu qu’on aille quelque part ?” » Elle raconte qu’elle a réussi à se dégager et que Joe Biden s’est

immédiatement arrêté. « Il a pointé un doigt dans ma direction et il m'a dit : "Tu n'es rien pour moi, rien." » Puis il l'a prise par les épaules pour tenter de l'apaiser : « OK, ça va aller » et s'est éloigné dans le couloir. Tara Reade raconte qu'elle est allée se rafraîchir aux toilettes puis elle est rentrée chez elle, où elle a appelé en pleurant sa mère, qui lui a conseillé d'aller prévenir la police. Ce qu'elle n'a pas fait.

Le récit en soi est parfaitement crédible. On imagine sans peine le traumatisme d'une jeune assistante de vingt-neuf ans qui se dit en 1993 que sa parole aura peu de poids face à celle du puissant sénateur. Ses souvenirs sont confus, mais quoi d'étonnant vingt-sept ans après les faits ? Au départ, les médias américains prennent ces accusations avec la plus grande prudence, à l'exception de la chaîne Fox News qui en fait un feuilleton quasi quotidien. Joe Biden vient de remporter le Super Tuesday et a toutes les chances d'affronter Donald Trump en novembre. Pour la chaîne trumpiste, c'est pain bénit.

Les autres médias sont embarrassés. Plusieurs arguments incitent d'entrée au scepticisme. Personne d'autre n'a jamais accusé Joe Biden d'agression sexuelle. Pourquoi Tara Reade n'a-t-elle pas raconté cet incident quand elle a parlé à la presse, un an plus tôt ? Les rédactions hésitent. Ce qui décuple la rage de la campagne de Fox News, dénonçant le silence complice des médias généralistes et l'hypocrisie de ces journalistes qui ont répété pendant toute la période du #MeToo qu'il fallait « croire les femmes » et qui regardent de haut cette accusatrice juste parce qu'elle risque de faire exploser la campagne de Joe Biden.

Les répercussions politiques potentielles sont énormes. Les grands médias vont finalement donner à l'affaire Tara Reade toute la place qu'elle mérite. Le *New York Times* interviewe longuement l'accusatrice. Plus tous les avocats qu'elle a consultés. Plus une vingtaine d'anciens collaborateurs de Joe Biden dans les années 1990. Plus les sept autres femmes qui se sont plaintes des attouchements de l'ancien vice-président. La chaîne publique PBS ira jusqu'à interroger soixante-quatorze anciens collaborateurs et collaboratrices du sénateur de l'époque.

Le 1^{er} mai, la chaîne MSNBC décide de mettre Joe Biden lui-même sur le gril. Il est toujours en duplex de son sous-sol dans le Delaware. Sa femme Jill n'est pas à ses côtés. Il dément vigoureusement les faits : « Je veux le dire sans équivoque, cela n'a jamais eu lieu. » Mais la journaliste

Mikka Brzezinski lui rappelle ses propres déclarations, deux ans plus tôt, lorsqu'une femme accusait le futur juge à la Cour suprême Kavanaugh d'agression sexuelle, trente-six ans après les faits. Joe Biden avait dit, à l'époque : « Quand une femme est prête à affronter la lumière crue des projecteurs, vous devez commencer par présumer que l'essentiel au moins de ce qu'elle raconte est vrai, même si elle a oublié une partie des faits, même si elle a embelli ou minimisé son récit avec le temps. » Double langage de Joe Biden ? Il répond que « croire une femme, cela veut dire prendre très au sérieux ses déclarations, mais ensuite tenter de les vérifier ».

La scène n'ayant pas eu de témoins – il n'y avait quasiment pas de vidéosurveillance à l'époque –, qui croire ? En d'autres termes, quelle crédibilité accorder au récit de Tara Reade ? Dans les semaines qui ont suivi ses accusations, les meilleurs limiers de la presse américaine, qu'ils soient de gauche ou de droite, n'ont trouvé aucun élément complémentaire accréditant ses propos. Il n'y a que son témoignage. Et des questions. Beaucoup de questions.

Pourquoi Tara Reade a-t-elle attendu vingt-sept ans ? Pourquoi, en 2019, a-t-elle dénoncé les gestes déplacés de Joe Biden sans évoquer d'agression sexuelle ? Elle dit que le journaliste qui l'interrogeait l'a mise mal à l'aise et qu'elle a renoncé à parler. On imagine mal un journaliste décourageant une victime de lui livrer un tel scoop.

Elle dit qu'elle a déposé une plainte, à l'époque, au service du personnel du Sénat. Pourquoi n'existe-t-il aucune trace de cette plainte et pourquoi n'en a-t-elle pas gardé une copie ? Les collaborateurs de Joe Biden auprès de qui elle affirme s'être plainte en 1993 ne se souviennent de rien. Tous ajoutent que s'ils avaient entendu une histoire de cette nature, ils ne l'auraient pas oubliée.

Pourquoi a-t-elle passé une grande partie de sa vie à dire du bien de Joe Biden ? Sur les réseaux sociaux, elle lui a rendu hommage à plusieurs reprises, en particulier pour son action contre les agressions sexuelles.

Pourquoi a-t-elle brusquement changé d'attitude lorsqu'elle a commencé, début 2020, toujours sur les réseaux sociaux, à soutenir Bernie Sanders et à dénoncer soudain « l'hypocrisie » d'un Biden se présentant comme un champion de la cause féministe ?

Pourquoi l'accuser d'agression sexuelle au moment précis où il vient de remporter la primaire ?

Que faire de cet étrange coup de foudre qu'elle a connu pour Vladimir Poutine ? « Comme beaucoup de femmes dans le monde, j'aime bien le président Poutine... avec ou sans chemise. Il projette à la fois une image sensuelle de force et de douceur. » Elle dira que ces propos, sortis de leur contexte, étaient destinés à un projet de roman.

Pourquoi son frère donne-t-il une interview au *Washington Post*, confirmant qu'elle lui a parlé, à l'époque, des gestes déplacés du sénateur Biden ? Et pourquoi attend-il quelques jours pour envoyer un SMS au *Post*, signalant qu'il a oublié un détail : sa sœur lui a raconté que le sénateur avait mis la main sous sa jupe ? Un détail.

Pourquoi, parmi ses amies de l'époque, une seule est prête à la soutenir à cent pour cent, Lynda LaCasse, qui raconte à la presse que Tara Reade lui a décrit l'agression sexuelle deux ou trois ans après les faits ? Toutes ses autres amies requièrent l'anonymat ou ne se souviennent que de la partie « gestes déplacés ».

Pour l'ancien procureur fédéral Michael J. Stern, qui a dirigé de nombreuses enquêtes d'agressions sexuelles, l'élément le plus troublant du dossier est l'absence d'autres accusatrices : « Il est possible que dans les soixante-dix-sept années de sa vie, Joe Biden ait commis une seule agression sexuelle, contre Tara Reade. Mais d'après mon expérience, les hommes qui commettent des agressions sont accusés plus d'une fois⁴. » Après leurs dizaines d'interviews et de témoignages, les journaux américains n'ont pas trouvé un seul autre cas.

Pourtant, il est clair que quelque chose s'est mal passé cette année-là. Le 24 avril 2019, le magazine en ligne *The Intercept* ressort un extrait d'une émission de CNN en 1993 où une téléspectatrice anonyme appelle le présentateur Larry King pour lui raconter à l'antenne que sa fille a eu « des problèmes » avec un célèbre sénateur, mais n'a pas voulu le dénoncer par peur de représailles et « par respect » pour le sénateur. À aucun moment, il n'est question d'agression sexuelle. CNN confirmera que l'appel venait de la petite ville californienne où vivait la mère, décédée depuis, de Tara Reade.

La jeune Tara Reade n'a-t-elle pas eu tout simplement une mauvaise expérience professionnelle au Sénat ? Son collègue Ben Savage se souvient d'une jeune femme sympathique mais submergée par la quantité de travail

qui lui était demandée, laquelle consistait essentiellement à répondre au courrier des électeurs de la circonscription⁵.

À bien y regarder, la vie de Tara Reade est une triste litanie de mauvaises expériences. Personnelles et professionnelles. Avec une petite tendance à accuser ses employeurs de harcèlement.

Elle a grandi à la campagne, dans le Wisconsin, au milieu des disputes alcoolisées de son père, ancien journaliste reconverti dans les relations publiques, et de sa mère, artiste peintre. Les parents se séparent. Elle raconte que son père, qui avait une relation abusive avec elle, est mort seul et ruiné. Son demi-frère dément : le père n'était pas abusif, il est mort ni seul ni ruiné. À dix-sept ans, elle part tenter sa chance à Hollywood, veut devenir actrice, mais ne trouve qu'un emploi subalterne auprès d'un député local. C'est là qu'elle apprend qu'un poste s'ouvre à Washington dans le bureau du sénateur Biden.

L'expérience sera de courte durée et, selon elle, traumatisante. Outre l'épisode de l'agression, elle raconte qu'elle a fini par quitter son emploi car elle avait été mise sur la touche pour avoir refusé de servir les boissons dans un cocktail. Tâche qui lui avait été assignée parce que, dit-elle, Joe Biden aimait ses jambes.

Elle rencontre alors un autre employé du Congrès, Ted Dronen, qu'elle va épouser. Le couple emménage dans le Dakota du Nord. Ils ont une petite fille, mais multiplient les disputes, souvent violentes. Ils déménagent en Californie où elle trouve du travail auprès d'un sénateur de l'État. Mais elle est souvent en retard et manque des réunions. Elle explique à ses patrons que c'est dû à ses problèmes familiaux. Elle perd son emploi. En 1996, elle demande le divorce car son mari l'a frappée. Il confirme l'incident. Au cours de la procédure, une évaluation psychologique officielle estime que la jeune femme a tendance à exagérer la menace, du fait des « caractéristiques de sa personnalité qui la prédispose à répondre de façon dramatique à une variété de situations⁶ ».

Tara Reade, persuadée que son mari va la harceler, change de nom et trouve refuge dans un foyer de femmes victimes de violences conjugales à Seattle. Elle décide de consacrer sa vie à la protection des femmes dans sa situation. Elle reprend des études de droit et, une fois diplômée, décroche un travail d'experte auprès des tribunaux dans les dossiers de violences conjugales. Ironie de l'histoire, les journaux qui enquêtent sur son passé découvrent qu'elle a triché pour obtenir son diplôme de droit... De ce fait,

de nombreux avocats californiens essaient de faire casser les procès où elle intervenue en tant qu'experte « certifiée ».

Faute d'être devenue avocate, elle trouve un emploi dans un centre d'aide aux femmes à Monterrey. Mais là aussi, elle arrive en retard au travail et commence à avoir des problèmes financiers. Elle quitte rapidement le centre, après avoir menacé ses patrons de procès pour discrimination. Ils trouvent un accord à l'amiable.

Nouveau job dans un refuge pour animaux. Nouvel échec. Les difficultés financières et les loyers impayés commencent à s'accumuler. Sa voiture finira par être saisie. Elle a un nouveau *boyfriend*, Edward Walker, avec lequel elle fait une émission de radio locale. Mais lui aussi est violent, ils se séparent. Elle déménage sans cesse, profitant souvent de l'hospitalité et de la générosité de ses amis. Selon le site Politico, « elle a laissé derrière elle des dizaines d'anciens amis floués qui disent se souvenir de deux choses à son sujet : elle racontait à quel point elle avait eu du plaisir à travailler pour Joe Biden et elle les quittait en leur devant de l'argent⁷ ».

Nouvelle expérience professionnelle qui tourne mal : elle trouve un job de cadre au Bureau du recensement, auquel elle renonce après avoir porté plainte contre ses patrons, qu'elle accuse d'avoir créé un environnement hostile et discriminatoire à son égard. Elle entreprend d'écrire un roman. Se passionne pour la campagne de Bernie Sanders dans les primaires. Et décide enfin de révéler aux médias l'agression dont elle a été victime. Elle enregistre une longue interview télévisée avec la journaliste Megyn Kelly, elle-même victime de harcèlement sexuel : « Il m'a fallu beaucoup de temps pour me décider à parler. À cause de tout ce qui est arrivé dans ma vie. »

La vie tumultueuse de Tara Reade ne prouve rien. Elle fournit un cadre, une mise en perspective plutôt défavorable à sa crédibilité. Mais personne ne saura jamais ce qui s'est passé, ou non, en 1993. Aux termes de leurs enquêtes sur cette affaire, les médias américains gardent un goût amer d'inachevé et d'intrusion. Sur le site Vox, la journaliste Laura McGann écrit : « Il est injuste qu'une victime voie ses accusations examinées à un tel niveau de détails, mais c'est ce que les journalistes doivent faire s'ils veulent que leur travail soit crédible et puisse contraindre les hommes puissants à rendre des comptes. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. »

Il est pour le moins étrange que, dans le sillage du mouvement #MeToo, les Américains aient à choisir entre deux candidats pareillement accusés

d'agressions sexuelles. Mais les deux prédateurs sont-ils vraiment comparables ? Donald Trump a été accusé par vingt-cinq femmes depuis les années 1970. De viol, d'agression ou de harcèlement sexuel. Et s'il y avait un doute, il l'a levé lui-même le jour où – chacun peut entendre l'enregistrement – il s'est vanté de pouvoir en toute impunité attraper les femmes par leurs parties intimes. En comparaison, « Creepy Uncle Joe » fait figure d'enfant de chœur. Dans son cas, il y a *une* accusatrice, Tara Reade. Seule à ce jour. Une femme courageuse qui n'a pas hésité à se mettre en danger en affrontant les projecteurs. Qui a peut-être totalement inventé l'agression de 1993 dans un couloir du Sénat. Et qui a probablement fini par se persuader qu'elle a vraiment eu lieu.

Voir chapitre 5, p. 76.

Jeannie Suk Gersen, « A Fire Examination of the Allegations Against Joe Biden Can Strengthen the #MeToo Movement », *The New Yorker*, 6 mai 2020.

Steven Levingston, *Barack and Joe*, *op. cit.*

« Sexual assault claim against Biden makes me skeptical », *USA Today*, 29 avril 2020.

MJ Lee et Ellie Kaufman, « A complicated life and contradicting accounts », CNN.com, 20 mai 2020.

Jim Rutenberg, Stephanie Saul et Lisa Lerer, « Tara Reade's Tumultuous Journey to the 2020 Campaign », *The New York Times*, 5 juin 2020.

Natasha Korecki, « “Manipulative, deceitful, user”: Tara Reade left a trail of aggrieved acquaintances », Politico.com, 15 mai 2020.

Est-il trop vieux ?

Le 14 mai 2020, Joe Biden s'adresse – virtuellement – à des gouverneurs américains : « Nous sommes au milieu d'une pandémie qui nous a déjà coûté quatre-vingt-cinq mille emplois, ainsi que la vie de millions de personnes... »

Une nouvelle fois, le candidat Biden s'est emmêlé les pinceaux. Et sur le sujet le plus grave qui soit : la mort de ses concitoyens. Car le bilan de la pandémie atteint ce jour-là quatre-vingt-cinq mille morts et, en effet, il y a plusieurs millions de chômeurs.

Pourtant, la gaffe est à peine relevée. Ses opposants ricanent et ses partisans gémissent : encore une bourde ! Ne cessera-t-il jamais d'en proférer ? Peut-on vraiment envisager d'élire un président des États-Unis qui s'adresse à la nation ou à un chef d'État étranger en commettant de tels impairs ? En un mot, Joe Biden, soixante-dix-sept ans, est-il trop vieux ?

Joe Biden aura soixante-dix-huit ans le jour de sa prise de fonctions. Le président le plus âgé à prêter serment. Les étudiants en histoire connaissent tous la mésaventure survenue au président William Henry Harrison qui, en 1841, avait pris froid le jour de sa prestation de serment : il était mort deux mois plus tard, à l'âge de soixante-huit ans. Dix de moins que Joe Biden. Lorsque Biden a été élu pour la première fois au Sénat, en 1972, Georges Pompidou était président de la République française et la Simca 1100 était la voiture la plus vendue en France. Biden s'est présenté à la Maison Blanche dès 1988, l'année de naissance de la brillante députée Alexandria Ocasio-Cortez, qui l'attaque aujourd'hui sur sa gauche.

La question de l'âge s'est moins posée pour Bernie Sanders, son principal opposant aux primaires. Peut-être parce qu'il avait moins de chances d'être choisi. Plus âgé d'un an, il avait même eu une crise cardiaque pendant la campagne. Mais, dans les meetings et les débats

télévisés, le sénateur du Vermont semblait le plus alerte. Ce n'est pas tant que Joe Biden soit vieux, c'est qu'il *fait* vieux.

Question d'apparence. Biden a parfois le regard un peu perdu du grand-père qui peine à suivre la conversation. Surtout, il donne l'impression de s'exprimer avec difficulté, notamment quand il est sous pression dans un débat télévisé. Il lui arrive d'employer un mot pour un autre ou de buter au milieu d'une phrase, comme s'il avait perdu le fil de sa pensée. Ce point faible n'a pas échappé à Donald Trump : « Ce type ne peut pas parler. Chaque fois qu'il essaie, il n'arrive pas à faire deux phrases¹. »

A-t-il vraiment du mal à s'exprimer ? Joe Biden est un ancien bègue. Il ne s'en est jamais caché. Bègue dans une famille de bègues, il en a souffert toute son enfance. Un jour, il quitte l'école en courant parce que l'enseignante s'est moquée de lui : « *Mister Buh Buh Buh Biden.* » Les orthophonistes s'avouent impuissants. Ses copains l'affublent de surnoms humiliants : Impedimenta (« Handicap »), Dash (« Trait », comme dans le code Morse), Stut (« le Bègue »), ou encore Bye Bye Biden...

Il se rend compte qu'en mémorisant des phrases elles sortent plus facilement. Livreur de journaux, il prépare des formules toutes faites avant d'aller récupérer l'argent chez ses clients. Une tirade sur les Phillies ou les Yankees pour l'amateur de baseball, des nouvelles de sa sœur pour le voisin qui l'interroge sur sa famille... Il apprend par cœur des poèmes de Yeats ou d'Emerson, des passages de la Déclaration d'indépendance. Il les récite devant son miroir, en s'efforçant de maîtriser ses muscles faciaux. Aujourd'hui encore, il est capable de réciter ces poèmes ; mais à l'époque, ça ne donne pas de grands résultats : « Quand j'étais confronté à une situation nouvelle, quand je devais lire devant la classe dans une nouvelle école ou demander à une fille de sortir avec moi, j'en étais tout bonnement incapable. J'ai même essayé le vieux truc de Démosthène de parler avec des graviers dans la bouche. Eh bien, ça ne marche pas : j'ai failli avaler la moitié des graviers. » Il n'a rien oublié de cette souffrance : « C'est comme si j'étais en permanence au coin avec un bonnet d'âne. Les autres gamins me regardaient comme si j'étais stupide. Ils riaient. Encore aujourd'hui, je me rappelle comme si c'était hier la terreur, la honte, la rage absolue². »

Contrairement aux petits Français, les élèves américains apprennent très tôt à parler en public. Dans son lycée, au moins une fois par an, chaque élève doit prononcer un discours devant deux cent cinquante élèves. Les premières années, Joe Biden sue sang et eau ; mais il s'améliore peu à peu

et, en juin 1961, à dix-huit ans, c'est lui qui est chargé du discours d'accueil aux familles le jour de la remise de diplôme (*graduation*). Pas un accroc : il a réussi à vaincre son bégaiement.

En fac de droit, il découvre même que ce qui était sa faiblesse devient sa force. Il aime parler en public et y excelle. Il rêve d'abord de devenir avocat : « J'adorais l'idée de retourner un jury juste par le pouvoir de la parole », puis politicien : « À force d'apprendre les textes par cœur, je parlais sans avoir à lire mon speech. Ça me permettait de guetter les réactions de l'audience. Si je sentais que je les perdais, je marquais une pause, je faisais une blague, je pouvais me concentrer sur la seule personne qui n'écoutait pas et le lui faire sentir³. » Et d'expliquer à un vieux copain de Scranton pourquoi il envisage désormais de devenir sénateur : « *Well*, maintenant, je peux parler. »

De cette époque date sa décision de ne pas boire d'alcool. Pas une goutte. C'est encore vrai aujourd'hui. Joe Biden est hanté par l'exemple de son oncle maternel, Edward Blewitt, qui a longtemps partagé la chambre des trois garçons dans la maison familiale. Personnage brillant mais bègue, surnommé « Uncle Boo Boo », il a pris Joey sous son aile. Il lui fait lire des éditoriaux du *New York Times* et l'emmène à Washington pour voir le Capitole. « J'adorais Uncle Boo Boo, racontera le futur candidat, mais je ne voulais pas finir comme lui. On avait déjà remarqué qu'il buvait un peu trop. » L'oncle brillant restera représentant en matelas, célibataire et sans descendance. « Il utilisait son bégaiement comme une excuse pour tout ce qu'il n'a pas réalisé. » Le jeune Biden, lui, décrète que jamais il ne boira ni ne fumera : « Je n'ai pas besoin de béquilles. Ma béquille, c'est le football ou la moto. Ou le ski – je skie comme un dingue. Mais ce sont des béquilles que je contrôle. Je suis contre les béquilles chimiques⁴. » C'est toujours lui qui prendra le volant : « Il y a assez d'alcooliques dans ma famille⁵. »

Joe Biden considère sa victoire sur le bégaiement comme l'une des plus belles de sa vie. Il est tellement heureux de maîtriser l'art de la parole sans entrave qu'il ne va pas tarder à en abuser. Il parlait mal ? Maintenant, il parle trop. Le voilà devenu un bavard impénitent. Il en sourit, mais ce penchant lui jouera des tours tout au long de sa carrière. En 1972, il annonce sa première candidature au Sénat dans un discours de quarante-deux minutes. Dans la vénérable assemblée, sa réputation est vite établie : « Quand Joe prenait la parole, on savait qu'on en avait pour trente ou quarante minutes, se souvient le sénateur Bob Dole. On avait le temps de

retourner au bureau ou d'aller chez le coiffeur. Ce qu'il disait n'était pas inintéressant, mais on l'avait déjà entendu plusieurs fois⁶. »

Joe Biden a du mal à synthétiser. En interview, il donne des réponses qui partent dans tous les sens et conclut souvent par un énigmatique : « Vous voyez ce que je veux dire ? » Il a aussi du mal à contrôler le contenu de son propos, d'où une propension désormais proverbiale à commettre des boulettes. En décembre 2019, il reconnaît lui-même qu'il est une « machine à faire des gaffes ». La liste est longue. On se souvient de sa douteuse remarque au sujet de la « propreté » du candidat Obama⁷. Nommé vice-président, il déclare que Hillary Clinton aurait été un meilleur choix. Il contredit encore Obama sur le mariage gay. Après chaque « bombe Biden », l'équipe présidentielle doit réparer les dégâts. Un porte-parole de la Maison Blanche s'en sort habilement : « Je sais ce qu'a dit le vice-président, mais je sais aussi ce qu'il a voulu dire et qui est⁸... » Jusqu'à la bétise qu'il commet en mars 2020 lorsqu'il annonce sa candidature par inadvertance : « Je suis le plus progressiste de tous les candidats, euh... de tous les candidats potentiels. »

Il y en a de moins graves, ou de plus amusantes. Il confond Theresa May et Margaret Thatcher, Deng Xiaoping et Xi Jinping. Affirme que Martin Luther King et Robert Kennedy ont été assassinés dans les années 1970. Parle du « Covid-9 », une maladie partie de « Luhan », et non Wuhan. Jamais très à cheval sur les détails et sur les dates. Déjà en 2008, il invoquait Franklin Roosevelt qui, « quand la Bourse s'est effondrée, est allé tout expliquer à la télévision » (en 1933 !). En 2019, il conseillait aux parents désireux de parfaire l'éducation de leurs enfants de ne pas hésiter à « brancher le tourne-disque » à la maison.

Il y a des gaffes plus gênantes. En 2007 : « Vous ne pouvez pas aller dans un Seven Eleven ou un Dunkin' Donuts [fast-foods] si vous n'avez pas un léger accent indien. » En 2014, soulignant qu'on n'a plus le droit de se moquer d'un serveur gay, il se lance dans une imitation douteuse en zozotant. Ou bien il enjolie. On lui a tiré dessus en Irak ? En réalité, un obus s'est écrasé près du bâtiment où il se trouvait. Son hélicoptère a dû se poser en catastrophe en Afghanistan ? C'était à cause du mauvais temps. Il a été arrêté en Afrique du Sud, où il était allé rendre visite à Nelson Mandela ? Aucune trace de cet incident.

Les Américains connaissent depuis longtemps les défauts de « Joe la Gaffe ». Ils font partie du personnage et n'ont pas empêché Barack Obama

de le choisir en 2008. Le jour de l'annonce de sa candidature à la vice-présidence, il était visiblement ému en remerciant « *Barackal Bama... Barack Obaman... Barack America...*⁹ ». Celui-ci l'a choisi à nouveau en 2012 et ne l'a jamais regretté. Mais, huit ans plus tard, Joe Biden a visiblement vieilli et les Américains, comme le reste du monde, sont en droit de se demander s'il est encore physiquement et mentalement à la hauteur de la tâche. Si l'on s'en tient à ses prestations lors des premiers débats de la primaire, la réponse est non.

Le premier rendez-vous de Miami, en juin 2019, est désastreux¹⁰. Le favori ne finit pas ses phrases. Il marque de curieuses pauses, comme incapable de savoir où il allait en venir. Le très sérieux magazine *The Economist* s'étonne : « C'est une expérience déconcertante que d'observer sa perplexité croissante alors que ses propres phrases prennent des méandres incontrôlables. » Manque d'entraînement ? Les partisans de Joe Biden sont catastrophés.

Un mois plus tard, on pense que l'heure du coup de grâce a sonné. Cette fois, le débat a lieu à Detroit. Joe Biden se lance dans une explication embrouillée sur la question – complexe – de la réforme de la santé. Les mots s'entrechoquent, il est à la peine. Plus tard, la chaîne Fox News offrira un montage cruel assorti d'un commentaire : « Quand les mots peinent à faire le trajet périlleux entre le cerveau de Joe Biden et la bouche de Joe Biden... » Et sur le fond, ne se contredit-il pas lourdement ? Le candidat Julian Castro, ancien ministre de quarante-cinq ans, lui saute littéralement à la gorge : « Vous venez de dire le contraire. Avez-vous déjà oublié ce que vous avez dit il y a deux minutes ? C'est incroyable ! » Joe Biden se défend faiblement. Tout le monde est persuadé que Castro vient de planter l'ultime banderille : le vieux Biden a perdu la mémoire immédiate ! Sauf que, vérification faite, Biden ne s'est jamais contredit. C'est le jeune Castro qui a oublié ce qu'avait dit le vieux Biden...

Le coup n'est pas passé loin. Son équipe de campagne réalise que la question de sa santé mentale doit être traitée sérieusement. Ses conseillers lancent une double initiative. Par souci de transparence, ils annoncent qu'un bulletin de santé exhaustif sera publié avant le début des primaires. Et sur le front du bégaiement, ils passent à l'offensive. Voilà des mois qu'un journaliste du magazine *The Atlantic*, bègue lui-même, demande une interview au candidat sur son handicap passé. L'équipe de campagne fait savoir à Mark Peckmezian que Joe Biden est prêt à la lui accorder. À la

question de savoir s'il est encore bègue, il refuse toutefois de répondre franchement. Il esquive, préfère insister sur sa victoire sur le handicap.

Conclusion paradoxale de la manœuvre : Biden semble sincèrement penser qu'il ne bégaie plus... mais ses conseillers pensent le contraire. Mark Peckmezian se dit persuadé que ceux-ci comptent sur lui pour expliquer, contre l'avis du candidat lui-même, que toutes ses gaffes et ses récents trous de mémoire sont des résurgences de son ancien bégaiement. C'est d'ailleurs ce que suggèrent les spécialistes qui l'observent à la télévision. Pour le professeur Eric S. Jackson¹¹, « le mouvement de ses yeux, ses clignements, ses regards vers le sol font partie d'un effort en cours pour maîtriser le bégaiement. Les bègues pensent que bouger d'autres parties de leur corps non liées au bégaiement leur permettra de surmonter l'obstacle ». Le bégaiement, affirment les experts, ne s'aggrave pas avec l'âge ; mais le réprimer réclame une énergie physique et mentale considérable. En d'autres termes, Joe Biden fait tant d'efforts pour maîtriser la forme qu'il est moins attentif au fond. Ainsi, le 14 mai, lorsqu'il a confondu le nombre de morts et de chômeurs, il s'est aussitôt rendu compte de son erreur et l'a corrigée. Mais le plus troublant est que six semaines plus tard, le 26 juin, il a récidivé : « Nous avons maintenant plus de 120 millions de morts du Covid. » Et s'est de nouveau corrigé : « ... je voulais dire cent vingt mille. »

Parfois, il s'en tire par une pirouette. En septembre 2019, sur CBS, il est l'invité de Steven Colbert, l'amuseur de seconde partie de soirée, dont l'émission est toujours très regardée. Colbert attaque bille en tête :

« Récemment, vous avez confondu le Vermont et le New Hampshire. Vous avez dit que Martin Luther King et Robert Kennedy ont été assassinés dans les années 1970. Et vous avez dit que vous ne perdiez pas la tête. Je vous pose la question : est-ce que vous perdez la tête ?

— Écoutez, si j'ai accepté de venir ce soir chez Jimmy Kimmel... »

Éclat de rire général : Jimmy Kimmel est l'animateur de l'émission concurrente, à la même heure sur ABC. Biden décoche son plus large sourire. La blague était manifestement préparée, mais elle a fonctionné.

Comme promis, le bulletin de santé officiel est publié le 17 décembre 2019, avant le caucus de l'Iowa. Sans surprise, on peut y lire que « le vice-président Biden est un homme de soixante-dix-sept ans, vigoureux et en bonne santé, [...] capable d'exercer avec succès les fonctions

présidentielles ». La lettre de trois pages est signée par le Dr Kevin C. O'Connor, directeur exécutif du plus grand cabinet médical de Washington et ancien médecin personnel du vice-président. On y apprend que Joe Biden ne consomme ni tabac ni alcool et fait de l'exercice au moins cinq fois par semaine. En complément, ses proches confirment qu'il suit un régime à base de salades, yaourts, jus, pâtes et poisson... même s'il a un faible pour les glaces et les cheeseburgers. Il raconte lui-même qu'il fait du vélo d'appartement et soulève des poids tous les matins. Sa mère est morte à quatre-vingt-douze ans et son père à quatre-vingt-six, ce qui lui permet de déclarer : « J'ai bien observé mon père. J'ai commis l'erreur de l'encourager à prendre sa retraite. Tant que l'on se pense capable d'arriver à quelque chose et que l'on est en forme, je crois qu'il ne faut pas s'arrêter¹². »

Pendant la campagne de l'Iowa, un agriculteur de quatre-vingt-trois ans l'apostrophe : « T'es trop vieux pour le job ! » Sans se démonter, Biden lui répond du tac au tac : « Tu veux savoir si je suis en forme ? Allez, viens, on va faire des pompes, on va courir, tout ce que tu veux. Et aussi un test de QI, d'accord ? »

La crise du Covid aura eu au moins un avantage : elle aura évité à Joe Biden de multiplier les gaffes. Au grand soulagement de son entourage. Lors d'une de ses dernières apparitions en public avant la pandémie, le soir du Super Tuesday, n'avait-il pas confondu sa femme et sa sœur ? Désormais, confiné dans son sous-sol, plus de meetings, plus d'improvisation hasardeuse, plus de micros ouverts par erreur. Il conduit sa campagne comme, jadis, sa grosse Chevrolet automatique, sans à-coups ni effort.

Donald Trump se gausse. Il fait très vite courir le bruit que ce n'est pas le Covid qui tient Biden cloîtré dans son sous-sol. Recevant des syndicalistes, il tapote sa tempe de l'index en disant : « Biden est en train de perdre la tête. Il a changé. Il n'est plus tout à fait le même. Il est plus lent. » Les publicités de campagne matraquent l'image d'un Joe Biden fatigué, désorienté, et diffusent des montages serrés de ses bourdes les plus spectaculaires. Hélas, ce n'est pas le choix qui manque.

Le 30 juin, Joe Biden décide de faire taire les mauvaises langues et convoque une conférence de presse dans le gymnase de l'école voisine. La première depuis le début de la pandémie. On va bien voir s'il a perdu la tête ou pas ! Il entre à petite foulée, pour les caméras, puis ralentit et s'approche

à pas serrés de vieux monsieur un peu voûté, ôte son masque noir et salue la dizaine de journalistes installés devant lui, dans des cercles blancs dessinés au sol pour la distanciation. Tous sont masqués. « Je n'arrive pas à savoir si vous souriez ou pas, leur dit-il, mais je vous remercie d'être venus. »

Le candidat commence par un propos liminaire sur prompteur. En direct sur toutes les chaînes d'info, il attaque sur le Covid : « On aurait pu s'y prendre autrement. C'est à cause de Donald Trump si nous en sommes là aujourd'hui. » Le ton est ferme. Maîtrisé. Tout juste achoppe-t-il sur quelques mots : *extorted* au lieu d'*exhorted*. Estimant que Trump a « hissé le drapeau blanc », il prononce « *right flag* » (le « bon drapeau ») et corrige aussitôt : « *white flag* ».

La première question concerne l'Afghanistan, où la Russie aurait payé des talibans pour tuer des soldats américains. Donald Trump a affirmé qu'il n'était pas au courant. Biden lui lance une pique : « Ce président qui parle souvent de capacités cognitives [quand il met en doute celles de son adversaire] ne semble pas avoir de conscience cognitive de ce qui se passe autour de lui. » Un point pour Biden, qui prend seize autres questions de sept journalistes différents. La fin approche, c'est le moment de faire une pirouette : « C'est souvent avec la dernière question que je me mets en difficulté, mais allez-y. » Elle vient d'un journaliste de Fox News qui va droit au but :

« Certains disent que vous éprouvez une certaine forme de déclin cognitif. J'ai soixante-cinq ans et il m'arrive de perdre le fil de ma pensée. Vous avez douze ans de plus que moi, *sir*. Avez-vous été testé pour savoir si vous souffrez d'un déclin cognitif ?

— J'ai été testé et je suis testé en permanence. Tout ce que je vous demande, c'est de me regarder. J'ai vraiment hâte de comparer mes capacités cognitives avec celles de l'homme contre lequel je me présente. »

La conférence de presse a duré cinquante minutes. Biden n'a pas trébuché. Mais l'équipe de campagne de Trump demande aussitôt pourquoi son adversaire se fait tester en permanence et où sont les résultats. Le test permanent est la campagne de Biden elle-même, répond finement l'équipe de celui-ci. Fermez le ban. Joe Biden a réussi l'examen.

Mais il y aura une heure de vérité : la série de trois débats avec Donald Trump (il n'y en aura finalement que deux), dans les toutes dernières semaines de la campagne. Biden jure qu'il a « hâte » d'y être. Tout le

monde sait que Trump sera sans merci. Le président sortant est avant tout un homme de télévision et l'ancien vice-président déteste les débats.

S'il est réélu, Donald Trump, quatre ans de moins à peine que son adversaire, sera lui aussi le président le plus âgé de l'histoire américaine. Car c'est l'ensemble de la classe politique qui vieillit. Trump et Biden sont nés avant les trois anciens présidents Clinton, Bush et Obama. Les septuagénaires étaient légion sur la scène des primaires démocrates. Les électeurs américains eux-mêmes sont de plus en plus âgés et préfèrent les candidats qui se situent dans leur tranche d'âge. Selon *The Economist*, la proportion d'électeurs du troisième âge est plus élevée aux États-Unis que dans les autres pays de l'OCDE. D'où ce sentiment d'un gouvernement des vieux, par les vieux et pour les vieux.

L'âge de Biden est bien sûr un gage d'expérience, voire de grande expérience. Son bégaiement et ses difficultés à s'exprimer sont une épreuve supplémentaire qu'il a réussi à surmonter : « Ce handicap s'est révélé un don de Dieu. Il m'a rendu plus fort et, je l'espère, a fait de moi une meilleure personne¹³. » Sa sœur Valerie surenchérit : « Il sait ce que veut dire être différent et l'objet de moqueries. Il s'est toujours efforcé d'impliquer ceux qui étaient exclus de la conversation¹⁴. » Pour son entourage, c'est un tout : la souffrance a créé l'empathie et les gaffes ne sont que l'expression de sa franchise. Le très respecté David Brooks l'a parfaitement résumé dans le *New York Times* : « Il est vrai qu'il n'y a pas de ralentisseur entre son cerveau et sa bouche. Il n'en est que plus sincère. Faisant de la sincérité le cœur de son image, il a préservé sa capacité à penser de manière indépendante et à être honnête avec lui-même. Biden, parfois sarcastique, parfois blasphémateur, toujours trop long, est toujours une personne authentique¹⁵. »

Cet éloge, d'autant plus flatteur qu'il venait d'un commentateur de droite, date de 2006. Joe Biden a aujourd'hui quatorze ans de plus. Sa candidature en 2020 pourrait-elle être celle de trop ? Pour lui, l'enjeu est personnel : il ne s'est jamais pardonné d'avoir passé son tour en 2016. Il reste persuadé qu'il aurait battu Trump et se sent un peu responsable des quatre années chaotiques qui ont suivi. Mais surtout, il est incapable de décrocher. Incapable même aujourd'hui de s'engager sur un seul mandat. La lutte, l'épreuve et le rebond, il ne connaît que ça. « Il a une addiction au rebond, écrit le site Politico. Il voit le bout de la route approcher

rapidement, mais la jauge d'essence est au maximum. Biden est tout simplement incapable de s'arrêter. Il n'est pas sûr de savoir comment s'arrêter¹⁶. »

Le 3 novembre 2020, au matin de l'élection, alors qu'il fait encore campagne à Philadelphie, sa petite-fille à ses côtés, il s'adresse à ses électeurs : « Permettez-moi de vous présenter mon fils Beau Biden, que vous avez décidé d'élire comme sénateur... » Beau Biden est mort depuis quinze ans et n'a jamais été sénateur. Comme d'habitude, il lui faut quelques secondes pour se rattraper et retrouver le nom de sa petite-fille Nathalie, mais il semble certain qu'il faudra s'attendre à quelques déclarations curieuses du 46^e président des États-Unis.

Serait-il à même de reconnaître les prémices de la sénilité ? Lui qui est incapable de voir les choses en face lorsqu'elles le touchent de trop près. Incapable d'admettre les défauts de son fils Hunter. Incapable de parler simplement de son bégaiement et de ses bourdes à répétition. Une seule personne aurait le cran de lui demander de raccrocher en cas de nécessité : son épouse Jill. Elle est celle qui le connaît le mieux. Sa première conseillère et son premier soutien. S'il se mettait un jour en danger, et avec lui le pays, elle n'hésiterait pas à le lui dire. Et il l'écouterait. Mais, pour l'heure, Jill Biden est persuadée que son élu de mari est parfaitement capable d'entamer son mandat de président à soixante-dix-huit ans, le 20 janvier 2021.

Et ensuite ? Il n'y a qu'à faire confiance à Jill...

Fox News Townhall, 25 juin 2020.

Joe Biden, *Promises to Keep*, op. cit.

Ibid.

Entretien au *Wilmington Journal*, 11 novembre 1970.

New York Times, 23 octobre 2008.

Jules Witcover, *Joe Biden*, op. cit.

Voir chapitre 6, p. 83.

Robert Gibbs, cité par Steven Levingston, *Barack et Joe*, op. cit.

Steven Levingston, *Barack et Joe*, op. cit.

Voir chapitre 8, p. 122-123.

Professeur assistant, spécialiste des désordres communicatifs à l'université de New York, cité dans *The Atlantic*, janvier 2020.

Evan Osnos, « The Evolution of Joe Biden », *The New Yorker*, 28 juillet 2014.

Joe Biden, *Promises to Keep*, op. cit.

Jules Witcover, *Joe Biden*, op. cit.

David Brooks, « In Praise of Joe Biden », *The New York Times*, 15 janvier 2006.

Politico.com, 2014.

Kamala, future présidente ?

Kamala Harris ne veut surtout pas qu'on la compare à Barack Obama : « Je ne veux pas être définie en fonction de ce qu'a fait un homme. » Pourtant, la tentation est grande. Comme lui, elle est biraciale, plus jeune que la moyenne des candidats, brillante, télégénique, et porte un prénom inusité. L'argument politique qui leur a permis d'émerger l'un et l'autre, c'est leur histoire. Obama, fils d'Africain, élevé par une mère célibataire, s'est hissé de Hawaï à Harvard. Elle, fille d'immigrés, est devenue la première femme à occuper le poste de « premier flic de Californie ».

Aujourd'hui, elle est vice-présidente. Et compte tenu de l'âge du président, jamais une « VP » n'a eu autant de chance d'accéder à terme à la fonction suprême.

Kamala Devi Harris est née le 20 octobre 1964 à Oakland, premier enfant d'un couple d'immigrés venus faire leurs études à l'université de Berkeley, dans la banlieue de San Francisco. Ses parents sont de purs intellectuels. Son père, Donald J. Harris, économiste né en 1938, vient d'arriver de Jamaïque. Sa mère, Shyamala Gopalan (1938-2009), biologiste, est venue d'Inde, plus précisément du Tamil Nadu, à l'extrême sud du sous-continent. Ils se rencontrent dans les manifs pour l'égalité raciale où, rapidement, ils emmènent dans sa poussette la petite Kamala, et bientôt sa jeune sœur Maya. En sanskrit, *Kamala* veut dire « fleur de lotus », et Devi, son second prénom, est le nom d'une déesse protectrice des villages.

Kamala a sept ans quand ses parents se séparent. Les deux petites filles sont confiées à leur mère. Celle-ci, selon l'aînée, avait deux objectifs dans la vie : élever ses filles et vaincre le cancer du sein. Ce petit bout de femme – 1,52 mètre – n'a pas peur de bousculer l'ordre établi. Elle a de qui tenir. En Inde, son père a lutté pour l'indépendance dans les années 1940, et sa

mère en faveur de la contraception. En 1958, à dix-neuf ans, Shyamala est déjà diplômée d'une université indienne. Elle décide d'aller compléter ses études de biologie en Californie, avant de revenir au pays pour prendre un mari. Ses parents lui ont arrangé un mariage, comme autrefois le leur avait été arrangé. Choc énorme quand elle leur annonce que, tout compte fait, elle ne rentrera pas. Elle est tombée amoureuse en Amérique et va s'y marier. Quelques années plus tard, nouveau choc : elle les informe de son divorce. Elle élèvera ses filles seule, à l'autre bout du monde.

La jeune mère déracinée tient à doter ses filles d'une identité forte. Les petites ne sont pas très noires de peau, leur père jamaïcain a lui-même le teint plutôt clair. Sont-elles indiennes-américaines ? À l'époque, ce n'est pas encore une identité bien définie. Tu seras noire, ma fille. Shyamala s'installe dans un quartier noir, inscrit ses filles dans une école maternelle noire, avec aux murs des portraits de Frederick Douglass et Harriet Tubman, héros de l'histoire afro-américaine. Plus tard, elle les incite à aller à l'église baptiste noire de leur quartier, bien qu'elle-même n'en franchisse pas le seuil. « Ma mère savait que son pays d'adoption verrait Maya et moi comme des enfants noirs et elle voulait absolument que nous devenions des femmes noires fières et sûres d'elles¹ », écrira Kamala Harris.

Quand Joe Biden annonce, début août 2020, qu'elle sera sa colistière, tous les journaux soulignent la dimension historique de ce choix : première femme noire candidate à la vice-présidence, première femme afro-américaine sur le « ticket », première Asiatique-Américaine, première Indienne-Américaine, première femme de couleur, première Asiatique-du-Sud-Américaine, première Noire et Tamoule... Cela fait beaucoup de premières ! Son identité, c'est le mélange. Comme pour tant d'autres dans la région de San Francisco, et de plus en plus dans l'ensemble du pays.

Aussitôt, des polémiques éclatent sur ses origines. Donald Trump exhume une querelle d'experts vieille comme la Constitution : une fille d'immigrés a-t-elle le droit de se présenter à la vice-présidence ? La question a été tranchée mille fois : Kamala Harris est née en Californie, elle en a parfaitement le droit.

On fouille la généalogie de son père jamaïcain. Lui-même se présente comme le descendant d'un grand propriétaire d'esclaves nommé Hamilton Brown. Kamala est-elle fondée, dans ces conditions, à se présenter comme une descendante d'esclaves ? Est-elle vraiment afro-américaine ? On notera qu'elle-même n'utilise pas de ce terme et se définit uniquement comme noire :

« Je suis noire et j'en suis fière. Je suis née noire, je mourrai noire et je ne trouve aucune excuse à ceux qui ne comprennent pas ça². » Quand elle passait les vacances chez son père, raconte-t-elle, sa sœur et elle ne devaient pas jouer dehors car les voisins étaient racistes. Après tout, leur mère avait peut-être raison : c'est la méfiance dans le regard d'autrui qui définit l'identité. En Amérique, ces questions sont de la plus haute importance. La société reste taraudée par la question raciale et la vie politique en est le reflet. Sans l'électorat noir, Joe Biden ne serait pas candidat. Et il n'a pas choisi Kamala Harris uniquement pour son éloquence et son joli sourire.

Pour se rendre à l'école primaire, la petite Kamala a dû prendre un énorme bus jaune de ramassage scolaire qui traversait la ville, jusqu'à une école encore à 95 % blanche il y a peu. Elle est l'une des premières à expérimenter le mélange forcé des élèves – le *busing* – pour tenter de mettre fin à la ségrégation. Une expérience qui ne l'a pas traumatisée, du moins ne s'en est-elle jamais plainte. On comprend d'autant moins qu'elle ait choisi cet épisode pour porter une violente attaque contre Joe Biden, le soir du premier débat de la primaire, reprochant à l'ex-vice-président de s'être opposé au *busing* avec cette phrase qui marquera les esprits : « Cette petite fille, c'était moi³. » Quel rapport avec Joe Biden ? Kamala Harris a-t-elle souffert de sa politique ? Non. Était-elle un modèle de réussite d'une politique volontariste de déségrégation ? Non. Dans les heures qui ont suivi le débat, elle a d'ailleurs admis qu'elle était d'accord sur le fond avec Biden et que le *busing* n'était pas une pratique à remettre à l'honneur. Sur ce sujet comme sur quelques autres, Kamala Harris n'a pas d'idées très arrêtées. Pas grave : ne regardez pas forcément ce que je crois, regardez qui je suis. Et cette photo de petite fille noire circulant sur les réseaux sociaux : voyez mon histoire, « cette petite fille, c'était moi ».

À douze ans, Kamala déménage à Montréal, où sa mère est nommée chercheuse et enseignante. Elle est scolarisée à l'école publique francophone Notre-Dame-des-Neiges, mais la langue de Molière et de Félix Leclerc lui donne du fil à retordre. La voilà transférée à Westmount High School, un établissement anglophone, jadis fréquenté par le chanteur Leonard Cohen. Ses amies de l'époque se souviennent d'une fille dynamique, habillée de manière toujours très recherchée, sûre d'elle, notamment de son identité noire américaine. Avec sa sœur, elle organise

une manif devant son immeuble pour que les jeunes aient le droit de jouer au foot sur la pelouse. Elles obtiennent gain de cause.

Quand on a grandi à Berkeley et que vos deux parents y ont fait leurs études, on n'a guère le choix de suivre une autre voie. Eh bien, Kamala en décide autrement : elle veut une université noire et se rend pour cela à l'autre bout du pays, à Washington. Elle s'inscrit à l'université Howard, l'une des plus anciennes du pays. Souvenir de la rentrée, dans son premier amphithéâtre : « J'ai regardé autour de moi et je me suis dit : "C'est le paradis." Il y avait des centaines d'étudiants et ils me ressemblaient tous. » C'est à Howard qu'elle adhère à une association universitaire, la sororité Alpha Kappa Alpha, dédiée à la promotion des femmes afro-américaines. Un réseau d'influences qui l'aidera tout au long de sa carrière.

Elle revient en Californie pour compléter ses études de droit et décide de devenir procureure. Un choix controversé jusque dans sa propre famille. Quand on représente une minorité opprimée, pourquoi vouloir travailler au cœur de l'appareil de répression ? Kamala répond que là réside le vrai pouvoir affectant la vie des gens et qu'elle a l'intention de changer le système de l'intérieur. À vingt-six ans, elle devient procureure adjointe dans le district d'Oakland, une ville où seul un tiers de la population est noire. Elle s'y familiarise avec les rouages de l'appareil judiciaire. Et entame une liaison avec un homme qui aura une influence déterminante sur sa carrière : Willie Brown. Président noir de l'Assemblée de Californie, il y est un des poids lourds du Parti démocrate. Il tombe sous le charme de la jeune magistrate. Elle a vingt-neuf ans, il en a soixante. Quatre ans de plus que son propre père !

Willie Brown est un personnage de légende. Ayant fui la misère au Texas pour tenter sa chance en Californie, il y est devenu avocat, puis il a gravi tous les échelons du Parti démocrate, jusqu'à être le patron incontesté – surnommé « l'Ayatollah » – de l'Assemblée de Californie, poste qu'il a occupé pendant quatorze ans. Costumes Brioni et chapeaux Borsalino, il est célèbre pour ses tenues soignées et coûteuses. Et pour ses liaisons multiples. Selon son biographe James Richardson, il est capable d'apparaître dans une soirée avec sa femme (il est encore marié) et sa maîtresse. Deux fois interrogé par le FBI pour corruption, ce personnage sulfureux n'a jamais été poursuivi. Il est même apparu dans *Le Parrain 3*, où on le voit dans son propre rôle demander un service à Michael Corleone (Al Pacino)...

Kamala Harris déteste qu'on lui parle de Willie Brown. Et encore plus qu'on lui rappelle qu'il lui a probablement mis le pied à l'étrier. Il a été le mentor et le pygmalion de plusieurs générations de politiciens locaux – l'actuel gouverneur de Californie, Gavin Newsom, le revendique ouvertement. En 1994, il fait nommer Kamala Harris dans deux conseils d'administration semi-publics où sa présence est bien rémunérée. Il lui offre une BMW et lui ouvre les portes de la haute société de San Francisco. Un microcosme très particulier, contrôlé par quelques familles – les Feinstein, les Pelosi, les Newsom... –, où des idées toujours plus à gauche croisent des donateurs toujours plus riches de l'industrie et de la Silicon Valley. Dans ses mémoires, Willie Brown conseille aux femmes noires qui veulent faire de la politique de fréquenter le gratin et de combattre les clichés en participant à des activités culturelles ou caritatives de haut niveau. C'est ainsi qu'à trente et un ans, la jeune magistrate entre au conseil d'administration du Musée d'art moderne de San Francisco.

Le couple se sépare en 1995 quand Willie Brown se présente – avec succès – à la mairie de San Francisco. Mais il garde un œil sur Kamala et organise une levée de fonds pour sa première élection de *district attorney* (DA) en 2003. Aujourd'hui, il ne lui reste qu'une tribune dans le *San Francisco Chronicle* : « Je les ai tous aidés, mais Kamala est la seule à faire savoir, une fois devenue procureure, qu'elle n'hésiterait pas à engager des poursuites contre moi, ne serait-ce que si je traversais la rue en dehors des clous. »

De toute évidence, Kamala Harris veut tirer un trait. Le nom de Willie Brown ne figure pas une fois dans son autobiographie⁴. Il réapparaît quand même lorsqu'elle se présente au poste de procureure de San Francisco (*district attorney*). Le procureur Hallinan, qu'elle essaie de déloger, n'hésite pas à évoquer son ex-boyfriend et les rumeurs de corruption qui l'entourent. « Arguments misogynes », dénonce-t-elle : « Je suis totalement indépendante de lui et il a probablement peur aujourd'hui de ne pas pouvoir me contrôler. » À bon entendeur. En août 2020, Willie Brown tente néanmoins de la dissuader d'accepter d'être candidate à la vice-présidence. « Historiquement, écrit-il dans le *San Francisco Examiner*, la vice-présidence est une impasse. Elle serait plus efficace comme *attorney general* [ministre de la Justice]. »

Pour être élue procureure, elle arpente les quartiers noirs de la ville, déplie une planche à repasser devant les supermarchés, y colle une affiche

et la transforme en tribune. Elle fait campagne contre le laxisme de son prédécesseur, considéré comme l'un des magistrats les plus à gauche du pays, soulignant que les Noirs sont les premières victimes du laisser-aller dans une ville rongée par la criminalité. Elle est élue *district attorney* de San Francisco en 2003 avec 56 % des voix. Ayant obtenu le soutien de l'*establishment* démocrate (merci Willie Brown ?), elle a réussi à lever deux fois plus de fonds que son adversaire. Elle est la première DA de couleur en Californie.

D'entrée, elle convoque les chefs de la police pour leur passer un savon. Pourquoi y a-t-il si peu d'arrestations pour meurtre dans les quartiers pauvres ? Les policiers refusent de lui adresser la parole ou même de la regarder dans les yeux. Ils répondent exclusivement à ses adjoints mâles et blancs. Ça commence bien, mais Kamala Harris finira par s'imposer. En deux ans, le taux de condamnations passe de 50 à 66 %. Elle est impitoyable pour les violences avec arme et lance une grande campagne contre l'absentéisme scolaire, menaçant les parents de prison lorsque leurs enfants font l'école buissonnière.

Son profil atypique de femme noire impitoyable lui permet de viser le poste de ministre de la Justice de la Californie (*attorney general*, AG). Elle sera élue en 2010 et réélue en 2014 à ce poste où elle dirige l'ensemble de l'appareil judiciaire et policier. La voilà première flic de l'État le plus peuplé du pays. « *Top cop* », comme elle se présente elle-même. Et première femme noire à occuper ce poste en Californie.

Que ce soit comme DA ou comme AG, Kamala Harris dirige l'appareil répressif d'une main de fer. Dans le livre où elle explique son action⁵, elle se vante d'avoir multiplié par trois le nombre de délinquants et de criminels envoyés dans les prisons de l'État. Son bilan, pourtant, ne se résume pas à ce chiffre. Après la crise financière de 2008, l'*attorney general* fait payer aux banques des milliards de dollars pour compenser les emprunteurs lésés. Elle s'oppose à la peine de mort, même pour les meurtres de policiers. Elle prend plusieurs initiatives afin d'offrir une seconde chance aux primodélinquants, effaçant leur casier judiciaire s'ils changent radicalement de comportement. Le taux de récidive s'effondre dans les affaires de drogue.

Il n'en reste pas moins qu'à l'ère du « Black Lives Matter », son bilan en Californie est controversé. Comme dans tous les bureaux de procureur, il y a eu des erreurs : un test ADN refusé à un détenu finalement innocenté, un

employé indélicat dans un laboratoire de police scientifique... Kamala Harris a même dû reconnaître que son initiative sur l'absentéisme scolaire a trop lourdement frappé les plus pauvres. Mais ce qui passe le plus difficilement aujourd'hui, c'est son attitude au regard des violences policières. Dans les rues d'Oakland, on a distribué des tracts ainsi rédigés : « Dites à l'*attorney general* Kamala Harris de poursuivre les flics meurtriers, c'est son job ! » À son époque, les bavures policières se multipliaient en Californie plus qu'ailleurs. Kamala Harris estimait que, sauf exception, ce n'était pas à elle d'intervenir. Jugée proche des syndicats de police, elle a traîné des pieds pour réformer le système et imposer de la transparence dans les dossiers où des policiers étaient impliqués.

Aujourd'hui, dans le sillage de la mort de George Floyd, elle est la première à réclamer une vigoureuse réforme de la police. Double langage ? Pour ses proches, on ne tient pas assez compte des circonstances exceptionnelles de l'époque. Le juste milieu était difficile à tenir entre la police, défiée par une criminalité rampante, et la gauche californienne, la plus active du pays. À la fin de son mandat d'*attorney general*, elle a fini par évoluer sur ce sujet, prenant, selon le *New York Times*, « des mesures vues comme timides là où l'on aurait eu besoin de réformes vigoureuses, résumé d'une carrière où elle a toujours choisi le changement à petites doses, avec une préférence marquée pour le *statu quo*⁶ ».

Ce réformisme prudent s'inscrivait parfaitement dans l'ère Obama. La rumeur circulait même qu'elle pourrait être nommée ministre de la Justice à Washington. Ou juge à la Cour suprême. Car Barack Obama a repéré celle qu'il appelle « de loin l'*attorney general* la plus jolie du pays ». Il s'excusera pour ce commentaire macho, expliquant qu'il voulait la comparer à tous ses collègues mâles, blancs et âgés. Il n'en reste pas moins que Kamala Harris était en train de prendre une envergure nationale.

C'est à cette époque qu'elle se marie enfin. À quarante-neuf ans, elle épouse un richissime avocat blanc de Hollywood, Douglas Emhoff, quarante-neuf ans également, divorcé, père de deux enfants de près de vingt ans, Cole et Ella. Le jour des noces, ils unissent leurs traditions : il casse un verre (il est juif), elle lui passe au cou un collier de fleurs, comme en Inde.

Kamala Harris, qui n'aime pas le terme de « belle-mère », se fait appeler « Momala », contraction de *Mom* (maman) et Kamala, par les enfants de son mari. Famille parfaitement recomposée : dans une tribune au magazine

Elle, Kamala raconte que leur mère est devenue « une amie chère » et qu'elles les encouragent côte à côte lorsqu'ils jouent au basket. « Il nous arrive souvent de plaisanter sur le fait que cette *modern family* est un petit peu trop fonctionnelle⁷. »

En Amérique, la situation familiale des candidats est si importante qu'elle est toujours passée au crible. Parfois jusqu'à mettre en doute l'authenticité des sentiments. Kamala Harris pouvait-elle faire une carrière politique de haut niveau en restant célibataire et sans enfant ? Le magazine *New Yorker* cite un donateur de longue date : « Quand elle a épousé Doug, j'ai su qu'elle serait candidate à la présidence⁸. » Quoi qu'il en soit, Kamala Harris est devenue riche. Sa déclaration de revenus est multipliée par dix. La fortune du couple est aujourd'hui estimée par Forbes à 6 millions de dollars (5,1 millions d'euros), avec une maison à Los Angeles, une à San Francisco et une à Washington. Et un revenu annuel de 1,9 million de dollars (130 000 euros par mois), pour l'essentiel gagnés par son mari⁹.

Sa carrière nationale commence au Sénat, où elle est facilement élue en novembre 2016, le jour où Donald Trump accède à la présidence. Rapidement, elle s'impose comme une opposante tenace. Le grand public découvre cette belle brune qui, lors des auditions au Sénat, bouscule en direct les barons de l'administration Trump. Futurs ministres de l'Intérieur, de la Justice ou candidats à la Cour suprême, elle les traite tous comme un procureur traite des criminels : « Répondez par oui ou par non ! » Le ministre de la Justice Jeff Sessions demande grâce : « Je n'ai pas l'habitude d'être houspillé comme ça, ça me rend nerveux. » Parfois, ses collègues sénateurs lui enjoignent d'être un peu plus respectueuse. Elle répond sèchement qu'ils ne la rappelleraient pas à l'ordre si elle était un homme.

Elle lance sa campagne pour la Maison Blanche le 21 janvier 2019. Et, une semaine après, rassemble plus de vingt mille personnes pour son premier meeting à Oakland : trois fois plus que le premier meeting de campagne de Joe Biden à Philadelphie. Elle apparaît seule sur scène, vêtue de son éternel tailleur sombre et d'un collier de grosses perles, aux accents chaloupés des musiciens noirs Mary J. Blige et The Roots. Débuts de campagne foudroyants. L'argent coule à flots. Il faut dire que Kamala Harris a de multiples accointances dans la Silicon Valley. Comme sénatrice, elle a brillé par sa discrétion sur l'éventuel démantèlement des géants de la nouvelle économie. Son beau-frère, Tony West, n'est autre que le directeur

juridique d'Uber, où son épouse Maya Harris – la sœur de Kamala – occupe un poste à responsabilité au département de la « diversité » et de l'« inclusivité ».

Kamala Harris sera la star du premier débat de la primaire. Après son attaque soudaine contre Joe Biden, son équipe de campagne distribue des T-shirts avec sa photo à sept ans et le slogan : « Cette petite fille, c'était moi. » Elle monte aussitôt dans les sondages et les donations affluent. Et ensuite ? Ensuite, elle commence à décrocher et rien ne pourra enrayer sa dégringolade. Lors du second débat, elle est attaquée sur son passé de procureure. La presse commence à s'interroger sur la sincérité de ses convictions. Sur la question cruciale de la réforme de la santé, elle s'est prononcée pour la suppression de toutes les assurances privées, puis pour leur maintien. Au-delà du coup de com du premier débat et de ses éclats de rire un peu trop fréquents lors des rendez-vous suivants, qui est Kamala Harris ? Et que veut-elle vraiment ?

Surtout, comment expliquer le faible soutien de l'électorat afro-américain, notamment en Caroline du Sud, État sur lequel elle avait tout misé ? C'est l'une des énigmes de cette campagne : la seule candidate noire est boudée par l'électorat noir, qui lui préfère Joe Biden, et de loin. Parce qu'il est proche d'Obama ? Parce qu'elle semble avoir moins de chances de battre Trump ? Parce qu'elle s'est « mariée hors de sa race », comme le disent certains Noirs ? Toujours est-il qu'elle se voit contrainte d'abandonner la course avant même le début du vote dans l'Iowa. Sa candidature a été un feu de paille.

Le 11 août, pourtant, personne n'est surpris quand Joe Biden annonce sur Twitter qu'il a choisi Kamala Harris, une femme « qui n'a pas peur de se battre pour les petites gens ». Il justifie son choix par le fait qu'elle a travaillé avec son fils Beau, *attorney general* du Delaware : une façon de la faire entrer dans la légende familiale. Mais dès lors qu'il avait promis une femme, ses options étaient réduites. Elizabeth Warren ? Trop à gauche. Susan Rice ? Trop controversée. Le candidat avait besoin de quelqu'un qui ne lui ressemble pas, comme lui-même ne ressemblait pas à Barack Obama. Il paraît âgé et fatigué ? Il lui fallait une colistière jeune et dynamique. À ce stade, il ne choisit pas une vice-présidente, mais une battante capable de l'aider à vaincre Donald Trump.

Biden a-t-il oublié qu'elle est l'adversaire qui l'a le plus durement attaqué pendant la primaire ? Il n'est « pas rancunier », affirme-t-il. Sa femme Jill l'est peut-être davantage, elle qui dit avoir reçu l'attaque du premier débat « comme un coup de poing dans l'estomac ». En vieux routier, Joe Biden préfère dresser la liste des arguments qui plaident en faveur de Kamala Harris. Elle est une formidable machine à lever des fonds, grâce à ses contacts à Hollywood et dans le monde de la tech. Elle peut inciter les Noirs, notamment les femmes, à se rendre aux urnes : un facteur déterminant pour les démocrates, comme tous les quatre ans. Elle mobilise la communauté asiatique-américaine, de toutes les minorités celle qui s'agrandit le plus vite dans le pays. Enfin, elle peut séduire les femmes blanches de banlieue qui avaient voté Trump en 2016. D'autant que, sur le fond du programme, elle est la flexibilité même. Le *San Francisco Chronicle* a consacré une série de podcasts à la question : « Qui est la vraie Kamala Harris ? » N'est-ce pas ainsi que l'on gagne une élection ? Le principe du système présidentiel n'est-il pas de paraître avant d'être ? Tout comme Joe Biden, elle est une centriste dans l'âme, prête à prendre un léger virage à gauche pour s'adapter aux circonstances exceptionnelles de la pandémie. « Je ne cherche pas à restructurer la société, déclare-t-elle. Je veux juste m'occuper des problèmes qui tracassent les gens au milieu de la nuit¹⁰. » Bref, une pragmatique, dans la droite ligne du modèle qu'elle prétend rejeter : Barack Obama. Avec le pétillant en plus : avec ses Converse All Star, elle fait sensation sur les tribunes de la campagne.

Obama applaudit le choix de cette vice-présidente, comme si c'était un peu sa victoire à lui. Insistant sur l'histoire de Kamala Harris, « une histoire dans laquelle beaucoup, dont moi, se retrouvent ; une histoire qui nous dit que, d'où que nous venions, quelles que soient notre apparence, notre religion ou qui que nous aimions, il y a une place pour nous ici ». Une histoire qui a permis à Barack Obama d'entrer dans la grande Histoire. Comme, un jour peut-être, Kamala Harris. Joe Biden aura quatre-vingt-un ans en 2024. Que ce soit dans moins de quatre ans, dans quatre ou dans huit ans, elle serait *a priori* la mieux placée pour lui succéder et devenir un jour, peut-être, enfin, la première femme présidente.

Kamala Harris, *The Truths We Hold: An American Journey*, Penguin Press, 2019.

« Who Is Kamala Harris? How Joe Biden's VP Pick Makes History », *The Wall Street Journal*, 11 août 2020.

Voir chapitre 8, p. 125.

Kamala Harris, *The Truths We Hold*, op. cit.

Kamala Harris, *Smart on Crime: A Career Prosecutor's Plan to Make Us Safer*, Chronicle Books, 2009.

« 'Top Cop' Kamala Harris's Record of Policing the Police », *The New York Times*, 9 août 2020.

« Elle, Sen. Kamala Harris on Being "Momala" », 10 mai 2019.

« Kamala Harris Makes Her Case », *The New Yorker*, 15 juillet 2019.

« How Kamala Harris became one of the richest contenders in the 2020 presidential field », CNBC.com, 5 juillet 2019.

Interview au *New York Times*, 27 juillet 2019.

Folle fin de campagne

Sûrement une idée de Joe Biden, cet alignement de voitures devant un écran géant, par un beau soir d'été. Comme à la belle époque des *drive-in*, dans les années 1970. Peut-être est-il lui-même venu voir un film sur ce parking du Delaware, lorsqu'il était jeune sénateur. Mais ce jeudi soir, il est le candidat démocrate à la Maison Blanche et prononce le discours de clôture de la convention de Wilmington.

La température n'est pas trop élevée pour un 20 août. Devant le Chase Center, une petite centaine de supporters ont été conviés à participer à l'Histoire dans leur voiture – à bonne distance les uns des autres, crise sanitaire oblige. On a apporté des glaces et du pop-corn. On applaudit en klaxonnant. On agite des drapeaux. La convention virtuelle, forcément un peu ennuyeuse, prend soudain un tour festif. Un feu d'artifice surprise est suivi de l'apparition du candidat, de sa colistière Kamala Harris et de leurs conjoints. Pourvus de masques, mais en chair et en os.

Joe Biden promet : « Je vais réveiller ce qu'il y a de meilleur en nous. Nous allons triompher de cette saison de ténèbres. » Devant l'écran géant, ça klaxonne ferme. Pour Biden. Contre la noirceur de la pandémie et la sombre présidence de Donald Trump.

Les choses se présentent plutôt bien. Son avance sur le président sortant frise les dix points dans les sondages. Pas d'emballement, bien sûr : en août 2016, Hillary Clinton aussi avait une confortable avance. Nul n'a oublié la suite. Mais la convention s'est bien passée. Le Parti démocrate a su s'adapter aux contraintes imposées par la pandémie. En multipliant les liaisons par satellite ou sur Zoom, il a montré, comme dans un long clip vidéo, un pays riche de sa diversité et déterminé à battre Donald Trump.

Les Américains ont entendu Kamala Harris, elle deviendra la première vice-présidente de couleur, faire ce qu'elle fait de mieux : raconter son

histoire personnelle. Celle d'une petite fille noire, née de parents immigrés, devenue procureure en Californie. Le soir de son discours, mercredi 19 août, elle a pourtant été éclipsée par Barack Obama. La voix tremblant de rage, l'ancien président a lâché ses coups contre Donald Trump et ses amis républicains : « Ne les laissez pas vous voler le pouvoir. Ne les laissez pas vous voler la démocratie. » Sans conteste, Barack Obama reste le meilleur orateur américain. Il n'est pas sur le « ticket », mais c'est tout comme : « J'avais choisi un vice-président et j'ai découvert un frère. »

Joe Biden est le seul politicien à s'être présenté trois fois à la Maison Blanche, une fois par décennie. On admire son expérience autant qu'on s'interroge sur ses capacités. Il a profité de la crise sanitaire pour s'exposer le moins possible. Il a demandé à la convention de venir à lui, dans sa ville de Wilmington d'où il n'est presque pas sorti depuis le début de l'épidémie. La même semaine, Donald Trump, infatigable, sillonnait le pays en tous sens : Minnesota, Wisconsin, Iowa, Arizona et Pennsylvanie. Un vrai tour des États-Unis.

Leurs campagnes sont radicalement différentes. Leurs styles respectifs sont aux antipodes. Et pourtant, ces deux hommes dont le bras de fer captive la planète ont plus de points communs qu'on ne le croit.

Tous deux ont été élevés pour être des battants. Le père de Trump attendait de son fils qu'il soit un *killer*. Quant à Biden, lorsqu'un « grand » lui avait mis une raclée, sa mère le renvoyait de la maison pour aller corriger l'agresseur : « Sinon, tu n'oseras plus sortir dans la rue. » En octobre 2016, Joe Biden défiait le président en ces termes : « J'aimerais être encore au lycée pour lui casser la figure derrière le gymnase. » Réponse immédiate de Trump : « J'adorerais ça. »

L'un et l'autre ont été réformés dans des conditions douteuses en 1968 pour échapper au Vietnam. Biden parce qu'il aurait été asthmatique à l'adolescence, alors qu'il a toujours été un footballeur remarquable ; Trump pour une excroissance osseuse au pied diagnostiquée par un podologue ami de son père.

Tous deux sont septuagénaires : soixante-dix-sept ans pour le démocrate, soixante-quatorze pour le républicain qui, du haut de son mètre quatre-vingt-dix, toise son adversaire de dix centimètres. Il est aussi plus lourd, 110 kilos, trente de plus que Biden. Lequel fait de la gym cinq jours par semaine, quand Trump se contente de jouer au golf.

Ni l'un ni l'autre ne boit la moindre goutte d'alcool : Biden pour ne pas ressembler à son défunt oncle alcoolique, Trump à son frère disparu. Tous deux s'y tiennent depuis des décennies.

Fait peu connu, leurs familles ont un lien : la plus jeune fille de Donald Trump, Tiffany, est une amie de la petite-fille de Joe Biden, Naomi. Elles se sont rencontrées à l'Université de Pennsylvanie. En 2018, Tiffany a publié sur Instagram une photo d'elle et de sa copine.

Encore plus anecdotique : tous deux prennent grand soin de leurs cheveux. Trump se livre à une opération matinale complexe, à base de gel et de teinture blonde. Biden a recours aux implants depuis la fin des années 1970. Sombres à l'époque, ils sont aujourd'hui blancs et plus discrets, mais il a toujours eu cette mèche étrange sur la nuque, comme certains canards.

Quand Joe Biden bafouille, ce qui lui arrive souvent, il s'interrompt, revient en arrière et semble lutter jusqu'à ce que le mot voulu finisse par sortir, faisant parfois souffrir son auditoire autant que lui-même. Trump, au contraire, ne corrige jamais ses fautes d'élocution. Les humoristes se régalent de ses néologismes et de ses à-peu-près, comme lorsqu'il évoque la « libéra-la-tion » de l'Europe en 1944. Plus généralement, Trump ne revient jamais sur ses erreurs. Alors que Biden passe sa vie à demander pardon pour chacune de ses gaffes.

La liste de leurs différences est longue. L'écrivain Michael Eric Dyson résume : « Biden est un homme de franc-parler, mais c'est Trump sans la bile, Trump sans la cruauté, Trump sans la haine, Trump sans l'ignorance crasse, sans la fureur raciste et misogyne avec laquelle il presse la présidence de toutes ses forces, comme un citron, pour en extraire les dernières gouttes d'humanité et de compassion¹. » Difficile, en effet, d'imaginer deux individus moralement aussi différents. Précisément au moment où la société américaine semble avoir totalement perdu le cap.

Car en cette fin d'été 2020, les Américains s'entretuent dans les rues pour des raisons politiques. Littéralement. La tension n'est jamais vraiment retombée depuis la mort de George Floyd en mai. Elle remonte brusquement, fin août à Kenosha, dans la banlieue de Milwaukee. Encore une bavure commise à l'encontre d'un homme noir désarmé. Et encore une vidéo. L'homme n'est pas mort, mais les images sont extrêmement choquantes. On y voit un policier blanc tirer sept fois dans le dos d'un homme noir ouvrant la porte de sa voiture, à l'intérieur laquelle l'attendent trois enfants horrifiés. La victime s'appelle Jacob Blake, vingt-neuf ans,

père de six enfants. Il était recherché pour agression sexuelle. Avait-il un couteau ? La police le prétend. Cela justifie-t-il de tirer sept balles dans le dos d'un homme ? Jacob Blake, dont le nom devient instantanément aussi célèbre que celui de George Floyd, restera paralysé des jambes, selon sa famille.

Le pays est sous le choc : les basketteurs professionnels de la NBA suspendent leurs matchs pendant deux jours pour protester. Rapidement, les manifestations tournent à l'émeute, et les émeutes aux pillages. De nouveau, l'Amérique s'embrase. Mêmes images qu'à Minneapolis au printemps. Mais, cette fois, des milices blanches entrent en action – officiellement, pour protéger les commerces. Entre manifestants et miliciens, la tension est à son comble. L'un d'eux, un jeune homme de dix-sept ans, Kyle Rittenhouse, armé d'un fusil d'assaut, tue deux manifestants et en blesse un troisième. Il est inculpé d'homicide volontaire, mais le camp Trump en fait instantanément un héros. Le président lui-même parle d'autodéfense. Le risque est réel d'un affrontement généralisé entre trumpistes et groupes BLM (Black Lives Matter). Donald Trump et Joe Biden se précipitent tous deux à Kenosha, l'un sentant l'opportunité et l'autre le danger. Trump y rencontre des policiers et des commerçants, tous blancs, et dénonce « l'incapacité de Joe Biden à être un leader ». Ce dernier rencontre la famille de Jacob Blake, estime que Trump « encourage le chaos et la violence » et redoute que le candidat du « *Law and order* » soit le premier bénéficiaire des troubles.

À l'autre bout du pays, sur la côte Ouest, les émeutes n'ont jamais vraiment cessé dans les villes de Portland et Seattle. C'est à Portland (Oregon), quelques heures après les incidents de Kenosha, qu'un groupe de supporters de Donald Trump décide d'attaquer les BLM. Perchés sur une centaine d'énormes véhicules 4X4 bardés de fanions Trump, ils arrosent les manifestants de gaz lacrymogène. Dans la bataille, un militant d'extrême droite, Aaron Danielson, est tué par balle. Son meurtrier, un militant d'extrême gauche, sera tué par la police cinq jours plus tard.

À trois mois de l'élection présidentielle, l'Amérique est-elle au bord de la guerre civile ? Quand des citoyens qui ne se connaissent pas se prennent pour cibles dans les rues au motif de simples désaccords politiques, la question n'est pas exagérée.

C'est dans cette atmosphère délétère que se profile la dernière ligne droite de la campagne, qui sépare les conventions de l'élection. Une surprise de dernière minute peut-elle encore tout faire basculer ? C'est souvent le cas, aussi l'a-t-on baptisée d'un terme générique : la « surprise d'octobre ». En 2020, il y en aura plusieurs.

Est-ce à cause du Covid ? Les conventions n'ont eu aucun effet sur les sondages. Joe Biden aborde la dernière ligne droite avec une confortable avance de 8 points dans les sondages nationaux. Curieusement, ces mêmes enquêtes révèlent que les Américains voient plutôt Trump l'emporter, avec une avance de 3 points. On verra par la suite que les sondeurs auraient bien fait de se pencher un peu sur cette bizarrerie.

Donald Trump a finalement invité – sans se soucier des risques de contagion – la convention républicaine à la Maison Blanche, rebaptisée pour l'occasion « ma maison », moitié par provocation, moitié parce qu'il y croit. Son épouse Melania prononce un discours qui dissipe les derniers doutes de ceux qui en avaient encore : elle est 100 % engagée à ses côtés. Et, devant la convention, sa fille Ivanka souligne à quel point elle a joué un rôle central à la Maison Blanche depuis quatre ans. Si elle le peut un jour, elle se présentera à son tour.

Septembre et octobre sont les mois où l'on voit éclore les scoops embarrassants. Trois concernent Donald Trump, un quatrième Joe Biden.

C'est d'abord le magazine *The Atlantic* qui revient sur un épisode de la présidence Trump. En novembre 2018, à l'occasion de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, le président Trump était venu à Paris. On se souvient qu'à la dernière minute il avait renoncé à se rendre au cimetière du bois Belleau, dans l'Aisne, où reposent des soldats américains. Selon *The Atlantic*, le président aurait craint d'être décoiffé par la pluie ; mais surtout, il aurait déclaré à ses collaborateurs qu'il ne voyait pas l'intérêt de se rendre « dans un cimetière rempli de *losers* et de *suckers* » (de « perdants » et de « nuls »). Venant d'un *commander in chief*, c'est proprement inacceptable. On se souvient qu'en 2015 le même Donald Trump avait mis en doute les faits d'armes du sénateur McCain, héros du Vietnam : « C'est un héros de guerre parce qu'il s'est fait capturer. J'aime les gens qui ne se font pas capturer. » Aussitôt, Donald Trump dément avoir parlé de « losers » et de « suckers », mais Fox News, sa chaîne préférée, maintient que ces propos ont bien été entendus par son entourage.

Une semaine plus tard, nouveau scoop, dû cette fois au maître en la matière, le journaliste Bob Woodward, qui fit tomber Nixon après le Watergate. Woodward révèle qu'il a eu de multiples communications téléphoniques avec le président, toutes enregistrées. Le 7 février, Trump lui déclare que le coronavirus est « mortel, plus mortel que la grippe ». Le 19 mars, alors qu'il a fermé les frontières, il explique qu'il a « délibérément minimisé » l'importance du virus : « Je ne veux pas créer de panique. » Joe Biden ne peut laisser passer cela. Certes, tout le monde a tâtonné au début du printemps ; mais Trump « a menti délibérément et en connaissance de cause sur une question de vie ou de mort pour les Américains ». Au passage, on peut se demander pourquoi, à quelques mois d'une élection, Donald Trump a permis à Bob Woodward d'enregistrer dix-sept conversations téléphoniques – pas moins ! Faut-il qu'il se croie invulnérable.

Le 27 septembre, le *New York Times* fait sensation en publiant les déclarations d'impôts de Donald Trump, seul président de l'histoire récente à avoir refusé de les rendre publiques. On y apprend qu'il n'a pas payé d'impôt fédéral sur le revenu au cours de dix des quinze dernières années. En fait, le journal new-yorkais ne publie qu'une partie de son historique fiscal et l'on se perd assez vite dans les détails. Mais un chiffre ressort nettement : en 2016 et en 2017, Donald Trump a payé 750 dollars d'impôt fédéral sur le revenu. Tout Américain moyen peut constater que le président paie moins d'impôts que lui. « Ça prouve que je suis malin », a-t-il pu dire un jour. L'enquête révèle en outre que ses dettes s'élèvent à plus de 300 millions de dollars. À qui doit-il tant d'argent ? L'objectif du *New York Times*, bien entendu, est de ruiner le mythe du milliardaire à succès, à cinq semaines de l'élection.

Le quatrième scoop de la campagne vise Joe Biden. Celui-là était hautement prévisible. Le 14 octobre, le quotidien populaire *New York Post*, proche de Trump, révèle qu'un ordinateur portable a été trouvé chez un réparateur du Delaware. Le propriétaire de ce *laptop* serait Hunter Biden, le fils du candidat. Des e-mails récupérés à cette occasion permettraient d'impliquer Joe Biden dans les affaires douteuses de son fils en Ukraine. Qu'en est-il ? De toute évidence, les affaires en question sont douteuses. Hunter Biden n'aurait jamais dû se faire payer par une compagnie gazière, mais les preuves de l'implication de son père sont peu concluantes. En septembre, une commission sénatoriale dirigée par des républicains a

d'ailleurs mis hors de cause l'ancien vice-président dans ce dossier, tout en jugeant l'attitude de son fils en Ukraine « gênante et problématique » et « présentant toutes les apparences du conflit d'intérêts ». On le savait, Hunter est le point faible de Joe Biden. Heureusement pour lui, la presse généraliste, toujours un peu biaisée, ne s'intéresse pas aux tribulations ukrainiennes du fils prodigue.

Les scoops crépitent, la caravane passe. Aucun de ces scandales supposés n'a d'effet sur les sondages, dans un sens ni dans l'autre.

Puis, le 18 septembre, coup de tonnerre : on apprend le décès de Ruth Bader Ginsburg, juge à la Cour suprême, nommée en son temps par Bill Clinton.

Répetons-le : la Cour suprême, à bien des égards, a plus de pouvoir que le président des États-Unis pour faire pencher le pays vers la gauche ou vers la droite. Sur les grandes questions de société comme le mariage gay, l'avortement et le port d'armes, c'est la Cour suprême qui donne le *la*. Ruth Bader Ginsburg était l'idole de la gauche. Quelques heures après l'annonce de sa mort, la foule honore sa mémoire sur les marches de la Cour suprême, comme s'il s'agissait d'une rock star. Donald Trump a là une occasion unique de marquer un point à droite, puisqu'il revient au président de nommer les juges suprêmes. Il en a déjà nommé deux en 2017 et 2018 ; un troisième serait une première historique et, juste avant une élection présidentielle, un trophée inespéré à présenter aux électeurs conservateurs. La Cour suprême, et ce n'est pas un détail, peut désigner le vainqueur de la présidentielle en cas de contestation, comme elle l'avait fait en 2000 en départageant George W. Bush et Al Gore. Les enjeux ne peuvent être plus élevés.

Toutefois, un président a-t-il le droit de nommer un juge à la Cour suprême à moins de deux mois du scrutin ? Ne devrait-il pas attendre que le peuple se soit exprimé sur la direction générale qu'il entend imprimer au pays ? La réponse à cette question donne lieu à un spectaculaire concours d'hypocrisie. Notamment côté conservateur, où le Sénat à majorité républicaine avait refusé de confirmer un juge nommé par Barack Obama en mars 2016, à sept mois de l'élection. Cette fois, on est à sept semaines... et ce même Sénat, toujours à majorité républicaine, n'hésite pas à faire un virage à 180 degrés, accélérant la procédure pour passer en force juste.

Si Joe Biden dénonce ce double langage, il n'est pas le plus virulent car il est réaliste. Il a lui-même présidé à plusieurs confirmations de juges suprêmes au Sénat et il n'a pu que constater la politisation de la procédure, voire d'une certaine façon y participer. Avant, le Sénat choisissait les meilleurs juristes et les confirmait à la quasi-unanimité. Depuis une trentaine d'années, on choisit les juges en fonction de critères politiques et le vainqueur est toujours le parti qui contrôle le Sénat. Donald Trump, qui l'a bien compris, cherche le meilleur candidat pour succéder à Ruth Bader Ginsburg. Il souhaite une femme, jeune – les juges étant nommés à vie, son influence n'en sera que plus longue –, compétente et télégénique (on ne se refait pas). Il trouve la candidate idéale en la personne d'Amy Coney Barrett, quarante-huit ans, catholique pratiquante, mère de sept enfants – dont deux adoptés à Haïti. Une cérémonie de nomination est organisée dans le Rose Garden de la Maison Blanche, où se pressent tous les ténors de la droite américaine. Avec un intrus que personne n'avait invité : le coronavirus. Lequel profite de ce rassemblement pour s'insinuer dans la résidence présidentielle, aussitôt transformée en « cluster ». Une cinquantaine de personnes seront infectées dans les jours suivants... dont le président.

Catholique traditionaliste, Amy Coney Barrett est résolument antiavortement ; mais, lors de sa confirmation, elle impressionne par sa maîtrise des dossiers (elle parle sans notes) et surtout par sa modération sur la question de l'IVG, promettant de faire une distinction entre ses convictions personnelles et sa mission de dire le droit. Sans surprise, elle est confirmée par le Sénat le 27 octobre. La Cour suprême se compose désormais d'une majorité de six conservateurs et de trois progressistes. Jamais elle n'avait été aussi à droite depuis un siècle. Victoire éclatante pour Donald Trump et défaite prévisible pour la gauche, qui se console en se répétant que souvent les juges conservateurs deviennent plus modérés avec le temps. Reste à espérer que cette Cour suprême très à droite n'aura pas à valider une réélection contestée de Donald Trump.

D'autant que le 23 septembre, en conférence de presse, ce dernier refuse de s'engager à assurer une transition pacifique du pouvoir en cas de défaite : « On verra comment ça se passe. Vous savez bien que je me méfie depuis longtemps de la façon dont on compte les voix, c'est un désastre. » Il n'a pas changé de position depuis des mois : soit il gagne, soit le camp d'en face a triché.

Dans ce contexte a lieu le premier débat télévisé de la campagne, à Cleveland (Ohio). C'est l'heure de vérité pour Joe Biden, en avance dans les sondages nationaux, mais dont la position dans les « États clés » reste précaire. L'inquiétude est palpable dans son propre camp. Autant Donald Trump est une bête de télévision, sans foi ni loi, autant Joe Biden est mauvais débateur. On l'a vu lors des primaires : il ne comprend pas toujours la question, dit un mot pour un autre ou pire, s'énervé et devient incohérent. Ses réponses sont ou trop longues, ou trop courtes. Il passe son temps à s'excuser et sa courtoisie un peu surannée pourrait passer pour de la faiblesse face au président sortant. En un mot, ses partisans craignent qu'il apparaisse trop fragile, trop vieux. Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, exprime tout haut les craintes du camp démocrate. Elle demande à Biden de déclarer forfait car Donald Trump « va sans doute se comporter d'une manière indigne de la présidence et abaisser jusqu'à le dénaturer le niveau du débat ».

Biden ne l'écoute pas. Ce débat, il s'y prépare depuis des mois, méthodiquement. Il a demandé à l'avocat Bob Bauer, l'avocat de la Maison Blanche sous Obama, de jouer le rôle de Trump lors des séances de simulation. De son côté, Trump commet l'erreur de bien des présidents sortants : il néglige la préparation – « j'ai un pays à diriger » –, se contentant de quelques séances avec l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, et l'ancien gouverneur du New Jersey, Chris Christie. Le président prévoit d'utiliser une arme fatale : attaquer Biden sur les tribulations de son fils Hunter en Ukraine et en Chine. Il sait que Biden n'est pas toujours rationnel quand il s'agit de défendre ses enfants. Pour le reste, Trump a une confiance inébranlable dans sa capacité à briller devant les caméras. C'est son point fort, il le sait et il a raison.

Persuadé que Joe Biden est presque sénile et que cela se verra, il tente d'écraser le débat dès les premières minutes. Prenant le démocrate de haut – « il n'y a rien d'intelligent en vous » –, il l'interrompt sans arrêt, virevolte, contredit, contre-attaque, persuadé que son adversaire craquera sous la pression, soit en déraillant, soit en s'énervant. Mais Biden tient bon. Et Trump fait peu à peu figure d'agresseur. D'autant que le modérateur, le journaliste Chris Wallace de Fox News, est obligé de rappeler plusieurs fois à l'ordre le bouillant président :

« Je pense qu'il serait bon pour le pays que vous ne vous coupiez pas la parole. Je vous demande, *sir*, de ne pas interrompre...

— Et lui non plus ne doit pas interrompre, rétorque Trump.

— *Well*, franchement, c'est vous qui interrompez le plus... »

Trois fois plus, on fera les comptes. La stratégie du président n'a pas marché. Joe Biden a tenu le choc. C'est même lui, avec son bon sourire de grand-père, qui a envoyé les pires vacheries à son adversaire, qualifié de « toutou de Poutine », de « clown » (« difficile d'en placer une avec ce clown, pardon, avec cette personne »), sans oublier un instantanément célèbre : « Tu vas la fermer, mec ? » (« *will you shut up, man ?* »). Les attaques de Trump ont réveillé en « Sleepy Joe » le Joey de Scranton qui jouait des poings dans les rues. Le président sortant l'a bien attaqué sur son fils Hunter, comme prévu, mais de manière brouillonne, mélangeant les affaires douteuses en Ukraine et ses problèmes d'addiction, s'attirant cette réponse très humaine du candidat démocrate : « Mon fils, comme bien des gens, a eu un problème de drogue. Il l'a surmonté, il a fait beaucoup d'efforts et je suis fier de lui. »

Joe Biden n'a pas nettement dominé le débat. Il n'a pas brillé. Mais Donald Trump, lui, n'en sort pas vainqueur. Il voulait une victoire par KO, il a perdu aux points. Il s'est montré si discourtois, interrompant sans cesse son adversaire, que les organisateurs envisagent de couper le micro du candidat qui n'a pas la parole lors de la prochaine confrontation.

Deux jours plus tard, nouveau coup de théâtre majeur : Donald Trump annonce sur Twitter que son épouse et lui viennent d'être testés positifs au Covid. On le sentait venir depuis quelques heures, plusieurs de ses proches conseillers, notamment ceux qui l'avaient préparé pour le débat, ayant été contaminés. Information on ne peut plus spectaculaire : le chef de file mondial des antimasques regrette-t-il, en cet instant, de n'en avoir pas porté ? Le médecin de la Maison Blanche précise rapidement que le président et son épouse « vont bien » et qu'il « pourra continuer à exercer ses fonctions sans perturbation pendant la convalescence ». À ceci près que dans la journée du 2 octobre, son taux d'oxygène dans le sang baisse dangereusement. Décision est prise de l'hospitaliser d'urgence. On le voit monter dans un hélicoptère, après avoir traversé seul la pelouse sud de la Maison Blanche, un masque noir sur le visage et le pouce levé en direction des caméras.

Donald Trump restera quatre jours et trois nuits à l'hôpital militaire Walter Reed, dans la banlieue de Washington. Quatre jours où courent toutes sortes de spéculations. Il a soixante-quatorze ans et il est en surpoids, autant de facteurs de vulnérabilité accrue. Quel est son état de santé réel ? Les mensonges sur la santé des présidents sont aussi vieux que la Maison Blanche. Quand a-t-il été testé négatif pour la dernière fois ? Qui a-t-il infecté récemment ? Était-il positif quand il a rencontré Joe Biden le soir du débat ? Les deux hommes étaient censés avoir été testés avant le face-à-face, mais on comprend vite que Donald Trump s'y est refusé. Ils ne se sont pas serré la main, mais durant deux heures ils se sont apostrophés à 3,86 mètres de distance. Le président parlait si fort que certains envisagent le scénario catastrophe : deux candidats septuagénaires et positifs au Covid !

Dans sa chambre d'hôpital – plus exactement, une suite médicalisée –, Donald Trump tourne comme un ours. Il fait publier des petites vidéos plus ou moins bien mises en scène qui le montrent au travail, sans cravate. Le dimanche 4, n'y tenant plus, il demande à ses gardes du corps de l'emmener dans sa voiture blindée pour passer quelques secondes au milieu des supporters rassemblés devant l'hôpital, qu'il salue à travers la vitre.

Le lundi, enfin, il organise un retour à grand spectacle à la Maison Blanche. À 18 h 30, l'heure des grands journaux télévisés, l'hélicoptère le dépose sur la pelouse. On le voit marcher jusqu'à la résidence, monter lentement l'escalier extérieur et, une fois sur le balcon Truman, se retourner lentement en direction des caméras et ôter lentement son masque.

Trump est guéri. Trop beau pour être vrai ? On n'a pas manqué d'observer qu'il était essoufflé en arrivant sur le balcon. Ni de souligner qu'il est impossible d'avoir guéri en si peu de temps. N'y a-t-il pas quelque inconscience à retrouver le personnel de la Maison Blanche aussitôt après avoir ôté son masque ? Et n'en fait-il pas trop en affirmant qu'il se sent plus jeune de vingt ans et en remerciant Dieu d'être tombé malade, puisque cela lui a permis de choisir lui-même son traitement, le Regeneron, remède miracle qu'il promet de rendre accessible gratuitement à tous ?

Donald Trump a raison sur un point : sa guérison est totale et elle est spectaculaire. Même les plus sceptiques seront obligés de le reconnaître. Mais sa nouvelle approche de la pandémie a de quoi incommoder. Après avoir personnellement « vaincu le virus », il demande aux Américains de ne pas laisser le Covid « dominer leur vie ». Alors que plus de mille de ses

concitoyens en meurent chaque jour et que la courbe des contaminations ne cesse de grimper...

Donald Trump a trouvé un second souffle. Entre sa sortie de l'hôpital et le jour de l'élection, il tient quarante-cinq meetings en vingt-deux jours. Cinq par jour dans cinq États dans la toute dernière ligne droite, soit entre 2 500 et 3 000 kilomètres en avion. Ces meetings ont lieu en plein air pour éviter la contagion, mais ses partisans se serrent les uns contre les autres, le plus souvent sans masque. Ils ont toute confiance en leur gourou qui a leur promis le remède miracle et gratuit si d'aventure ils tombaient malades.

Joe Biden ne peut tenir la comparaison. Dans la même période, il tient moitié moins de réunions publiques, surtout des *drive-in rallies* sur des parkings, devant des foules infiniment moins nombreuses. Différence de cadre et moindre degré d'enthousiasme. Kamala Harris tient elle aussi une demi-douzaine de meetings. Comme Barack Obama, qui a la dent particulièrement dure contre son successeur : « Comment peut-il nous protéger contre le virus ? Il a été incapable de se protéger lui-même ! » Ou bien : « Donald Trump en a assez que tout le monde parle du virus ; en fait, il est jaloux de sa couverture médiatique. Pourquoi est-il à ce point obsédé par l'ampleur des foules qui viennent le voir ? Personne ne venait à ses anniversaires quand il était petit ? C'est ça qui l'a traumatisé ? »

Joe Biden, plus classique, attaque rarement son adversaire et préfère parler de l'âme de l'Amérique et de la compassion due aux victimes de la pandémie. Sa stratégie est celle du contraste. Plus Trump est outrancier, traitant Kamala Harris de « monstre » et de « communiste » et accusant Biden de vouloir fermer définitivement les églises, plus ce dernier est pondéré. L'essentiel de sa campagne est télévisée. Aux clips de campagne ciselés s'ajoutent ceux d'un groupe de républicains anti-Trump particulièrement créatif, le Lincoln Project.

Conséquence de l'hospitalisation de Trump, le deuxième débat télévisé est remplacé par deux émissions concomitantes « Face aux Américains », le 15 octobre. Ce soir-là, Joe Biden réalise une meilleure audience sur ABC que son adversaire sur NBC. Trump est durement secoué par la journaliste Savannah Guthrie : « Vous êtes le président, vous n'êtes pas le vieil oncle qui débloque lors d'un repas en famille. »

Il n'y aura plus qu'un seul débat, le 22 octobre à Nashville. Donald Trump est bien meilleur que lors du premier débat à Cleveland, surtout

parce qu'il interrompt moins son adversaire. Les organisateurs ont décidé de couper partiellement les micros pour éviter une nouvelle cacophonie. Cet ultime débat se solde par un match nul, même si Joe Biden marque les esprits avec une phrase choc au sujet de la pandémie : « Deux cent vingt mille Américains sont morts et le responsable ne devrait pas être président des États-Unis. »

Jamais autant d'argent n'a été dépensé dans une année électorale : 14 milliards de dollars, deux fois plus que le dernier record de 2016. Joe Biden est parvenu à lever trois fois plus de fonds que Donald Trump. Il a commencé à dépenser très tôt dans les États clés, sachant qu'un Américain sur deux voterait avant le jour de l'élection, par crainte du Covid et de la bousculade devant les urnes.

Cette campagne sans nulle autre pareille s'achève dans un pays plus stressé et divisé que jamais. Dans le Michigan, le FBI arrête treize sympathisants d'extrême droite qui prévoyaient de kidnapper la gouverneure démocrate : ils lui reprochaient ses mesures de prévention du Covid. Aux portes des grandes villes, les *Trump trains*, convois de *pick-up trucks* bardés de drapeaux, bloquent momentanément les ponts et les autoroutes. Sur une autoroute du Texas, ils cernent un bus de campagne Biden, telle une bande d'indiens attaquant une diligence. À Philadelphie, encore des émeutes et des pillages après la mort d'un Noir, déséquilibré mental, tué par des policiers blancs le 26 octobre.

Ce pays au bord de la crise de nerfs pourra-t-il, dans ces conditions, connaître une journée électorale apaisée et normale ?

Évidemment non.

Steven Levingston, *Barack and Joe : The Making of an Extraordinary Partnership*, Hachette Books, 2019.

La drôle de victoire

Le matin de l'élection, Joe Biden a voulu retourner dans la maison de son enfance, à Scranton. Sur le mur du salon, il a écrit :

*De cette maison
À la Maison Blanche
Par la grâce de Dieu
Joe Biden
3-11-2020*

Ce 3 novembre est sans doute le jour le plus important de sa vie. Il a tenu s'entourer de ses petits-enfants. La famille, la maison, les racines, sa destinée entre les mains du Tout-Puissant.

A-t-il un mauvais pressentiment ? Alors que Donald Trump se repose à la Maison Blanche, Joe Biden continue à faire campagne le jour du vote (c'est autorisé), rencontrant jusqu'à la dernière minute des syndicalistes et saluant du coude des dizaines de supporters à Scranton et Philadelphie, dans cette Pennsylvanie qui l'a vu naître, État-clé parmi les États-clés, qui pourrait bien lui ouvrir la voie de la Maison Blanche. Ou pas.

Les sondages lui sont favorables. Quatre ans après le fiasco de 2016, sont-ils fiables ? Comment interpréter cet afflux massif d'électeurs ? Deux tiers des Américains ont déjà voté par anticipation et l'on est certain d'atteindre des niveaux records de participation. Pourquoi ? Le pays s'apprête-t-il, dans un haut-le-cœur, à rejeter massivement Donald Trump, balayé par ce que plusieurs commentateurs appellent une « vague bleue », un raz-de-marée démocrate ? Ou bien sommes-nous en train d'assister à la double mobilisation, pour et contre Trump, de deux Amériques cabrées l'une contre l'autre ?

Joe Biden attend les résultats chez lui, à Wilmington, entouré de sa famille. À quelques kilomètres de là, une scène a été dressée sur le parking du Chase Center pour qu'il puisse s'adresser au pays, quel que soit le résultat. Donald Trump, lui, avait prévu une soirée électorale au Trump International Hotel de Washington. Soirée annulée au tout dernier moment. Il restera à la Maison Blanche. Craint-il une défaite ? Ou n'a-t-il plus d'argent ? Le pays retient son souffle.

« Si je gagne la Floride, c'est terminé », avait annoncé Joe Biden. Quand tombent les premiers résultats de cet État, on comprend vite qu'ils sont favorables au républicain. Rien n'est donc joué. Il n'y aura pas de raz-de-marée pro-Biden. La nuit va être longue. Les Américains ont l'habitude de ces nuits électorales, les yeux braqués sur la carte des États rouges (républicains) et bleus (démocrates). Ils savent que, pour gagner, un candidat doit remporter une combinaison d'États qui lui assure le nombre requis de grands électeurs. Floride, Pennsylvanie, Ohio... Tous les quatre ans, on scrute les résultats d'une poignée d'États clés qui peuvent faire basculer l'élection. Moment étrange où 80 % des Américains se sentent inutiles. S'ils vivent dans un État fortement démocrate, New York ou Californie, ou traditionnellement républicain, Oklahoma ou Indiana, personne ne s'intéresse à eux. Seuls comptent les *swing states*, ceux qui peuvent faire la différence.

Les démocrates les plus optimistes avaient rêvé de remporter le Texas, bastion républicain, les jeunes s'étant mobilisés en masse à Houston, Dallas et Austin. Mais, comme la Floride, le Texas tombe dans l'escarcelle du président sortant. Tout comme l'Ohio. Depuis soixante ans, tous les présidents élus ont remporté cet État. Serait-ce bon signe pour Donald Trump ? Chez les partisans de Joe Biden, les gorges se nouent. Sentiment de revivre le cauchemar de 2016. L'évidence s'impose : Trump résiste. Bien mieux que pronostiqué par les sondages. Lui aussi profite de la forte poussée de la participation. Selon les premières estimations, le Sénat pourrait même rester républicain, information capitale pour la suite. Un peuple trumpiste s'est levé en masse, il est en passe de réélire le sortant. De justesse, comme en 2016. Les bastions démocrates du nord industriel – Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin – vont-ils résister ? Pour l'emporter, Biden doit absolument retourner certains des États gagnés par Trump il y a quatre ans. Pour l'instant, le résultat est trop serré et nul ne sait quel effet aura la masse inhabituelle de bulletins déposés par anticipation. Les

sondeurs assurent qu'ils seront favorables à Joe Biden. Mais peut-on encore croire les sondeurs ?

À 23 h 20, enfin une bonne nouvelle : la chaîne Fox News annonce la victoire de Biden en Arizona, un État qui avait voté Trump en 2016. C'est bien, mais ça ne suffit pas. Et, curieusement, les autres grandes chaînes hésitent à confirmer. L'Arizona est encore « *too close to call* », les résultats sont trop serrés.

0 h 40 : Joe Biden apparaît devant les caméras, sa femme Jill à son côté. Il improvise une courte et surprenante déclaration : « Nous n'avons pas encore de résultats, mais j'ai un bon pressentiment. Je suis venu vous dire que je crois que nous allons gagner cette élection. *Keep the faith, guys*, continuez à y croire, on va gagner ! » En somme, il revendique sa victoire sans la revendiquer. Avant tout un coup tactique pour occuper le terrain, il n'a même pas pris le temps de se maquiller. Il sait que le candidat d'en face, surtout s'il sent qu'avec l'Arizona la course est en train de lui échapper, n'attendra pas patiemment sa défaite en regardant Fox News.

2 h 30. L'œil mauvais, Donald Trump fait son entrée dans l'East Room de la Maison Blanche où l'attendent trois cents supporters. « Je voudrais remercier les millions d'Américains qui ont voté pour moi, déclare-t-il. Hélas, un groupe de tristes personnages est en train de voler leurs voix. Nous ne nous laisserons pas faire... Nous étions en train de gagner, nous étions prêts à célébrer la victoire et tout à coup ils ont tout arrêté... C'est une fraude massive... Nous irons jusqu'à la Cour suprême. » Au bout de sept minutes, n'y tenant plus, il lâche : « Franchement, nous avons gagné cette élection, nous avons gagné. » La nuit électorale vient de changer de nature. Les deux candidats revendiquent désormais la victoire, mais l'un plus que l'autre. Sur Fox News, le journaliste Chris Wallace s'inquiète : « C'est une situation extrêmement inflammable et le président vient d'y jeter une allumette. »

Le 4 novembre, lendemain de l'élection, il n'y a toujours pas de vainqueur désigné. L'agence Associated Press confirme dans la nuit la victoire de Biden dans l'Arizona, mais les chaînes CNN, NBC et CBS ne suivent toujours pas. Joe Biden semble favori, mais le sentiment s'installe que si l'Arizona revenait à Trump, le sort de l'élection pourrait en dépendre. Dans la journée, cependant, Associated Press attribue le Michigan et le Wisconsin au démocrate. C'est bien, mais ça ne suffit toujours pas.

Évidemment, les supporters de Trump s'agitent. Plus de deux cents d'entre eux, certains armés, se sont rassemblés dans l'Arizona pour contester le résultat. Ils sont furieux contre Fox News, en principe favorable au président, qui a donné leur État à Biden. Ils sont furieux contre tout le monde. Aux cris de « comptez les bulletins ! », ils espèrent une victoire de Trump. Dans le Michigan, au contraire, qui est en train de leur échapper, ils s'époumonent : « Arrêtez de compter ! » Sur Twitter, Donald Trump feint de s'étonner que son avance dans les décomptes partiels ait fondu comme neige au soleil. « TRÈS ÉTRANGE », écrit-il en majuscules, alors que chacun comprend que le décompte des votes anticipés a commencé et qu'il favorise les démocrates.

Le 5 novembre, les décomptes se poursuivent. Joe Biden lance un appel au calme : « Nous saurons très vite. Nous n'avons aucun doute que nous allons gagner. La démocratie est parfois chaotique, elle réclame parfois un peu de patience, mais cette patience est récompensée depuis plus de deux cent quarante années. » En soirée, à l'heure des grands journaux télévisés, Donald Trump tient un point de presse. Il dénonce des « fraudes massives », des millions de « bulletins illégaux », des dépouillements réalisés en l'absence d'observateurs républicains. Cette longue et incohérente diatribe, qu'aucune preuve n'étaie, conduit les chaînes de télévision à interrompre le direct de la Maison Blanche. « Une fois de plus, nous nous trouvons dans le cas inhabituel de devoir non seulement interrompre, mais corriger les propos du président des États-Unis », déclare Brian Williams sur MSNBC. CNN diffuse l'allocation jusqu'au bout, mais en reprenant l'antenne le présentateur Anderson Cooper brocarde ce président semblable à « une tortue obèse couchée sur le dos, agitant ses pattes dans le soleil brûlant car elle comprend qu'elle est fichue ».

Il faudra un jour s'interroger sur la décision de ces chaînes qui décidèrent de couper la parole à un candidat – et à un président sortant – ayant récolté 74 millions de voix au pays de la liberté d'expression. Comme sur la décision des réseaux sociaux (Twitter, Facebook) qui, en 2020, ont choisi de limiter la capacité d'expression de Donald Trump sur leurs plateformes. Certes, ses propos étaient une offense à la vérité et aux principes démocratiques ; était-ce une raison pour les censurer ? D'autant qu'il suffirait de les chercher pour les retrouver. Qui peut s'arroger le droit, et quand, de limiter le *free speech* au pays de Thomas Jefferson, qui disait : «

Je préfère être exposé aux inconvénients que représente trop de liberté que pas assez » ?

Il n'en reste pas moins que les accusations de Donald Trump, au soir du 5 novembre, sont insensées. S'il y avait un complot démocrate pour « ajouter des millions de voix où cela les arrange », comment expliquer que les démocrates soient en train de perdre le Sénat et plusieurs sièges à la Chambre des représentants ? Mais Donald Trump ne cherche pas à convaincre par la logique des faits. Il suit à la lettre les préceptes de Roy Cohn, l'avocat de ses débuts, qui lui a appris à ne jamais admettre une défaite et à brouiller les cartes à l'infini, jusqu'à dissiper les notions de vérité et de réalité. « Gagne du temps. Celui qui lâche a perdu. Si tu dois reculer, crie victoire¹. »

Le 6 novembre, on le pressentait, c'est fait : Joe Biden dépasse Donald Trump en Pennsylvanie. Et même en Georgie, un État que les démocrates n'avaient pas remporté depuis 1992. Lors de son apparition désormais quotidienne, le candidat démocrate déclare : « À chaque heure qui passe, il apparaît plus clair qu'une majorité d'Américains a choisi le changement. » Réplique de Trump sur Twitter : « Joe Biden ne devrait pas revendiquer la victoire. Je pourrais moi aussi la revendiquer. Les procédures judiciaires ne font que commencer. »

Situation étrange : depuis qu'il a dépassé Trump en Pennsylvanie, Biden a suffisamment d'États en poche pour être déclaré vainqueur. Qu'attendent les grands médias ? Ici, ce sont eux qui « projettent » le nom du vainqueur, avant que leurs estimations soient officialisées dans les semaines qui suivent. Mais en ce vendredi après-midi, ils restent silencieux – notamment l'Associated Press, qui annonce les résultats depuis 1848. Personne ne veut prendre de risque. Plutôt attendre que l'avance en Pennsylvanie, où l'on continue à compter, soit suffisamment large pour être irréversible.

Le samedi matin, on entre dans la « drôle de victoire », comme il y eut la « drôle de guerre ». Joe Biden décide d'aller se reposer parmi les siens et Donald Trump d'aller jouer au golf quand, à 11 h 25 sur la côte Est, les médias projettent enfin la victoire de « Joseph Robinette Biden Jr, autrement appelé Joe Biden ». Il n'oubliera jamais ce 7 novembre.

Une fois passé l'euphorie des célébrations, un retour à la réalité s'impose. Dès le dimanche 8 novembre, la General Services Administration, un des rouages obscurs de la bureaucratie washingtonienne, refuse de signer la

lettre permettant d'entamer la procédure de transition du pouvoir. Le prochain président prêtera serment le 20 janvier et dispose d'un peu moins de trois mois pour se préparer en remplaçant les quatre mille postes de hauts fonctionnaires, comme le veut la tradition du *spoils system*. Pour ce faire, il se voit normalement attribuer des bureaux, un budget et commence à recevoir les informations confidentielles des services de renseignement. Mais Donald Trump s'y refuse. Il a gagné, il n'y aura pas de transition.

Ce qui n'empêche pas Joe Biden de se mettre au travail. Dès le lundi 9, il réunit un groupe de travail sur la lutte contre la pandémie, sujet qui lui paraît plus essentiel que les états d'âme de son prédécesseur. Puis il commence à appeler les dirigeants du monde entier qui l'ont félicité. À commencer par Justin Trudeau, le Canadien, suivi d'Emmanuel Macron le mardi. Selon l'Élysée, les deux hommes ont décidé de renforcer leur coopération sur le climat, la pandémie et la lutte contre le terrorisme. Le même jour, Joe Biden s'entretient également avec Angela Merkel et Boris Johnson.

Le *president elect*, ainsi qu'on le désigne désormais, n'a pas l'air préoccupé par l'obstination de son prédécesseur. Il se contente de déclarer qu'elle est moins gênante pour le pays que pour l'intéressé : « Je ne pense pas que cela grandira sa trace dans l'Histoire. »

Le 12 novembre, l'ensemble des autorités électorales américaines, placées pour la plupart sous l'autorité du président Trump, publient un communiqué commun assurant que « l'élection du 3 novembre a été la plus sûre de l'histoire des États-Unis ». Elles affirment qu'il n'existe aucune preuve de bulletins perdus ou modifiés et qu'aucun dysfonctionnement des systèmes informatiques n'a été constaté. Donald Trump, furieux, licencie d'un simple tweet le patron des services en charge de la sécurité des élections. C'est le retour de « The Apprentice », l'émission de télé-réalité où l'animateur Donald Trump s'était rendu célèbre par sa formule : « *You're fired !* » (« vous êtes viré ! »). C'est aussi par voie de tweet qu'il limoge son ministre de la Défense, qui s'était opposé au recours à l'armée pour mater les émeutiers de la fin du printemps. La directrice de la CIA et le patron du FBI semblent également dans le collimateur.

Sans plus de retenue, le président annonce le retrait de cinq cents soldats d'Irak et deux mille d'Afghanistan. Il en restera deux mille cinq cents dans chacun de ces deux pays. Alors qu'au Sénat les républicains s'y opposent, les alliés européens inquiets et les talibans crient victoire. Le même

12 novembre, selon le *New York Times*, Trump a sondé ses conseillers sur une possible attaque contre un site nucléaire iranien. Son ministre de la défense, Mike Pompeo, et le chef d'état-major des armées l'en ont dissuadé, évoquant le risque de déclencher un large conflit dans la région. Trump a renoncé, mais il entend décréter de nouvelles sanctions contre Téhéran, si sévères qu'elles empêcheraient toute relance de l'accord international sur le nucléaire. En d'autres termes, le président sortant semble décidé à amorcer des bombes à retardement pour compliquer la tâche de son successeur.

Autour du nouvel élu, on s'inquiète. Le candidat Biden était apparu étonnamment serein, lors du premier débat, à l'évocation de l'éventuel refus de Donald Trump de laisser la place : « Il partira car les électeurs en auront décidé ainsi. » Mais le *president elect* commence à donner des signes de nervosité : « On risque de perdre un mois et demi dans la distribution du vaccin, davantage de gens risquent de mourir. » Son entourage évoque un risque pour la sécurité nationale. Il rappelle que la commission d'enquête parlementaire sur le 11 septembre 2001 avait conclu que l'un des facteurs ayant permis les attentats était l'impréparation de la jeune administration Bush, la transition ayant été raccourcie de plus d'un mois du fait des recomptages en Floride.

Les unes après les autres, les procédures judiciaires sont rejetées, faute de preuves. Les avocats de Trump dénoncent des fraudes hors du tribunal, mais pas dans les salles d'audience car il n'est pas prudent de mentir à un juge. Donald Trump, lui, rêve néanmoins d'aller jusqu'à la Cour suprême. N'a-t-il pas déjà survécu à une procédure d'*impeachment*, vingt-six accusations d'agressions sexuelles et quatre mille poursuites judiciaires ? Il ne lâche jamais. Dans cet ultime combat, ses avocats, l'un après l'autre, l'ont abandonné. Seul demeure son avocat personnel, Rudy Giuliani. Le 19 novembre, l'ancien maire de New York tient une conférence de presse tragi-comique. Tandis que la teinture de ses cheveux, mêlée de sueur, dégouline le long de sa joue, il dénonce un vaste complot ourdi par les démocrates, les républicains et le Venezuela pour voler l'élection. Aussi ridicule soit-elle, cette conférence de presse a lieu au siège du Parti républicain, avec le feu vert de ses plus hautes instances. S'il ne gagne pas devant la justice, Donald Trump estime qu'il lui reste la carte politique. Car, pour le moment, l'immense majorité de ses alliés républicains semble encore soutenir le forcené de la Maison Blanche. Chaque élu pense à sa

propre réélection. Trump n'ayant rien perdu de sa popularité auprès de ses électeurs, un seul tweet de sa part suffirait à démolir tout candidat suspect de dissidence...

Le 23 novembre, coup de théâtre : plus de deux semaines après la proclamation des résultats, Donald Trump accepte enfin d'entamer la procédure de transition. Il annonce sa décision dans un tweet, au nom de « l'intérêt du pays ». Ce jour-là, l'État du Michigan, après quelques heures de suspense, a certifié le résultat. Mais Trump précise qu'il reste néanmoins « **FORTEMENT** » engagé dans sa croisade judiciaire, que « le combat continue » et qu'il pense l'emporter. Il ne s'avoue donc pas vaincu, mais il n'a d'autre choix que d'enjoindre à la General Services Administration de « faire ce qui doit être fait ». Situation inédite dans l'histoire américaine : en refusant de concéder sa défaite, Trump s'installe dans la position d'un chef de l'opposition, pour ne pas dire d'un président fantôme. D'autant plus puissant que les résultats de l'élection, s'ils sont mauvais pour lui, sont plutôt bons pour son parti.

La victoire de Joe Biden, elle, est indiscutable. Comme lors des huit dernières présidentielles, le candidat démocrate a obtenu plus de suffrages populaires que son adversaire. En 2016, Hillary Clinton avait récolté plus de 3 millions de voix de plus que Donald Trump. Joe Biden a doublé cet écart. Et sa victoire est indiscutable dans le collège électoral, seul résultat qui compte. Ironie de l'histoire, il l'emporte par 302 grands électeurs contre 232 : exact inverse du score obtenu par le milliardaire quatre ans plus tôt. À l'époque, Donald Trump avait qualifié ce résultat de « raz-de-marée ».

Victoire indiscutable, victoire remarquable : aux États-Unis, il est toujours très difficile de battre un président sortant. Ce n'était pas arrivé depuis 1992. Victoire aussi pour le système démocratique américain : la participation (62 %) a battu un record vieux de plus d'un siècle. Malgré la pandémie. Le magazine *The Atlantic* écrit : « Les électeurs ont empêché un populiste autoritaire de détruire les institutions démocratiques du pays. » Rien de mieux pour préserver la démocratie qu'un système démocratique en état de marche.

Mais les résultats du perdant, eux aussi, sont remarquables. En pourcentages, l'écart dans le vote populaire n'est pas si important (51 % pour Biden, 47 % pour Trump). Compte tenu de la participation record et de la croissance démographique, Donald Trump peut se targuer d'avoir obtenu

plus de suffrages que n'importe quel président sortant avant lui. Malgré la pandémie, la crise économique, l'*impeachment*, les pires tensions raciales depuis cinquante ans et l'Amérique devenue la risée du monde, Donald J. Trump a recueilli 74 millions de suffrages, avec un budget de campagne trois fois moins important que celui de son adversaire. En outre, son parti ne devrait pas perdre le contrôle du Sénat, où les résultats définitifs dépendent d'un second tour en Georgie, le 5 janvier. Dans cet État, en effet, deux sièges sont en jeu, la loi locale exigeant de retourner aux urnes quand aucun candidat n'a obtenu plus de 50 % des suffrages. Même si les démocrates remportaient ces deux sièges – ce qui apparaissait peu probable fin 2020 –, le Sénat serait coupé en deux : cinquante démocrates et cinquante républicains, la vice-présidente Kamala Harris faisant pencher la balance pour ce qui serait au mieux une très courte majorité. En outre, le Parti républicain a remporté nombre de sièges à la Chambre des représentants. Les démocrates y conservent la majorité, mais elle n'a jamais été aussi fragile depuis 1945.

En résumé, les démocrates ont gagné la présidentielle, mais ils ont perdu du terrain aux législatives. Et la carte électorale n'a guère changé. Les États clés de la *Rust Belt*, le nord désindustrialisé (Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin), sont repassés de justesse dans le camp démocrate, comme ils étaient revenus de justesse à Trump en 2016. Les États clés de la *Sun Belt* (Floride, Caroline du nord, Texas) restent républicains. Seuls l'Arizona et la Georgie ont basculé. Au niveau national, Joe Biden a fait ses meilleurs scores dans les grandes villes et Donald Trump dans les petites villes et l'Amérique rurale. Jamais la division villes/campagnes n'a été aussi prononcée. Joe Biden l'a nettement emporté dans les banlieues, au sens américain du terme : de vastes maisons entourées de pelouses et d'écureuils en périphérie d'Atlanta, Philadelphie, Milwaukee ou Detroit, habitées par des électeurs blancs diplômés et aisés.

Au pays de la consommation, certains politologues définissent les deux Amériques en fonction de leurs points de ravitaillement : Whole Foods contre Cracker Barrel. Le premier, propriété d'Amazon, est une chaîne de supermarchés très haut de gamme, bios et équitables, très présents dans les zones aisées. Le second, une chaîne de restaurants rétros, baptisés *Old Country Stores*, omniprésents dès que deux *Interstates* se croisent dans l'Amérique rurale. Un bref séjour comparatif dans un Whole Foods et un

Cracker Barrel vaut bien des analyses sociologiques sur les deux Amériques des années 2020, celle de Biden et celle de Trump.

Lors d'un meeting en octobre en Pennsylvanie, Donald Trump avait supplié : « Je lance un appel aux femmes de banlieue. Voulez-vous m'aimer ? S'il vous plaît ! S'il vous plaît ! » Elles ne l'ont pas écouté. Les femmes, en majorité, ont voté contre Trump, dans des proportions comparables aux scrutins précédents. Les Noirs ont massivement voté contre Trump (90 %), même si 20 % des hommes noirs de moins de quarante ans semblent avoir été séduits par le côté macho du personnage. Les Latinos ont voté contre Trump en Arizona, mais ils l'ont plébiscité au Texas (notamment les petits entrepreneurs, sensibles à la santé de l'économie) et en Floride, où les immigrés d'origine cubaine, vénézuélienne ou nicaraguayenne ont vu le président sortant comme un rempart au socialisme. De façon générale, la division par origines ethniques s'est légèrement estompée au profit d'une division par niveau d'éducation. Plus les électeurs étaient diplômés, plus ils ont voté démocrate, ce qui n'est pas forcément une bonne nouvelle à long terme pour le parti de Joe Biden, dans un pays où les origines ethniques sont de plus en plus diversifiées et le niveau d'éducation en baisse qualitative constante.

Quant aux instituts de sondage, une fois de plus, ils se sont trompés. Ils n'ont pas pressenti la vague cachée d'électeurs blancs modestes, peu ou pas diplômés. Après l'échec cuisant de 2016, ils auraient dû corriger le tir. Ne pas refaire la même erreur. Et pourtant. Ils ont sous-estimé la même catégorie de population, dans les mêmes États. Au niveau national, ils donnaient à Biden une avance de 7 à 10 points. Elle n'a été que de 4 points. Dans les États clés, notamment la Floride, le Texas et le Wisconsin, ils ont manqué leur cible. 2020 étant une année exceptionnelle à tous points de vue, il leur était plus difficile d'anticiper les réactions des électeurs, expliquent-ils. C'est peut-être que les Américains détestent répondre aux instituts de sondage. Une enquête du Cato Institute, un *think tank* libertarien conservateur, révèle que la seule catégorie qui n'hésite pas à afficher clairement ses opinions est celle des *strong liberals*, c'est-à-dire la gauche de la gauche. Un phénomène de pensée dominante qui n'existe pas qu'en Amérique : les sondeurs, politologues, analystes et journalistes, tous diplômés, ont du mal à comprendre ce que vivent, craignent, espèrent et pensent leurs concitoyens non diplômés.

Et quelle pagaille que ce dépouillement ! Le reste du monde ne comprend pas pourquoi un pays aussi évolué que les États-Unis est doté d'un système électoral aussi chaotique. En Inde, où il y a quatre fois plus d'électeurs (600 millions), les résultats sont connus en quelques heures. Aux États-Unis, il a fallu quatre jours et des semaines de contestation. Tous les quatre ans se repose la question du collège électoral : pourquoi n'est-ce pas le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix qui l'emporte ? Parce qu'au sein de la structure fédérale, les petits États veulent avoir leur mot à dire sans être systématiquement écrasés par les gros. Un système qui a fait ses preuves depuis deux cent quarante ans – au cours de la même période, combien de fois la France a-t-elle changé de régime ? – et que les Américains, surtout à droite, n'ont pas l'intention de changer.

En 2020, plusieurs facteurs sont venus compliquer encore les procédures. D'abord la pandémie, qui a fait exploser le vote par correspondance. Ensuite l'attitude de Donald Trump, qui a jeté par avance un doute sur la validité des procédures, ajoutant une pression sans précédent sur chaque dépouillement. Enfin, des résultats incroyablement serrés. Joe Biden a devancé son adversaire de 0,2 % en Georgie, de 0,3 % en Arizona, de 0,6 % dans le Wisconsin et de 1,2 % en Pennsylvanie. Par comparaison, l'écart le plus faible observé lors d'une présidentielle française était de 1,6 % entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand en 1974.

Joe Biden pourra-t-il gouverner dans un pays où les écarts sont si minces, révélateurs d'une Amérique plus divisée que jamais ? Sa tâche sera d'autant moins aisée qu'il devrait, d'emblée, avoir les mains liées par l'opposition. Si son parti ne remporte pas les deux sièges de Georgie le 5 janvier, il sera le premier président, depuis George H. Bush en 1988, à parvenir au pouvoir face à un Sénat hostile. Or, sans majorité au Sénat, un président ne peut faire passer ses projets de loi. Il ne peut même pas choisir ses ministres, qui doivent être avalisés par la chambre haute. Situation de cohabitation où Joe Biden devra sans cesse chercher des compromis avec l'opposition et singulièrement avec le très roué Mitch McConnell, chef de file des républicains. Le sénateur du Kentucky est souvent représenté par les caricaturistes sous les traits d'une tortue. Il en a l'opiniâtreté. Il n'avait fait aucun cadeau à Barack Obama lors de son premier mandat. Sera-t-il mieux disposé à l'égard de Joe Biden ? Les deux hommes se connaissent. Ils ont le même âge et des années de travail en commun au Sénat, notamment à

l'époque où McConnell était capable de rechercher des compromis. Désormais en fin de carrière, il pourrait faire passer l'intérêt du pays avant le sien.

Mais il faudra compter avec un troisième homme : Donald Trump. Qui semble vouloir garder le contrôle du *Grand Old Party* en s'appuyant sur sa popularité, soit pour se représenter lui-même en 2024, soit en se trouvant une place d'influenceur *in chief* au sein du système médiatique, à la tête d'une émission ou d'une chaîne de télévision. Un Trump dans le paysage risquerait de paralyser toute velléité centriste des républicains du Sénat. Déjà les regards se tournent vers les *midterms*. Les élections de mi-mandat sont en général défavorables aux présidents démocrates, de sorte que Joe Biden pourrait perdre la Chambre des représentants en 2022.

En attendant, que peut-il faire ? Tenter de gouverner par décrets. Dès le 8 novembre, il a publié la liste des quatre premiers décrets qu'il envisage de prendre dès son accession au pouvoir : retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat ; retour dans l'Organisation mondiale de la Santé ; retour du programme Obama pour les enfants d'immigrés sans papiers ; levée des restrictions à l'entrée des musulmans sur le sol américain.

Clairement, le président élu ne met pas son drapeau dans sa poche. Après quatre ans d'*America First*, les États-Unis tendent la main au reste du monde. Joe Biden annonce que son secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) sera Antony Blinken, son conseiller sur ces questions depuis l'époque où il était sénateur. Ce défenseur des alliances estime que « parmi les gros problèmes auxquels nous avons à faire face dans ce pays et sur cette planète, que ce soit le changement climatique, la pandémie ou la prolifération des armes, aucun n'a de solution unilatérale ». Pour Blinken, francophile et francophone depuis ses années d'études à Paris, l'Europe doit être un partenaire « en priorité et non en dernier ressort ».

Au plan international, une présidence Biden devrait beaucoup ressembler à un troisième mandat Obama. Le nouveau président se dit prêt à reprendre le fil de l'accord sur le nucléaire iranien, à condition que Téhéran se conforme à ses engagements de 2015. Sur la question des interventions extérieures, il devrait être au moins aussi prudent que Barack Obama au Proche-Orient. Dans le premier tome de ses mémoires², l'ancien président confirme d'ailleurs que Biden était opposé au raid contre Oussama Ben Laden en 2011.

Sur la question majeure des années à venir – la Chine –, le nouveau président devrait appliquer une stratégie d'alliance avec le reste du monde, afin de contraindre Pékin à adopter des pratiques commerciales plus acceptables, notamment concernant la propriété intellectuelle, tout en taxant le carbone des produits importés de Chine pour l'encourager à moins polluer. Antony Blinken croit même envisageable de réduire la tension avec Vladimir Poutine en aidant la Russie à se protéger contre la domination technologique chinoise, qui semble préoccuper le Kremlin.

Joe Biden est plus proche de l'Europe que ne l'était Barack Obama. Il s'y est rendu maintes fois lorsqu'il était président de la Commission des affaires étrangères. Pourtant, des tensions commerciales pourraient surgir avec l'Union européenne. Le président Biden ne sera pas forcément un partenaire plus facile que Donald Trump. Le 9 juillet 2020, il présentait un plan « *Buy American* » (« acheter américain ») prévoyant de dégager 400 milliards de dollars de fonds publics pour acquérir des produits *made in USA* au détriment des fournisseurs étrangers : un défi lancé à Trump sur le terrain du nationalisme économique, mais aussi une rupture avec les politiques de mondialisation de l'économie menées par Barack Obama et par ses deux prédécesseurs, Clinton et Bush.

Si le monde de l'après-Covid est celui du repli, Biden n'échappera donc pas à la règle. Car, pour lui, l'urgence est d'abord nationale. Une troisième vague de la pandémie a commencé à submerger le pays juste avant l'élection. Les hôpitaux sont à nouveau débordés, l'économie partiellement confinée. Les Américains qui ont perdu leur emploi souffrent d'autant plus que le Congrès paralysé n'a plus voté d'aide d'urgence ni de plan de relance depuis le printemps. Le président élu promet qu'il va accélérer les tests, renforcer l'équipement des hôpitaux – lesquels, comme en France, manquent surtout de personnel. Il promet un énorme plan de relance de 3 000 milliards de dollars pour aider les chômeurs, les commerçants, les petites entreprises et les collectivités locales. Mais, une fois encore, c'est le Congrès qui tient les cordons de la bourse. Et les républicains, très généreux dans la première phase de la crise sanitaire, semblent aujourd'hui moins portés à la dépense. En prévoyant fin novembre de nommer l'ancienne patronne de la Réserve fédérale, Janet Yellen, au secrétariat au Trésor, le futur président a toutefois fait le choix d'apaiser les marchés financiers.

Et ensuite ? Joe Biden n'a-t-il été élu que pour chercher des compromis avec les marchés et avec la droite ? Où sont passées ses promesses de réforme de la santé, de plan pour le climat, d'augmentation des retraites fédérales, de suppression des dettes étudiantes ? Dès le lendemain de l'élection, la centaine de députés du *Progressive Caucus*, la gauche de la gauche à la Chambre des représentants, s'agitait. Autour de Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, ils faisaient valoir que ce sont leurs campagnes de terrain qui ont amené des millions de jeunes à voter pour Joe Biden. L'aile modérée du parti leur a répondu que s'ils n'avaient pas joué avec le mot « socialisme » et le concept de « *Defund the police* » (couper les fonds à la police) lors des émeutes raciales, plus d'Américains auraient voté démocrate et le parti aurait pu garder le contrôle du Sénat. Pour *The Atlantic*, « Joe Biden a gagné parce qu'il a compris que les Américains avaient moins d'appétit pour l'extrémisme que ce que les chaînes d'info et les réseaux sociaux laissaient penser³ ». Cette tension avec l'aile gauche devrait persister pendant tout le mandat. Mais le Parti démocrate prendra-t-il le risque de se déchirer si le chef du camp adverse s'appelle Donald Trump ? C'est la haine de Trump qui a resserré les rangs pendant la campagne de 2020. Les démocrates ont tout intérêt à rester unis, s'ils veulent empêcher que le milliardaire ou ses idées ne reviennent à la Maison Blanche en 2024.

Et Trump, que fera-t-il ? Va-t-il quitter la politique ? Possible, mais ce n'est pas le plus probable. Le début de mandat de Joe Biden dépend pour bonne part de l'attitude de son prédécesseur, des conditions de la passation du pouvoir et, à plus long terme, de l'influence qu'il pourrait exercer sur le Parti républicain. Au point que des voix s'élèvent autour de Joe Biden pour l'inciter à n'engager aucune action en justice contre le président déchu, quels que soient ses excès passés ou futurs. Voire à user de son influence pour obtenir des accords amiables entre Trump, les tribunaux et les services fiscaux, afin que les enquêtes en cours (au moins au niveau fédéral) n'aboutissent pas. Pendant la campagne des primaires, Kamala Harris avait promis de relancer les poursuites d'obstruction à la justice lancées par le procureur Mueller dans l'enquête russe. Mais l'heure est-elle encore aux règlements de compte ? Biden, sachant que Trump s'inquiète de son avenir judiciaire, tentera-t-il d'acheter ses bonnes grâces en échange d'une promesse d'immunité ? Cela paraîtrait profondément anormal, tant

juridiquement que moralement. Mais qu'y a-t-il eu de normal au cours des quatre années de présidence Trump ?

Sans Trump, pas de Biden. Il s'est présenté à cause de Trump et l'a emporté pour la même raison. La moitié de ses électeurs ont reconnu avoir d'abord voté contre son adversaire. Qu'il réussisse ou qu'il échoue, son début de mandat sera fonction du bon vouloir de l'embarrassant président sortant.

Cité par Philippe Corbé, *Roy Cohn, l'avocat du diable*, Grasset, 2020.

Barack Obama, *Une terre promise*, Fayard, novembre 2020.

The Atlantic, 7 novembre 2020.

Conclusion

Les historiens se souviendront-ils que l'année 2020 fut celle d'une élection présidentielle américaine ? Ils se rappelleront surtout que, cette année-là, l'Amérique fut frappée par la météorite Covid-19. Après tout, qui se souvient du locataire de la Maison Blanche au moment du Mardi noir de novembre 1929 ?

Au regard de la catastrophe, que restera-t-il des péripéties de la campagne, de l'élection de Joe Biden et même, comment le croire, des outrances de Donald Trump ? L'élection du 3 novembre 2020 devait être l'heure de vérité pour le président le plus controversé et le plus mondialement détesté de l'histoire américaine. Tous ceux qui le haïssent rêvaient que l'Amérique produise un héros démocrate capable de terrasser *mano a mano* le « Néron de la Maison Blanche », un hybride d'Obama et de JFK au sourire éclatant qui aurait fait chavirer les éternels orphelins de l'homme providentiel...

Rien ne s'est passé comme prévu. Les démocrates américains n'ont rien trouvé de mieux qu'un éternel sénateur, vieux beau blanchi sous le harnais. Le candidat le moins enthousiasmant qui se puisse imaginer a profité d'un concours de circonstances exceptionnel pour être élu à la Maison Blanche.

La pandémie a tout changé. Joe Biden se préparait à opérer un retour en douceur aux années Obama, s'apprêtant à piloter le navire avec sagesse, mais sans à-coups. À réparer les pots cassés du trumpisme sans toujours se rendre compte que ce n'est pas Trump qui a dérégulé le monde, mais un monde dérégulé qui a produit Trump. Et le virus est arrivé. Provoquant une double crise, sanitaire et économique, sans précédent. Et accélérant la numérisation de nos vies et de la vie de nos entreprises. Plus rien ne sera jamais comme avant. Le 3 novembre 2020 les électeurs de Californie ont massivement voté pour Joe Biden, mais ils ont aussi voté un texte autorisant Uber à continuer de considérer ses chauffeurs comme des travailleurs indépendants, sans aucune des protections accordées aux salariés du « monde d'avant ». Joe Biden était contre ; il va devoir s'adapter.

Les défis qui attendent le pays sont immenses. En contestant les résultats dès le soir du vote, Donald Trump a jeté un doute non seulement sur l'élection de son successeur, mais, plus grave, sur la crédibilité du système démocratique américain. Il n'a montré aucun désir de quitter la scène. Bien qu'il ait perdu la Maison Blanche, il a réalisé un score assez élevé et fait élire assez de parlementaires républicains pour se considérer comme le leader naturel du parti, le chef naturel de l'opposition, capable de continuer à imposer son tempo spasmodique au débat politique. D'autant que sa base est toujours avec lui. Ses opposants les plus pessimistes se demandent s'ils ont seulement réussi à extraire la tumeur, alors que les métastases annoncent l'inévitable recrudescence du « cancer » dans tout le pays...

Joe Biden va devoir avancer sur des sables mouvants. Là où, pour une partie croissante de la population, les faits ne comptent plus et la parole publique est suspecte par définition. Donald Trump n'a-t-il pas invité à la Maison Blanche une des représentantes du mouvement QAnon, qui dénonçait un complot pédophile et satanique contre le président milliardaire ?

Le nouveau président devra réconcilier l'Amérique avec un monde qui va mal. Le mouvement de repli avait commencé avant le coronavirus. Trump en a été l'illustration, mais la pandémie l'a brutalement accéléré. Partout les nationalismes, la fragmentation et l'intolérance relèvent la tête. Joe Biden lui-même n'est pas insensible aux sirènes de l'« America First », en phase de reconstruction. Donald Trump et le coronavirus ont remis en cause comme jamais soixante-quinze ans de leadership américain. D'autant que l'Amérique a perdu la bataille idéologique de la pandémie. Partout, le pouvoir de l'État s'est renforcé, surtout dans les régimes autoritaires, apparemment les mieux équipés pour contrôler leur population et endiguer la circulation du virus. La Chine pavoise et pense avoir marqué des points décisifs dans sa compétition avec le géant américain aux pieds d'argile.

Les États-Unis sont un des pays qui ont le plus souffert, et celui qui est tombé du plus haut. Joe Biden ne devra pas seulement gérer la reconstruction, mais aussi la crise sanitaire elle-même. Personne ne prévoit qu'un vaccin puisse complètement changer la donne avant l'été 2021. Plus qu'ailleurs, la pandémie a profité de la confusion sur le port du masque, sur les tests, le traçage. Donald Trump a ajouté au chaos en minimisant les risques, en poussant à une réouverture prématurée et en accréditant le mythe du remède miracle après sa propre guérison. Sans lui, l'Amérique

aurait souffert de toute façon, compte tenu du dysfonctionnement structurel de son système de santé, des divisions raciales et de la dilution du pouvoir due au système fédéral. Mais Trump aurait dû donner l'impulsion d'une riposte unifiée. Il ne l'a pas fait. Joe Biden et Kamala Harris le pourront-ils ?

Des pans entiers de l'économie sont sur le flanc. Le chômage est au plus haut. Plus que jamais, il y a deux Amériques : l'une blanche, diplômée, confortablement installée au télétravail derrière ses *laptops*, n'ayant rien dépensé, qui s'est enrichie pendant les confinements ; et l'autre pauvre, souvent noire ou hispanique, doublement frappée par le virus et par le chômage. La distribution des indemnités chômage, particulièrement généreuses au printemps, s'est arrêtée à l'automne faute d'accord au Congrès. Des millions d'Américains vivent dans la peur de perdre leur emploi, avec lui leur assurance maladie et, à terme, leur logement.

Joe Biden veut les rassurer en s'appuyant sur son expérience personnelle, lui dont la vie a été une succession de tragédies surmontées. Lui qui peut déclarer sans mentir : « Le trajet le plus long qu'aient à faire des parents dans leur vie consiste à monter l'escalier pour annoncer à leurs enfants qu'ils ont perdu leur travail et qu'ils vont devoir déménager, car la maison est hypothéquée par la banque. Mon père a monté cet escalier-là. » Un père qui lui répétait : « Fiston, ce qui fait la force d'un homme, ce n'est pas le nombre de fois où il est mis à terre, c'est la vitesse à laquelle il se relève. »

Peut-il aider l'Amérique à se relever ? « Faire rimer l'Histoire avec espoir », comme il l'a promis le 20 août 2020 à la convention de Wilmington ? En tant que vice-président, il a piloté le plan de relance de l'économie au lendemain de la crise financière de 2008. Cette fois, la crise est plus grave. Mais elle lui donne aussi la possibilité d'accomplir des réformes plus audacieuses, notamment dans les domaines de la santé et de l'environnement, réformes que Barack Obama n'avait pas voulu, ou pu, mener à bien. Joe Biden devra probablement compter avec l'hostilité du Sénat, sans lequel toute réforme majeure est impossible. Mais le peuple américain est derrière lui. C'est un des rares candidats de l'Histoire à avoir fini la campagne plus populaire qu'il ne l'était au début.

L'Amérique n'était-elle pas sortie plus juste de la guerre de Sécession ? Plus forte de la crise de 1929 ? Joe Biden veut y croire : « L'Histoire nous a appris que c'est dans ses heures les plus sombres que ce pays a fait ses plus grands pas en avant. C'est ça, l'Amérique : on va de l'avant. C'est

d'ailleurs ce que nous faisons peut-être de mieux, nous, les Américains :
nous construisons l'avenir¹. »
Discours à Philadelphie, 2 juin 2020.



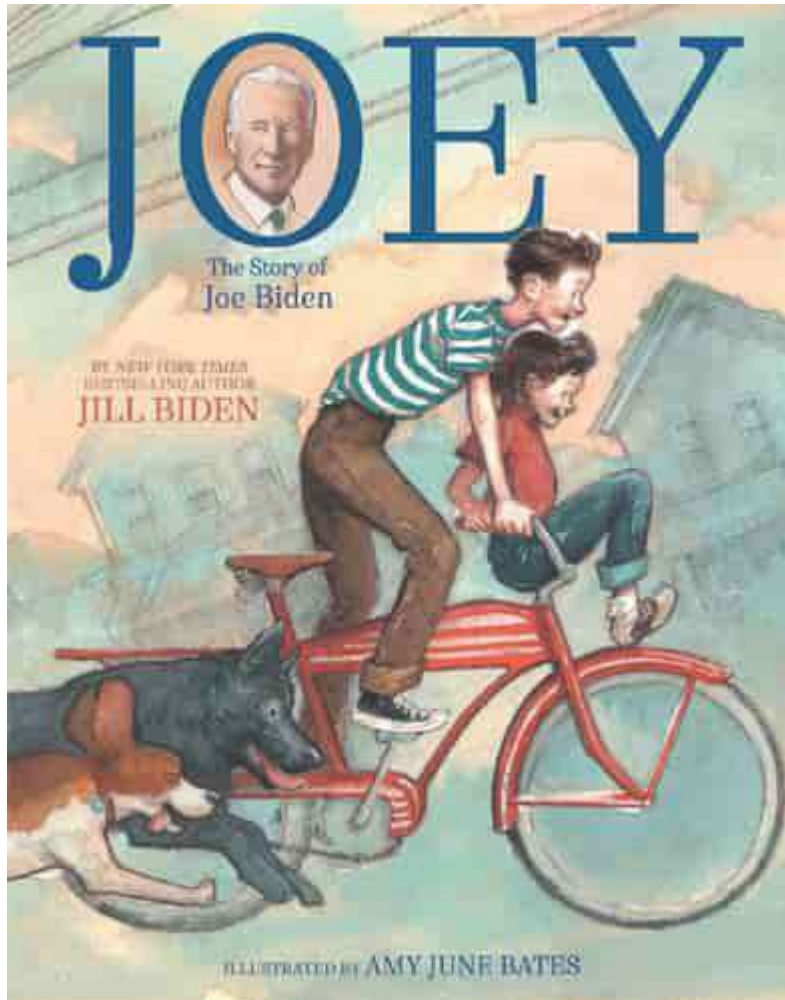
Joseph Robinette Biden en 1953, âgé de 10 ans. (*Office of US Senate*)



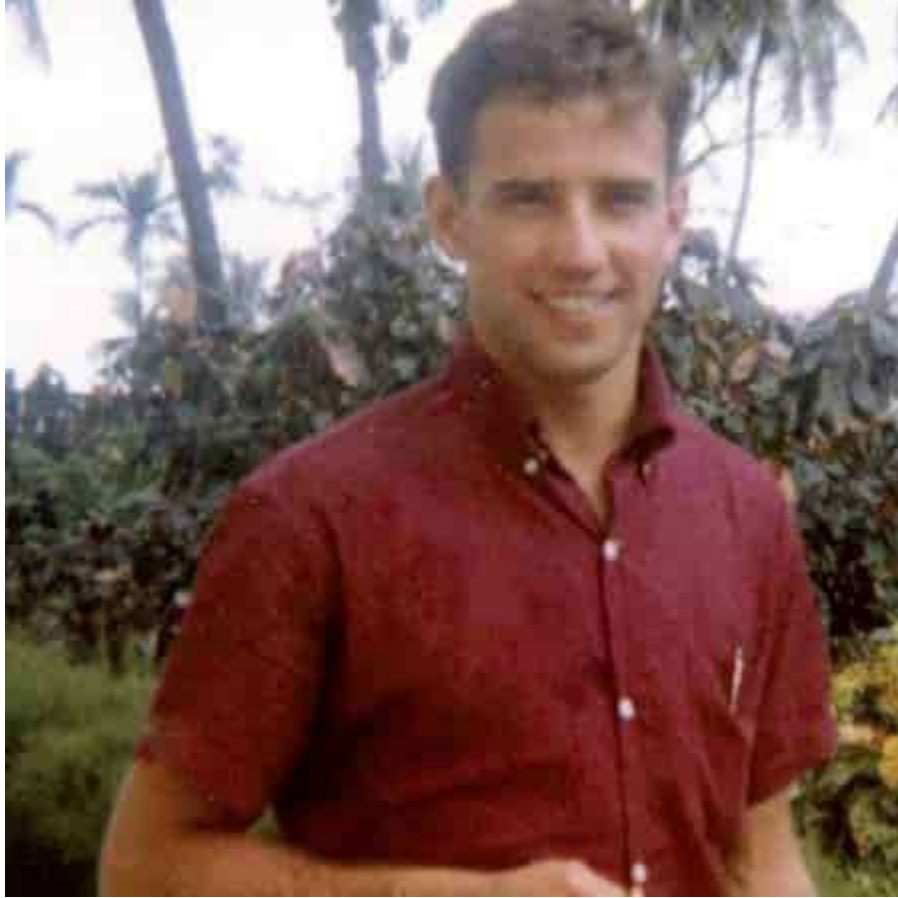
Au côté de sa mère Catherine « Jean » Biden, de ses deux frères et de sa soeur, dans les années 1950 à Scranton. (*JoeBiden.com*)



En 1978, c'est auprès de sa mère que le sénateur du Delaware fêtera sa réélection.
(Bettmann Archives/Getty Images)



La jeunesse de « Joey » : une Amérique idéale, ici en couverture d'une biographie écrite par sa femme Jill. (d.r.)



Jeune étudiant en histoire et sciences politiques à l'université du Delaware, dont il sort diplômé en 1965, avant de faire son droit à Syracuse University. (*JoeBiden.com*)



Le 7 novembre 1972, Joe Biden met fin au règne du sénateur républicain James Caleb Boggs dans le Delaware. À 29 ans, il devient le sixième plus jeune sénateur de l'histoire américaine. (*JoeBiden.com*)



Le 20 novembre, il fête son trentième anniversaire avec sa femme Neilia, épousée en 1966, et leurs fils Beau et Hunter. (*Bettmann Archives/Getty Images*)



Moins d'un mois plus tard, la tragédie : Neilia et sa fille Amy sont tuées dans un accident de voiture à Hockessin. Beau et Hunter sont grièvement blessés. (*Bettmann Archives/ Getty Images*)



Le 12 août 1974, devant le Capitole, lors d'une commémoration officielle de la Révolution américaine. (CBS Photo Archives/Getty Images)



En 1975, Joe Biden fait la connaissance de Jill Tracy Jacobs. Il l'épouse en 1977 à l'United Nations Chapel de New York et donnera en 1981 une soeur à Beau et Hunter, qui ont choisi son prénom : Ashley Blazer. (*Office of US Senate ; JoeBiden.com*)



Entretien cordial en tête à tête avec le président Jimmy Carter, dans le Bureau ovale, en 1976. (*Office of US Senate*)



1^{er} juin 1987 : Joe Biden, aux côtés de ses deux fils, de sa femme Jill et de leur fille Ashley, annonce sa candidature aux primaires démocrates pour la présidentielle de 1988.
(ph. Cynthia Johnson/Life Images Collection/Getty Images)



Premier portrait officiel de Jill Biden, épouse du nouveau vice-président en mars 2009.
(ph. *Ralph Alswang, White House*)



Jill et Beau Biden, attorney général du Delaware et fils aîné de Joe, vaincu par le cancer en mai 2015. Une blessure à jamais ouverte. (*JoeBiden.com*)



Hunter Biden (ici en 2013), seul survivant du premier mariage de son père... et caillou dans la chaussure du candidat. (*Center for Strategic & International Studies*)



Le 23 août 2008, à Springfield, Illinois, le candidat Barack Obama présente à ses futurs électeurs son colistier Joe Biden, en compagnie de leurs épouses Michelle et Jill. *(ph. Daniel Schwen)*



Le 20 janvier suivant, le nouveau vice-président prête serment à Washington, lors de la 56e cérémonie d'investiture. *(ph. Chad J. McNeeley, US Navy)*



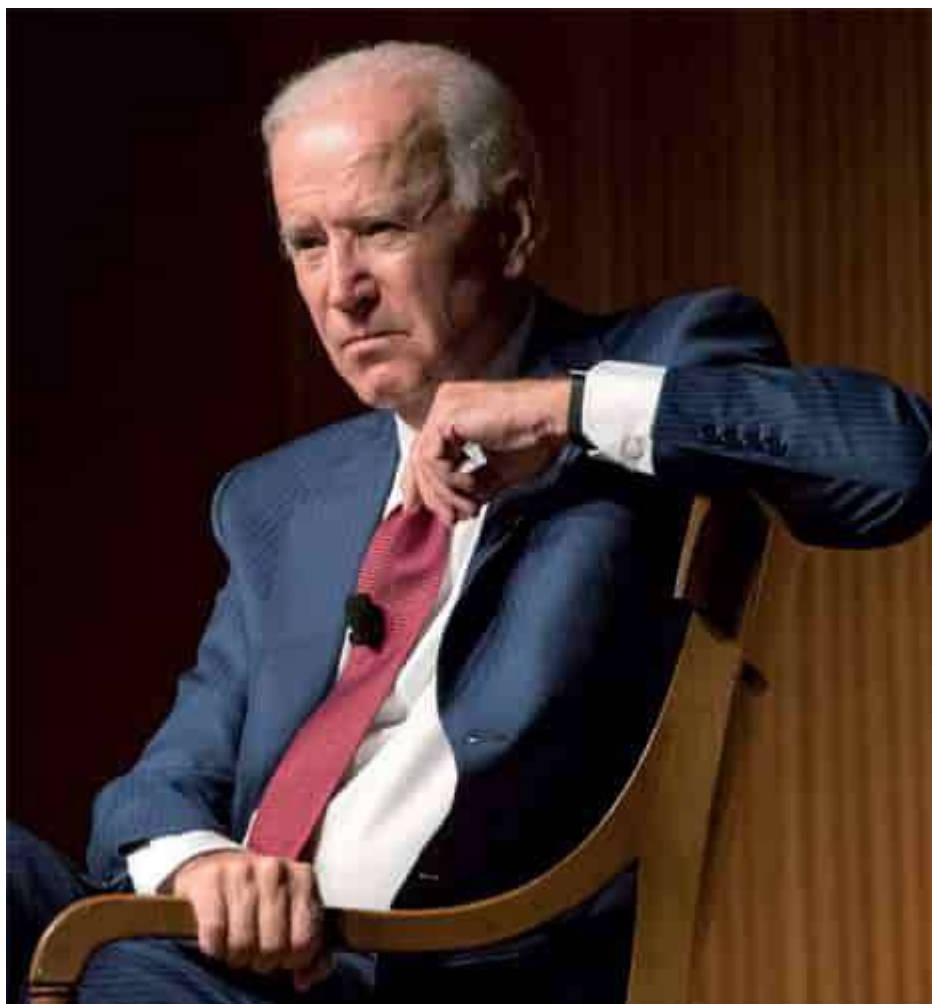
Le 14 mai 2019, lors d'une visite aux étudiants de la base navale de Coronado, en Californie. (ph. Ryan Valverde, US Navy)



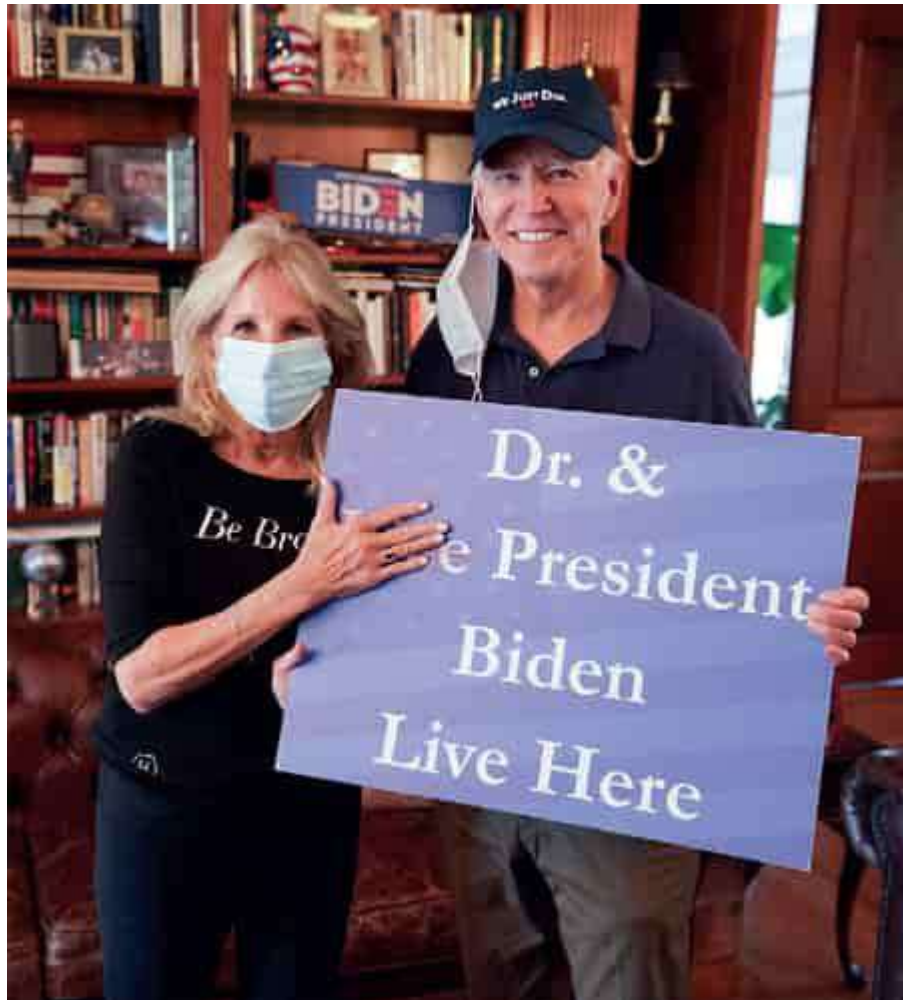
Remise de la médaille de la Liberté, le 12 janvier 2017. L'un des derniers actes officiels du président Obama... (ph. Chuck Kennedy/White House)



... avant l'investiture de Donald Trump, huit jours plus tard. (ph. Cristian L. Ricardo/US Marine Corps)



Mars 2017 : l'ex-vice président songe qu'il aurait dû se présenter contre le milliardaire républicain. (ph. Jay Godwin/LBJ Library)



Le 7 novembre 2020, deux heures après l'annonce de la victoire par les médias, Jill Biden poste sur son compte Twitter cette photo sur laquelle elle masque le mot « vice », avec ce commentaire : « Il sera un président pour toutes les familles. » (d.r.)



Le soir même, à Wilmington, un Joe Biden épanoui savoure sa victoire auprès des siens. Il embrasse ici le dernier né de Hunter, prénommé Beau comme son fils défunt. (ph. *Jim Watson/AFP*)



Kamala Harris, sa vice-présidente, prononce ce soir-là des mots historiques : « Je suis peut-être la première femme à occuper ce poste, mais je ne serai pas la dernière. » (ph. *Jim Watson/AFP*)

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.editionsarchipel.com

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur



www.facebook.com/larchipel

Achevé de numériser en décembre 2020
par Atlant'Communication